AUGUSTE BARBIER

SA VIE, SON TEMPS, SES ŒUVRES

I.

Au nombre des plus grands succès du siècle qui s'achève il en est trois dont le retentissement aura dépassé tout : en 1819, le *Naufrage de la Méduse*; en 1820, *les Méditations*; en 1830, *les Iambes*, ou, pour parler plus exactement, *la Curée*. Réussir ainsi d'un premier coup et par explosion, danger terrible ! Il y a cependant manière de s'en tirer, soit comme Géricault, en mourant jeune, soit comme l'auteur des *Harmonies* et de *Jocelyn*, en prenant pour devise : *Excelsior*. Barbier ne fit ni l'un ni l'autre, et c'est pourquoi, vue à distance des événemens, sa destinée de poète a presque l'air aujourd'hui d'une ironie : « Vous ici, monsieur? disait brutalement, au retour de la campagne de Russie, Napoléon apercevant dans la foule de ses courtisans un général disgracié; vous ici, monsieur ! je vous croyais mort. » Les générations pensaient de même à l'égard du poète de 1830, avec cette différence que, cette fois, l'étonnement n'avait rien que de très sympathique. Le public, sans l'avoir oublié, le tenait pour absent de ce monde; les vers continuaient à vivre; quant à l'homme, il était bien mort, sinon décédé. Sainte-Beuve eût vécu cent ans que sa littérature eût toujours gardé le haut du pavé; humeur chagrine ou défaillance, Barbier se laissa distancer; il était, comme on dit, resté en gare et ne rejoignit plus jamais le train. C'est donc comme un ancien qu'il faut le lire, car à vouloir

l'examiner comme un moderne, nous risquerions d'éprouver maint désappointement. Que de choses conquises pendant ces trente dernières années, que de raretés, de découvertes dans la technique du vers et qui ne sont point dans ces *Iambes* forgés à tour de bras sur l'enclume de Vulcain, mais que nul fin ciseau d'artiste n'a dégagés de leurs bavures! Une langue vigoureuse, puissante et fière, mais fouettée, surmenée, trop haut montée à l'effet pour s'y établir à demeure et s'affaissant par momens, se dégonflant comme un ballon qui crève, un style fourmillant de répétitions, d'inversions, de mauvaises rimes, une monotonie accablante dans l'expression, les mêmes images, les mêmes tours imperturbablement reproduits :

C'est que la liberté n'est pas une comtesse...
La popularité, *c'est* la grande impudique...
Le peuple de Paris, *c'est* le pâle voyou...
Passez ! le peuple *c'est* la fille de taverne...
C'est la mer, *c'est* la mer aux premiers feux du jour.

Des tendances de l'heure présente et de ses ressources, des curiosités de la muse nouvelle et de ses trouvailles, aucune trace, rien de ces frissonnemens d'aurore, de ces pollens sonores et scintillans dont l'atmosphère poétique était alors si universellement saturée. Aurions-nous affaire à un classique? Oui et non : la poétique de Barbier est d'un romantique, mais sa poésie est d'un classique. Voltaire a dit : « Notre langue est une gueuse fière, il faut lui faire l'aumône malgré elle. » Barbier abuse du précepte, sa prodigalité dans ce genre ne connaît pas de bornes; de là ces trivialités *voulues,* ces mots cyniques semés de parti-pris dans un discours d'ailleurs plein de sagesse et de bon sens bourgeois, et qui souvent font tache au lieu de s'y mêler et de le teindre de leur pourpre fangeuse. C'est que, probablement aussi, *les Marseillaises* ne s'exécutent pas simplement avec de l'art. L'auteur de *la Curée* n'est ni un classique, ni un romantique; c'est l'homme d'un premier mouvement, d'un seul peut-être, mais sublime; là sera sa force et son néant, car cet homme, hier ignoré encore de tous et que demain tous oublieront, aura, pendant une heure prédestinée, senti battre dans sa poitrine le cœur d'un peuple, et le cri de ce moment d'insolation vivra, lui survivra dans toutes les mémoires, même les plus étrangères et les plus réfractaires aux choses de littérature et d'art. Auguste Barbier nous explique Rouget de l'Isle, et tous les deux nous font comprendre les grands anonymes des chansons de gestes.

La désillusion qui déjà gagnait tous les cœurs avait trouvé son interprète, le succès fut immédiat, énorme, une traînée de poudre. Cette pièce de vers n'eut pas seulement la vogue, elle eut l'hon-

neur. Delacroix la mit en peinture, et *la Liberté sur les barricades de juillet,* qui parut au salon de 1831, consacra son apothéose. *La Popularité*, *l'Idole*, suivirent de près *la Curée*. Je range à part ces trois poèmes, dont l'esprit et la forme se ressemblent d'ailleurs singulièrement. Placez-vous devant le triptyque, vous avez en substance tout Barbier.

L'Idole, pour l'audace et la nouveauté du point de vue, mérite que l'on s'y arrête : s'attaquer à la légende napoléonienne en dépit de la note dominante, songez donc un peu quel scandale! Mais Barbier, avec son tempérament de patriote, n'était pas homme à s'effrayer du paradoxe, et ni les chansons de Béranger, ni les *Messéniennes* de Casimir Delavigne, ni les jeunes odes de Victor Hugo écrites sur le vieux poncif ne prévalurent. Le Corse à cheveux plats reçut à son tour la volée de bois vert, et le public trouva la sentence bien appliquée. Barbier n'était pourtant pas le premier en date; avant lui, deux génies de nature fort diverse, Paul-Louis Courier d'abord, puis Lamartine, avaient entrepris l'exécution.

> Et toujours en passant la vague vengeresse
> Lui jetait le nom de Condé,

avait dit le chantre des *Méditations* succédant au vigneron tourangeau, de qui la prose rude et solide, avoisinant le vers de Barbier, pourrait bien avoir donné la réplique à *l'Idole :* « Cette nation est lâche; ce ne sont plus des Français, la terreur de l'Europe, l'admiration du monde; ils furent grands, fiers, généreux, mais domptés aujourd'hui, abattus, mutilés, *bistournés* par Napoléon, ils se laissent *ferrer et monter à tout venant.* » Paul-Louis Courier, Lamartine, est-ce le seul hasard qui rapproche ces noms sous ma plume, et Barbier ne procéderait-il pas à la fois des deux? Considérez ce talent qui, d'un côté, par son âpre loyauté, son grand bon sens, sa rectitude et son ferme propos, touche à la prose, et de l'autre, tend au lyrisme; fondez ses qualités et ses aspirations dans une atmosphère où gronde encore la canonnade de juillet, où l'océan de Géricault mêle ses tempêtes aux rugissemens des fauves de Barye, et dites si de cet amalgame de réalisme et d'idéalisme, de républicanisme et de christianisme, ne sortira pas quelque chose de pareil à cette couronne royale émergeant de la chaudière des sorcières de *Macbeth*, quelque chose d'horrible dans le beau, de beau dans l'horrible, qui vous fera penser à *la Curée*, à *la Popularité*, à *l'Idole?*

On sait comment, grâce à l'entremise amicale d'Alphonse Royer, la publication de *la Curée* échut à la *Revue de Paris*. Véron, alors directeur, hésitait, et ce fut Henri de Latouche qui le décida

« Hâtez-vous d'imprimer cela, c'est un chef-d'œuvre, » répondit-il sitôt après avoir lu. Le chef-d'œuvre parut, mais avec une note de la rédaction dégageant sa responsabilité et s'excusant d'avance des fautes de l'auteur. On était en plein romantisme et les vieux préjugés régnaient encore ; le *Journal des Débats* louait Lebrun d'avoir, dans sa *Marie Stuart*, « séparé assez habilement l'or pur du plomb vil, » d'avoir « su éviter les fautes nombreuses qui déshonorent l'œuvre de Schiller. » Les prosélytes eux-mêmes avaient des scrupules ; on n'osait oser. Ménageons Boileau ! que dira Baour? le terrible Baour-Lormian, alors partout sur la brèche et jetant aux quatre vents de l'esprit cette lamentation inoubliable :

Avec impunité les Hugo font des vers!

Quoi qu'il en soit, l'extrême audace de la forme entra pour beaucoup dans le succès, car il faut bien pourtant admettre que la crise politique ne demandait pas ce dithyrambe à la Juvénal et que la flagellation n'est point en proportion des circonstances. Ces quémandeurs de sous-préfectures et de distinctions plus ou moins puériles ne méritaient guère sans doute un pareil châtiment, mais c'était la première fois que l'ïambe d'André Chénier, frappant l'air de ses résonances, s'adaptait aux questions du jour ; négligeons le détail et disons que le sens moral de la foule était du moins d'accord avec le poète. Remarquons aussi, pendant que nous y sommes, le rôle qu'en cette histoire des préliminaires de *la Curée* joue Henri de Latouche, rôle tout bienveillant et fait pour vous surprendre chez cette nature problématique ayant des goûts malsains d'intrigue, et, comme Beyle, aimant à nuire sans but personnel.

Auguste Barbier était la précision en personne ; fils d'avoué, il tenait registre des moindres actes et ponctuait méthodiquement sa vie. Je retrouve dans une de ses lettres un paragraphe propre à nous renseigner sur la suite de ces débuts. Buloz fondait alors la *Revue*. Il avait son idée : créer une sorte d'exposition permanente de littérature, maintenir les traditions, élever les niveaux, centraliser et fomenter, être en nos temps de dispersion un foyer de culture entre la production et la consommation intellectuelles, grouper les vétérans, supprimer pour les jeunes les épreuves de l'apprentissage et procurer du soir au lendemain cent mille lecteurs au talent qui cherche sa voie. Barbier fut un des plus zélés collaborateurs de la première heure ; il donna d'abord *l'Idole* et divers ïambes, puis ses poèmes, le *Pianto*, *Lazare*, puis une nouvelle : *Béatrice*, et jusqu'à des travaux de critique, toute sa lyre et tout son portefeuille. A partir de cette date s'établirent les meilleurs rapports ; même

quand il n'écrivit plus, il se considéra toujours comme de la maison. Naguère encore, quelques semaines avant de s'en aller mourir à Nice, il quittait le chapitre de ses souffrances pour nous parler de ses travaux. Avec quelle courageuse obstination il luttait contre une difficulté d'être qui, chaque jour, se faisait sentir davantage! « Croiriez-vous, mon cher, me disait-il, que je rime encore? Il faudra que nous revoyions cela ensemble. Peut-être tout n'est il point à mettre au cabinet; mais en voudra-t-on à la *Revue?* J'y dois être terriblement oublié depuis la mort de ce pauvre Buloz, que j'ai toujours beaucoup aimé, vous le savez. » Là-dessus, il se leva en tâtonnant et je m'aperçus qu'il n'y voyait presque plus à son empressement à saisir mon bras. Je le conduisis ainsi jusqu'à la grille de mon jardin, où sa voiture l'attendait; lui, brisé par l'âge, moi, de quinze ans plus jeune et le soutenant, quoique remis à peine de mon accident. O mélancolie des choses humaines!

Quis custodiet ipsos
Custodes?

Assez ruminé d'idées sombres; essayons plutôt de remonter aux jours heureux des premières rencontres.

II.

Un neveu des Bertin, riche et dilettante, homme d'esprit et de *fashion*, était, à cette époque, très répandu parmi les romantiques; il avait, comme les fermiers-généraux d'autrefois, maison de ville et de campagne, adorait les vers et la musique et se plaisait aux belles discussions. C'est chez lui que je connus Barbier, à ses dîners du jeudi où se donnaient aussi rendez-vous Eugène Delacroix, Berlioz, Vigny, Musset, Brizeux, les deux Deschamps et Léon de Wailly. Ce dernier, dont le nom n'a pourtant pas survécu, s'imposait à tout notre groupe par le calme et le judicieux du raisonnement. Qualité fort rare en cette époque de lyrisme à outrance, il savait ramener les choses à leurs proportions, et quand il se croyait sur la piste d'une vérité, les fusées que vous tiriez ne le détournaient pas de son chemin. Avec cela, une de ces éruditions toute en profondeur, comme l'eau des sources, et qu'il vous faut provoquer de la sonde sous peine de n'en point jouir. Je ris lorsque je vois aujourd'hui tant de médiocrités se faire de Shakspeare un escabeau pour se hisser aux distinctions et que je songe à l'ingrat oubli qui recouvre cette mémoire. Barbier du moins en conserva le culte jusqu'à la fin. Dans les longues heures que nous revivions ensemble à causer du

passé, il y revenait toujours, s'informait de ce que pouvait être devenue une traduction d'*Hamlet* dont il me récitait des scènes entières, m'invitant à suivre sur le texte anglais pour mieux apprécier l'exactitude. Le souvenir de cet ami l'occupait sans cesse. Après en avoir discouru avec vous la veille, il vous en écrivait le lendemain : « Vous devriez bien remettre en lumière, dans *la Revue*, la figure et le talent de Léon de Wailly ; nous parlions hier de sa traduction d'*Hamlet*, de celle des poésies de Burns ; il y aurait également beaucoup à dire de ses livres si remarquables d'analyse et d'observation. Relisez donc *Angelica Kauffmann*, peinture achevée de la société en Angleterre au dernier siècle, *Stella et Vanessa*, vrai type du roman biographique, et *les Deux Filles de M. Dubreuil*, admirable satire de l'éducation féminine de nos jours sous une forme dramatique et peut-être même trop poussée au noir. Toutes ces productions élevées, réfléchies, hors ligne ; quel spirituel et charmant volume on pourrait tirer aussi de cette série d'articles qu'il publiait chaque semaine dans *l'Athénéum* ou dans *l'Illustration!* Si j'avais quelques années de moins, je le ferais et j'aimerais vous voir rompre une lance en faveur de ce cher camarade que vous avez connu. »

L'Italie était la terre promise des poètes de cette génération, l'Espagne ne figurait qu'au second rang : on la mettait en musique, en peinture, en rimes plus ou moins extravagantes, mais généralement on s'abstenait d'y aller voir. L'Italie avait cet avantage d'offrir aux pèlerins de l'idéal un sol édenique plus rapproché de nous et des noms d'une résonance incomparable ; Raphaël, Michel-Ange, Dante Alighieri, des noms à placer dans un sonnet comme un lumignon dans une lanterne. Scribe lui-même cédait à l'influence et rapportait de Naples *la Muette* et *Fra Diavolo* à son collaborateur Auber, qui, sans avoir bougé de son fauteuil, profita l'on sait comment de cette excursion esthétique, et Casimir Delavigne écrivait des dithyrambes que Musset apprenait par cœur et récitait d'enthousiasme pour *ennuyer* Victor Hugo :

Non, tu ne connais pas encor
Ce sentiment d'ivresse et de mélancolie
Qu'inspire d'un beau jour la splendeur affaiblie,
Toi qui n'as pas vu les flots d'or
Où nage à son couchant un soleil d'Italie !

Barbier comme les autres projetait cette escapade ; Lamartine et Stendhal dans le présent, Goethe dans le passé, nous montraient l'exemple : sans l'Italie rien de complet ; qui n'a point aimé ne sait rien de l'amour, qui n'a point vécu à Rome et lié commerce avec Sienne et Florence n'en saurait avoir une idée. Là-dessus, ni la parole,

ni la gravure, ni la photographie ne vous renseignent; quand vous y êtes, vous découvrez que c'est absolument la même chose que ce que vous vous attendiez à voir, excepté que c'est tout différent : souvent plus grandiose, quelquefois moindre, comme il nous arrive pour une femme que nous avons admirée dans ses portraits et dont la présence nous déconcerte par tout un imprévu de beautés et d'imperfections. Le voyage de Barbier en Italie ne devait amener d'ailleurs aucune modification de son talent; il s'agissait bien plutôt d'une promenade au pays de l'art que d'une crise de transformation : c'est tout simplement le virtuose qui se déplace et s'en va poursuivre son concerto sous d'autres cieux; l'évolution et le perpétuel devenir n'ont ici que faire. Nulle perturbation dans l'organisme. Le voilà tout de suite acclimaté, et de bourgeois de Paris qu'il était la veille, devenant, du soir au lendemain, bourgeois de Rome, de Florence, de Venise ou de Pise *ad libitum*. Tant de siècles dont il foule sous ses pieds les ruines, au lieu de provoquer chez lui une de ces commotions sacrées qui vous renversent sur le moment et ne sortissent leurs pleins avantages que plus tard, tant de grandeurs et de vicissitudes, tant de races et tant de cultes le laissent calme, et toutes ces merveilles enfouies dans l'humus historique ou se dressant là devant lui dans l'atmosphère ensoleillée, il les contemplerait dans un musée à l'état d'objets d'art que ce serait absolument la même ritournelle. Des vers pour des vers, de la satire pour de la satire. D'autres se contentent de vivre et d'emmagasiner des impressions dont la semence fructifiera plus ou moins selon la circonstance : Barbier prétend que la récolte soit immédiate. Une statue, un tableau, tout lui sert de prétexte, ce qui le fait ressembler à Delille (au Delille des *Catacombes*), dont son vers a parfois les décevantes qualités de nombre et de *sonorisme;* le pire est que ces tableaux, ces fresques, ces statues ne sont jamais que des sujets que le poète se borne à décrire sans que sa propre inspiration, après les avoir frappés du pied, rebondisse vers les étoiles. L'effort synthétique n'aboutit pas. Vous le croyez parti pour les hauts sommets où planent les idées générales, et c'est contre des lieux-communs qu'il se heurte à mi-chemin. Ainsi, dans *il Pianto,* la pièce capitale du volume, le grand poème intitulé *le Campo-Santo,* ne sera que la paraphrase des fameuses peintures d'Orcagna. Quant au style, rien de changé, cela va sans dire, puisqu'il débarque à peine du *vetturino :* toujours le procédé des *Iambes,* une forme classique avec des paquets de couleur, une lubricité d'expression, un cynisme

Où l'on voit qu'un monsieur fort sage
S'est appliqué.

Il décrit à perte d'haleine; vous croiriez lire un feuilleton d'art comme on les rédige à présent, du Gautier, moins le pittoresque et l'originalité du point de vue, car Gautier, comme Henri Heine, a ses velléités philosophiques et tient compte de tout. Supposons que l'un ou l'autre se trouve en présence de l'œuvre d'Orcagna, il nous la racontera certainement, mais en ayant soin de se placer dans le milieu social où vécut l'artiste et de mêler au prestige de sa description l'intérêt du fait historique. Tout le monde a lu dans Boccace le récit de la peste de Florence, en 1348. On sait que *le Décaméron* tira son origine de la circonstance : « La mort noire, la grande mort, dépeuplait la cité et s'étendait de l'un à l'autre comme une flamme s'attaquant à des corps secs ou imbibés d'huile. » Mourir pour mourir, autant valait prendre gaîment la chose et sauter le pas en belle et spirituelle compagnie, au cliquetis des verres, au doux gazouillement de la cascade, sous les arbres frais et la tête pleine de chansons et de galantes anecdotes. Reste à se demander ce qu'il y avait de sincère au fond de ces bravades. M'est avis, au contraire, que ces beaux messieurs et ces belles dames, en narguant la mort, se mouraient de peur et Messer Boccaccio tout le premier, qui bientôt se tourna du côté de la science, commenta Dante, et, retiré à Castaldo, y fit dans le recueillement et la solitude une longue cure de pénitence rendue indispensable par l'intempérance de ses *Nouvelles*. N'en déplaise aux diversions badines, l'impression du moment fut terrible et le titre de cette tragédie se lit en caractères formidables sur les murs du Campo-Santo de Pise.

Elle s'appelle *le Triomphe de la Mort*. Une partie de la fresque d'Orcagna, — celle de droite, — semble inspirée par le livre de Boccace : vous diriez une *illustration*. Une compagnie de gens du monde se prélasse à l'ombre des orangers; de riches tapis jonchent le sol; une chanteuse, un joueur de viole, d'élégans seigneurs, le faucon au poing, de nobles dames avec de jolis petits chiens dans leur giron, ils écoutent la musique en devisant et se disent au XIVe siècle ce que les bergers et les bergères de Watteau se disaient au XVIIIe. Nous savons l'air et la chanson, et pas n'était besoin de faire planer là ces deux amours secouant leurs torches; mais déjà le spectre d'épouvante se manifeste : la Mort en vieille femme, aux ailes de chauve-souris, cuirassée d'une cotte de mailles impénétrable et ses longs cheveux gris flottans, livide, horrible, impassible, sans haine et sans colère, fauchant partout, âpre au métier, indifférente! Ces damoiseaux et leurs princesses du joli bois des orangers, sa prochaine rafle sera pour eux. En attendant, des piles de cadavres nous racontent ses récens exploits, — tous revêtus encore des costumes qu'ils portèrent pendant la vie, leurs faces blêmes empreintes des suprêmes stigmates : anxieuse

rigidité, calme ineffable, mélancolie, frénésie, douleur atroce, — lassitude. La Mort dicte le thème et l'artiste s'ingénie en variations plus effroyables les unes que les autres, sombres détails où l'ironie se mêle. La faux, si prompte à coucher bas les hauts épis, épargne les infimes; de la moisson seront exclus les misérables. O désespoir! le tranchant les a dédaignés. Aussi comme ils tendent leurs mains vers le fantôme qui les oublie, tous ces pauvres diables d'aveugles, de besaciers, de béquillards et de paralytiques! Comme ils l'assourdissent de leurs regrets, et de leurs appels, comme ils l'importunent de leurs naïves et touchantes supplications! Les corps sont à peine abattus que les âmes s'en échappent sous forme d'enfans nouveau-nés, et que les anges et les démons s'empressent pour les recevoir. Une religieuse que Satan capture trahit son étonnement; la pauvrette évidemment s'attendait à meilleur accueil. Les anges s'envolent vers l'azur céleste emportant les âmes des bienheureux, tandis que les diables à figures de lions, de boucs et de sauterelles fantastiques précipitent les damnés dans un gouffre. Ici nous retrouvons le symbolisme dantesque aidant à la peinture des péchés capitaux. Un gros moine, dont la dépouille gît parmi les cadavres, s'est dédoublé et son âme flotte dans l'air également pansue, repue et même tonsurée, un Gorenflot sans pesanteur, un ressuscité en baudruche, et dire qu'un ange et qu'un démon se disputent cette conquête! L'un a saisi la tête, l'autre se cramponne aux pieds, l'infortuné moine tourne vers l'ange des regards pleins d'angoisse : faisons des vœux pour que l'ange ait le dessus. Disputes et protestations humoristiques qui vous rappellent maints épisodes grotesques de *la Divine Comédie :* tantôt un ange remontant à vide, et, du bout de son bâton en croix fouaillant un démon qui s'en retourne également bredouille, tantôt un démon, qui, plus heureux, s'enfuit, une belle femme dans ses griffes, et lance un regard de haine triomphante sur l'ange auquel il vient de la ravir. — Cependant, de l'autre côté de la montagne de feu, se déroule à votre gauche le second acte, et le vieil Orcagna vous montre à sa manière comment trois grands rois qui s'en allaient joyeusement par la vie rencontrèrent sur leur chemin trois grands monarques trépassés, dont l'aspect leur inspira de bien formidables réflexions sur le néant de la puissance et de la gloire humaines. En quoi le maître a fait œuvre de génie, c'est dans sa mise en scène de l'idée. Les trois rois sont en chasse avec leur cour : dames, seigneurs, pages, varlets, faucons et meute, une splendide et tapageuse cavalcade; mais ne leur envions point leur journée, car les voilà qui buttent au creux d'un vallon contre trois cercueils béants et se heurtent nez à nez avec trois cadavres en divers états de décomposition et dont l'un est

déjà squelette; quant aux deux autres, l'œil s'en détourne plus encore par dégoût que par épouvante : on n'a jamais poussé plus loin le *rendu* dans l'horrible. Zurbaran lui-même n'atteint pas à ces excès de vilenie; il est sinistre et lugubre, mais sans puanteur, et, du moins, sa prédication n'a rien d'infect. Les trois rois, spectateurs vivans de ces immondices, représentent dans la pensée d'Orcagna les trois types de tyrans qui pesaient alors sur l'Italie : le premier figure le sanguinaire Ezzelino; pâle et suant la peur, il n'en fait pas moins bonne contenance et se penche en avant, ayant soin de se boucher le nez, tandis que son cheval, qu'une pareille répulsion travaille, dresse le col, s'inquiète et, l'œil farouche, hennit à l'horreur qu'il renifle. Le deuxième des potentats est un simple débauché : gros, gras, il écarquille ses yeux d'étonnement et semble dire comme ce héros de Corneille : « Je demeure stupide. » Le troisième est le glorieux, rassuré d'avance, affermi par l'idée du monument qui perpétuera sa mémoire. Pour les jeunes gens qui chevauchent en compagnie des princes, peu d'émotion se laisse lire sur leurs traits : une dame de la cour d'Ezzelino contemple avec douleur ce spectacle; une autre, la main sur son cœur, semble à ce moment faire un vœu :

Mais tandis que la fièvre et la crainte féconde
Assiègent les côtés des puissans de ce monde,
Que l'éternel regret des douceurs d'ici-bas
Leur tire des soupirs à chacun de leurs pas...
. . . .
Tandis que sur leurs fronts comme sur leurs visages,
Habitent les brouillards et les sombres nuages,
Le ciel au-dessus d'eux, éblouissant d'azur,
Épand sur la montagne un rayon toujours pur.
Là, dans les genêts verts et sur l'aride pierre,
Les hommes du Seigneur vivent dans la prière;
Là, toujours prosternés dans leurs élans pieux,
Ils ne voient point blanchir les fils de leurs cheveux!
Leur vie est innocente et sans inquiétude,
L'inaltérable paix dort en leur solitude,
Et, sans peur pour leurs jours, en tout lieu menacés,
Les pauvres animaux, par les hommes chassés,
Mettant le nez dehors et, quittant leurs retraites,
Viennent manger aux mains des blancs anachorètes;
La biche à leur côté saute et se fait du lait,
Et le lapin joyeux broute son serpolet.

Barbier qui, tout le temps, a suivi pas à pas Orcagna, ne pouvait manquer d'emprunter à la fresque du Campo-Santo son ermite et son ermitage. Qui ne se souvient de ce vieillard archicentenaire en costume de moine, debout près de la fosse aux pourritures et

comme placé là pour *documenter* la sinistre fantasmagorie? Il enseigne et médite: *Et nunc erudimini!* Regardez du côté de la montagne, vous saurez d'où il vient. Là haut, en effet, au sein d'une atmosphère de pureté où la pestilence n'atteint pas, des religieux vivent en communauté dans la paix du ciel et la contemplation de la nature. Familièrement les bêtes du bon Dieu, gazelles, écureuils et lapins, les environnent: un d'eux trait une biche; un autre, que son grand âge a rendu presque aveugle, lit dans un livre de cantiques; un plus jeune se faisant de la main un garde-vue, observe la vallée où le train de la chasse attire son attention: ingénieux détail qui relie avec une simplicité charmante la partie haute de la composition à la partie basse. Sous les arbres s'élève la chapelle, refuge des saints vieillards; eux aussi sont des mendians, mais volontaires, et méprisant les jouissances décevantes de ce monde; eux aussi, la Mort les oublie, mais ils ne la harcèlent point; calmes et recueillis, ils attendent que Dieu les rappelle et leur envoie un de ces beaux anges pour les prendre. C'est ainsi que dans un accord parfait, Orcagna résout sa dissonance, et qu'après nous avoir terrifiés jusqu'aux moelles, il nous console et nous dirige vers les régions éternelles que la mort n'emplit pas de ses triomphes... Le poème de Barbier n'a rien de cette conception harmonique. Il ignore les modulations, pousse en avant à travers des flots d'hémistiches, nage en pleine eau de descriptions, et quand il s'agit de conclure, une invocation au vieux maître pisan lui sert de *Claudite rivos.*

Dors, oh! dors, Orcagna, dans ta couche de pierre,
Et ne rouvre jamais ta pesante paupière;
Reste les bras croisés dans ton linceul étroit,
Car si des flancs obscurs de ton sépulcre froid,
Comme un vieux prisonnier, il te prenait envie
De contempler encor ce qu'on fait dans la vie,
Si tu levais ton marbre et contemplais de près,
Ta douleur serait grande et les sombres regrets
Reviendraient habiter sur ta face amaigrie.
Tu verrais, Orcagna, ta Pise tant chérie (1),
Comme une veuve assise aux rives de l'Arno...
. . . .
Tu verrais que la Mort, dans les lieux où nous sommes,
N'a pas plus respecté les choses que les hommes,
Et reposant tes bras sous ton cintre étouffé,
Tu dirais plein d'horreur : la Mort a triomphé.

(1) Se rappeler, dans *la Divine Comédie,* la fameuse apostrophe :

Ahi, Pisa, vituperio delle genti, etc.

et n'oublier jamais que le poète de *la Curée* et du *Pianto* vécut et chanta sous une triple obsession : Dante, Béranger, Paul-Louis Courier.

L'invocation était, nous l'avons dit, le grand cheval de bataille des poètes de cette époque. Barbier en abuse à cœur-joie : toujours l'histoire de la poutre et du brin de paille! Lui qui s'amusait tant à les compter chez le voisin et voulait en avoir découvert dans *Rolla* jusqu'à trente-neuf, se portait, de ce côté, Dieu seul sait à quels excès! Les divers sonnets qui semblent avoir pour objet de relier entre elles les grandes pièces du volume sur l'Italie, ne sont tous faits que d'invocations; c'est l'invocation perpétuelle :

O nourrice de l'art, ô mère de l'étude,
Tu reçus dans tes bras le grand Dominiquin!

Ailleurs :

Salut, grand Florentin adoré du Lombard,
Au front majestueux, à la barbe luisante!
Devant toi je m'incline, ô noble Léonard,
Plus que devant un prince à l'armure éclatante...

Et ainsi de suite pour les uns et les autres, sans que le poète ait l'air de s'apercevoir de ce que sa ritournelle a de comique :

O Masaccio, c'est toi, jeune homme aux blonds cheveux,
De la bonne Florence enfant cher et sublime...
. . . .
O bon Cimarosa, nul poète immortel...
. . . .
Sublime Michel-Ange, ô vieux tailleur de pierre...
. . . .
Et ce fut là ton sort, bienheureux Raphaël, etc.

Inutile d'insister sur la monotonie résultant de cette éternelle répétition de la même formule, et puisque nous touchons à la critique des détails, soyons sans pitié pour ces négligences de facture décidément inadmissibles qui ne passent chez Musset que parce qu'elles sont *voulues* et même très souvent proposées comme effets, mais qui, chez Barbier, ne font que trahir l'artiste incorrect, empêtré dans sa besogne comme le corbeau dans la toison de la brebis : *Saint* qui rime avec *main*, *jointes* avec *étreintes*, *passer* avec *désert :*

Le champ de poésie est un vaste désert
Où l'on voit à grand'peine un noble oiseau passer.

Détestons également ces alexandrins composés et chevillés de deux substantifs pourvus chacun de son adjectif, où le soleil

de ses rayons cuisans
Brûle le front *doré* des *superbes* Pisans,

où, parlant de Venise, on vous dira que la mer :

Ne la respecte plus et chaque jour dérobe
Un des pans *dégradés* de sa *superbe* robe.

Il faut reconnaître néanmoins que cette invocation dantesque a par momens de fiers coups d'aile. Parcourez le *Campo Vaccino*, qui dans l'architecture du volume forme pendant au *Campo Santo*, dont quelques sonnets le séparent, et les occasions d'admirer ne vous manqueront pas. Comme composition, tous ces poèmes se ressemblent, ou, pour mieux dire, il n'y a point de composition. Ce sont des cadres où les visions du poète se déroulent et qu'il anime et peuple au hasard de sa pensée sur l'accident du jour et de la veille. Ainsi, par exemple, la nouvelle se répand que Goethe vient de mourir et là, brusquement, tout de suite, par la seule puissance de l'invocation, vous voyez surgir dans la perspective la grande figure du Jupiter de Weimar :

O Goethe, ô grand vieillard, prince de Germanie,
Penché sur Rome antique et son mâle génie,
Je ne puis m'empêcher, dans mon chant éploré,
A ce grand nom croulé d'unir ton nom sacré,
Tant ils ont tous les deux haut sonné dans l'espace,
Tant ils ont au soleil tous deux tenu de place,
Et dans les cœurs amis de la forme et des dieux,
Imprimé pour toujours un sillon glorieux !

Puis, l'essor se continuant, une nouvelle invocation l'aide à rentrer dans son sujet, et c'est alors de Léopold Robert et de son tableau des *Moissonneurs*, — le grand succès de l'heure présente, — qu'il s'inspire en des vers dont la magnificence vous force à vous écrier avec Horace : *Ut pictura poesis!*

O vieille Rome, ô Goethe, ô puissances du monde!
Ainsi donc votre empire a passé comme l'onde,
Comme un sable léger qui coule dans les doigts,
Comme un souffle dans l'air, comme un écho des bois!
Adieu, vastes débris! dans votre belle tombe
Dormez, dormez en paix, voici le jour qui tombe.
Au faîte des toits plats, au front des chapiteaux,
L'ombre pend à longs plis comme de noirs manteaux,
Le sol devient plus rouge et les arbres plus sombres,
Derrière les grands arcs, à travers les décombres,
Le long des chemins creux mes regards entraînés,
Suivent des buffles noirs deux à deux enchaînés;
Les superbes troupeaux à la gorge pendante,
Reviennent à pas lents de la campagne ardente,
Et les pâtres velus, bruns, et la lance au poing,
Ramènent à cheval des chariots de foin.

Le poème de *Lazare* nous raconte les misères de la vie de travail en Angleterre, mais sans aucune vérité d'*impressionnisme*. Et comment observerait-il, quand il ne s'en donne même pas le temps! Déjà sur le paquebot, les vers débordent; tout ce qu'il rencontre, aperçoit, tâte ou renifle, il le met en rimes à l'instant avec cette fougue hâtive du Parisien farci d'idées préconçues et déballant sur l'heure toute sorte de préjugés qui font partie de son bagage comme ses chemises et ses chaussettes. D'autres voyageront pour leur agrément ou leur instruction, il semblerait que Barbier ne voyage que pour placer ses colères, dût-il même y avoir quelque ridicule dans ce personnage de Jérémie cosmopolite. Il est possible que, soixante-dix ans plutôt, — de 1808 à 1812, — au moment où le travail humain commençait à céder la place au travail des machines, quelques-unes de ces haines décidément trop vigoureuses eussent trouvé leur raison d'être; mais alors que Barbier proférait ses anathèmes, un quart de siècle s'était écoulé et une nouvelle génération s'était levée, la grande génération du *reform-bill*, qu'il passe sous silence pour ne s'occuper que de cette population misérable qui grouille nuit et jour dans certains quartiers de Londres, comme si par ces côtés de la prostitution et de l'ivrognerie toutes les capitales ne se ressemblaient pas. Il faisait aussi la part trop belle à la réplique. Car on pouvait lui répondre que sur ce point-là Paris et Londres étaient à deux de jeu. Les Anglais ont le gin, nous avons l'absinthe ; pour la pitié des choses humaines notre Charenton vaut leur Bedlam, et quant à la prostitution errante sur les bords de la Tamise, il ne convient pas aux nymphes de la Seine de jeter les hauts cris à son sujet. Ces hétaïres ivrognesses représenteraient, à l'en croire, la majeure partie de la population ; on dirait qu'il voit en elles le type national, oubliant ou négligeant de gaîté de cœur Clarisse Harlowe et Kitty Bell. Cette rage de tout invectiver à rebours éclate à chaque vers et souvent même en très beaux vers dans *la Lyre d'airain*, *les Mineurs*, *les Belles Collines d'Irlande*; mais où pareil excès ne se comprend plus, c'est lorsque Barbier maudit l'Angleterre pour ce qu'il appelle ses profanations et ses sacrilèges envers la nature. Que l'on reproche à l'Angleterre son mépris de la vie humaine, passe encore, mais accuser de tels méfaits la terre du pittoresque et du *sport*, méconnaître à ce point sa religion des bois, de la montagne et de la lande qu'elle tient des Germains de Tacite ses ancêtres, il faut en vérité n'avoir jamais ni visité ses parcs ni parcouru ses grands lacs, ni s'être rendu le moindre compte de ses goûts aristocratiques. Même torrent déclamatoire dans la pièce intitulée : *Westminster*, mêmes apostrophes imméritées. Il cherche Byron sous les voûtes de la nécropole, et ne l'y trouvant pas, brandit ses étrivières :

Byron, tu n'as pas craint, jeune dieu sans cuirasse,
D'attaquer corps à corps les défauts de ta race...

Un touriste ordinaire s'informerait des motifs réels de cette absence : Barbier part de là pour se monter la tête ; il opte *ab irato* pour l'exclusion, thème plus commode aux belles tirades, et dédaigne toute cette fameuse procédure si longtemps débattue au parlement et dans le *Times*. Si Byron est absent de Westminster, la faute en revient à sa propre famille et nullement à son pays. Un vote des deux chambres, poursuivi d'abord par lord Brougham et finalement obtenu par Disraëli, disposait qu'un monument serait élevé à lord Byron dans l'illustre abbaye, lorsqu'au moment de la translation des restes du grand poète, les derniers survivans de sa famille firent mine de s'abstenir et qu'une polémique s'établit dans les journaux, nombre de lettres déclarant de tous côtés que Byron avait trop profondément haï l'Angleterre pour ne pas renier d'avance toute espèce d'honneurs décernés par elle. Cela se passait en 1875, et je me souviens d'un très beau discours que Disraëli prononça dans un banquet à cette occasion. Il y soutenait cette thèse que, dans tout l'œuvre de Byron ne se trouvait aucune preuve de cette prétendue haine, bien qu'à vrai dire, ajoutait-il, on n'y trouvât aucune preuve du contraire. J'assistais à cette séance, et rentré chez moi j'écrivis à l'homme d'état en lui rappelant ces vers du IVe chant de *Childe Harold :* « Non, quand pour me choisir au loin un autre asile, je t'ai laissée, ô terre de sagesse et de liberté, tu ne m'en étais pas moins chère ; et s'il arrive qu'un jour mes restes reposent en un sol qui n'est pas le mien, mon âme, en tant qu'il nous soit permis d'élire notre sanctuaire immatériel, mon âme assurément te reviendra. » Cette apostrophe où Byron semble avoir prévu le cas et s'en expliquer, était-elle donc sortie de toutes les mémoires, que Disraëli lui-même n'y avait pas songé? Sa réponse fut, comme toujours, empressée et courtoise : « Vous avez raison, disait-il, j'avais oublié; et malgré mon culte pour Byron, vous êtes meilleur byronien que moi. Hélas! la politique m'a trop absorbé; j'ai trop pensé aux élections et trop peu à *Childe Harold*. Merci de m'y avoir rappelé! »

III.

Un volume qui certainement répond à son titre est celui des *Études dramatiques*. Il s'ouvre par la traduction du *Jules César* de Shakspeare, une Étude au vrai sens du mot. Ce que l'auteur a voulu

faire, il nous le dit lui-même dans l'avant-propos : « La tragédie de Shakspeare est écrite en vers blancs mêlés de prose; j'ai rendu le vers par le vers, la prose par la prose. Le vers à enjambement et césure mobile, tel que la nouvelle école poétique l'emploie, est celui qui m'a semblé exprimer le mieux la liberté du vers anglais, tantôt rimé, tantôt sans rime et non terminé. »

Vers cette époque de 1847 où Barbier entreprit sa traduction, le mouvement romantique commençait à se ralentir. On avait moins de fougue et plus de sagesse ; l'*Othello* d'Alfred de Vigny, le *Roméo et Juliette* et le *Macbeth* d'Émile Deschamps sont des traductions de combat; le *Jules César* est l'œuvre d'un esprit en train de se rasseoir, besogne estimable de lettré, où le ton familier du dialogue tourne trop souvent au prudhommesque :

> Brutus, depuis un temps, je pense fort à vous,
> J'observe vos façons et trouve avec tristesse
> Que vos regards n'ont plus ces éclairs de tendresse
> Qui sur moi rayonnaient habituellement.

Autre part, il emprunte à la langue de Corneille des tournures qu'il a l'air de croire « plus énergiques et plus pittoresques » et qui ne sont au demeurant que des chevilles :

> Si vous m'aimez vraiment, ah ! serais-je à vos pieds,
> Brutus? Lorsque l'amour eut *nos deux cœurs liés*,
> Mit-on dans le contrat que jamais votre femme
> Ne participerait aux secrets de votre âme?

Et plus loin César, emperruqué du même archaïsme, s'écriera :

> Ai-je donc *tant de terres conquises*
> Pour n'oser parler vrai devant ces barbes grises?

Des grands poètes de notre temps, Barbier fut peut-être le moins artiste : artiste, expliquons-nous, en tant qu'initié au secret de l'art des vers. Il n'avait rien de ce talent qui rend l'homme impeccable et fait qu'un André Chénier vous intéresse même pendant les silences de l'imagination : *amica silentia*, dirait-on volontiers, car ils vous occupent encore par le charme et la curiosité du détail. Chez l'auteur des *Iambes* aucune compensation de ce genre; dès qu'un certain *magnum spirare* cesse de le soutenir, il tombe au-dessous du médiocre. Ainsi de ce *Jules César*, où se rencontrent parmi des platitudes innombrables des vers d'une belle venue tels que ceux-ci:

Quand fut-il jamais dit, même en parlant de Rome,
Que ses immenses murs ne renfermaient qu'un homme ?
Ah ! César a tant fait qu'on le dit aujourd'hui,
Puisqu'il n'est, dans ces murs, de place que pour lui.
Et pourtant, tous les deux nous tenons de nos pères
Que dans ces lieux jadis un homme aux yeux sévères,
Un Brutus exista, lequel eût aimé mieux
Voir dans Rome trôner l'enfer victorieux
Que d'y souffrir un roi.

Quoi qu'il en soit d'un pareil amalgame de bon, de médiocre et de mauvais, je recommande aux shakspeariens l'étude de Barbier; ils y trouveront matière à comparaison avec ce qui se fait aujourd'hui et probablement c'est encore la traduction de 1846 qui, malgré ses défaillances, l'emportera. Il y a bien des lacunes, j'en conviens, mais sous ce style monotone et lourd vous sentez vivre l'âme de Shakspeare. Le drame est suivi pas à pas, les caractères se laissent mesurer dans leur grandeur, jusqu'aux scènes accessoires, aux personnages secondaires qui vous étonnent par une puissance de relief que le vernissage des habiles ouvriers contemporains ne manquerait pas de leur ôter. Voyez les figures épisodiques, le devin Artémidore, Lucius le jeune esclave endormi dont le sommeil tranquille sert de repoussoir à la fiévreuse agitation de Brutus, le conjuré Ligarius, ce fanatique égrotant, que la seule perspective d'immoler César rend valide : comme tout ce monde de second plan vit à l'aise et, la couleur en moins, forme tableau ! Comme, en définitive, cette honnête copie, peinte à la colle, réussit à vous mettre devant les yeux l'original bien autrement que ne le font les prétentieuses enluminures des impressionnistes de l'heure actuelle ! Je citerais au besoin tel passage où le vers terre à terre, ce vers bonhomme, suffit à la situation : l'arrivée de César et de toute sa compagnie au moment de la course des Lupercales et ce colloque si bourgeoisement familier entre le dictateur et sa femme :

CÉSAR.

Calphurnia, venez.

CALPHURNIE.

Me voici, cher époux.

CÉSAR.

Antoine !

ANTOINE.

Monseigneur ?

CÉSAR.

Voici Calphurnia.
Souvenez-vous bien d'elle en courant, touchez-la;
Car nos pères l'ont dit : Toute femme stérile
Qu'à la main, en ce jour, frappe un coureur agile,
Voit le charme fatal fuir son flanc désolé.

ANTOINE.

César est obéi quand César a parlé.
Je ne manquerai pas de toucher Calphurnie.

CÉSAR.

Allez, n'omettez rien de la cérémonie.

UN DEVIN, dans la foule.

César!

CÉSAR.

Qui m'a nommé?

LE DEVIN.

Crains les ides de mars,
César!

C'est une grande question dans notre littérature dramatique et qui de jour en jour va son chemin que celle de traduire Shakspeare au théâtre. Comment s'y prendre et nous y prendre pour l'y amener? car il y viendra quoi qu'on dise et malgré la résistance des administrateurs; ainsi le veut cette loi du progrès qui, de 1717 à 1882, s'impose à nous. Les imitations de Shakspeare que l'on croyait avoir retrouvées en plein XVIIe siècle dans l'*Agrippine* de Cyrano de Bergerac, sont en réalité des imitations de Sénèque. C'est Voltaire qui, le premier, engagea la querelle timidement et sans le comprendre de front. Vient alors Ducis, qui fait applaudir *Hamlet* par « les petits marquis et les grands flandrins de vicomtes. » En 1776, la traduction de Letourneur paraît sous les auspices du roi de France et de la cour et comme un hommage international au génie. Voltaire s'effraie de ce mouvement qu'il a créé et qui le déborde. Il craint pour Corneille, pour Racine, et surtout pour lui-même, car il comptait bien être seul à exploiter sa découverte, et du moment que le public s'en mêle, Shakspeare n'est plus qu'un sauvage et qu'un saltimbanque « qui a des saillies heureuses. » Il le dénonce à l'Académie française (25 août 1776), et l'Académie, à sa mort, lui donne Ducis pour successeur (4 mars 1779). « Mais le Shakspeare qu'on applaudit est encore plus loin du vrai que celui de Davenant et de Dryden; c'est un Shakspeare qui a fréquenté les salons, qui

a lu l'Encyclopédie, nourri de Rousseau, élégant, comme il faut et *sensible!* La révolution survient; le drame shakspearien court les rues et l'Europe, et quand la littérature renaît, il se trouve que la terreur, Marengo et Waterloo ont mieux plaidé la cause de Shakspeare que vingt professeurs d'esthétique. C'est autour de son nom que se livre la grande bataille entre classiques et romantiques; à présent, il a contre lui Hoffmann, le librettiste de Feydeau, et Geoffroy, le feuilletoniste des *Débats*, et pour lui, au lieu de Letourneur et de Ducis, Hugo, Vigny et tous les rédacteurs du *Globe*. » J'extrais ces lignes d'un petit livre scolaire qui, sous une forme discrète et concentrée, contient sur le sujet un trésor d'érudition (1). Barbier, jaloux de reproduire le plus possible l'effet du texte et s'efforçant de rendre le vers par le vers, la prose par la prose, est déjà plus près de la vérité, mais il ne la possède pas tout entière. Un pareil travail exigeait des facultés de linguistique dont aucun des traducteurs de Shakspeare ne semble jusqu'alors s'être préoccupé; il faudrait s'être longtemps d'avance renseigné sur la forme du poète, forme essentiellement progressive et qui varie d'une pièce à l'autre. Qui ne connaîtrait point la date des œuvres de Victor Hugo, il lui suffirait d'un coup d'œil pour se convaincre à la seule structure du vers que les *Odes et Ballades* et *la Légende des siècles* n'appartiennent pas à la même période, et que *la Légende* est de beaucoup postérieure aux *Ballades*. Le vers de Shakspeare offre un critérium du même ordre. Le rythme de la tragédie était primitivement le couplet rimé (deux vers de dix syllabes rimant ensemble comme nos alexandrins). Le progrès de la langue poétique dans Shakspeare consiste à transformer le vers qui est encore le vers musical en un vers absolument dramatique; il y arrive en fondant les vers par l'enjambement, en les prolongeant par une syllabe non accentuée : double innovation qui donne à sa langue poétique toute la variété de la parole vivante. De la symétrie artificielle de l'ancien rythme il ne reste qu'une habitude d'harmonie qui n'a plus de sacrifice à imposer à la vérité et à la nature. Dans les premières pièces de Shakspeare, le rythme dominant et presque exclusif est celui du vers à pause finale; le nombre des vers qui enjambent est infiniment restreint. Cette proportion va sans cesse en diminuant au profit de l'enjambement. Dans les premières pièces, il n'y a qu'un

(1) *Shakespeare : Macbeth*, édition classique par James Darmesteter, docteur ès-lettres, directeur-adjoint à l'école des Hautes-Études; Paris, 1881. De ce petit livre, il faudrait tout citer, car tout y est excellent et frappé de la double empreinte du savoir et de l'enthousiasme. L'auteur, du reste, écrit indifféremment les deux langues, ce qui vous explique cette connaissance approfondie d'un style poétique très spécial dont sa main d'artiste et d'érudit démonte et remonte à volonté le mécanisme.

enjambement pour dix vers réguliers; dans les dernières, il y en a en moyenne un sur trois. Changement analogue dans la structure du vers isolé : le vers rythmé se compose régulièrement de dix syllabes en cinq ïambes, le vers s'arrêtant régulièrement à l'accent final; mais le vers gagnera en liberté et en variété par l'addition d'une syllabe atone qui ne change pas sa structure, puisque le nombre des accens reste le même, mais en modifie l'harmonie et le rythme. Les premières pièces de Shakspeare n'offrent presque pas d'exemple de ces terminaisons doubles; elles deviennent plus fréquentes à mesure qu'on avance, et dans les dernières pièces sont à profusion. Ces découvertes de la critique moderne devaient naturellement enlever beaucoup de leur intérêt aux essais du passé. Les tentatives du romantisme ne répondent sans doute plus à l'esprit de notre temps; mais ce qui nous semble bien autrement vieilli et démodé que les traductions des Alfred de Vigny, des Émile Deschamps, des Dumas père, des Léon de Wailly et des Auguste Barbier, c'est ce genre de fantaisies au clair de lune que l'on s'amuse à nous donner aujourd'hui sous couleur de *pénétrations*. Passe encore pour l'impressionnisme quand il s'agit de reproduire un paysage; mais pénétration, que signifie ce mot, s'il ne veut dire que l'on est entré à fond dans le texte du maître, qu'on l'a étudié, creusé, fouillé, en un mot, qu'on l'a pénétré comme a fait M. James Darmesteter, ce jeune shakspearien de l'avenir, et vous nous laissez entendre, vous, que vous ne savez pas même l'anglais, comme si c'était un avantage à réclamer si bruyamment dans une œuvre de pénétration, — puisque pénétration il y a, — que d'ignorer jusqu'à la langue du poète! L'honnête Barbier avait ses périphrases, mais si modestes, si humbles, tandis que les vôtres, panache en tête, plus fières que Bragance,

Drapent leur gueuserie avec leur arrogance,

et, quant au sens, il compulsait toutes les traductions connues, interrogeait « les personnes compétentes; » puis, lorsqu'il se croyait armé de toutes pièces pour la lutte, il adressait à son lecteur des excuses presque touchantes : « Il en est d'un auteur qu'on traduit comme de la vertu, on peut toujours s'en approcher de plus en plus sans jamais parvenir à l'embrasser entièrement; heureux celui qui dans ses efforts ne reste pas trop loin! Si, lorsqu'on s'occupe d'un poète, la prose rend mieux la lettre de son œuvre, le vers peut-être en donne mieux l'esprit; chacun, au reste, agit avec son instrument. Il est bien difficile à qui fait des vers de traduire un poète autrement qu'en vers. » Le savant éditeur du texte classique de *Macbeth*, M. Darmesteter, se prononce contre les traductions en

vers; il admettrait toutefois un mode particulier d'interprétation poétique : « Quelques vers bien venus qui, çà et là, rendent le vers de Shakspeare tout entier ne suffisent point à effacer l'impression de souffrance que produit le spectacle de la pensée du maître tour à tour délayée et décolorée ou étranglée et mutilée dans les hémistiches d'une versification facile et traînante, ou obscure et pénible. » Notre alexandrin usuel mis à l'écart comme atteint et convaincu d'impuissance, il faudrait essayer d'un rythme nouveau, celui-là même que Shakspeare emploie : une langue cadencée et sans rimes, audacieuse et correcte, claire et précipitée, la ligne commençant une idée et en achevant une autre, un style dégagé de préoccupations métriques et pourtant capable de servir de cadre aux idées, aux images. Shakspeare, à mesure qu'il avance, change son mode d'expression; la rime qui, dans ses premières pièces, est encore un procédé normal de métrique, dans les dernières, n'est plus qu'un procédé exceptionnel commandé par des circonstances exceptionnelles et destiné à produire des effets voulus; il faudrait, en cela, pouvoir l'imiter, le suivre, et de la pensée et de la forme, en ses chronologiques métamorphoses; il y a aussi loin du style de *Roméo* ou de *Richard III* à celui de *Cymbeline* ou de *Macbeth* que des vers ou des caractères des uns aux vers ou aux caractères des autres.

L'histoire du génie dramatique de Shakspeare formerait elle-même un drame en trois actes avec prologue. De 1588 à 1593, Shakspeare débute et s'essaie; il fait son apprentissage d'abord comme *adaptateur,* puis comme auteur. Il retouche les pièces anciennes, toutes de meurtre et de sang, toutes pleines de l'horreur du drame pré-shakspearien, il jette dans des comédies de haute fantaisie et d'aimable invraisemblance des flots de verve juvénile, d'esprit raffiné de *concetti* italiens; il prélude à la peinture de la passion dans *les Deux Gentilshommes de Vérone*, s'amuse au royaume des fées dans *le Rêve d'une nuit d'été,* il prend enfin conscience de lui-même dans *Richard III,* fin du prologue. — Avec *Roméo et Juliette* (1593-1601) commence le premier acte. C'est dans cette période que Shakspeare fonde sa réputation et sa fortune. Il fait vibrer les deux sentimens généreux et les plus puissans à ébranler les masses : l'amour et le patriotisme. Jeunesse, entrain, fougue printanière, qui ne se retrouveront plus dans le reste de sa carrière. La verve et la gaîté débordent, la comédie pénètre sans cesse la tragédie, et la farce pénètre la comédie. Il est en plein dans le courant de la vie, il croit en elle et la croit bonne. Si la réflexion se fait jour par instans, c'est la réflexion morale, non la réflexion philosophique, il ne s'est pas détaché de la scène et fait corps avec ses personnages. Il est optimiste, il sait sans doute que le mal existe et il le peint, mais sous une seule forme, le mal historique, les crimes de l'am-

bition. Dans les œuvres non historiques et où se reflète plus librement sa pensée personnelle, le mal ne paraît pas ou paraît peu, rien dans la catastrophe de Roméo qui accuse le fond de la nature humaine. Dans *le Marchand de Venise*, où la tradition dramatique lui fournit un type sinistre, Barabbas, il le transforme si complètement que la sympathie du lecteur moderne hésite entre Shylock et sa victime; il a plongé au fond de ce paria méprisé de tous, en guerre avec tous, et il y a trouvé un cœur de père, un cœur d'homme, *more sinned against than sinning*. Il y a quelque chose de faux dans le monde, quelque chose de trouble dans l'ordre des choses. *As you like it* ouvre, avec un sourire mêlé de larmes, la période sombre de Shakspeare, l'ère d'angoisse. — De 1601 à 1608 se joue le second acte. Le monde n'a pas tenu ses promesses, un voile sombre plane désormais sur les créations du poète : *Jules César*, *Hamlet*, *Othello*, *le roi Lear*, *Antoine*, *Coriolan*, *Timon*. Le bien existe, mais c'est le mal qui triomphe. Trois ivrognes maîtres du monde et Brutus mourant désespéré; les Desdemona périssant victimes des Iago et les Cordelia des Goneril, des vertus vides et incertaines qui croulent au premier choc de la passion, le patriotisme s'évaporant à la première piqûre de la vanité, l'amour trompeur, comme le reste, et devenant une école de mépris. — « Fragilité, ton nom est femme! » Dans les cinq ou six années de cette période, Shakspeare lâche sur la scène une ménagerie de bêtes fauves ou de monstres splendides tels que nulle imagination humaine n'en avait entrevu avant lui : Iago, Macbeth, Cressida, Cléopâtre. Un souffle de folie court à travers toutes ces visions, folie furieuse ou folie voilée, celle du roi Lear, de Macbeth, de lady Macbeth, de Hamlet, d'Othello, de Timon, d'Antoine; le clown des pièces de jeunesse, le bouffon amusant et grotesque cède la place au fou amer et douloureux qui, dans *le Roi Lear*, reste le seul et suprême représentant de la raison humaine naufragée. Ce que le crime ou la folie n'a pas saisi tombe sous un vent glacial d'ironie; ce que la gaminerie moderne a fait de l'épopée d'Ilion, Shakspeare l'a fait il y a trois siècles avec une profondeur d'ironie et de désenchantement qui ne laisse plus rien à ruiner. Çà et là, une figure idéale, Ophélie, Desdemona, Cordelia, qui passe et meurt. Tous les héros ont à lutter contre une force trop haute pour eux, partout les accès et les prostrations d'une volonté infirme, trop faible contre le monde, contre le malheur, contre la tentation, contre le mal qui vient des hommes, qui vient des choses ou qu'elle crée elle-même : le découragement d'Hamlet, la rage de Timon, jetant au front de la société son cri de désespoir et de malédiction : tout est oblique, rien de droit dans nos natures maudites, rien que scélératesse franche!

L'acte trois (1608-1613) va nous montrer l'apaisement. Déjà,

dans *Antoine et Cléopâtre*, on entrevoit je ne sais quels signes précurseurs d'une période moins tourmentée. Des passions violentes et point de haine : les deux héros sont tellement livrés à l'inconscient, si bien en proie, sans défense, à tous les troubles du hasard moral, que l'irresponsabilité du destin les protège et un vague sentiment de pitié s'éveille et les enveloppe. Le poète, pour la première fois, se dégage de ses créations et domine du dehors ce monde qu'il met au monde. *Cymbeline* et le *Conte d'hiver*, c'est encore le sujet d'*Othello*, mais Desdemona triomphe. Dans *la Tempête*, c'est *As you like it* qui revient, mais combien changé ! Quelle distance entre le bon duc de la forêt des Ardennes, qui oublie les injustices du monde à la chasse et dans les chansons, et le duc de l'île enchantée, le grand magicien détrôné, se consolant par la science qui lui donnera l'empire de la nature et l'empire des âmes ! La fantaisie revient dorer le crépuscule du poète comme elle a doré son aurore, mais ce n'est plus la fantaisie du jeune homme qui s'amuse des tours d'Oberon et de l'attelage minuscule de la reine Mab, c'est la fantaisie d'une imagination qui a donné asile sous ses ailes « à toutes les fatigues de la pensée » et qui ne se repose dans son ciel idéal qu'après avoir fait le tour du monde et de la conscience. Ce n'est plus le rêve d'une nuit d'été, c'est le rêve des temps et de l'humanité. A l'angoisse de la destinée humaine, qui hante Hamlet et par la voix de Macbeth éclate en cris d'horreur, a succédé une sérénité mélancolique, une certitude résignée et tranquille, d'où s'épanchent sur le monde et l'homme des flots d'indulgence et de pitié : « Nous sommes de la matière dont on fait les rêves et nos petites vies sont les îles du sommeil :

We are such stuff
As dreams are made on, and our little life
Is rounded with a sleep...

Telle fut, dans ses traits généraux, la marche du génie de Shakspeare : de la fougue à l'angoisse, à l'apaisement; d'abord la terre, puis l'enfer, puis un coin du ciel, un grand et dernier coup d'aile *in excelsis*. Et maintenant, comment traduire un tel poète, sinon après être allé jusques au fond de sa pensée et de son style, qui varie autant que sa pensée : non-seulement dans son moule extérieur et sensible, la coupe du vers, mais dans son intime essence, dans le mouvement où il pousse la pensée ?

Quand Barbier traduisait *Jules César*, quand il parcourait les carrefours de Londres en vue de son poème de *Lazare*, le culte de Shakspeare n'existait pas de l'autre côté du détroit, et c'est avec

raison que l'auteur des *Iambes* se plaint de l'abandon où l'Angleterre laisse son poète national :

> Les vers du fier Breton ne trouvent plus d'oreilles,
> Ses temples sont déserts et vides de clameurs.

Cela se pouvait dire, en effet, aux environs de 1830, alors que régnaient encore les traditions des Stuarts continuées sous la reine Anne, traditions françaises et classiques en vertu desquelles on mutilait Shakspeare dans son pays presque autant que chez nous. Garrick jouait un Shakspeare amendé, corrigé, *ad usum Delphini*, et ce sont les arrangemens de Cibber qui, pour la plupart, ont valu leur gloire théâtrale aux Kemble, à M[rs] Siddons. Kean lui-même, le génie primesautier par excellence, s'en référait à la leçon du *Prompter's Book*. Seulement avec Macready commencera le mouvement auquel nous assistons depuis vingt ans et qui, grâce aux efforts redoublés de M. Irving, semble aujourd'hui battre son plein. L'idée de joindre au respect du texte littéraire la fidélité archéologique dans la mise en scène vint de Charles Kean, le fils du grand Edmund. Nous avons vu représenter ainsi un *Macbeth* absolument préhistorique et dépassant même cette vérité relative qu'on admire à Vienne dans l'interprétation de la tragédie des *Nibelungen*. Quant à la reconstitution des drames-chroniques, on n'imagine rien de plus complet; c'était le vivant spectacle de l'histoire. Depuis, le mouvement n'a fait que croître; tout le monde s'y est mis, les princes et les princesses de la famille royale, les artistes, les critiques et les hommes d'état, M. Gladstone en tête. Quiconque aimerait à se rendre compte de cette popularité dont aujourd'hui Shakspeare jouit en Angleteterre n'aurait qu'à suivre au *Lyceum* les représentations d'Irving. De celui-là. par exemple, on peut affirmer qu'il traduit Shakspeare sans le trahir; on discutera sa conception de tel ou tel rôle, sa manière de dire certains passages, mais ce qu'il faut reconnaître, c'est la sincérité, la profondeur de ses recherches, son ardent vouloir de tout pénétrer. Je l'ai vu plusieurs fois dans Hamlet et mon impression en demeure ineffaçable, non que je sois bien d'accord avec lui sur le type, son personnage n'est peut-être pas celui que je me figure, mais il est d'ensemble et ne se dément plus. Irving joue *vrai*, même quand il se trompe, en quoi il me rappelle beaucoup notre Frédérick-Lemaître.

IV.

Le volume dont cette vigoureuse étude d'après le *Jules César* compose plus de la moitié, renferme aussi un libretto d'opéra,

singulier contraste,; les poètes sont ainsi faits que tout leur semble précieux de ce qu'ils écrivent; Victor Hugo n'a-t-il pas recueilli dans son théâtre le scénario d'*Esméralda?* Barbier imitait cet exemple en nous donnant son *Benvenuto Cellini* rimé jadis pour Berlioz. Tout cela ne valait certes point la peine d'être conservé et ne s'excuse que par l'anecdote. Berlioz, à force de démarches et grâce à l'influence du *Journal des Débats*, venait d'obtenir promesse du directeur de l'Opéra. On discutait la question du poème et l'impétueux musicien proposait de prendre pour sujet la vie du sculpteur florentin dont sa vie à lui paraissait déjà devoir reproduire l'agitation. Il avait même commencé à se tailler dans les *Mémoires* une vaste composition en quatre actes et sur mesure où figuraient les luttes de l'artiste avec ses rivaux, le siège de Rome et la mort du connétable de Bourbon. Le drame ainsi conçu prêtait aux développemens, au spectacle, et ce fut là son côté critique aux yeux de l'administration qui, — faut-il le dire? — n'avait pas confiance. On admit donc en principe le sujet, mais réduit à deux actes et sous condition qu'il serait remanié. Alfred de Vigny, ne pouvant alors ou ne voulant se charger de la besogne, désigna Léon de Wailly, qui vint à son tour trouver Barbier et lui demander sa collaboration; du premier drame il ne resta qu'un épisode : la fonte de la statue de Persée et les obstacles matériels et moraux que l'artiste eut à vaincre pour l'amener à bien. L'histoire de Benvenuto n'était pas, je le répète, un événement pris au hasard, le personnage et ses actes avaient plus d'un rapport avec le caractère et la situation du musicien contemporain. Ce drame était en quelque sorte l'image de sa vie de labeur et de combat; ajoutons, hélas! qu'il ne fut pas celle de son triomphe. Berlioz, quoique jeune encore, avait déjà trouvé moyen de lasser la patience du public. De nos jours, les incartades de ce genre ne scandalisent plus personne; il nous paraît tout naturel qu'on soit en même temps partitionnaire et feuilletoniste, et, dans la médiocrité relative de la période actuelle, nombre d'excès passent inaperçus qui, dans la pleine lumière du siècle, exaspéraient la conscience des honnêtes gens. Représentez-vous ces incessans défis portés à toutes les admirations consacrées, cette guerre de sagittaire Turlupin contre les renommées les plus françaises. Il est vrai que, depuis, nous en avons vu bien d'autres; mais ceux-là même qui par la suite ont eu maille à partir avec l'orageux iconoclaste, ne se doutent pas de ce qu'était le Berlioz de cette période préwagnérienne. Il mécontentait, agaçait tout le monde, et ses meilleurs amis lui en voulaient de ses gamineries, qui ne servaient qu'à donner la réplique aux antagonistes du romantisme.

Aussi l'accueil fut-il des plus ingrats lorsqu'il voulut à son tour

aborder la scène. Un public hostile et goguenard l'attendait au défilé et l'auteur dramatique allait avoir cette fois à payer rudement pour les sottises du théoricien. Somme toute, ce *Benvenuto Cellini* fut un désastre. Dès la troisième soirée, Duprez abandonnait son rôle, et la pièce, au bout de huit représentations, quittait l'affiche. « Il y a quatorze ans que j'ai été traîné sur la claie à l'Opéra, je viens de relire, avec le plus grand soin et la plus froide impartialité, ma pauvre partition, et je ne puis m'empêcher d'y rencontrer une variété d'idées, une verve impétueuse et un éclat de coloris musical que je ne retrouverai peut-être jamais et qui méritaient un meilleur sort. » Ainsi s'exprime Berlioz dans ses *Mémoires* écrits en 1850. Et j'ai moi-même constaté la vérité de son jugement chaque fois qu'il m'a été donné d'entendre exécuter sa partition en Allemagne. Mais si la musique de *Benvenuto Cellini* vaut mieux, en effet, et beaucoup mieux que sa réputation, s'il y eut dans la chute de cet opéra un peu de ces combinaisons atmosphériques qui, vers la même époque, amenèrent la catastrophe du *Roi s'amuse*, il faut reconnaître que la circonstance ne doit pas s'étendre jusqu'au poème tombé également sous les sifflets et celui-là sans chance de se relever.

Une autre étude dramatique, insérée au volume des *Satires et Chants*, son *César Borgia*, nous montre à quel point Barbier se préoccupait de cette importation au théâtre d'une langue ayant pour objet de remplacer l'alexandrin. Voltaire, et Musset après, lui s'étaient servis du vers croisé, Barbier emploie le vers sans rime :

Vous êtes de ce temps le premier capitaine,
Mais ils ont devers eux ce que vous n'avez pas,
Des soldats, des écus, et si chétif, si mince
Qu'un talent soit, s'il a de nombreux bataillons,
On voit que Dieu souvent de son côté se range.

L'effet d'abord est assez bizarre, puis on s'y accoutume, et alors vous n'avez plus à redouter ni les périphrases ni les chevilles. Ce vers dégagé d'impédimens s'avance libre, aisé, soutenu par le seul nerf du nombre et de la mesure. Évidemment, si Shakspeare, Goethe et Schiller doivent être jamais introduits sur notre scène d'une façon définitive, ce sera par ce style ou quelque chose d'approchant. Je m'étonne que personne encore n'ait relevé chez Barbier cet esprit de réforme, c'était un chercheur ; s'il manquait d'habileté dans l'exécution, il avait de tous les côtés des tendances d'artiste. On lit, on relit les *Iambes*, sans le moindre égard pour ses autres volumes de vers. Sait-on seulement qu'ils existent? et pourtant, dans ce fumier d'Ennius, que de perles! Son poème d'*Érostrate*, par exemple,

conception superbe où les détails charmans abondent : de l'André Chénier avec une teinture du second *Faust*.

L'exposition nous offre tout de suite un bas-relief antique : la scène du satyre et de la nymphe. Nous sommes à Lemnos ; Érostrate, en proie à ses rêves malsains d'immortalité, est couché près d'une source ; arrive une jeune fille portant son amphore, et la vue de ce jeune corps plein de beauté éveille aux sens du maudit un désir de brutale convoitise où vient se mêler son effroyable sophisme :

Immortalité sainte, ô mon noble délire !
But suprême où mon âme incessamment aspire,
Ah ! la gloire n'est pas le seul vaste chemin
Qui nous mène à jouir de tes splendeurs sans fin.
L'amour, l'amour aussi prolonge sur la terre
Des fragiles humains l'existence éphémère,
Et grâce au feu toujours ardent de son flambeau,
La brute même échappe aux horreurs du tombeau ;
Tous les actes d'amour épars dans la nature
Sont les rébellions de chaque créature
Contre l'affreux néant ! L'hymne de volupté,
N'est qu'un large soupir vers l'immortalité.
. . . .
O toi qui viens puiser dans ce vallon désert
Quelques gouttes d'eau fraîche au ruisseau qui s'y perd,
Ah ! puisses-tu calmer la soif qui me dévore !

LA JEUNE FILLE.

J'ai peur et je m'en vais sans remplir mon amphore.

ÉROSTRATE.

O superbe naïade, arrête, ne fuis pas.

(Il s'élance vers elle.)

Aux cris de la jeune fille les bergers accourent, menaçant le ravisseur de leurs bâtons et de leurs molosses, quand apparaît le vieillard homérique si bien accueilli partout dans les idylles d'André Chénier. On le consulte, on s'en remet à sa justice, et lui, calme et vénérable, après avoir de sa bouche d'or longtemps disserté sur la sagesse et la chasteté, conclut en ces termes au nom de Minerve :

La pudeur et la paix veulent que de ces lieux
Tu partes à l'instant, ô jeune audacieux,
Et la première voile abordée à la plage
T'emportera soudain sur quelque autre rivage.

La barque nage en pleine mer, un alcyon fuyant prédit la tempête, elle éclate, la foudre tombe, attirée par les blasphèmes d'Érostrate, et l'équipage échoue sur la côte d'Ionie :

En vain, l'énorme bras de Neptune vainqueur,
Comme un dauphin béant, m'a roulé sur la plage,
En vain, les immortels m'ont sauvé du naufrage,
Mon sang toujours bouillonne et s'élève contre eux ;
Ils ne m'ont accordé la jeunesse et la vie
Que pour mieux étouffer mon éternelle envie
D'égaler ici bas leurs destins glorieux.

Cependant les Telchines souterrains ont entendu sa plainte et du sein de la profondeur lui conseillent de brûler le temple d'Éphèse. Il s'éloigne d'abord sous l'épouvante d'un pareil crime, mais l'obsession est plus forte que sa volonté, et nous le retrouvons bientôt devant le temple, une torche à la main ; la Piété se dresse en suppliante, la Beauté demande grâce pour un de ses plus merveilleux enfans : peines perdues ! Le scélérat marche à son œuvre, donnant l'exemple aux pétroleurs des siècles futurs, et lorsque Mnémosyne le menace de l'exécration du genre humain : « Eh bien ! soit, » lui répond le révolté :

O flamme, élargis-toi, monte au fronton doré
Et là sculpte à grands traits mon nom sombre et sacré.

Toute la mise en scène de ce morceau final est d'un mouvement splendide : chœur des esprits du feu, chœur des vents :

Dragons, esprits du feu, déroulez vos spirales,
Nous venons à votre aide avec nos sifflemens.
Voici le temple ouvert à vos enlacemens,
Ouvrez vos gueules infernales.

Branle-bas souterrain des Telchines, hurlemens du peuple, gémissemens des femmes, anathèmes des prêtres, cris des guerriers, vous pensez à quelque symphonie grandiose avec récits et voix dans la nuée :

O mon nom, lève-toi, monte au plus haut des airs
Et remplis à jamais de ton bruit l'univers.
Et toi, peuple stupide, ô peuple lamentable,
Hâte-toi de saisir le fortuné coupable ;
Il s'appelle Érostrate, il a vaincu la mort ;
Le crime est immortel...

UNE VOIX CÉLESTE.

Ainsi que le remord !

V.

La plupart des poètes de notre temps sont aussi des prosateurs et parfois très grands, comme Lamartine. Si Barbier fait une exception, cette exception-là prouve la règle en ce sens qu'elle classe son homme au second rang. Il se peut qu'appliqué à une autre époque, ce que j'avance fût un paradoxe, mais plus je vois mon temps et plus je reste convaincu que c'est aujourd'hui le prosateur qui juge le poète. A lire les vers de Barbier, même ses plus beaux, on pressent à quel degré de platitude tombera ce style quand il n'aura plus la cadence et la rime pour se soutenir. Je recommande aux curieux le recueil de souvenirs intitulé : *Mes Voyages*. Ce sont toute sorte d'historiettes cousues à la file : légendes, contes moraux, récits de table d'hôte. Tant de naïf vous épouvante; vous rêvez, non plus de Juvénal ou d'André Chénier, mais de Berquin, de Bouilly, de Joseph Prudhomme. « Nous nous logeâmes dans une maison de la grande rue le plus commodément possible; nous n'y prîmes que le coucher; quant aux repas, nous allions les chercher à une table située près de l'établissement des bains. » C'est à cette table d'une *locanda* quelconque des Eaux-Bonnes que l'auteur des *Iambes* rencontre M. Beugnot, qui lui raconte l'entrée à Paris du comte d'Artois, en 1814, ainsi que les origines d'un mot dont vous n'avez sans doute jamais eu connaissance : « Il n'y a rien de changé en France; il n'y a qu'un Français de plus. » Barbier, attentivement, prête l'oreille à cette révélation et, rentré chez lui, l'enregistre afin qu'on n'en ignore. Une autre fois, de passage au Mont-Dore et gravissant le pic du Sancy, il assistera au lever du soleil et s'écriera : « C'est toujours un spectacle magnifique que la réapparition de ce globe de feu qui nous donne la lumière et la vie! etc. » Mais, en même temps, voyez le triomphe de la vocation : qu'un vent de poésie souffle au hasard; qu'une réplique lui soit transmise, et, soudain, au milieu de cette littérature d'almanach, voilà votre intérêt qui se réveille. On fera bien de lire à ce propos quelques pages ayant pour titre : *la Chasse aux chansons*. Venu à Plombières pendant la saison des eaux et grand promeneur de sa nature, le poète imagine, par manière de passe-temps, d'organiser une battue à la recherche des vieilles ballades et complaintes du pays des Vosges. « Si tous les amis des lettres avaient cette pensée dans leurs momens de loisir et de voyage à travers la France, on sauverait de l'oubli bien des chefs-d'œuvre de sentiment. » Ce qu'il y a de certain, c'est que la chasse ne fut pas improductive. Presque toutes les

pièces ainsi ramassées ont un accent de vérité. Rien qui ressemble à ces élégies lamartiniennes qu'on nous donne sous costume d'ouvrier, beaucoup de franchise et d'honnêteté, mais aussi de la violence, quelque chose comme un écho du romantisme du moyen âge qui se répercute dans ces lieux voisins de l'Alsace et de l'Allemagne, jadis couverts de monastères et partout encore semés de croix. Tantôt c'est la complainte d'une pauvre enfant morte avant le temps et qui laconiquement dialogue avec sa mère de dessous la pierre du tombeau, tantôt c'est le récit non moins lugubre d'un infanticide commis par une malheureuse fille de la campagne. Le catholicisme, avec ses données populaires, reparaît dans ce dernier petit drame : invention terrible et presque sublime. L'enfant, à peine au monde, se met à parler miraculeusement pour sauver sa mère. La mère doute de sa parole et l'enfant la certifie au nom de Jésus, de Marie et des saints anges, parrains et marraines des nouveau-nés qui n'ont pas reçu le baptême. La femme, sans tenir compte des avertissemens, noie le petit être, et l'enfant, avant de s'engloutir, prédit la damnation de sa mère. Le refrain, qui semble étranger à la ballade, y tient par le fond et l'encadre même avec un art très connu des rimeurs du vieux temps : « Trois garçons s'en vont moissonner, trois filles aussi pour javeler, » et que Victor Hugo a maintes fois reproduit dans ses ballades :

Enfans, voici les bœufs qui passent,
Cachez vos rouges tabliers, etc.

Arrivé à ce chapitre de la prose, j'ai pris plaisir à tout examiner, même l'inédit. Barbier écrivait constamment; il fut jusqu'à la fin l'homme du *nulla dies sine linea*. Rédigeant, compulsant et verbalisant, il prenait minutieusement note et notice de ce qui se rapportait à sa personne et de ce qui regardait ses amis. Dans les nombreux papiers qu'il a laissés figure, sous le titre de *Varia*, un recueil de curiosités de toute sorte : pensées sur les lettres et le monde, idées de compositions, souvenirs de voyages, où je retrouve comme en des Mémoires l'honnête bourgeois de Paris que nous avons connu. Singulière prédestination des noms! On songe involontairement au journal de l'autre Barbier, celui du XVIIIe siècle. Un fragment sur les journées de juillet semble à mes yeux le meilleur spécimen qui se puisse donner de cette manière d'instruire et de documenter un procès historique. « Au moment que la révolution de juillet éclata, je n'étais pas à Paris; je me trouvais depuis un mois dans ma propriété, située à douze lieues de la capitale, dans le département de Seine-et-Marne. Aussitôt que la nouvelle de l'insurrection me par-

vint et lorsqu'il y eut possibilité de se rendre à Paris, — car tous les services de voiture avaient été interrompus, — je quittai mes hôtes en la compagnie du général Jouarez. Quand nous arrivâmes, la lutte avait cessé depuis quatre jours, mais Paris était encore dans le chaos de la guerre civile. Nous ne pûmes point passer par la barrière de Charenton; il nous fallut aller rejoindre le faubourg Saint-Antoine, dont la voie était plus large et plus dégagée. Nous vîmes des monceaux de pavés qui avaient servi à la formation des barricades, et plusieurs fois, sur notre chemin, nous rencontrâmes des troupes d'hommes mal vêtus et armés de toutes les manières. »

Et dire que de ce vulgaire procès-verbal devait sortir *la Curée!* N'importe, comme simple inventaire des lieux et nonobstant son style d'huissier priseur, la relation a son intérêt; poursuivons-la : « Une de ces troupes était commandée par un individu en chemise et bras nus qui, d'une main, tenait un sabre et, de l'autre, un quartier de viande toute saignante. Ce singulier commandant arracha quelques paroles d'indignation à mon compagnon de voyage, qui, en sa qualité d'ancien officier de l'empire, n'était pas partisan des insurrections. Arrivés à la place Baudoyer, un jeune homme en moustaches et en habit bourgeois s'élance au cou du général et s'écrie en le serrant dans ses bras : « Ah! mon général, que je suis content de vous revoir! — Et moi aussi, mon ami, ajouta mon compagnon, surtout après un pareil événement! — Ah! mon général, nous avons fait de bien belles choses! — Comment! de belles choses! Vous vous êtes fait battre par la canaille! — Mon général! mon général! le peuple a été sublime. » Et, en disant cela, le jeune homme avait un air d'enthousiasme qui m'impressionna vivement. C'était un jeune officier qui avait servi quelque temps d'aide de camp au général Jouarez. Je pris congé de ces deux messieurs et je les laissai seul à seul s'expliquer sur les événemens. Je descendis jusqu'au commencement de la rue Saint-Antoine et j'arrivai par l'arcade Saint-Jean à la place de l'Hôtel-de-Ville. Tous les murs de la façade étaient criblés de coups de feu; des canons dont le bronze luisait au soleil s'allongeaient au bas du perron, gardés par une foule d'hommes en blouse et armés de sabres, de fusils et de pistolets. Aux fenêtres flottaient des drapeaux tricolores. Les maisons qui faisaient face à l'Hôtel se trouvaient aussi entamées par les balles. Bon nombre de pavés non encore replacés s'élevaient au débouché des rues. Puis une quantité de gens entraient dans l'Hôtel et en sortaient comme des abeilles d'une ruche en rumeur. Cette vue du lieu où le combat avait été des plus acharnés et qui en portait les glorieux stigmates me fit penser à l'exclamation du jeune officier. Je restai quelque temps à contempler ce tableau si beau

et si nouveau pour moi; puis je repris ma route le long des quais. Quelques jours plus tard, lorsque l'assaut scandaleux des places m'inspira *la Curée*, toutes ces images guerrières étaient dans ma tête comme si j'avais assisté à la bataille. L'ancien aide-de-camp du général Jouarez, que je n'ai jamais revu et dont j'ignore le nom, a été le premier moteur de mon enthousiasme, et il ne se doute guère, s'il vit encore, de ce que je lui suis redevable dans la composition de cette pièce, qui a commencé à me faire connaître. Ses paroles, du reste, furent confirmées par tout ce que j'entendis à propos des événemens. Pas un journal qui ne vantât l'héroïsme du peuple et qui ne rapportât à son initiative spontanée et courageuse la gloire des trois journées. *Le Constitutionnel* du 30 juillet disait: « Quand de toutes parts on demandait des chefs, le peuple, qui a tout fait, il faut le proclamer hautement, se battait sur tous les points. » Quel mauvais français! et que tout cela est vu, jugé bourgeoisement. La citation du *Constitutionnel* venant à la fin complète le morceau. On avait jadis une expression pour ce genre de style; on disait : « C'est écrit à la papa. » Chez Barbier, ce style est à l'état de nature; il prend au sérieux *le Constitutionnel*, et le plus honnêtement du monde, il s'en inspire, ce qui fait que sa pièce, en donnant tout au peuple, est un contre-sens. Non, la « sainte canaille » ne fut point seule cette fois à « se ruer à l'immortalité; » elle eut des chefs, et très brillans, pour la conduire aux barricades, des chefs sortis de cette jeunesse dorée sur laquelle il daube à bras raccourcis et qui se battit fièrement ce jour-là, quoi qu'il en glose. Fuir le danger, s'y dérober, « trembler pour sa peau » n'était point dans les mœurs de cette époque toute d'élan, de fougue et d'exaltation. Accusez-la de turbulence et d'intempérance, mais nous venir parler de couardise, c'est méconnaître absolument le caractère particulier de cette société, qui fut comme une dernière lueur du XVIIIe siècle, comme un été de la Saint-Martin de notre ancienne société française, — élégante, brave, *entraînée*, jeune surtout et se passionnant pour les idées, jeune à tous les âges, tandis que maintenant on est vieux.

Barbier a le coup d'aile, mais par intervalles; il monte et ne plane pas. Sa muse, après l'avoir ravi jusqu'aux astres, le laisse retomber en platitude. Alors l'atavisme reprend ses droits, le fils de l'avoué retourne à l'étude paternelle et les grosses de littérature naissent sous sa main. Non que tout soit mauvais dans cet ordre de productions; le fatras des *Reliquiæ* contient même des choses à ne point rejeter; nommément, une vie d'Auguste Brizeux, dont peut-être nos lecteurs nous sauront gré de leur offrir l'étrenne. C'est écrit d'un trait, et dans la rareté des documens sur le sujet, nous n'hé-

sitons pas à donner celui-ci comme une page intéressante à joindre à ces mémoires de la période que nous étudions :

« Je m'honorerai toujours d'avoir eu pour camarade et ami cet excellent poète en la compagnie duquel se sont écoulées mes meilleures années, celles de ma verve poétique et de ma jeunesse.

« C'est dans l'atelier du peintre Ziégler, en 1828, que je fis sa connaissance, et depuis ce jour jusqu'à sa mort, arrivée en 1863, il n'y a pas eu ombre de désaffection entre nous. Brizeux, né à Lorient en 1803, était d'origine irlandaise ; ses aïeux vinrent s'établir en Bretagne à la suite de Jacques II et changèrent leur nom de Morgan en celui de Brizeux, qui veut dire Breton ; avec sa taille élancée, son teint frais et ses cheveux blonds, il avait l'air d'un jeune Anglais. Il fit ses premières études dans le voisinage de Quimper, chez le curé d'Azenas. C'est là qu'il connut la jeune enfant qu'il immortalisa sous le nom de Marie. Elle s'appelait Marianne Pelann (Marie Fleur de blé mûr) ; rien n'était plus charmant que ces deux enfans, toujours ensemble, courant dans les bois et allant à l'école. Marie, devenue grande, épousa un jeune fermier du canton, et Brizeux, ses études terminées au collège d'Arras, vint à Paris faire son droit. Il travailla quelque temps chez un avoué, et c'est dans un bureau de chicane que la muse, sous forme des souvenirs du pays, vint le trouver. Il fréquentait de temps à autre des ateliers de peintres, ceux des Johannot et des Devéria principalement. Il se lia aussi avec quelques littérateurs, MM. Rolle et Busoni ; c'est en compagnie de ce dernier qu'il écrivit pour le Théâtre-Français un à-propos en vers : *la Fête de Racine*, et une espèce de roman en deux volumes intitulé : *Mémoires de Mlle de La Vallière* ; malgré les distractions de la grande ville et au milieu de ses travaux et de ses études, le pays apparaissait toujours à ses yeux, et, la jeune Bretonne s'identifiant en lui avec l'amour du pays, il produisait les ravissantes idylles qui ont composé le livre de *Marie*. Ce volume parut sans nom d'auteur et avec le titre de roman. L'auteur, plus tard, en dévoilant sa paternité, l'appela poème. La première dénomination était peut-être la plus vraie, car ce petit livre était un roman de cœur qui, bien que raconté en vers, n'en avait pas moins pour fondement des sentimens très réels. L'ouvrage eut un grand succès et révéla à la France un nouveau poète, un Théocrite vrai et sans convention. En 1830, Brizeux, libéral et de l'école du *Globe*, prit le fusil ; en 1831, sa grand'mère lui ayant fait un cadeau d'argent, il partit pour l'Italie. Je l'y accompagnai ; nous y demeurâmes huit à dix mois. Brizeux, revenu avant moi en France, se livra tout entier à la littérature, il fit des articles de critique dans

plusieurs journaux et revues : *le Mercure de France*, la *Revue des Deux Mondes* et les *Débats*. M. Ampère lui offrit alors, pour un hiver, la place de professeur à l'Athénée de Marseille. Il accepta cette situation et fit avec succès un cours de poésie contemporaine. J'ai lu quelques morceaux écrits de ce cours ; ils étaient d'une grande élévation et d'une grande nouveauté de vues ; il y avait surtout un chapitre très remarquable sur l'épopée moderne. De Marseille, le poète retourna une seconde fois en Italie. Il se confina à Pise auprès de quelques amis et là travailla à son grand poème géorgique : *les Bretons*. Quand il revint à Paris, il obtint, je crois, sous le ministère Villemain et grâce aux bons offices de MM. Alfred de Vigny et Dittmer, une pension de 2,400 francs (1). Il publia son nouvel ouvrage qui le classa définitivement parmi les meilleurs poètes contemporains. Après ce grand effort récompensé par une couronne académique, il fit un troisième voyage en Italie. Il se trouva à Rome au moment de la révolution de 1848 ; il présenta un exemplaire de son poème au pape et reçut sa bénédiction, puis, le mouvement révolutionnaire augmentant, il passa à Naples et revint en France vers 1850, rapportant une charmante idylle en pendant à son poème de *Marie*, *Primel et Rosa*. »

Ici nous ouvrons une parenthèse. Barbier, le plus correct et le plus solide des hommes en fait de relations, n'admit jamais que l'on s'attaquât à ses amis, et Sainte-Beuve s'étant permis de fort maltraiter l'églogue en question, l'auteur des *Iambes* sent tout à coup sa bile s'échauffer, le coq se redresse sur ses ergots et lance au critique son défi : « Ce nouvel ouvrage, très fin de sentiment et de style et d'une grâce parfaite, valut à Brizeux des critiques injustes et *du plus mauvais goût* de la part de M. Sainte-Beuve. Ce critique n'avait-il pas osé

(1) Lamartine, qu'à cette époque on retrouve partout où il y avait à faire une bonne action, fut cause que cette pension s'accrut bientôt de quinze cents francs. Le poète de *Jocelyn* goûtait infiniment *Marie*. « Vous connaissez M. Brizeux, nous dit-il un jour, quel homme est-ce ? il doit avoir de la fortune ; les vers ne sont jamais un gagne-pain. — De la fortune ! pauvre Brizeux, il a pour vivre une pension de deux mille quatre cents francs qu'il touche, je crois, moitié sur les fonds de l'instruction publique et moitié sur la caisse de l'intérieur. » A cette révélation inouïe, Lamartine eut un sursaut. Je le vois encore se levant de son fauteuil et arpentant la chambre en s'écriant les bras en l'air : Deux mille quatre cents francs ! un pareil poète ! Il réfléchit un moment, puis reprit : « Pensez-vous qu'il me soit permis d'intervenir pour améliorer cette situation ? » J'allai en causer avec Barbier et trois jours après nous vînmes ensemble, mais le cher grand homme n'avait pas attendu si longtemps, et lorsque Barbier lui tendit la main en le remerciant de sa bonne volonté : « J'ai vu les ministres, nous dit-il de sa belle voix résonnante et de son bon sourire. Il est convenu qu'à dater du mois prochain, la pension de M. Brizeux sera augmentée de quinze cents francs. »

dire que les titres de chapitre de cette jolie idylle étaient plus longs que l'ouvrage! D'où venait ce changement d'opinion? car M. Sainte-Beuve avait fait six fois l'éloge du poème de *Marie*. Ce changement venait de ce que Brizeux, en publiant *les Bretons* et en entrant franchement dans sa nationalité, s'était éloigné de l'idée que M. Sainte-Beuve avait conçue de sa personne et de son talent. Il prétendait que M. Brizeux était sorti des *Consolations* et qu'il voulait renier son origine. Sa *Marie* n'était « qu'une petite fille en l'air qui n'avait été qu'un prétexte à ses langueurs d'étudiant, très épris d'ailleurs de Paris, de ses plaisirs et de son mouvement artistique et littéraire. » C'était là un point de vue absolument faux. Brizeux ne fut jamais un Joseph Delorme. Son sentiment et ses regrets du pays étaient vrais, et quant au style, il n'avait aucun rapport avec la manière de M. Sainte-Beuve. La Fontaine, Racine, André Chénier, voilà les véritables ancêtres de Brizeux et les poètes qu'il relisait sans cesse; il a donné seulement à leur idiome si naturel une saveur plus agreste. Quel que soit le jugement que l'avenir puisse porter sur l'œuvre de ce barde éminent, écrivant en français des idylles bretonnes, il n'en restera pas moins, à mon sens, le premier de nos poètes bucoliques : la figure de *Marie*, cette Laure mystique des pays de l'Ouest, est une trouvaille du plus rare bonheur et ce sera certainement son plus beau titre de gloire. Elle est, avec la *Mireille* de Mistral, le type le plus charmant de l'amour chaste et pur dans un cœur de vierge à peine adolescent. C'est une nouvelle sœur de Virginie, mais plus contenue et plus délicate et elle a le mérite d'incarner en elle tous les sentimens naïfs et chrétiens d'une vieille et antique nationalité qui s'efface devant le *dragon rouge*, comme disait le poète de la civilisation moderne. M. Brizeux se présenta une fois aux suffrages de l'Académie française, et il n'eut pas l'heur de les obtenir. Des dires méchans et calomnieux lui barrèrent les portes de ce cénacle. « Nous avons bien assez de M. de Musset, » tel fut le mot prononcé à cette occasion : la vérité est que la noble pauvreté du poète fut le véritable motif de ce mauvais vouloir. »

Barbier conçut de cette affaire une rancune soi-disant inextinguible contre l'Académie. Blessé personnellement de l'affront infligé à son ami, sa mauvaise humeur ne se contenait pas. Il en voulait à Brizeux de s'être présenté : « Que diable allait-il faire dans cette galère? » se moquait d'Alfred de Vigny, donnait raison à Béranger. Bref, il était alors de nous tous le plus résolûment intransigeant. Mais, hélas! souvent l'homme varie et comme prêche la chanson, il ne faut jamais dire à la fontaine de l'Institut : « Je ne boirai pas de ton eau! » Barbier plus tard se ravisa; il est vrai qu'on vint le chercher, car on avait besoin de lui pour empêcher Gautier de passer. Il

se laissa faire, et ce n'est certainement pas ce qu'il a fait de mieux : la mercuriale offensante de M. de Sacy le lui prouva de reste. Triste séance que celle où tout un nouveau public qui ne le connaissait que par les *Iambes* vit apparaître ce petit vieillard cassé, penaud, étroit de forme, maigre de corps, courbé et vacillant d'attitude! Barbier avait une de ces figures qu'on ne regarde pas avant de savoir qu'elles ont un nom, et la mine, ce jour-là, faillit au nom. L'homme n'est vraiment de son temps que dans la jeunesse; plus tard viennent les intérêts, les ambitions et les démentis qu'il s'inflige à lui-même. Je n'ai point à m'expliquer ici sur l'Académie; je trouve, en somme, très naturel qu'on en soit et très naturel aussi qu'on n'en soit pas; ce que j'en dis ne se rapporte qu'à mes relations avec Barbier. Dans le groupe dont j'ai parlé régnait un absolu détachement; nous vivions sous la pure et sainte invocation de l'art, pleins de foi, de prosélytisme, mais sans fracas, ni clameurs vaines : chacun de nous à sa pensée, à ses études, et ne nous retrouvant que pour en discourir librement. On conçoit qu'avec un pareil programme les distinctions académiques et les emplois bien rétribués sous n'importe quel régime devaient compter pour peu de chose ; le sentiment de notre dignité, que nous placions très haut, nous prémunissait d'avance contre certaines démarches médiocrement en harmonie avec les mœurs d'une société démocratique comme la nôtre, où le public a seul mandat de prononcer, de classer et de qualifier. Retournons à ma citation : « En 1851, Brizeux fut attaqué d'une maladie de poitrine, il languit encore quelques années et alla s'éteindre à Montpellier. C'était dans toute l'étendue du mot une exquise nature de poète, unie à l'âme d'un véritable philosophe chrétien. » Quant au christianisme de Brizeux, on en pourrait parler avec moins de complaisance. Sans être aucunement un hérétique, le chantre de *Marie* et des *Bretons* partageait là-dessus les idées de sa génération ; il croyait au Dieu de Lamartine et de Beethoven, d'Eugène Delacroix et de George Sand, allait à confesse chez Cousin et communiait avec Jouffroy.

Tout autre était Barbier, catholique fervent et convaincu. C'est naturellement dans sa prose qu'il nous faudra rechercher la trace de ce sentiment religieux; le vers avec son éclat et ses résonances est toujours, en pareil cas, un témoin peu sincère. Tel qui, pour chanter se monte la tête, vous livrera mieux l'état vrai de son âme en devisant pédestrement ; à ce compte, une simple lecture des poèmes de Barbier risquerait de ne pas nous apprendre grand'chose sur son état moral, et ceux qui ne l'ont point connu ne sauront ce qu'était l'homme et ce qu'il valait qu'en s'adressant à ses livres de prose. Dure nécessité; mais, je le répète, on ne connaîtra qu'à ce prix les scrupules orthodoxes de Barbier. Les *Iambes* sont un cri

sublime et inconscient. D'aucuns ont prétendu que *la Curée* se retrouve tout entière dans un article de M. Saint-Marc Girardin, publié quelques jours auparavant par les *Débats*. Pure illusion! ces choses là sont dans l'air, il s'agit simplement d'être le passant qui les formule. Vous vous appelez Rouget de l'Isle et vous composez *la Marseillaise*, vous avez nom Barbier et vous écrivez *la Curée*. Vous ou un autre, peu importe; cela est parce que cela devait être. La plupart du temps, ces gens-là ne se doutent pas eux-mêmes de ce qu'ils font, leur mérite est celui du paratonnerre. Ils attirent, condensent en eux l'électricité ambiante et pour un instant la gouvernent. Cet instant suffit à leur gloire. Poètes et musiciens de hasard, ils ne dépasseront jamais leur coup d'essai et de ce qu'ils s'efforceront de produire ensuite dans leur libre conscience d'artistes, rien ne comptera. Je me trompe, leurs vertus compteront à défaut des belles œuvres, les bonnes parleront pour eux. On reproche à Barbier sa longévité laborieusement stérile. On lui en veut presque de n'être pas mort après *la Curée*, après *l'Idole*, et l'imagination éprouve une certaine déconvenue à voir le brillant poète des journées de juillet continuer à trottiner avec des lunettes et son parapluie sur le théâtre de la vie, ni plus ni moins que tel petit vieux du répertoire de Bouffé. Comme s'il dépendait de chacun de nous de composer sa destinée à souhait pour le meilleur effet du paysage! « Les gens de génie, écrivait Diderot, ne sont bons qu'à une chose, passé cela, rien! » A cette chose dont parle l'auteur du *Neveu de Rameau*, Barbier fut bon et même excellent pendant une heure de sa vie, et « passé cela, » si le poète eut le tort peut-être de ne point abdiquer, l'homme au moins vécut sans reproche, et c'est bien de celui-là qu'on peut dire que rien d'humain ne lui fut étranger. Sa sympathie n'excluait personne que les faiseurs de conquêtes et s'adressait plutôt aux masses qu'aux individus. Citoyen éprouvé, noble cœur, esprit libéral, clairvoyant, ayant ses doutes que l'âme voulait ignorer et qui vous répondait parlant du mystère de la transsubstantiation: « J'y crois comme une bonne femme! » Les hommes de cette probité, — tranchons le mot, de cette vertu, — sont rares de tout temps à ce point que, même en laissant à part l'éclair fugitif du génie, il faudrait encore tâcher de leur ressembler et désirer que la graine en soit commune.

HENRI BLAZE DE BURY.

LA

COLONISATION DE L'ALGÉRIE

EUROPÉENS ET INDIGÈNES.

Notre grande colonie d'Afrique a aujourd'hui cinquante-deux ans d'âge ; elle sort de l'enfance proprement dite; la voilà, selon nous, entrée dans l'adolescence. Elle est dans une de ces époques critiques où les fautes ont une gravité singulière et se répercutent sur toute la durée de l'existence d'une nation. Depuis qu'un événement imprévu amena l'armée française sur le territoire d'Alger, nous avons suivi en Afrique bien des politiques diverses. Il nous a fallu conquérir laborieusement le pays, ce qui n'a guère pris moins de trente ans, si l'on considère l'occupation de la Kabylie comme la fin de la conquête. Nous avons souvent varié et de desseins et de moyens, ne sachant pas au juste quelle devait être notre œuvre africaine. Tour à tour nous semblions vouloir nous contenter de la simple prise de possession, ou de la colonisation restreinte; un moment après, il semblait que nous voulussions refouler complètement les indigènes; nous revenions ensuite de cette idée et parlions de constituer un royaume arabe; puis nous nous rangions au système de la colonisation complète de tout le territoire par l'élément européen, et de la pénétration même du Sahara jusqu'au Soudan. Nos rapports avec les indigènes ont été aussi variables, sous l'influence des sentimens les plus contraires; tantôt bienveillans et

favorables, tantôt indifférens, parfois complètement hostiles. Nous excusons tous ces tâtonnemens. Jamais une entreprise coloniale n'a offert à un peuple civilisé d'aussi grandes difficultés que notre entreprise algérienne : l'Algérie n'est pas une terre quasi vacante, comme l'étaient à l'origine l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ; elle ne peut donc, comme ces dernières contrées, être simplement une colonie de peuplement, servant de déversoir à l'exubérance de la population de l'Europe. L'Algérie n'est pas davantage une terre où tout le sol soit occupé et cultivé par une population dense, de mœurs douces, comme les Indes ou l'île de Java, et ne peut être, comme ces dernières, une pure colonie d'exploitation. La colonisation de l'Algérie est sans précédens et sans analogies dans l'histoire ou dans les temps présens : les difficultés que rencontre l'Angleterre dans l'Afrique australe ne sont rien à côté de celles que nous devons surmonter dans l'Afrique du Nord, car les Arabes sont plus nombreux, plus intelligens et plus guerriers que les Cafres ou les Zoulous. Pour un observateur impartial, ce que nous avons fait jusqu'ici en Afrique est digne d'éloges : nulle autre puissance européenne, sans en excepter l'Angleterre ni la Hollande, n'eût obtenu dans ce pays, en un temps aussi bref, un aussi grand succès. On s'en convaincra par l'esquisse rapide que nous allons tracer de la situation actuelle de notre colonie. Mais, d'autre part, le temps des expériences et des irrésolutions est passé. Le moment est venu d'adopter un plan de colonisation qui soit définitif, de choisir une politique nette, que nous suivions avec fermeté. La question grave, capitale, celle dont la solution décidera de l'avenir de toutes nos possessions africaines, c'est la question du traitement que nous voulons faire aux indigènes. Devons-nous envers eux nous inspirer des principes de justice, tâcher de faire des Arabes des sujets loyaux et dévoués, des collaborateurs utiles? Au contraire, voulons-nous, plus de cinquante ans après la conquête, nous montrer plus rigoureux que jamais et, dans notre conduite envers les vaincus nous inspirer des principes impitoyables de l'ancien droit païen ou du droit oriental ? Il faut que la conscience nationale réfléchisse à ce grave problème et qu'elle se prononce avec décision.

I.

L'Algérie, qui fut longtemps si décriée à l'étranger et qui, sous la monarchie de juillet, eut en France également bien des détracteurs, a prouvé, pendant les cinquante années qui viennent de s'écouler, qu'elle peut devenir une colonie européenne très florissante. Les préjugés nombreux qui pesaient sur elle à l'origine ont

pour la plupart disparu. Terre malsaine, disait-on, inhabitable aux Européens; terre ingrate, presque stérile, sans ressources, qui absorberait d'énormes capitaux sans rien restituer en retour. L'expérience a d'une façon décisive écarté tous ces griefs.

L'Européen vit en Algérie et y multiplie. Le recensement de 1876 y constatait la présence de 320,300 habitans d'origine européenne, dont 155,700 Français, 92,500 Espagnols, 25,800 Italiens, 14,200 Maltais, 5,700 Allemands, 17,500 âmes d'autres nationalités et 8,900 de la population dite en bloc, c'est-à-dire des prisons, hôpitaux, etc. Au moment où nous écrivons, le recensement de 1881 est terminé, mais les chiffres détaillés n'en ont pas encore été publiés. On peut dire, cependant, sans risque d'erreur, qu'il se trouve en 1882 au moins 400,000 habitans d'origine européenne dans notre ancienne province d'Afrique, et que sur ce chiffre la moitié environ sont des Français. Cette population a deux sources d'accroissement : d'abord l'excédent des naissances sur les décès, puis l'immigration. Tour à tour favorisée par les passages gratuits et découragée par les réglemens administratifs, l'immigration en Algérie est devenue spontanée, régulière, considérable. Elle a d'autres caractères que dans les pays lointains. Ce ne sont pas seulement ni surtout des agriculteurs ou de pauvres hères, en quête d'une existence meilleure, de terres vacantes et d'un travail plus sûr, qui débarquent en Afrique : à côté d'eux et en bien plus grand nombre on trouve des ouvriers habiles, des commerçans, des gens d'affaires, des capitalistes, des oisifs même ou des touristes, dont un grand nombre est retenu par l'attrait des lieux et le charme du climat. Chaque année les paquebots apportent en Algérie un bien plus grand nombre d'Européens qu'ils n'en ramènent en Europe. En 1879, par exemple, les arrivées étaient de 102,828 personnes, et les départs de 79,524, soit un excédent de 23,304 immigrans. Il en est à peu près de même en 1880 : les arrivées s'élèvent à 120,397 et les départs à 102,961, ce qui laisse pour les premières un excédent de 17,436. Il est bien entendu que les troupes ne figurent pas dans ces chiffres. Ce sont les passagers voyageant à leurs frais qui en forment la masse, les colons proprement dits ou immigrans subventionnés n'entrent guère dans ces nombres que pour la centième partie. Ainsi, dans les deux dernières années, l'Algérie paraît s'être enrichie de 40,740 Européens, et la colonisation officielle n'a coopéré à ce résultat que dans une proportion insignifiante.

Quand nous estimons à 400,000 le nombre des habitans ou résidens d'origine européenne, nous nous tenons à l'abri de toute exagération. Doit-on regarder comme un échec une entreprise de colonisation qui, après cinquante années dont les deux tiers étaient des années de guerre, est parvenue à fixer en Afrique une population

civilisée aussi considérable? Bien ignorans et bien légers seraient ceux qui porteraient un semblable jugement. A l'exception de la Nouvelle-Zélande, qui s'offrait aux colons européens dans des conditions bien plus favorables que l'Algérie, il n'est pas de colonie qui ait eu un essor aussi rapide. Le Canada, quand il nous fut arraché en 1763, ne contenait que 60,000 Français, quoique nous en fussions maîtres depuis plus de deux siècles. La colonie anglaise qui se rapproche le plus de l'Algérie, l'Afrique australe, comprenant le Cap et Natal, ne compte pas aujourd'hui 300,000 habitans d'origine européenne, et cependant le peuplement y a commencé il y a trois siècles environ. L'Australie, et sa dépendance la Tasmanie, où le premier convoi de détenus britanniques débarqua en 1787, ne possédait en 1850, à la veille de la découverte des mines d'or, que 480,000 colons (1), et cependant elle était alors beaucoup plus vieille que notre Algérie. Bien loin de rougir de ce que nous avons fait en Afrique, nous devrions donc en être fiers, car il n'a été donné à aucun peuple de constituer en aussi peu de temps, sur une terre étrangère, un noyau aussi considérable de population européenne. Si l'excédent des arrivées sur les départs était aussi important que dans la dernière année, vers la fin du siècle, le nombre des habitans de race européenne en Algérie atteindrait un million, et probablement, quand notre colonie célébrerait son centenaire, bref intervalle dans la vie d'un peuple, — deux millions.

Si les immigrans de toutes catégories affluent depuis quelque temps dans notre Afrique, c'est que la terre et le climat y sont hospitaliers et qu'on y trouve du travail. Pendant trente ans, on put croire que l'Européen ne pourrait pas s'acclimater en Algérie. Jamais un homme réfléchi n'a partagé ce préjugé, car le colon anglais a trouvé le moyen de prospérer et de multiplier presque sous toutes les latitudes, aux Carolines, en Georgie, aux Antilles, aussi bien que dans l'Australie du Nord. On ne pourrait comprendre pourquoi l'Algérie serait plus inhabitable. Néanmoins, pendant vingt-cinq ans environ, il y eut dans la population civile d'origine européenne beaucoup plus de décès que de naissances. Différentes causes y contribuaient; un grand nombre de colons étaient célibataires, les hommes dépassaient de beaucoup le nombre des femmes, ce qui est le cas de toutes les colonies jeunes, et, par conséquent, les familles ne pouvaient s'y fonder. Le sol n'était pas encore assaini, et les défrichemens ne pouvaient qu'ajouter à l'insalubrité; le régime hygiénique était mauvais. A partir de 1853, ces conditions changèrent : les naissances vinrent à excéder les décès; la population européenne

(1) Voir notre livre : *de la Colonisation chez les peuples modernes*, 2e édition; 1882, Guillaumin, éditeur.

d'Algérie croît de son propre mouvement, en supposant même arrêté tout afflux du dehors. Les statistiques du docteur Ricoux et celles de l'état civil sont décisives sur ce point capital. L'Européen vit parfaitement et se multiplie dans l'Afrique du Nord. Chose curieuse même, le Français, qui a perdu sa fécondité en France, semble la retrouver en Algérie. En 1880, les naissances dans la population européenne s'élevaient à 13,123 et les décès à 12,185; c'est un excédent de 1,000 environ pour les premières; mais parmi les décès figurent 536 militaires; si l'on ne tient compte que de la population européenne civile, l'excédent des naissances est de 1,475 supérieur, comme proportion, à l'excédent habituel en France. Toutes les nationalités, il est vrai, ne sont pas également prolifiques en Algérie : ce sont les Espagnols qui tiennent la tête avec 4,636 naissances contre 3,864 décès, puis les Italiens avec 1,089 naissances contre 905 décès, ou plutôt, comme rapport des naissances à la mortalité, les Italiens priment même les Espagnols; les Anglo-Maltais sont dans le même cas, offrant 500 naissances contre 412 décès; quoique un peu moins bien partagés, les Français sont encore dans des conditions satisfaisantes; ils comptent 6,523 naissances contre 6,088 décès, ce qui est un excédent de 435. En définitive, les Français, qui forment près de la moitié de la population, figurent aussi presque exactement pour la moitié dans le nombre des naissances et ne fournissent qu'un peu plus de la moitié des décès. Leur résistance au climat est donc bien démontrée. Si les Européens vivent et multiplient dans notre Afrique, ce n'est pas qu'ils s'enferment tous dans les villes, fuyant le travail et la chaleur du jour; le plus grand nombre est occupé dans les chantiers ou à la culture. Au 1er septembre 1878, le nombre des colons ruraux était évalué à 138,510; il est vraisemblable qu'au moment où nous écrivons, il a atteint 160,000 ou même 180,000. En y joignant tous les Européens qui sont employés à la récolte de l'alfa et aux travaux publics divers, on doit dépasser 200,000.

Que l'Algérie puisse devenir une colonie européenne florissante, les chiffres officiels qui précèdent en fournissent la preuve irréfutable. Mais n'est-ce pas une colonie étrangère que nous irions fonder à notre insu? N'est-ce pas un œuf espagnol ou italien que la grande patrie française couverait et ferait éclore avec tant de sollicitude et de souci? Dans ce siècle de la vapeur et des rapides déplacemens d'hommes, une colonie est ouverte à tous et reçoit les élémens les plus variés. Aucune ne peut être complètement nationale. La Nouvelle-Zélande et l'Australie, par leur éloignement, font jusqu'ici exception. Le Canada est à moitié français, les États-Unis sont en train de se germaniser, la république Argentine et l'Uruguay de s'italianiser. L'Algérie offre le même caractère à un degré peut-

être plus accentué, mais c'est le même phénomène, et nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de s'en trop alarmer. Il est exact qu'en 1876 les Français ne formaient guère que la moitié des 320,300 Européens recensés en Algérie; il l'est encore qu'à nos 160,000 colons nationaux on pouvait opposer 92,500 Espagnols et 25,800 Italiens, sans compter les 14,200 Maltais, les 5,700 Allemands et les nationalités diverses. Le recensement de 1881 aura constaté peut-être une plus forte proportion encore d'Espagnols et d'Italiens; au moment où nous écrivons, les Français ne constituent sans doute que 45 pour 100 de la population européenne totale. On peut le regretter sans doute, mais ce n'est pas une raison d'excessives inquiétudes. Dans la province d'Oran, il est vrai, les étrangers dépassent les Français (69,131 contre 43,516 en 1876); la prédominance des étrangers, notamment des Espagnols, est surtout forte dans l'arrondissement même d'Oran et dans celui de Sidi-bel-Abbès. On peut regretter qu'il en soit ainsi, mais il n'en résulte pour notre colonie aucun danger prochain ni même lointain. Nous avons su, durant les deux derniers siècles, faire de l'Alsace la province la plus française qui fût, quoique la population en fût de race allemande. Nous gouvernons encore à Nice et dans les districts environnans une population italienne. Il n'y a pas de motif pour que les 100 ou 120,000 Espagnols et les 30 ou 35,000 Italiens fixés en Algérie nous effraient. Les Anglo-Maltais nous sont tout dévoués, les Suisses également; les Allemands fournissent le plus grand nombre des naturalisations. Les Espagnols et les Italiens finiront par se fondre avec notre population : l'école travaillera à nous les assimiler, les mariages mixtes auront le même effet.

Si l'Espagne devait très prochainement conquérir le Maroc, si l'Italie s'était établie en Tunisie, le nombre des Espagnols dans la province d'Oran et celui des Italiens dans celle de Constantine eût pu avoir des inconvéniens pour nous. Mais la Tunisie nous est définitivement acquise, et sans rien préjuger des destinées à venir du Maroc et de la Tripolitaine, il paraît médiocrement vraisemblable que le premier vienne échoir bientôt à l'Espagne et la seconde à l'Italie. Il faudrait que ces deux puissances européennes, dont les ressources financières sont limitées et dont les armées, si bonnes qu'on les veuille estimer, sont restreintes en nombre, tinssent bien peu de compte de l'expérience des autres pour vouloir s'emparer maintenant d'un grand empire comme le Maroc ou d'une solitude immense comme la Tripolitaine. Les difficultés que nous avons rencontrées en Algérie et même en Tunisie, celles que les Anglais ont eu quelque peine à surmonter en Égypte, les sacrifices en hommes et en argent qu'une province africaine exige de ses conquérans, ce sont là des matières à réflexion; il se passera sans doute

beaucoup de temps avant que nous ayons en Afrique, soit à l'est, soit à l'ouest, un voisin européen solidement établi. D'ici là, si nous savons bien gouverner les territoires que nous avons occupés, la population de race espagnole ou italienne qui résidera dans notre Algérie n'éprouvera plus aucune attraction pour une autre nationalité que la nôtre.

Les mariages mixtes, les naturalisations et l'école, tels sont les instrumens divers dont nous disposons pour nous assimiler peu à peu les colons étrangers. Jusqu'ici aucun de ces instrumens n'a été aussi efficace qu'il aurait pu l'être; ils ne laissent pas cependant que d'exercer quelque action. Sur 2,988 mariages contractés en Algérie dans la population européenne en 1880, on en compte 1,378 entre Français et Françaises, 1,147 entre étrangers européens et étrangères, 329 entre Français et étrangères, 123 entre étrangers et Françaises, 5 seulement entre Européens et musulmanes et 6 entre musulmans et Européennes. Quoiqu'elle pût être plus favorable, cette situation est cependant satisfaisante. Le nombre des mariages mixtes entre Français et étrangers s'élève à 452, soit plus du tiers du chiffre des mariages entre étrangers. Que le père seul soit Français ou que la mère seule soit Française, les enfans deviennent Français soit par la loi, soit par la langue, soit par les mœurs. Ainsi se forme une génération de créoles qui réunit les divers élémens européens et qui, le temps aidant, finira par faire le bloc principal de la population coloniale. Les naturalisations contribuent au même résultat avec une moindre énergie; il semble cependant qu'elles aient une tendance à s'accroître. De 1863 à 1874, elles n'avaient été qu'au nombre de 2,612, soit une moyenne annuelle de 261; en 1875, on en compte 582; en 1876, 314; 294 en 1877, 227 en 1878, 417 en 1879 et 525 en 1880. Les musulmans indigènes ne figurent dans ces nombres que pour un chiffre bien faible: 18 seulement en 1880. Ce sont les Allemands et les Italiens qui fournissent la part la plus considérable. En 1880, on a naturalisé 218 Allemands, 101 Italiens, 99 Espagnols seulement, 26 Suisses, 17 Anglais ou Anglo-Maltais, 10 Belges et 9 Luxembourgeois. Parmi ces 525 étrangers naturalisés dans le courant de cette année, il s'en rencontre 209 qui ont acquis la naturalisation sans passer par les formalités que prescrit le sénatus-consulte de 1865, notamment 131 individus nés en Algérie d'un étranger et 73 Espagnols ayant opté pour le service militaire en Algérie. Il conviendrait de rendre la naturalisation de plus en plus facile; on pourrait aussi multiplier les cas de naturalisation de plein droit; imitant certaines puissances, comme l'Angleterre, on devrait déclarer Français tout individu né d'un étranger en Algérie et ayant habité notre colonie usqu'à sa majorité. Les contrées nouvelles ne sauraient, pour les

naturalisations, être aussi méticuleuses et aussi difficiles que les vieilles contrées qui ont un excédent de population. L'école primaire, en répandant notre langue, tiendra aussi une grande place dans le travail d'assimilation des élémens étrangers. Nous avons accordé aux colons de nationalité étrangère qui résident en Algérie des droits considérables; on les admet, par exemple, à se faire représenter pour une certaine quote-part dans les corps municipaux; en 1880, on recensait ainsi 7,071 électeurs municipaux étrangers. Cette faveur, qui est exceptionnelle, qu'aucune autre nation n'octroie, ne nous paraît pas avoir aujourd'hui de raison d'être. Les étrangers sont venus librement sur notre sol; il dépend d'eux de se faire naturaliser; on ne saurait justifier par aucune bonne raison l'octroi gracieux de droits électoraux à des gens qui, arrivés spontanément du dehors et pouvant être Français sans renoncer à aucune de leurs habitudes, ne jugent pas à propos de le devenir. Nous devons tendre à naturaliser les colons étrangers algériens et non à les maintenir dans leur nationalité en leur conférant certains droits d'électorat.

Il n'en est pas de même de la population indigène; nous l'avons trouvée dans le pays; elle a des mœurs dont on ne doit pas demander l'entier sacrifice à la génération actuelle. On ne peut exiger qu'elle renonce à son statut personnel pour prendre immédiatement le nôtre. Elle forme la grande masse de la population, deux millions huit cent mille habitans qui sont en voie d'accroissement. Les listes, peut-être médiocrement exactes, de l'état civil inscrivent, en 1880, 68,107 naissances de musulmans contre 61,434 décès. Cette population indigène a des droits naturels; nous avons vis-à-vis d'elle des devoirs qui sont plus stricts que vis-à-vis les immigrans étrangers. Notre intérêt, conforme à notre obligation morale, est de ménager et de nous concilier ces 2 millions 1/2 à 3 millions d'indigènes, sans lesquels nous ne saurions avoir en Afrique ni paix assurée ni prospérité économique.

II.

Si l'on peut se féliciter du développement rapide de la population européenne en Algérie, beaucoup d'autres faits témoignent que notre œuvre dans cette contrée est loin d'avoir été stérile, comme le croient les esprits superficiels. Qu'on étudie soit le mouvement commercial extérieur, soit la production minière, soit la production agricole, soit même les finances générales de la colonie, on se convainc que le génie français, secondé par l'abondance de nos capitaux, a produit sur cette terre ce que nous n'hésitons pas à appeler des merveilles.

Avant que les Français missent le pied dans la régence, le commerce extérieur de cette contrée barbare était nul. Alger était encore un nid de forbans qui déshonorait et infestait la Méditerranée. Dans la période de 1830 à 1840, les importations totales s'élevèrent à 150 millions 1/2 de francs et les exportations totales à moins de 21 millions seulement, ce qui représente l'insignifiante moyenne annuelle de 15 millions pour les premières et de 2,100,000 francs pour les secondes. Encore n'est-ce pas là le véritable point de départ, puisque l'action civilisatrice de la France se faisait déjà sentir dans cette période décennale. Vingt et trente ans après la conquête, dans la décade qui s'écoule de 1850 à 1860, les importations moyennes annuelles montent à 125 millions 1/2 et les exportations à 29 millions 1/4 : c'est encore bien peu de chose. La lenteur des débuts est une loi de nature; nos contemporains pressés et exigeans sont toujours sur le point de l'oublier. Les anciens, qui étaient plus près des temps héroïques où se peuplèrent les contrées de l'Europe, avaient la mémoire plus sûre et le jugement plus sobre. Poètes ou historiens, Virgile ou Tite Live, ils savaient ce qu'il en coûte de temps et de labeurs pour fonder une nation. *Tantæ molis erat Romanam condere gentem!* dit l'un ; *Urbes quoque, ut cætera, ex infimo nasci*, écrit l'autre. Si Rome ne s'est pas bâtie en un jour, en un de ces longs jours qui embrassent des dizaines d'années, on ne doit pas s'étonner que la colonisation algérienne n'ait pas échappé à la loi universelle. Depuis 1860, le progrès est remarquable, il l'est surtout depuis dix ans. Les importations en Algérie atteignent 216 millions en 1877, puis s'élevant par degrés ininterrompus montent à 303 millions 1/2 en 1880 ; les exportations, de leur côté, s'élèvent à 133 millions en 1877 et à 168 en 1880. Le commerce algérien, pris en bloc, représente à peu près le quinzième du commerce extérieur total de la France : beaucoup de nos contemporains, cependant, ont vécu du temps où cette contrée était aride et presque sans culture. Il y a encore des survivans de l'armée qui débarqua à Sidi Ferruch. Tant de changemens n'ont pas épuisé, pour s'accomplir, le cours d'une vie d'homme.

Que les importations dépassent les exportations, ce n'est pas un fait extraordinaire ni regrettable. La France continentale est dans le même cas, sans s'appauvrir. Il est des raisons spéciales pour que toutes les colonies, dans la période de l'enfance et de l'adolescence, reçoivent plus de l'étranger qu'elle ne lui rendent. Elles attirent les capitaux, et c'est le plus souvent sous la forme de marchandises, d'approvisionnemens, de machines que les capitaux s'y introduisent. La métropole entretient en Algérie une armée considérable, c'est encore une source de dépenses qui permet, qui nécessite même un excédent d'importation. Il se passera vingt ou trente ans, et

peut-être davantage, avant que les exportations algériennes s'élèvent au chiffre des importations, mais on ne saurait ni s'en plaindre ni même le regretter. Un propriétaire qui crée une ferme dans une contrée inculte y apporte pendant longtemps beaucoup plus d'argent qu'il n'en tire : ce n'est pas une cause d'appauvrissement, si la ferme gagne en valeur, si elle donne des récoltes croissantes. Une nation qui colonise est comme ce propriétaire, avec cette seule différence que ce qui dure pour l'un sept ou huit années se prolonge pour l'autre pendant un espace dix ou douze fois plus grand. L'Algérie démontre chaque année que les sacrifices qu'on fait pour elle ne sont pas perdus. Son commerce extérieur, qui s'est élevé en 1880 à 472 millions, dépassera probablement un milliard dans dix ans et atteindra peut-être 2 milliards au commencement du XXe siècle. A cette époque, elle sera encore une toute jeune colonie, analogue à ce qu'étaient les États-Unis vers la fin du XVIIe siècle. Le commerce colonial a cette particularité qu'il est plus profitable et plus sûr que le commerce étranger : la conformité de la langue et de l'éducation, l'analogie des goûts et des mœurs font que le peuple colonisateur, pourvu qu'il soit actif et industrieux, conserve facilement la prépondérance dans les affaires aux colonies, même lorsqu'elles se sont émancipées. La plus grande partie du commerce extérieur de l'Algérie se fait avec la France ou par son intermédiaire. Il en est ainsi surtout de la navigation. Sur les 1,729,000 tonnes de jauge qui sont entrées, en 1880, dans les ports algériens, 1,101,000 portaient le pavillon français. Si Marseille s'est rapidement développée depuis trente ans, si sa population s'est accrue, l'Algérie en est une des principales causes. Un jour prochain, la vieille cité phocéenne aura peut-être 500,000 habitans, c'est à l'Algérie qu'elle les devra. Cette, Port-Vendres et les ports de notre littoral ont dans la croissance continue de l'Algérie leurs plus belles espérances d'avenir. Ce fut sans doute un rêve plein d'illusions que de supposer que la Méditerranée deviendrait un jour un lac français ; mais si la marine française fait encore bonne figure dans cette mer intérieure, le berceau de notre civilisation, c'est à nos provinces d'Afrique que nous le devons.

Les ressources de l'Algérie sont, en effet, considérables et ce n'est que depuis une quinzaine d'années qu'elles commencent à être sérieusement exploitées. Agriculture, mines, promettent à ce pays une prospérité dont on ne fait encore que recueillir les prémices. Au point de vue agricole, l'Algérie a des désavantages, elle manque d'humidité ; depuis deux ans surtout la sécheresse y a sévi et fait des ruines. Mais beaucoup de contrées florissantes souffrent du même fléau. Nos départemens méditerranéens y sont exposés, et ils ne laissaient pas que de jouir, avant le phylloxera, d'une merveilleuse richesse. L'Aus-

tralie aussi est souvent désolée par des sécheresses dont nous n'avons pas l'idée, et cependant c'est un des pays les plus florissans du globe. On fut longtemps avant de bien apprécier le caractère du climat algérien; pendant les premières années, on voulut cultiver cette terre à la façon de celles des tropiques : on rêvait de grandes fortunes avec la plantation du coton, et l'on ne s'avisait pas que la vigne donnerait dix ou vingt fois le revenu du cotonnier. C'est à peine si, depuis sept ou huit ans, on a reconnu combien il serait profitable d'implanter en Algérie la vigne qui est cependant pour nous presque un arbuste national. L'implacable phylloxera, chassant devant lui nos vignerons du Sud-Est, a révélé à nos colons l'importance de la viticulture et a fourni à l'Algérie en abondance les premiers viticulteurs du monde, les émigrans de l'Hérault, du Var et des départemens voisins.

On ne peut guère compter qu'il y ait en Algérie plus de 11 à 12 millions d'hectares de terres cultivables; c'est à peu près le tiers de celles qui sont en culture dans la France continentale. Sur ces 11 ou 12 millions d'hectares, les Européens possèdent plus du dixième et probablement les meilleures. En 1879, ils en détenaient 1,012,333 hectares; depuis lors, cette superficie a dû s'accroître de 150 à 200,000. Ce sont les pâturages d'abord, puis les céréales qui occupent la plus grande partie de ces espaces. Le nombre des têtes de bétail est évalué, pour 1880, à 12,201,000, dont 7 millions environ de moutons, 3,300,000 chèvres, 1,163,000 bêtes de race bovine; le reste se composerait de chevaux, de mulets, d'ânes, de chameaux (212,289) et de porcs. On sait tout ce que ces statistiques agricoles ont d'incertain; aussi ne prenons-nous ces chiffres que comme des évaluations. Ils n'indiquent pas, à coup sûr, une culture bien avancée. Le nombre extraordinaire des chèvres, la rareté des chevaux (155,000) et des mulets (136,000) montrent tous les progrès qu'il reste encore à effectuer; mais il s'agit ici d'une contrée hier complètement barbare et aujourd'hui même aux trois quarts inculte. Avec le temps et le développement des bonnes méthodes agricoles, les chèvres devront diminuer et céder la place soit aux brebis, soit aux bœufs. Quand on voit combien la culture est encore défectueuse sur certains plateaux de la France méridionale ou centrale, on n'a pas le droit d'adresser aux Algériens des reproches trop vifs.

Dans la campagne de 1879-80, on a ensemencé en céréales 2,878,000 hectares : c'est une superficie qui reste à peu près toujours la même; elle est très légèrement inférieure à celle de 1876 et de 1877; la sécheresse a singulièrement réduit le rendement, qui ne s'est élevé qu'à 16 millions de quintaux métriques, 21 ou 22 millions d'hectolitres environ, soit, en moyenne, 5 quin-

taux 1/2 ou 7 hectolitres 1/2 environ par hectare : cette moyenne est moitié moindre que celle de la France ; mais il faut considérer que la récolte était réputée mauvaise ; on la tient pour bonne quand elle fournit une moyenne de 9 quintaux métriques ou de 12 à 13 hectolitres par hectare ; ce chiffre n'a jamais été atteint dans les cinq dernières années. Sur les terres des Européens, la récolte est relativement d'un tiers plus élevée que sur celles des indigènes. Ce n'est pas que tous les indigènes soient de mauvais cultivateurs ; il s'en trouve parmi eux d'excellens ; plusieurs ont eu des récompenses dans les concours. Si nous ajoutons que 64,000 hectares sont cultivés en plantes potagères et légumineuses, 8 à 9,000 en tabac, 4 à 5,000 en lin, nous n'aurons plus guère à parler que de la vigne.

Il est étrange combien l'homme met de temps à découvrir les vraies richesses. La vigne, les mines de fer et l'alfa sont parmi les ressources principales de l'Algérie ; nos premiers colons leur préférèrent le coton et les mines d'or. On parle beaucoup, depuis sept ou huit ans, des vignes d'Algérie. Il se fonde des sociétés financières pour planter cet arbuste en Afrique. Jusqu'ici, il occupe bien peu de place. On recense 16,966 planteurs pour 23,724 hectares en vignobles ; c'est dire combien la petite propriété prévaut dans cette culture. On doit désormais se préoccuper de la faire en grand. Sur ces 16,966 propriétaires de vignes, il y a, — chose curieuse, — un peu plus d'indigènes que d'Européens, 8,916 contre 8,050. Mais ces indigènes semblent ne faire que des essais et n'ont que des parcelles infimes en vignes ; les neuf dixièmes des vignobles appartiennent à des colons. La production de 1880 est évaluée à 432,000 hectolitres, un peu moins de 20 par hectare. Ce n'est encore qu'un embryon. Quand on se rappelle que le seul département de l'Hérault, avant le phylloxera, comprenait une étendue de 200,000 hectares de vignes, produisant 12 à 15 millions d'hectolitres de vin, d'une valeur de 200 millions de francs, on se rend compte que l'Algérie ne fait que d'entrer dans la voie. De 1879 à 1880, le vignoble algérien s'est accru de 3,729 hectares. L'impulsion, toutefois, est donnée ; les vignerons de nos départemens du Midi abondent aujourd'hui en Afrique ; les capitaux n'y sont plus rares. Avant dix ans, il y aura sans doute plus de 100,000 hectares de vignes, et, dans un quart de siècle, il se pourrait que le vignoble algérien représentât le cinquième du vignoble français.

Si l'agriculture est aujourd'hui la première richesse de notre colonie, le fonds sur lequel elle vit et épargne, les ressources industrielles, commencent à avoir de l'importance. Parmi ces dernières on peut citer l'alfa, qui se rattacherait à l'agriculture si c'était une plante demandant d'autres soins qu'une exploitation soigneuse. On sait que

l'alfa, avec lequel on fait notamment la pâte du papier, est excessivement répandu dans l'Afrique du Nord. L'alfa couvre, dit-on, les sept dixièmes du plateau de l'Algérie et n'est pas rare non plus en Tunisie. L'usage en est récent. De 1867 à 1877, en dix ans, on a exporté d'Algérie 400,000 tonnes de cette graminée, représentant une valeur de 50 millions de francs; c'est là un fret de sortie excellent pour notre marine; malheureusement, ce n'est pas la France qui emploie l'alfa, ce sont l'Angleterre et l'Espagne. De 1877 à 1880, en quatre ans, on a expédié d'Afrique en Europe 273,000 tonnes de cette précieuse plante, soit environ 70,000 tonnes par an; mais 200,000 se sont dirigées vers l'Angleterre, 57,000 vers l'Espagne, 7,817 seulement vers la France, 5,057 vers le Portugal et 2,792 vers la Belgique. Singulier pays que le nôtre : les richesses que nous découvrons, nous sommes les derniers à les mettre en œuvre. L'alfa croît chez nous, et nous ne nous en servons guère plus que le Portugal : cependant, nous avons d'importantes fabriques de papier.

Ce n'est pas le fret de sortie qui manque à l'Algérie; il y abonde. Elle a l'alfa, elle aura bientôt le vin commun, elle possède le fer, et du meilleur. A la fin de 1880, il n'y avait pas moins de trente-six mines concédées : quatre l'avaient été dans l'année même : on avait accordé en outre six autorisations de recherches et cinq prorogations de permis de recherches. La production des minerais de toute nature avait été de 644,000 tonnes, le nombre des ouvriers occupés s'élevait à 2,414. Qui ne connaît de nom la mine de Mokta-el-Hadid, située près de Bône ? Sa prospérité ne date que de dix ou douze ans, tellement il faut de travaux pour mettre en exploitation les gisemens les plus riches. Mokta-el-Hadid a maintenant une rivale dans la mine de la Tafna. Ce n'est pas malheureusement en France qu'affluent ces splendides minerais de fer algérien. La plus grande partie prend la route de l'Angleterre ou même des États-Unis. Des métallurgistes américains ont conclu, en 1881, avec la compagnie fusionnée de Mokta-el-Hadid et de la Tafna, un marché de 650,000 tonnes de minerai à fournir aux États-Unis en trois ans, 150,000 tonnes de Mokta et 500,000 de la Tafna. Cette prospérité minière ne paraît être qu'au début. Outre le fer, qui semble être singulièrement commun dans notre province d'Afrique, on croit avoir découvert du cuivre, du zinc et du plomb. On parlait même ces jours-ci de mines de houille.

Pour mettre à profit toutes ces ressources de la nature, négligées pendant des siècles, les voies de communication sont indispensables. Les travaux publics en Algérie ont été conduits, surtout depuis quelques années, avec une intelligente activité. Ce n'est pas prochainement, à coup sûr, ce ne sera pas même dans cinquante ans, que sera achevé le réseau algérien de routes de terre ou de fer. Notre

France continentale, qui jouit depuis plus de vingt siècles du bénéfice de la civilisation, travaille encore à ses chemins et à ses voies ferrées. Née d'hier, l'Afrique française ne peut avoir fait que les premiers pas; mais elle a bien employé les cinquante années de sa laborieuse et difficile enfance. Jusqu'en 1879, on ne comptait en Algérie que cinq routes nationales : une loi de cette année en porte le nombre à dix, dont l'une doit aller d'Oran à Géryville, par Maskara et Saïda, une autre de Relizane à la frontière du Maroc, par Maskara, Sidi-bel-Abbès et Tlemcen. Quand elles seront toutes achevées, elles auront une étendue de 2,985 kilomètres; il faut y joindre 1,316 kilomètres de routes départementales et près de 6,400 kilomètres de chemins de grande communication et d'intérêt commun. Ce sera, sans compter les chemins vicinaux ordinaires, un ensemble de 10,500 kilomètres, dont les deux tiers à peu près sont actuellement exécutés. La loi de 1879, qui a accordé une subvention nouvelle de 300 millions à la caisse des chemins vicinaux, a affecté sur cette somme 40 millions à l'Algérie. Bien employée et combinée avec les prestations en nature, cette ressource serait suffisante pour ouvrir, en sept ou huit ans, de 8 à 10,000 kilomètres de chemins de petite vicinalité. C'est depuis dix ans surtout que l'on s'est mis à l'œuvre avec énergie. En 1871, la route de terre d'Alger à Constantine n'était pas encore achevée. Aujourd'hui, les efforts se portent principalement sur les routes excentriques : Alger à Laghouat, Oran à Tlemcen, Stora à Biskra, Maskara à Géryville, Relizane au Maroc, Bougie à Sétif, Constantine à Tébessa. Les ports aussi sont l'objet de travaux importans. Parfois des compagnies privées, concessionnaires de mines ou de chemins de fer, en font les frais, comme pour le port d'Arzew : le plus souvent c'est l'état qui doit se charger de toutes les dépenses. Depuis un certain nombre d'années, le budget fournit annuellement de 12 à 13 millions aux travaux publics autres que les chemins de fer.

Les voies de communication perfectionnées commencent à être étendues en Algérie. En 1870, il ne s'y trouvait que la ligne parallèle à la mer d'Oran à Alger et une autre très courte, perpendiculaire à la Méditerranée, de Philippeville à Constantine. Ce n'était qu'un réseau de 513 kilomètres. Aujourd'hui les chemins de fer algériens en exploitation n'ont pas moins de 1,200 kilomètres, sans compter les 189 kilomètres de la ligne de la Medjerdah en Tunisie. Aux deux premières lignes se sont jointes celles de Constantine à Sétif, de la Maison-Carrée à l'Alma, de Bône à Guelma, de Guelma au Kroub, c'est-à-dire à Constantine, de Duvivier à Soukharras, du Tlélat à Sidi-bel-Abbès, d'Arzew à Saïda ou plutôt à Mecheria. Ce ne sont encore que des tronçons épars qui ne se relient pas entre eux : il y a une lacune entre le réseau occidental et le réseau oriental. Elle

sera comblée dans deux ou trois ans, quand sera achevée la ligne de l'Alma à Sétif. Il est probable qu'on pourra se rendre alors en chemin de fer de Tunis à la frontière du Maroc. Voilà le résultat qu'on aura obtenu cinquante-cinq ans après que le premier soldat français aura débarqué sur les côtes de Barbarie. Quand on pense que les Anglais se montrent fiers des 13 ou 14,000 kilomètres de chemins de fer qu'ils ont aux Indes, pays qu'ils possèdent en maîtres incontestés depuis près d'un siècle et demi et qui contient une population quatre-vingts fois plus nombreuse que celle de l'Algérie, nous ne pouvons vraiment être humiliés de ce que le réseau algérien atteint ou dépasse même le dixième du réseau indien. Notre colonie si jeune a relativement plus de chemins de fer que l'Hindoustan. Les voies ferrées nouvelles, sauf celle d'Alger à Constantine, qui n'est pas encore achevée, ont une direction autre que les premières. Elles ne sont plus parallèles à la mer; elles lui sont perpendiculaires. La ligne d'Arzew à Saïda, prolongée jusqu'à Méchéria, en passant par le Kreider, pénètre à 352 kilomètres de la Méditerranée et non-seulement gravit les hauts plateaux, mais s'enfonce même dans le Sahara. Le rameau d'El-Guerrah à Batna, qui a 80 kilomètres de longueur, sera livré à l'exploitation dans le courant même de cette année ou dans les premiers mois de l'an prochain. La compagnie de l'Ouest algérien, concessionnaire de la ligne du Tlélat à Sidi-bel-Abbès, en construit une autre de 100 kilomètres qui, s'avançant jusqu'à Raz-el-Mah, formera un second chemin d'accès sur les hauts plateaux de la province d'Oran. Plusieurs lignes qui n'avaient été concédées qu'éventuellement vont l'être à titre définitif. Deux compagnies montrent une particulière et louable activité dans ces entreprises : ce sont les sociétés de Bône à Guelma et de l'Est algérien; elles n'hésitent pas à se charger de voies nouvelles; elles construisent avec rapidité et exploitent, autant qu'on en peut juger, avec économie. La compagnie de Bône Guelma, qui est la plus ancienne et qui a modestement débuté par un petit chemin de fer d'intérêt local, termine le tronçon de Soukharras a Sidi-el-Hemeci et va relier son réseau algérien à ses lignes tunisiennes. C'est en Tunisie surtout qu'elle semble maintenant devoir porter ses efforts. L'Est algérien, outre la grande ligne de Constantine à Alger, aujourd'hui ouverte seulement jusqu'à Sétif, va construire un embranchement sur Bougie et d'autre part pousser jusqu'à Biskra sa ligne du sud, qui primitivement devait s'arrêter à Batna. Dans quatre ou cinq ans, l'Algérie possédera trois lignes ferrées de pénétration, gravissant les hauts plateaux, et pour deux au moins, s'enfonçant jusque dans le Sahara : Oran à Raz-el-Mah par Sidi-bel-Abbès, Arzew à Kralfalla et à Méchéria, enfin Philippeville et Bône à Biskra par le Kroub et Batna.

Bien d'autres tracés encore ont été ou concédés ou demandés. La compagnie française de Fives-Lille sollicite la ligne d'Orléanville à Ténès. Le Bône-à-Guelma demande la concession de Soukharras à Tébessa, ce qui ouvrirait encore le sud et la Tunisie. Trois compagnies se disputent les 180 kilomètres de voie ferrée projetée entre Mostaganem et Tiaret. Il se trouve aussi deux sociétés pour se charger de la concession de la ligne de Médéah à Laghouat qui pourrait être le point d'attache du chemin de fer transsaharien. Nous espérons que ce dernier n'est pas définitivement abandonné et qu'un jour viendra où, dans des circonstances plus favorables, on voudra reprendre cette grande entreprise. Dès maintenant, sans tenir compte de tous ces complémens et prolongemens, le réseau ferré de l'Algérie est égal en étendue à celui du Portugal. Le réseau des routes algériennes n'est sans doute pas inférieur à celui de ce royaume. Ce n'est pas un mince succès que d'avoir élevé en cinquante ans l'Algérie, sous le rapport de la viabilité, au-dessus de plusieurs pays d'Europe, la Roumanie, la Grèce, et de l'avoir rendue l'égale d'autres comme le Portugal.

Les chemins de fer algériens, quoique construits par l'initiative privée, ont dû recevoir une aide de l'état ou des départemens; ce n'était que justice dans un pays aussi neuf, où le commerce et l'industrie n'avaient pas eu le temps de se développer. Certaines compagnies n'ont demandé d'autre secours que des concessions d'alfa, comme la Société franco-algérienne qui a construit la ligne d'Arzew à Saïda. La plupart des autres ont recouru au système de la garantie d'intérêts, c'est-à-dire à des avances de l'état qui seront remboursables quand le trafic se sera élevé au-dessus d'un niveau déterminé. C'est sous ce régime qu'ont été construites par la compagnie de Lyon-Méditerranée les premières lignes, celles d'Oran à Alger et de Philippeville à Constantine; c'est dans des conditions analogues aussi, quoique un peu différentes pour certains détails, qu'ont été concédées et que sont exploitées les lignes des deux grandes compagnies de Bône à Guelma et de l'Est algérien. Il en résulte pour l'état français un fardeau de quelque importance. Le service de la garantie d'intérêts pour les lignes algériennes et tunisiennes figure au budget de 1883 pour la somme de 9 millions 1/2 de francs. Si l'on songe qu'en 1883 il y aura bien 1,500 kilomètres au moins en exploitation, la charge annuelle pour l'état revient en moyenne à 6,000 francs par kilomètre. On ne peut espérer qu'elle diminue avant dix ou douze ans, parce que des lignes nouvelles d'une étendue de 150 à 200 kilomètres par année viendront sans cesse s'ajouter au réseau actuel. Mais les sacrifices de l'état ne doivent pas être considérés comme définitifs. On sait qu'en France plusieurs compagnies, celles d'Orléans, du Midi et de l'Est, commencent à rembour-

ser à l'état les sommes qu'il leur a avancées depuis 1865 à titre de garanties d'intérêt. Les lignes algériennes ne sauraient faire de même dans un temps prochain, parce que leur réseau est trop neuf et qu'elles manquent des puissantes artères qui sont si productives pour les compagnies françaises. Néanmoins, nous croyons assez connaître les phénomènes économiques pour affirmer qu'un jour, dans dix ou douze ans, la plupart des lignes algériennes aujourd'hui exploitées n'auront plus à recourir à la garantie de l'état et que plusieurs même peut-être dans ce laps de temps ou peu après pourront lui faire quelques remboursemens. Les sacrifices de l'état doivent donc être considérés comme temporaires. Si le régime de la garantie d'intérêt est pour lui moins rapidement fructueux en Algérie qu'il ne l'a été sur le continent, il ne sera pas la source de dépenses indéfinies. Déjà le rendement des lignes est assez satisfaisant. En laissant de côté les 189 kilomètres de la ligne tunisienne de la Medjerdah, nos 1,122 kilomètres de chemins de fer algériens exploités en 1880 ont produit une recette totale de 11,777,000 francs, soit plus de 10,000 francs par kilomètre. Parmi les chemins de fer que nous construisons aujourd'hui en France combien s'en trouve-t-il qui donnent cette recette brute? Pas un sur dix; la plupart n'arrivent pas aux deux tiers de ce rendement. Ainsi les chemins de fer algériens ont une productivité supérieure à celle de la généralité des voies ferrées que l'on construit depuis plusieurs années dans la France continentale. Plusieurs de ces lignes feraient honneur à notre second réseau d'ancienne création : le tronçon de Philippeville à Constantine, par exemple, qui produit 22,000 francs par kilomètre, le Tlélat à Sidi-bel-Abbès qui atteint 18,000 francs; Alger à Oran arrive à 13,000 francs et Bône à Guelma sur son ancienne ligne à près de 10,000. Dans sept ou huit ans, quand les chemins aujourd'hui projetés auront été exécutés, il est assez vraisemblable que la recette brute des chemins actuels, mieux reliés les uns aux autres et pourvus des prolongemens nécessaires, atteindra 14 ou 15,000 francs en moyenne par kilomètre. Le réseau des chemins de fer méridionaux de l'Italie ne fournit pas davantage, et les 1,350 kilomètres du réseau calabro-sicilien sont aujourd'hui même moins productifs que les chemins de fer d'Algérie.

Cette étude rapide des progrès de notre colonie nous entraînerait trop loin si nous voulions tout énumérer. Les communications intellectuelles n'ont pas été plus négligées que les voies de transport. On y compte 290 bureaux de poste ou de télégraphe : les localités qui jouissent de l'un et de l'autre services sont au nombre de 227. Cependant, c'est encore de ce côté qu'il est le plus nécessaire d'effectuer de promptes améliorations. Les colons et surtout les résidens étrangers se plaignent de ce que les

relations avec l'Europe ne sont ni assez régulières ni assez fréquentes. On ne reçoit pas en Algérie chaque jour un courrier européen : on conçoit quelle gêne, quelle privation même en éprouvent ceux qui sont habitués à la fréquence des distributions de lettres. Depuis trois ou quatre ans, les nouveaux traités avec la Compagnie transatlantique ont rendu moins rares les départs de bateaux de France pour l'Algérie, sans cependant assurer un courrier quotidien. Il importe que, sans plus tarder, on prenne des mesures pour que les lettres d'Europe arrivent chaque jour en Algérie. C'est chose facile ; il s'agit d'amener une entente entre les diverses compagnies de paquebots. Le mouvement des passagers ayant atteint en 1879 le nombre considérable de 222,000, soit environ 600 par jour, un paquebot pourrait régulièrement aborder chaque matin dans notre colonie. Bientôt même, au lieu d'un courrier quotidien, il en faudra deux; le nombre des étrangers qui viennent passer l'hiver dans notre colonie ou s'y fixer ne pourra que s'en accroître.

De tous les services, l'un des mieux dotés et des plus complètement organisés, en ce qui concerne les colons, c'est celui de l'instruction. La France en est fière et a raison de l'être. Les Européens d'Algérie sont parmi les groupes de population du monde qui offrent le moins d'illettrés. L'enseignement primaire, comme cela doit être dans une colonie, est surtout abondamment répandu. Il s'y trouve 710 écoles, en dehors des institutions spécialement destinées aux musulmans. Le nombre des maîtres et des maîtresses est de 1,396 et celui des élèves dépasse 49,000. En outre, 179 salles d'asile reçoivent 20,252 enfans. On ne saurait guère demander mieux : ni le Canada ni l'Australie n'offrent un plus brillant tableau. Ce sont les moyens d'instruction pour les indigènes qui sont insuffisans et défectueux, comme on le verra tout à l'heure. L'enseignement secondaire est plus rudimentaire, trop même, quoique nous ne soyons guère partisan de trop répandre les études classiques dans un pays neuf. Un lycée, dix collèges communaux, un établissement libre, voilà tout ce qu'on rencontre de ce genre en Algérie. Avec trois lycées et une vingtaine de collèges communaux, on ne tomberait pas dans l'excès, et l'on aurait des sujets en assez grand nombre puisque le lycée d'Alger compte 1,048 élèves, le collège de Constantine 433, celui de Mostaganem 313, et les douze établissemens ensemble 3,404, ce qui fait presque la très belle moyenne de 300. L'enseignement supérieur est relativement mieux organisé que l'enseignement secondaire : une école de médecine et de pharmacie qui est jusqu'ici peu fréquentée, une école de droit qui l'est bien davantage, une école des lettres qui l'est beaucoup et une école de sciences qui l'est moins forment à peu près une université complète. Qui se serait imaginé, quand le XIXe siècle s'est

ouvert, qu'il ne se clôrait pas sans qu'Alger, ce nid de pirates, possédât une université? Et qui peut aujourd'hui douter que, le temps aidant, la première université africaine n'atteigne une grande prospérité? Il faudrait seulement lui donner un caractère un peu original en y développant, ce qui existe déjà en embryon, les cours concernant la langue, la littérature, l'histoire, le droit arabes. Il ne nous paraît pas que l'enseignement dit spécial, les écoles d'arts et métiers et les écoles professionnelles, tiennent jusqu'ici en Algérie une place importante. Il conviendrait d'y pourvoir : c'est la branche d'enseignement la plus productive dans un pays neuf.

Tant de progrès accomplis ont dû exiger bien des sacrifices. La France ne se les est pas épargnés, et elle ne les ménage pas encore. Cependant, sa colonie commence à lui revenir moins cher. Sans être exceptionnellement brillantes, les finances algériennes sont assez satisfaisantes. On sait que le budget de l'Algérie est mêlé au budget métropolitain, ce qui nous paraît une organisation vicieuse. On enfle ainsi, d'une manière apparente, les dépenses de la France continentale et l'on rend fautives les comparaisons de notre budget actuel avec le budget d'il y a trente ou cinquante ans. Depuis surtout que l'on a rattaché les divers services algériens aux différens ministères métropolitains, on est tombé dans la confusion. On a eu néanmoins l'heureuse idée, pour sortir des ténèbres, de grouper dans un tableau annexe, après les avoir antérieurement dispersées, toutes les recettes et les dépenses du gouvernement général de l'Algérie. Les dépenses ordinaires sont prévues au budget de 1883 pour un chiffre de 31,189,000 francs; les dépenses sur ressources extraordinaires pour 3,879,000, et le budget sur ressources spéciales monte à 3,199,000 francs : c'est un ensemble de 38,267,000 fr., non compris les dépenses des localités. Ce petit budget d'une quarantaine de millions de francs pour un pays de 3,300,000 habitans, dont les quatre cinquièmes vivent encore dans un état barbare, pays d'ailleurs qui n'entretient pas d'armée ni de marine, puisque la France se charge de ce soin et qui en outre n'a pas de dette publique, puisque c'est la France qui jusqu'ici a payé les insuffisances du bilan de l'Algérie, ce petit budget ne laisse pas que d'être assez important. Sauf les dépenses sur ressources extraordinaires évaluées à 3 millions 800,000 fr. en chiffres ronds pour 1883, ce sont des ressources purement algériennes qui défraient tous les services. Les revenus généraux produisent en effet 31,451,000 francs, dont 6,317,000 francs de contributions directes sur les Arabes, 3 millions de produits domaniaux, 7 millions de droits de timbre et d'enregistrement, 7 millions 1/2 de droits de douane, 2 millions 1/2 de contributions diverses, près de 3 millions de recettes postales et télégraphiques, et quelques autres ressources de moindre importance, parmi les-

quelles les patentes, le seul impôt direct général sur les Européens, qui produisent 1,100,000 francs. Le budget des ressources spéciales est aussi alimenté par des ressources purement algériennes. Tous les travaux publics ordinaires sont défrayés par des ressources propres au pays : il en est de même des garanties d'intérêt aux chemins de fer algériens, c'est l'Algérie qui les paie.

On ne saurait trop mettre en relief cette situation remarquable. L'Algérie suffit aujourd'hui par ses propres ressources à la généralité de ses dépenses ordinaires et civiles : la France n'intervient que pour quelques travaux extraordinaires de routes, de ponts, de ports auxquels elle concède environ 4 millions chaque année. Elle se charge aussi de toute la dépense de l'entretien de l'armée, tandis que l'Angleterre met ce fardeau à la charge de l'Inde. L'Algérie coûte donc actuellement à la France beaucoup moins qu'on ne le croit : l'armée, soit une cinquantaine de millions de francs, et de 5 à 10 millions de dépenses civiles, y compris la subvention aux chemins vicinaux, voilà ce que la France paie aujourd'hui pour sa grande possession africaine.

Si la situation financière générale de la colonie, telle qu'elle résulte de son budget, doit être regardée comme satisfaisante, celle des trois départemens algériens et des communes l'est également. Les recettes départementales en Algérie atteignent une dizaine de millions à l'ordinaire et 3 millions 1/2 à l'extraordinaire et laissent sur les dépenses correspondantes un certain excédent. Le crédit des départemens est bon ; ils peuvent emprunter aujourd'hui à 5 pour 100 ou même à moins. Le budget ordinaire des communes monte à une quinzaine de millions, leurs recettes extraordinaires à une dizaine et couvrent assez facilement les dépenses. Il y a quelques années, les communes étaient fort gênées, elles n'ont d'impôt direct que la taxe sur les loyers et un léger prélèvement sur les patentes; l'une de leurs principales ressources est l'octroi de mer, sorte de droit de douane perçu sur les principales denrées et dont le produit est réparti entre les municipalités. Les tarifs de cet octroi général ont été relevés en 1880 de façon que le rendement a augmenté d'environ 50 pour 100 et approche de 7 millions; les communes y ont trouvé le moyen d'avoir une situation financière assez large. En définitive, l'ensemble des dépenses générales, départementales et communales ordinaires en Algérie approche de 60 millions, et ce sont des ressources purement algériennes, fait remarquable, qui y pourvoient. Ce sont aussi les localités algériennes qui, par leur crédit, font face à leurs dépenses extraordinaires, sauf 8 ou 10 millions que peut fournir l'état, comme on l'a vu plus haut.

Les institutions de crédit sont assez nombreuses dans notre colonie; depuis quelque temps même il s'en fonde de nouvelles, peut-

être à l'excès ou prématurément : Banque de l'Algérie, Compagnie algérienne, Crédit foncier et agricole d'Algérie, Crédit algérien, sans parler des succursales des grands établissemens français, comme le Crédit lyonnais, ni des sociétés ayant un objet limité, comme les Magasins généraux ou les sociétés financières et agricoles. Sur certains points, la législation propre à l'Algérie, grâce à des lois récentes, est plus avancée que pour la métropole, pour les prêts à la propriété foncière ou à l'agriculture par exemple. Le taux de l'intérêt a singulièrement baissé : l'intérêt légal, maintenu longtemps abusivement à 10 pour 100, vient d'être réduit à 6. Tout cet ensemble de conditions que nous avons tenu rapidement à énumérer démontre combien la France a bien employé les cinquante-deux années qu'ont exigées la conquête et l'organisation de cette colonie.

III.

S'il est prouvé que l'Algérie est sortie de l'enfance, qu'elle se peuple, qu'elle s'enrichit, qu'elle se couvre de voies de communication, qu'elle égale ou dépasse, sous plusieurs des aspects de la civilisation, certaines petites nations secondaires de l'Europe, à quoi devons-nous nous appliquer désormais dans notre œuvre algérienne? Nos efforts doivent se concentrer sur un point : ne pas compromettre, par des mesures iniques ou maladroites, cette prospérité naissante, encore frêle et mal assurée. A vrai dire, nous craignons fort que plusieurs des projets qui sont aujourd'hui devant le parlement n'aient, si par malheur ils étaient adoptés, l'effet de détruire l'œuvre patiente des cinquante-deux dernières années.

Ce qui nous préoccupe au premier chef, nous le disons sans ambages, ce sont les indigènes. En Algérie, la France a bien près de 3 millions de sujets musulmans. Le protectorat de la Tunisie lui a confié la direction et la responsabilité des destinées de 1,500,000 autres. Jusqu'à une époque récente, jusque vers 1875 ou 1876, nous avons usé envers les vaincus d'une politique généralement droite et judicieuse; nous avons ménagé leurs biens, respecté leurs droits, nous les avons appelés dans nos armées; à leurs chefs nous avons conféré des fonctions publiques et des honneurs. Depuis cette époque, trois faits d'une importance considérable ont créé un ordre de choses tout à fait nouveau, où abondent les écueils et les dangers : l'épuisement de l'ancien domaine du dey et la persistance néanmoins de la colonisation officielle; l'extension du territoire civil sans qu'on se soit occupé d'instituer un corps administratif régulier, compétent, impartial, et de supprimer ce que l'on appelle les « délits spéciaux à l'indigénat » en faisant rentrer les Arabes dans le droit commun; enfin le droit de représentation au sénat et à la

chambre des députés, conféré aux seuls colons français de l'Algérie, c'est-à-dire à 200,000 habitans sur près de 3 millions 1/2 : si jamais suffrage a été restreint, c'est bien celui-là.

Nous allons examiner la situation nouvelle qui ressort de ces trois faits combinés. Il nous paraît qu'en France on ne la connaît pas, et que par ignorance on est sur le point de risquer, sinon la possession, du moins pendant des siècles la sécurité de notre colonie. L'Irlande est là pour nous instruire; l'hostilité que les six millions d'Irlandais témoignent aux descendans des soldats spoliateurs de Cromwell et de Guillaume III est un terrible enseignement qu'une nation quelque peu judicieuse ne saurait dédaigner. Jusqu'ici les fautes que nous avons commises en Algérie sont vénielles et réparables, mais celles que les députés algériens et que le gouvernement lui-même nous proposent de commettre pourraient bien être mortelles et entraîner de terribles expiations. L'état actuel du monde musulman, les difficultés qu'ont éprouvées les Anglais à triompher d'Arabi, sont des leçons d'une saisissante actualité.

Un premier problème général et de principe se pose devant nous : Que veut-on faire des Arabes en Algérie? Dans les premiers temps de la conquête, sous le règne de Louis-Philippe, quelques écrivains ou quelques militaires parlaient de les exterminer ou de les refouler dans le désert. Personne, je pense, ne songe plus à l'extermination, qui serait aussi impossible que criminelle; mais il se rencontre encore des gens qui sont partisans de la politique de refoulement. Je ne saurais trouver de mot pour peindre l'état mental et l'état moral de ceux qui se complaisent en d'aussi sinistres rêveries. Dire qu'il y aurait là une iniquité flagrante, que, à tout considérer, les Arabes sont chez eux, qu'ils ont des droits, qu'il convient mal à un peuple invoquant sans cesse les principes de 1789 de vouloir en rejeter un autre en dehors des terres fertiles qu'il occupe depuis plusieurs siècles, ce seraient là des discours inutiles. Le cri de la conscience est assez fort pour épargner beaucoup de paroles. Ce que nous voulons seulement démontrer, — et peut-être est-ce encore superflu, — c'est l'absurdité inouie de semblables pensées. Jamais un peuple conquérant n'a réussi à exterminer ou à refouler un peuple conquis. Il s'est juxtaposé, superposé, fondu avec lui; jamais il n'a pu le faire disparaître. Ni les Francs, ni les Goths, ni les Vandales, ni les Saxons, ni les Normands, ni, dans un temps plus récent, les Turcs en Europe, les Russes en Pologne, n'ont pu extirper les populations qu'ils se sont assujetties. Ils ont fait avec elles bon ou mauvais ménage; ils ont avec le temps fondé une nation compacte, ou bien, au contraire, comme en Irlande, comme en Turquie, ils ont suscité des haines séculaires qui, après dix ou vingt générations, faisaient explosion et châtiaient les descendans des

conquérans des fautes ou des crimes de leurs ancêtres. La raison, d'ailleurs, se figure-t-elle ce que serait le refoulement des Arabes dans le désert, pour employer l'expression qui a cours? Quand aujourd'hui quelques milliers de cavaliers turbulens sur les frontières de la Tripolitaine ou dans le sud de la frontière d'Oran imposent à nos troupes tant de fatigues, que serait-ce si, au lieu des tribus du désert qui ne comptent aujourd'hui que deux ou trois cent mille âmes, nous avions réussi à rejeter dans le Sahara les deux millions et demi d'Arabes du Tell? Se représente-t-on les luttes incessantes, les pillages, les massacres, les combats sans merci ni repos qui résulteraient d'une pareille folie? Ce ne serait pas la guerre de cent ans, ce serait une guerre de dix siècles. Au lieu des cinquante mille soldats que nous entretenons en Afrique, il en faudrait deux ou trois cent mille. Une population chétive et dispersée de 150,000 Indiens, errant inquiète sur les confins des territoires habités de la grande république américaine, réussit à alarmer de temps à autre une population de 52 millions d'âmes; que serait-ce si 2 millions 1/2 d'Arabes étaient rejetés en dehors des territoires fertiles d'une colonie qui ne compte que 400,000 Européens, dont 200,000 Français seulement? L'Afrique deviendrait une terre de pillage, ce qu'étaient autrefois les marches dans les temps les plus agités du moyen âge. Ceux qui parlent du refoulement des Arabes semblent avoir reculé les limites du cynisme et de l'absurdité politique. Il n'échappera à aucun homme judicieux que cette politique impitoyable et odieuse convient moins qu'à tout autre à un peuple comme le peuple français qui, placé au centre de l'Europe, ayant sur ses frontières des voisins puissans et jaloux, excite par sa richesse tant de convoitises. Sans avoir la prétention trop ambitieuse de se faire dans le monde entier le soldat du droit, la France doit du moins, dans sa sphère légitime d'action, respecter le droit d'autrui.

Puisque l'on ne saurait songer à refouler les Arabes, qu'il faut vivre avec eux, que leur race est loin de tendre à s'éteindre, qu'elle paraît, au contraire, prolifique, car, d'après les statistiques de l'état civil en 1880, il y aurait eu parmi les musulmans d'Algérie 68,107 naissances contre 61,434 décès (1), il convient d'avoir vis-à-vis d'eux une conduite prudente et équitable qui épargne à nos descendans les embarras qu'éprouvent les Anglais en Irlande. Or, c'est bien une Irlande africaine que les députés, les sénateurs et le gouvernement général de l'Algérie, par aveuglement, par partialité ou par faiblesse,

(1) Le recensement de 1881, dont on ne connaît encore que les chiffres généraux, montre que les Arabes d'Algérie sont très prolifiques. Avec le temps et les progrès de la civilisation, les 4 millions et demi d'Arabes algériens et tunisiens deviendront 7 ou 8 millions.

proposent de constituer. Un projet est actuellement déposé devant les chambres qui a pour objet d'employer un crédit de 50 millions de francs à l'achat, par voie d'expropriation, de 400,000 à 500,000 hectares de terres aux Arabes et à la constitution sur les terres ainsi acquises de centres européens. L'exécution de ce projet nous paraîtrait l'acte le plus préjudiciable à notre colonie. Si quelque ennemi de la France se proposait de nous affaiblir, de compromettre notre puissance en Afrique, il n'eût pu mieux faire que d'inventer et de faire appliquer un plan de ce genre. Ce procédé est aussi brutal et violent qu'inutile; la colonisation n'en éprouverait aucun avantage sérieux et la paix de l'Algérie en serait compromise pour toute une série de générations.

L'élément européen agricole est déjà considérable dans notre province d'Afrique. Les colons possédaient en 1879, d'après les statistiques officielles, 1,012,333 hectares; c'est une superficie à peu près égale à deux de nos départemens moyens de la France continentale; c'est bien là un territoire de quelque importance si on sait convenablement le mettre en valeur. Depuis 1879, il a dû s'accroître de 150,000 à 200,000 hectares. Le domaine, en effet, a accordé annuellement des concessions de terres pour 40,000 à 50,000 hectares, et, en outre, les colons ne cessent pas d'acheter des terres aux indigènes par des transactions amiables. On peut ainsi estimer que les Européens possèdent en Algérie 1,200,000 hectares aujourd'hui. Si la culture était dans ce pays aussi perfectionnée que dans la France continentale, la population agricole européenne pourrait s'élever à 400,000 âmes environ, à raison de 2 hectares 1/2 par tête, ce qui est la proportion dans nos campagnes, qui ont plus de 20 millions d'habitans pour 52 millions d'hectares, dont un bon tiers sont des forêts et des terrains de montagnes. Rien ne s'oppose à ce que la culture soit aussi intensive en Algérie qu'en France; le sol algérien, si on sait y ménager et utiliser les cours d'eau, se prête mieux que le sol de la France continentale aux productions potagères, et sur presque toute l'étendue du Tell il est susceptible d'être planté en vigne, la culture intensive et rémunératrice par excellence. Ainsi les 1,200,000 hectares de terres que possèdent les Européens pourraient, un jour prochain, si ce n'est maintenant, suffire à une population agricole européenne de 400,000 âmes environ, tandis que, au 1er septembre 1878, les colons ruraux, y compris leurs familles, n'atteignaient que le nombre de 138,510; à l'heure actuelle, il doit s'élever à 170,000 environ. Par un progrès dans la culture, il pourrait aisément doubler. Mais, en dehors de toute espèce d'expropriation, les terres des Européens augmentent chaque année par les achats amiables aux indigènes.

Quand les Français descendirent en Afrique et que, après quel-

ques hésitations, ils se décidèrent à y rester, la terre n'y était pas vacante. Elle appartenait en général aux tribus, et cependant, comme aujourd'hui en Tunisie, il s'y rencontrait, à l'état d'exceptions assez fréquentes, des propriétés individuelles. Le domaine du dey, ou plutôt de l'état, car le dey n'était que la personnification de l'état, échut à la France, suivant le droit des gens. C'est avec ce domaine que furent faites les premières concessions de terres aux Européens. Vers 1870, cette réserve commençait à s'épuiser. L'insurrection de 1871 permit au gouvernement français de mettre le séquestre sur les terres des révoltés et de confisquer, en définitive, à leurs dépens, par la liquidation du séquestre, 300,000 hectares de terres environ. Ce fut la dotation principale de la colonisation officielle dans la période de 1872 à 1882. Cette prise de possession d'une forte partie des terres des rebelles était rigoureuse; mais elle était excusable, peut-être même nécessaire, pour imposer aux Arabes le respect de notre domination. On ne dépouillait pas complètement, d'ailleurs, les insurgés, on ne les privait que du tiers des terres qu'ils possédaient. Aujourd'hui, après que l'on a disposé en dix ans de 450,000 hectares environ pour la colonisation, les réserves du domaine sont de nouveau presque épuisées; voilà pourquoi l'on demande un crédit de 50 millions pour exproprier aux Arabes 400,000 ou 500,000 hectares encore afin de continuer la colonisation officielle.

On n'a pas attendu ce crédit pour recourir, dans de moindres proportions, avec les ressources plus limitées du budget normal, aux expropriations. La plupart des centres exécutés depuis 1880 l'ont été par ce procédé. Nous en trouvons la preuve dans les aveux très ingénus que contient l'*Exposé de la situation générale de l'Algérie présenté par M. Émile Martin, secrétaire-général du gouvernement*, à la session du conseil supérieur de 1881. Il s'agit, par exemple, d'un centre appelé le Zaccar, dans la province d'Alger : « Les retards apportés à la création, dit le rapport, proviennent de ce que les indigènes installés sur ce point n'ont pas d'autres terres. L'administration a dû entrer en arrangement avec eux pour leur faire accepter une compensation sur des terres domaniales non susceptibles d'être utilisées pour la colonisation. » Ainsi l'on a la prétention de prendre à ces pauvres gens le sol où ils sont établis depuis des générations, et on leur offre à la place, en général, des rochers, des lieux arides, éloignés de toute voie de communication. Si ces échanges encore étaient libres, mais ils ne le sont pas. On a le cœur navré en lisant ces aveux, qui sont faits avec une naïveté inconsciente. « L'expropriation se poursuit, dit-on à propos du centre de Bled-Bakhora. Le centre de Maillot ne pourra être peuplé qu'en 1882. Il a fallu d'abord dégager ce périmètre des nombreuses

enclaves appartenant à des exemptés du séquestre; poursuivre l'expropriation de 40 hectares destinés à l'assiette du village et qui ne comprenaient pas moins de neuf cents parcelles. » L'on s'étonnera ensuite que les Arabes n'aient pas pour nous une ardente affection. Supposez que l'on vienne en pays normand ou languedocien exproprier les petits propriétaires de neuf cents parcelles pour donner leurs terres à d'autres, pouvez-vous penser que l'ordre de choses qui commettrait des actes aussi impolitiques et aussi violens ne susciterait pas contre lui une haine éternelle? D'autres fois, c'est à de grands propriétaires que l'on s'adresse et auxquels on voudrait prendre tout leur patrimoine. Un indigène des plus notables, Sidi-Braham-ben-Mohamed-el-Ghobrini, chevalier de la Légion d'honneur et dont le père et l'oncle ont été, l'un chevalier, l'autre officier du même ordre, vient d'adresser aux chambres une pétition où il expose qu'il possède aux environs de Cherchell 800 hectares de terres, que l'administration veut les lui enlever complètement pour y installer un centre européen, en lui offrant ou lui imposant une indemnité qu'il juge dérisoire. Il ajoute qu'il offre de céder gratuitement 60 ou 80 hectares, pourvu qu'on lui laisse le reste. Le rapport du secrétaire-général est rempli de détails topiques sur l'œuvre systématique que nous poursuivons si maladroitement depuis deux ou trois ans en Algérie. « Par suite des nombreuses formalités qu'entraîne la procédure d'expropriation, lit-on à la page 12, les centres de Tigzirt, Dra-ben-Khedda, etc. (on en cite cinq) ne pourront être livrés au peuplement que vers la fin de l'année. » Comment sont composés en Algérie les jurys d'expropriation? Nous l'ignorons, mais à coup sûr les indigènes n'y figurent pas ou n'y forment pas la majorité. Comme les droits sur la terre sont en général chez les Arabes très obscurs ou enchevêtrés, il en résulte que l'indemnité d'expropriation est d'ordinaire déposée à la Caisse des dépôts et consignations, où elle reste pendant plusieurs années. L'Arabe ou le Kabyle perd à la fois son bien et son argent. Il est obligé souvent de travailler sa propre terre à titre de serviteur à gages ou de la prendre comme fermier, payant un loyer pour ce qui lui appartenait en propre. Quand elle est payée, l'indemnité, qui est fixée par un jury administratif dont l'impartialité et la compétence sont douteuses, est généralement inférieure à la valeur de la terre. Elle ne s'élève guère à plus de 50, 100 francs ou 150 francs par hectare en culture. Les documens officiels fournissent la preuve de la disproportion entre la valeur vénale et l'indemnité. « L'agrandissement du centre de Mondovi, dit le secrétaire-général du gouvernement, ne pourra être exécuté dans les conditions où il avait été projeté : l'acquisition par un Européen de la propriété Ben-Larguach à un prix bien supérieur aux évaluations de la commission des centres

rend nécessaire une nouvelle instruction de l'affaire. » Voilà l'aveu très explicite que les évaluations de la commission des centres, qui se compose de fonctionnaires ou de colons, sont très au-dessous de la valeur vénale.

Doit-on continuer, généraliser et étendre ce singulier système d'expropriation? doit-on, au contraire, y renoncer complètement et immédiatement? L'équité, le bon sens, la politique sont en faveur du dernier parti. Si nous voulons que nos 200,000 colons soient perdus au milieu d'une masse irréconciliable de 3 millions d'Arabes, si nous acceptons qu'à la première circonstance critique pour nous, tous les indigènes se soulèvent, nous n'avons qu'à persévérer : nous sommes dans la bonne voie. Si, au contraire, nous pensons qu'il est superflu d'augmenter notre armée d'Afrique, qu'il serait dangereux d'avoir un soulèvement unanime des Arabes dans une circonstance où nos forces seraient occupées en Europe, il faut mettre fin sans le moindre retard à ces tristes procédés. Il convient d'autant plus de le faire que cette méthode d'expropriation, à supposer qu'elle fût inoffensive au point de vue de la morale et de la sécurité publique, n'a plus aucune utilité pour le développement régulier de la colonisation. Dans les premiers temps de notre occupation, on comprend qu'il y eût quelque avantage à grouper les colons en centres. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. L'administration prend de grandes responsabilités, fait des dépenses considérables, parfois pour créer un village qui se trouve sans eau, exposé à des fièvres, et que les colons abandonnent le lendemain. Il n'est pas une contrée du monde où l'on colonise ainsi. Les centres qui prospèrent sont en général ceux qui sont fondés et entretenus par des compagnies privées, comme les villages de Boukhalfa et d'Haussonviller, qu'a créés la société présidée par M. le comte d'Haussonville; mais, parmi les centres officiels, la plupart languissent et manquent de tout. Si le gouvernement tient à continuer ce défectueux système de peuplement, il a encore quelques ressources en terres sans prendre celles des indigènes. Le domaine n'est pas complètement épuisé. Au 31 décembre 1880, les immeubles consignés sur les sommiers de consistance des biens de l'état comprenaient, en laissant de côté ceux qui sont affectés à des services d'utilité publique, 1,159,000 hectares de bois et forêts, et 839,000 hectares de terres disponibles, divisés en 9,624 parcelles. Sans doute, une partie de ces espaces sont éloignés des routes et se trouvent peut-être d'une fertilité médiocre; l'état pourrait encore s'entendre avec certaines compagnies foncières européennes, comme la Société algérienne, qui toutes réunies détiennent ensemble de 150,000 à 200,000 hectares de terres. En leur en achetant une partie, il pourrait avoir des territoires où créer des centres.

La meilleure solution serait cependant de renoncer absolument à la colonisation officielle : celle-ci n'est plus en Afrique qu'un élément de désordre, de gaspillage et d'insécurité. Le mouvement des passagers dans les ports d'Algérie a témoigné d'un excédent de 23,304 arrivées sur les départs en 1879 et de 17,436 en 1880. Sur ces 40,000 personnes qui se sont fixées dans notre colonie en ces deux années, les colons officiels, d'après la statistique administrative, ne sont qu'au nombre de 2,243, le vingtième seulement. La colonisation officielle n'est plus qu'une goutte d'eau, et une goutte d'eau impure, qui risque de corrompre et de mettre en danger toute la colonie. C'est par d'autres moyens que la population rurale européenne peut et doit s'accroître : par l'achat à l'amiable de terres aux indigènes et par le morcellement, la culture plus intensive des vastes espaces que possèdent déjà les Européens. C'est une grande erreur de croire que l'on ne puisse pas, sans recourir à l'expropriation, acheter des terres aux Arabes et aux Kabyles. Les transactions de cette nature sont nombreuses. De 1875 à 1878, l'état a concédé 95,000 hectares de terres; dans la même période, les colons ont acheté aux indigènes 84,640 hectares. Ce dernier chiffre tend à grossir. En 1879, les Européens ont acheté aux musulmans 18,129 hectares de terres et 40,143 en 1880. Comme les ventes faites par les Européens aux musulmans ou aux juifs sont beaucoup moindres, il en résulte que, dans ces deux années, le domaine des colons s'est accru de 45,000 hectares acquis librement aux indigènes.

Le morcellement s'opère en même temps de plus en plus. Les premiers colons ont créé des propriétés de plusieurs centaines ou de plusieurs milliers d'hectares qu'ils mettaient en céréales ou en pâtures; aujourd'hui, la vigne, l'oranger, les cultures fourragères ou industrielles, permettent une exploitation plus intensive, demandant plus de main-d'œuvre. Les statistiques de l'enregistrement en éprouvent l'influence : non-seulement le produit de cet impôt va toujours en croissant, tandis qu'il commence à faiblir en France, mais encore les mutations sont de plus en plus nombreuses. En 1880, elles ont porté sur 23,348 parcelles au lieu de 19,051 en 1879. « C'est le résultat du morcellement de la propriété, » dit le rapport du secrétaire-général. On calculait jusqu'à ces derniers temps qu'une famille de colons avait besoin pour vivre de 40 hectares environ, cela n'est vrai que dans la première époque de mise en culture; un peu plus tard, surtout avec la culture de la vigne, une superficie quatre ou cinq fois moindre suffit à occuper une famille.

Quand l'œuvre de la constitution de la propriété chez les indigènes sera un peu plus avancée, les transactions libres entre Arabes et

Européens se multiplieront. Depuis le commencement de l'opération, es titres de propriété ont été délivrés pour 195,000 hectares; ils sont en préparation et à un certain degré d'avancement sur 1,232,000 autres. Si ce travail est poursuivi avec intelligence et avec un soin scrupuleux dans les régions les plus favorables du Tell, la colonisation y trouvera de grandes facilités. Ce n'est pas qu'il soit le moins du monde désirable que les indigènes cèdent aux Européens la plus grande partie de leurs terres. Ils ne sont pas eux-mêmes nécessairement, comme on pourrait le croire, de mauvais cultivateurs. A diverses reprises, le rapport du secrétaire-général du gouvernement dissipe à ce sujet des préjugés très répandus : « Les terres sont mieux amendées; les méthodes de culture sont perfectionnées; chez la population rurale indigène même, il se produit une révolution culturale qui promet beaucoup pour l'avenir... Un grand nombre d'indigènes, reconnaissant la supériorité de nos méthodes culturales, les ont adoptées. Plusieurs même font aujourd'hui partie de nos associations agricoles et obtiennent des récompenses dans les concours. » On voit, en effet, dans les statistiques de l'Algérie qu'il se rencontre des propriétaires arabes qui ont des faucheuses, des moissonneuses, des râteaux à cheval et des machines à battre. Ce sont ces hommes que l'on prétend exproprier! Qu'on les laisse paisibles possesseurs de leurs domaines et, le temps aidant, ils en vendront des parcelles aux Européens quand ils s'apercevront qu'ils ont des étendues excessives, dépassant leurs propres moyens de culture. Par la seule action des transactions amiables entre indigènes et Européens et du morcellement, la population rurale agricole européenne pourrait aisément quintupler ou sextupler avant la fin du siècle et atteindre alors un million d'âmes, auquel viendrait s'ajouter un nombre non moins grand d'ouvriers, d'artisans et de colons urbains. Dans la situation où se trouve aujourd'hui l'Algérie, la colonisation officielle par la création de centres est un anachronisme. Que l'état emploie en voies ferrées, en chemins, en canaux, en irrigations, en aménagement des eaux, en dessèchement, les 4 ou 5 millions qui figurent annuellement au budget pour la fondation de villages et les 50 millions qu'on demande à la chambre, on aura rendu à la colonie, sans l'exposer à aucun risque, un service beaucoup plus réel.

Si l'abandon immédiat du système d'expropriation des Arabes est une nécessité de justice et de prévoyance politique, il est, d'autre part, indispensable de soumettre les Arabes à un régime administratif et politique qui soit plus empreint de bienveillance. On a substitué en Algérie le régime civil au régime militaire : le territoire dit de commandement, quoique encore vaste, ne renferme

plus que la moindre partie des indigènes ; s'il s'étend sur une vingtaine de millions d'hectares de déserts ou de steppes, il ne contient plus que 400,000 à 500,000 âmes. Le territoire civil a une superficie de 11,184 hectares, soit la surface de près de vingt de nos départemens français, avec une population de 2,800,000 habitans en chiffres ronds. Ce territoire est subdivisé en communes de plein exercice qui sont assimilées aux communes de France et ont les mêmes droits municipaux, en communes mixtes qui n'ont qu'une vie municipale embryonnaire, et en communes indigènes qui sont gérées avec une autorité presque absolue par des agens de l'autorité française. Cette diversité de constitutions communales s'explique par l'inégalité de densité de l'élément européen sur toute cette vaste surface. Les Kabyles, avec leurs *djemmaas* ou conseils électifs, ont une organisation un peu à part. Une commune algérienne, surtout une commune mixte ou une commune indigène, diffère singulièrement par l'étendue des petites circonscriptions communales françaises; il n'est pas rare qu'une commune mixte soit grande comme plusieurs de nos cantons, presque comme un arrondissement. Quand on a agrandi dans ces proportions le territoire civil, au point d'y faire entrer la plus grande partie de la population arabe, c'était sans doute dans la pensée que la colonisation de l'Algérie était assez ancienne pour que les divers élémens de la population y fussent pacifiés et se prêtassent à un régime administratif libéral. On a cependant laissé subsister sous le régime civil beaucoup de l'arbitraire que l'on reprochait aux bureaux arabes. Les indigènes, même les plus notables, les plus connus par les services qu'ils ont rendus à la France, sont encore soumis, même près des villes et sur les côtes, à un droit exceptionnel qui est d'une grande rigueur. Il s'est fondé à Paris, l'an dernier, une association qui a pris le nom de *Société française pour la protection des indigènes des colonies* et qui publie un bulletin où sont relatées les vexations ou les avanies dont les indigènes peuvent être victimes (1). Cette société s'inspire des sentimens les plus nationaux, les plus patriotiques et les plus politiques. Elle dénonçait dernièrement les « délits spéciaux à l'indigénat » qui motivent de la part des agens de l'autorité des peines arbitraires et fantaisistes. Parmi ces délits spéciaux figurent les faits les plus vagues, les moins susceptibles de preuves précises et aussi les plus inoffensifs ; il s'y glisse même des clauses ridicules. Répandre des bruits de nature à nuire à l'autorité, réclamer au sujet d'une solution définitive, voilà des délits spéciaux à l'indigénat. Le pauvre diable que l'on aura exproprié de ses terres et qui réclamera ou

(1) Cette société a son siège, 18, rue Daunou.

implorera l'autorité contre cette solution définitive aura commis un délit et pourra être châtié pour manque de résignation. Un indigène, quelque qualifié qu'il soit, n'a pas la liberté de ses mouvemens; il est à peu près dans la position où se trouvent les condamnés qui ont fini leur peine et qui sont placés sous la surveillance de la haute police. Un Arabe, chevalier de la Légion d'honneur, dont tous les parens ont été pendant quarante ans au service de la France, ne peut, par exemple, s'absenter de Cherchell, où il réside, pour aller faire sa récolte dans une propriété qui en est à 8 ou 10 lieues, sans solliciter un permis du maire, et ce fonctionnaire, par mauvaise humeur, peut le lui faire attendre et même le lui refuser. Ce n'est pas par ces procédés humilians et soupçonneux que l'on gouverne les hommes. Si l'on devait maintenir un semblable régime vis-à-vis les Arabes, il était superflu d'étendre autant le territoire civil.

La substitution du régime civil au régime militaire a eu pour principal effet, non de changer le fond des choses, mais de modifier uniquement le personnel des agens. Au lieu des officiers des bureaux arabes, les peines arbitraires sont appliquées par les commissaires civils. Sur bien des points la situation des indigènes s'en est aggravée. Quelque mal que l'on puisse penser des bureaux arabes, il est certain que les officiers, dans leurs rapports avec les indigènes, se laissaient le plus souvent guider par certains sentimens de générosité professionnelle et de bienveillance militaire. Les agens civils n'ont pas au même degré ces qualités et ils ne pourraient y suppléer que par un grand respect de l'équité, un tact délicat, une aptitude naturelle ou une préparation sérieuse à la difficile mission qu'ils doivent remplir. Or, depuis cinquante ans que nous sommes en Algérie, nous n'avons rien fait pour créer un personnel administratif spécial. Les seules règles qui président au recrutement de nos agens, ce sont l'instabilité et la fantaisie. Un étranger qui a étudié avec la plus grande sympathie et sur certains points avec admiration notre œuvre africaine, M. de Tchihatchef, faisait remarquer que, de 1830 à 1877, l'Algérie avait possédé vingt-deux gouverneurs-généraux, ce qui ne donne pas deux ans de durée à chacun d'eux (1). Depuis 1877, le poste de gouverneur-général a été aussi mobile. Il s'en faut qu'il en soit ainsi des vice-rois de l'Inde, des gouverneurs-généraux du Turkestan ou de ceux des îles hollandaises de la Sonde. Les préfets et les sous-préfets ne sont pas moins fragiles. C'est une remarque du secrétaire-général du gouvernement

(1) *Espagne, Algérie et Tunisie,* lettres à Michel Chevalier par M. de Tchihatchef. Paris, 1880.

dans son dernier rapport que l'Algérie ne fournit pas de candidats pour les fonctions publiques : on l'en doit louer; les colons ont mieux à faire. Le personnel administratif se compose donc à peu près exclusivement, du haut en bas, d'agens empruntés aux services de la France continentale. Un préfet quitte Évreux ou Quimper pour devenir préfet d'Alger; un administrateur laisse Dunkerque ou Sainte-Menehould pour monter en grade et être élevé à la préfecture d'Oran et de Constantine. Après être restés un an ou deux, quelquefois moins, en Afrique, ils reviennent dans la métropole avec de l'avancement. L'an dernier, quand la situation de notre colonie était assez grave, elle manquait au même instant et de gouverneur-général et de deux au moins de ses préfets sur trois, tous ces personnages venant d'être changés et arrivant des extrémités de la France pour faire leur apprentissage de hauts fonctionnaires algériens. S'il en est ainsi au sommet de l'administration, on peut juger des échelons moins élevés. Les fonctions de commissaires civils, qui confèrent tant de responsabilité morale unie à tant d'irresponsabilité réelle, échoient à des gens dont les antécédens sont les plus variés et ont le moins de relations avec l'administration publique.

On raconte à ce sujet des anecdotes que nous voudrions croire fausses, quoiqu'elles aient été publiquement répétées et jamais démenties: Un ténor, faisant ses débuts sur le théâtre d'Alger et n'ayant pas eu l'agrément du public, aurait quitté la scène et serait devenu commissaire civil. Des maîtres d'études, impuissans à tenir une classe de 25 ou 30 bambins, seraient allés administrer 10 ou 15,000 Arabes. Il est temps de faire comme les Anglais aux Indes, comme les Hollandais à Java. Il est temps de constituer un personnel administratif colonial, instruit, bien préparé, connaissant l'arabe. Nous félicitons le gouverneur-général actuel, M. Tirman, et l'ancien ministre de l'intérieur, M. Goblet, d'avoir pris, en date du 12 juin dernier, un arrêté concernant le personnel administratif des communes mixtes, où l'on met certaines conditions de recrutement. C'est un premier effort dont nous tenons compte au gouvernement; il importe que cet arrêté n'ait pas le sort de beaucoup d'autres, d'être inexécuté. Il importe encore de fixer des conditions au recrutement du haut personnel colonial et de lui donner plus de fixité. Il y a une mesure plus générale encore : c'est la suppression des « prétendus délits spéciaux de l'indigénat, » c'est l'abolition de toutes les formalités administratives humiliantes, auxquelles on assujettit encore les Arabes. Le régime civil doit être, vis-à-vis les indigènes qui se trouvent dans le territoire civil, un régime libéral et de droit commun. Ces réformes peuvent être d'autant mieux appliquées que la généralité de la population arabe ou kabyle dans la

région qui avoisine la côte est pacifique et inoffensive. Le secrétaire-général du gouvernement, M. Martin, s'exprime ainsi dans son rapport de 1881 : « Loin d'être en augmentation, les attentats dirigés contre les Européens ont été plus rares, car il ne faut pas oublier, dans la comparaison des chiffres, de tenir compte de l'agrandissement du territoire civil. » Que l'on renonce aux rigueurs superflues, à la responsabilité collective des tribus dans le Tell, au séquestre de leurs biens, aux peines de confiscation qui exigent des indigènes présumés délinquans le cinquième ou même la moitié de leurs biens. Puisque la république a, dans la France continentale, une si grande confiance dans l'instruction, qu'elle s'occupe de l'œuvre, jusqu'ici déplorablement délaissée, de l'éducation des Arabes. Croirait-on que le budget de l'Algérie, sur un chiffre de dépenses de 31 millions, n'affecte pas 100,000 francs à l'instruction chez les indigènes? Il y avait autrefois un collège arabe français, on l'a supprimé. On ne comptait, en 1880, dans toute l'étendue du territoire civil, que vingt-deux écoles arabes françaises, au lieu de plusieurs centaines qu'il eût fallu. Aussi se produisait-il parfois des incidens qui jettent le ridicule sur notre colonisation : on a institué une prime aux cadis qui connaîtraient la langue française; or, depuis un grand nombre d'années, trois cadis seulement ont réussi à passer heureusement l'examen qui pouvait leur valoir cette récompense. Soyons conséquens; puisque nous répétons à tout propos, de manière à en fatiguer les oreilles, que l'instruction moralise, pacifie, instruisons les Arabes.

Il est un problème plus compliqué, dont on doit, aujourd'hui que l'Algérie est vieille de plus de cinquante ans, aborder résolûment la solution ou les solutions. Ce problème, c'est la représentation des indigènes dans les assemblées locales et même, nous n'hésitons pas à l'écrire, dans notre parlement national. Les Kabyles ont leurs *djemmaas* ou conseils électifs. Les tribus sont administrées, conformément à leurs traditions et à leurs usages, par leurs chefs, sous la surveillance de l'autorité française. Dans les communes de plein exercice du territoire civil, les indigènes nomment une certaine fraction du conseil municipal. L'autorité administrative choisit des assesseurs musulmans qui siègent dans les conseils-généraux et au sein du conseil supérieur de gouvernement. La question de ces assesseurs a souvent été l'objet de controverses. Beaucoup d'Algériens voulaient qu'on les supprimât. Un conseil-général mieux inspiré a demandé qu'au lieu d'être choisis par l'autorité, ils fussent élus par leurs coréligionnaires; cette solution est la bonne. Nous la trouvons cependant insuffisante. Sans nous arrêter à l'examen de la représentation locale, nous allons brièvement exposer les raisons qui doivent déterminer à octroyer à certaines catégories d'indigènes

le droit de représentation au parlement français. Les temps modernes ont inventé un merveilleux et délicat instrument de gouvernement, ce sont les chambres. Elles peuvent et elles doivent être un organe de liberté; dans certaines circonstances, elles tendent à devenir un organe d'oppression. La prépondérance qu'acquièrent les députés, l'importance de plus en plus grande qu'ils prennent, l'influence décisive qu'ils exercent sur les lois d'abord et ensuite sur la manière dont les lois sont appliquées, toutes ces circonstances font qu'une population qui n'a pas le droit de suffrage dans un pays parlementaire est dépourvue de toutes garanties; si, en outre, il se rencontre certaines catégories d'élus qui aient naturellement des intérêts opposés à cette population sans droits de représentation, il y a bien des chances pour qu'elle soit opprimée. Nous avons, certes, des sympathies et de l'estime pour les sénateurs et les députés qui représentent les 200,000 Français de l'Algérie, mais ces députés et ces sénateurs ont souvent des préjugés à l'endroit des 3 millions d'autres habitans de notre colonie; ils ont parfois des passions, des rancunes, des préventions de nationalité, et ils mettent leur talent et leur influence à faire triompher ces rancunes, ces passions ou ces préjugés. Quand il s'agit du traitement des indigènes, qui pourrait prétendre que les députés et les sénateurs algériens soient froids et impartiaux? Ils représentent une minorité d'habitans qui veut dominer, qui veut posséder la terre, qui agit avec toute l'énergie et aussi l'irréflexion auxquelles ne sont que trop enclins les colons de tous les pays. Quand on les entend, il est certain qu'on n'entend qu'un son. Je suppose que les députés algériens se lèvent dans nos chambres pour soutenir le projet de loi ayant pour but d'exproprier les Arabes de 4 ou 500,000 hectares de terres, ne serait-il pas bon qu'après eux un représentant des indigènes pût prendre la parole et, dans sa rude franchise, tenir à notre parlement un langage analogue à celui que notre grand poète met dans la bouche du paysan du Danube devant le sénat romain? Toutes les objections à la représentation des Arabes sont frivoles. Ils n'ont pas, dit-on, notre statut personnel; mais les Hindous de Pondichéry ou de Chandernagor, qui nous envoient un sénateur et un député ne l'ont pas non plus; nous ne sachions pas que tous les électeurs du Sénégal l'aient davantage; ils ne sont pas de même race que nous : il ne nous paraît pas que les noirs de la Martinique ou de la Guadeloupe soient plus de notre famille.

Les Arabes ont, sur toutes les populations que nous venons de nommer, cet avantage que beaucoup ont combattu sous nos drapeaux, qu'un certain nombre sont dignitaires de notre ordre national. Prenons-y garde : il se rencontre aujourd'hui dans la jeunesse

arabe bien des hommes qui ont été élevés en France dans nos collèges, qui ont même fréquenté nos écoles supérieures ; nous ne pouvons éternellement les traiter comme des sujets sans droits, ni mettre à l'octroi de ces droits cette condition qu'ils abandonneront leur religion. La représentation des Arabes à notre parlement national est devenue une nécessité. On ne peut discuter que sur le mode d'application. Donnera-t-on simplement à certaines catégories d'Arabes, à ceux par exemple qui ont servi dans l'armée française ou qui ont rempli des fonctions publiques quelconques, ou bien encore à ceux (au nombre de 38,466 en 1880) qui sont déjà électeurs municipaux, leur donnera-t-on simplement le droit de participer *pro parte virili* à l'élection des députés et des sénateurs algériens ? Préférera-t-on octroyer à ces catégories et à quelques autres d'indigènes le droit de nommer un député et un sénateur? On peut hésiter entre les systèmes, mais on ne peut repousser le principe. Dans l'intérêt de la sécurité à venir, du développement régulier de notre colonie algérienne, dans l'intérêt suprême de la France, qui ne peut se résigner à la perspective d'insurrections africaines indéfinies, on doit, cinquante-deux ans après notre débarquement en Afrique, inaugurer à l'égard des indigènes, au moins de ceux du territoire civil, un régime plus libéral. Les réformes indispensables consistent en quatre mesures : abandon immédiat du système d'expropriation des Arabes pour donner leurs terres aux colons ; abolition en territoire civil des prétendus délits spéciaux à l'indigénat et des formalités qui s'y rattachent ; recrutement meilleur et surveillance sévère des agens de l'autorité ; enfin octroi de droits électifs à certaines catégories d'indigènes pour la représentation à notre parlement national. Nous sommes, quant à nous, passionnément épris de la colonisation ; nous en avons fourni souvent la preuve ; nous convions chaque jour nos concitoyens à sortir des mesquines querelles et des discussions sans issue où ils se complaisent pour s'occuper sérieusement des grands intérêts français à l'extérieur. Nous avons la conviction que, si l'on ne renonçait pas aux procédés suivis depuis quelques années, on finirait par créer une Irlande en Algérie, par compromettre le présent et l'avenir de notre colonie et par exposer la métropole même à des dangers sérieux.

PAUL LEROY-BEAULIEU.

SOUVENIRS LITTÉRAIRES

QUINZIÈME ET DERNIÈRE PARTIE (1).

XXIX. — LE DÉSASTRE.

Depuis que je suis né, — 1822, — j'ai vu, en France, bien des gouvernemens, et je serai taxé d'impudeur si je dis que le régime le plus libre que j'aie connu est celui qui fut inauguré, sous le second empire, en juillet 1869, lorsque le marquis de Chasseloup-Laubat devint chef du ministère, c'est-à-dire ministre dirigeant. Ce n'est cependant que la vérité. Le 15 août, l'amnistie fut proclamée, nulle poursuite ne fut dirigée, ni contre les journaux, ni contre les orateurs des réunions publiques, et cependant leurs violences furent excessives. Chasseloup-Laubat lutta contre les sénateurs, contre les membres de la majorité législative, contre le conseil des ministres, et maintint le droit absolu de discussion, jusqu'à l'injure, jusqu'à la calomnie, jusqu'à la provocation à l'assassinat. Le départ de Chasseloup-Laubat fut un irréparable malheur pour la France; s'il avait été appelé à faire partie du ministère du 2 janvier, s'il eût reçu le portefeuille des affaires étrangères, jamais les machinations de l'incident Hohenzollern n'eussent produit autre chose qu'un échange de notes diplomatiques, et la liberté parlementaire se fût pacifiquement développée. Au temps de ma première jeunesse, j'avais côtoyé le marquis de Chasseloup-Laubat dans le salon

(1) Voyez la *Revue* des 1er juin, 1er juillet, 1er août, 1er septembre, 1er octobre, 1er novembre, 1er décembre 1881, 15 janvier, 15 avril, 15 mai, 15 juin, 15 juillet, 15 août et 15 septembre 1882.

de la veuve du contre-amiral L'Hermitte, où je le rencontrais; il avait une rare intelligence, des facultés d'application exceptionnelles, une habileté d'administration dont il a souvent donné la preuve, et une aptitude au travail que rien ne lassait; en outre, fait rare en France pour un homme politique, il avait étudié la politique et la pratiquait avec art. C'était l'homme des combinaisons ingénieuses; mais, comme ceux dont le patriotisme est ardent et dont les prévisions ont une longue portée, il était dédaigneux des petits moyens et imprimait à ses conceptions une grandeur qui rejaillissait sur le pays même.

Le ministère du 2 janvier fut formé; se rappelle-t-on l'applaudissement qui l'accueillit? Les vieux chefs du parlementarisme que la révolution de février avait renversés, que le coup d'état du 2 décembre avait forclos de la politique militante, reparaissaient et venaient, comme des ombres initiées au secret des choses humaines, murmurer des conseils et des encouragemens à l'oreille de ceux qui relevaient les libertés publiques. Si l'on nommait aujourd'hui les hommes qui se pressèrent dans les salons de la chancellerie, à la première réception d'Émile Ollivier, on étonnerait peut-être bien du monde. Dès le 17 janvier 1870, il y eut des nuages sur la lune de miel : on demanda au corps législatif et on obtint l'autorisation de poursuivre Rochefort, député de Paris; ce fut maladroit et contradictoire aux principes proclamés; il fallait laisser toute liberté aux attaques et ne riposter que par la liberté de la défense. Au cours de la discussion, Jules Simon put dire aux ministres du 2 janvier : « Vous étiez libres d'imiter le gouvernement non parlementaire, le gouvernement non libéral qui vous a précédés et qui, pendant six mois, n'a jamais voulu se souvenir de la loi sur la presse. Ce n'était pas faute de provocations; tous les jours paraissaient des articles d'une violence égale à celle de l'article de M. Rochefort. » Le marquis de Chasseloup-Laubat, auquel Jules Simon faisait allusion, avait été conséquent à lui-même; au cours de l'année 1854, il avait, en qualité de député, combattu l'autorisation de poursuivre le comte de Montalembert pour délit de presse; en 1869, en qualité de ministre, il avait, malgré ses collègues, appliqué le principe de l'impunité absolue. Les précédens invoqués ne convertirent point le nouveau ministère et la faute fut commise. La liberté néanmoins était considérable et chacun pouvait s'y mouvoir. J'étais, je suis encore un naïf en politique. Mon rêve, qui n'a point varié, serait de voir s'établir un état politique assez large pour que chaque opinion pût s'y manifester à l'aise en servant le pays. J'avais donc pensé que les hommes qui, pendant la durée de l'empire autoritaire, avaient réclamé la liberté, accepteraient sans contradiction celle qui leur était offerte et qui s'ouvrait à toutes les aspirations.

Qu'importaient les blessures, les affronts reçus pendant le combat? n'avions-nous pas enfin victoire gagnée? Il me semblait généreux, il me semblait patriotique de ne contrarier en rien les destinées nouvelles où la France s'engageait. Bien des gens ont pensé alors ce que je pense encore aujourd'hui, mais les écroulemens sont survenus, on ne voit plus que le désastre et l'on feint d'oublier les jours d'espérance qui l'ont précédé. A l'heure dont je parle, le pays paraissait s'acheminer vers une prospérité où il eût trouvé la sécurité et la gloire. La liberté est expansive, elle eût attiré, elle eût retenu les plus récalcitrans; le suffrage universel, par le seul fait de son fonctionnement, eût produit les réformes nécessaires, réformes lentes et pacifiques, comme celles qui doivent être durables; les intransigeans eux-mêmes, réduits à un groupe plus turbulent que nombreux, auraient fini par subir, sinon par accepter un système qu'ils ne pouvaient détruire, et la paix intérieure eût enfin régné en France. Lorsque l'on se reporte aux premiers mois de l'année 1870, ces prévisions n'ont rien d'excessif, et l'on pouvait s'imaginer que l'on entrait dans une existence politique analogue à celle où la Belgique et l'Angleterre ont trouvé la stabilité et la force. On sait comment ce rêve s'est évanoui.

Les ministres semblaient vouloir consulter l'opinion publique sur plus d'un point; on formait des commissions extra-parlementaires auxquelles on soumettait des problèmes à résoudre. Une commission de décentralisation fut instituée par décret impérial; j'en fis partie; j'ai su comment, mais je n'ai jamais su pourquoi. A ma grande surprise, l'empereur me désigna lui-même, comme plus tard il devait me nommer sénateur; il avait lu mes études sur Paris et s'imaginait que je pourrais être de quelque utilité dans une réunion où les questions administratives auraient dû primer toutes les autres. Il se trompait. Je suis de tempérament centralisateur et je me doutais que, dans la commission, on s'occuperait surtout de politique, à quoi j'étais impropre. En effet, cette commission, à laquelle le président Odilon Barrot recommandait « d'éloigner de ses lèvres la coupe décevante de la popularité, » était composée, en grande partie, de victimes du suffrage universel et de futurs candidats officiels; la politique les agitait beaucoup; il semblait, sans qu'on l'avouât, que toute discussion tournait autour des prochaines élections législatives et que l'administration, qui, en réalité, aurait seule dû être en cause, était singulièrement négligée. Sans me permettre de prendre la parole sur une question qui m'était indifférente, j'avais fait remarquer, en causant avec quelques-uns de mes collègues, que la centralisation politique n'était que la résultante de la centralisation administrative et que, si l'on voulait affaiblir l'une, il fallait nécessairement commencer par dimi-

nuer l'autre. Un seul homme, M. de Freycinet, fut de mon avis. Pour la première fois et sans y être préparé, j'assistais à des discussions en quelque sorte parlementaires, et j'estimais que bien des paroles inutiles étaient dépensées. Je me contentais d'écouter et de me taire. Un de nos collègues m'attirait, et, lorsque je le pouvais, je prenais place à ses côtés. Malgré un œil fermé, il avait le visage fin et l'expression à la fois douce et spirituelle; il parlait peu, d'une voix assez faible, mais ce qu'il disait était d'un sens pratique et élevé qui faisait dresser l'oreille aux plus indifférens; c'était le président Bonjean, qui devait tomber, frappé de dix-neuf coups de fusil, devant le mur de ronde de la grande Roquette, entre l'archevêque de Paris et le curé de la Madeleine.

Cette commission de décentralisation ne m'a pas laissé des souvenirs bien vifs; je crois qu'un jour les trois sous-commissions, — commune, canton et arrondissement, — se sont réunies en assemblée plénière, que nous avons voté différens articles dont plus tard on pourrait faire une loi, qu'Odilon Barrot, qui avait une rose rouge à la boutonnière, a prononcé un discours qu'il composa le lendemain pour les journaux, et que nous nous séparâmes sans trop savoir ce que nous avions fait. Du moins, pour ma part, je ne m'en doute guère. On me désigna pour faire partie de deux ou trois autres commissions; je refusai énergiquement le nouvel honneur que l'on voulait m'imposer et qui me prenait un temps que je préférais employer à travailler. Flaubert ne m'appelait plus que le décentralisateur. Le mouvement de rénovation politique qui alors passionnait le pays n'était point de son goût. Parfois il s'en montrait irrité et trouvait que la liberté de la presse ne faisait que favoriser la diffusion du mauvais langage. Il disait que tout ce qui émeut l'opinion publique est au détriment de la littérature, que l'on abandonne pour des intérêts éphémères. La publication d'un poème ou d'un roman, la première représentation d'une pièce de théâtre lui semblaient plus importantes que toute action politique. Volontiers il eût remplacé les discussions législatives par des conférences sur Goethe, Michel-Ange ou Ronsard. Hors des lettres, hors de l'art, il ne voyait rien; c'est ce qui lui constitue une physionomie à part et une grandeur étroite, mais forte, au milieu des hommes de son temps. S'il eut une préférence pour une forme de gouvernement, il a peu varié et toujours je l'ai entendu exprimer deux opinions qui, pour être différentes, n'en visent pas moins le même résultat. Il eût voulu une sorte de mandarinat qui eût appelé à la direction du pays les hommes reconnus les plus intelligens après études préalables, examens et concours. Dans ce cas, il ne doutait pas, — et il se trompait, — que les écrivains et les artistes ne devinssent les maîtres des destinées de la nation, ce qui eût produit

une floraison intellectuelle dont l'humanité entière aurait profité. Lorsqu'on lui démontrait les difficultés pratiques d'un tel système, il s'écriait : « Eh bien! donnez-moi un tyran de génie qui protégera les lettres, protégera les arts et nous sortira de la médiocrité où nous croupissons. » Je ne saurais dire si cette opinion était bien à lui ou s'il l'avait empruntée à Théophile Gautier, qui, toute sa vie, a appelé le règne d'un Médicis ou d'un François Ier. Flaubert proposait un singulier mode de protection pour les arts; il disait : « Le seul moyen d'avoir de bonnes pièces de théâtre est de décréter la peine de mort contre tout auteur dramatique qui n'aura pas un succès éclatant; alors seuls les gens de génie oseront aborder la scène. » Le procédé eût été vif et eût entraîné bien des exécutions, car on croit toujours avoir fait un chef-d'œuvre jusqu'à ce que le jugement du public se hâte de démontrer le contraire.

Ces préoccupations pour les choses de la littérature et de l'art me semblent aujourd'hui avoir provoqué les derniers incidens heureux de notre vie. Nous avions toujours traversé avec insouciance les aventures politiques où la France se laisse volontiers entraîner; en juillet 1830, nous étions des enfans; en février 1848, nous étions indifférens, ironiques devant les billevesées, curieux du brouhaha des foules. Les guerres dont nous étions les contemporains, en Algérie, en Crimée, en Italie avaient été glorieuses; l'aventure du Mexique avait mal tourné, mais c'était si loin! Nous estimions que nous étions fermés à certaines émotions et nous ne nous apercevions pas que jamais nous n'avions eu à les subir. L'Alma, Inkermann, Traktir, Sébastopol, Palestro, Magenta, Solférino sonnaient à notre oreille le clairon des victoires et nous vivions sans inquiétude. Quel réveil d'un tel songe et comme on souffre à l'endroit mystérieux où gît le sentiment de la patrie! M. de Bismarck fut habile, il agit envers nous comme en 1866 il avait agi à l'égard de l'Autriche. Quand il eut machiné son plan et préparé ses pièges, il se fit déclarer la guerre et prit l'attitude d'un pauvre homme réduit à la défensive; il mit tous les torts d'apparence de notre côté. Comme un pêcheur consommé, il conduisit le poisson dans la nasse sans que celui-ci s'en aperçût. La spontanéité du mouvement français lui fit croire que nous étions prêts de longue main et il eut un instant d'inquiétude. Il avait pris pour une démonstration de notre force ce qui n'était qu'une preuve de l'inconséquence de notre caractère.

Au moment de la déclaration de guerre, j'étais en Allemagne. Des affaires à régler, des précautions à prendre, une assez nombreuse « smalah » à ramener, ne me permirent pas de rentrer immédiatement en France. Lorsque je pus me mettre en route, les chemins de fer ne transportaient plus que des soldats. Je fus obligé

de partir en voiture et de gagner le Wurtemberg pour trouver des voies ferrées encore libres. Un accident sans importance arrêta notre train à Ulm pendant près d'une demi-heure. A ce moment, l'Allemagne, craignant d'être attaquée par la vallée du Danube, qui si souvent a été le chemin par où nous avons saisi la victoire, réunissait des troupes entre le Michelsberg et Ravensbourg. J'avais quitté mon wagon, où la chaleur était intense, et je me tenais à l'ombre sur la place qui s'étend devant la gare. J'entendis de loin une mélopée lente et grandiose, qui montait dans les airs comme la voix d'un chœur invisible. Des enfans couraient dans la direction du bruit; le chant se rapprochait, s'accentuait, vibrait avec un accent religieux et profond dont je me sentis remué. Je reconnus le choral de Luther, que psalmodiait un régiment en venant prendre garnison dans la citadelle que ce pauvre général Mack nous a jadis si facilement abandonnée. Je fus très ému, je l'avoue, et je me demandai quel caractère allait revêtir cette guerre pour laquelle les hommes marchaient en chantant des psaumes. Après avoir rapidement traversé la Suisse, j'arrivai à Paris, que l'empereur avait quitté deux jours auparavant. Là le spectacle était autre; le soir, sur les boulevards, on buvait de l'absinthe en agaçant les filles; des hommes en blouse, vautrés dans des voitures découvertes, braillaient *la Marseillaise*. Qui donc avait vieilli, le chant national ou moi? Je ne sais. Il me déplut et je lui trouvai un air provocant qui ne s'adressait pas à l'ennemi. Le lendemain de mon retour, j'allai voir un assez haut personnage que je n'ai pas à nommer; la conversation fut longue et m'affligea, car j'avais affaire à un homme qui ne soupçonnait rien des armées allemandes, ni de leur discipline, ni de leur esprit. Au moment où je prenais congé, mon interlocuteur me dit: « Revenez donc me voir dans deux ou trois jours, il y a une question dont je voudrais m'entretenir avec vous. » Désirant n'être pas pris au dépourvu, je demandai: « Laquelle? » Il répondit: « La question des frontières; la Saar, la Meuse, le Rhin, la Moselle, je vous avoue que tout cela est un peu confus dans ma tête. » Je rentrai chez moi; on me dit: « Comme vous avez l'air triste! » Se souvient-on aujourd'hui de la frénésie dont la population fut atteinte? On se croyait tellement certain de la victoire que les adversaires systématiques de l'empire, — les irréconciliables, — demandaient la paix. Se rappelle-t-on les défilés de la foule sur le boulevard, et les cris: « A Berlin! » Les têtes les plus solides avaient le vertige. Le mercredi qui précéda la déclaration de guerre, à l'Opéra, on demanda *la Marseillaise*; l'orchestre se préparait à la jouer, lorsqu'on réclama *le Rhin allemand*. Les musiciens semblèrent hésiter et le régisseur s'avançant près de la rampe déclara qu'on ne pouvait chanter la poésie de Musset,

parce qu'on n'avait pas eu le temps de l'apprendre. Alors Émile de Girardin se leva dans sa loge et s'écria : « Il est donc plus long à apprendre qu'à prendre ! » Toute la salle applaudit. Deux jours après un acteur revêtu d'un uniforme de capitaine de la garde nationale mobile chantait *le Rhin allemand* et recevait une ovation. Tant d'illusion pour en arriver à ce que nous avons subi !

Ah ! les heures maudites ! comme elles pèsent dans le souvenir ! Je me rappelle, deux jours après avoir vu afficher sur les murs de Paris la dépêche qui disait : « Mac-Mahon a perdu une bataille, » avoir rencontré deux de mes amis, l'un conseiller à la cour des comptes, l'autre directeur dans un ministère. Nous nous sommes serré les mains sans mot dire, nous avons marché côte à côte ; en traversant les Tuileries, nous nous sommes assis sous les marronniers, les pieds sur la terre humide, oppressés, silencieux, ne trouvant pas une parole pour exprimer l'angoisse dont nous avions le cœur écrasé. Nous sommes restés là plus d'une heure, noyés dans le Styx, comprenant instinctivement que tout allait sombrer et cherchant un espoir auquel on pût se raccrocher. Un de nous dit : « Allons voir, il y a peut-être une bonne nouvelle. » Cela nous réveilla de notre torpeur et, tout le long de la rue Castiglione, nous allâmes regarder les piliers des arcades où l'on placardait les dépêches du quartier-général, relisant vingt fois les mêmes annonces d'adjudication et cherchant toujours « la bonne nouvelle. » Ah ! la bonne nouvelle, elle fut si lente à venir qu'elle n'est pas encore arrivée. Le 4 septembre, j'étais au *Journal des Débats* ; cette fois c'était bien fini ; la révolution tendait la main à l'invasion et complétait son œuvre. La plupart de ceux qui se trouvaient dans le bureau de rédaction étaient accablés. Quelqu'un entra et dit : « C'est égal, nous voilà débarrassés des Bonaparte ! » Oui, débarrassés des Bonaparte, mais débarrassés aussi de l'Alsace, de la Lorraine, débarrassés de cinq milliards, de beaucoup de monumens de Paris que l'on a brûlés et de quelques honnêtes gens que l'on a massacrés. En revenant dans mon quartier, j'avisai au coin de la rue du Dauphin et de la rue Saint-Honoré un cordonnier qui disait à un autre cordonnier : « Ma foi ! je vais illuminer ce soir. » J'eus un haut-le-cœur et je lui criai : « Tant qu'il y aura des Prussiens en France, gardez vos lampions sous clé. » Il me répondit : « Citoyen, cette grande victoire intérieure va les forcer à repasser la frontière. » Je m'assis sur une des marches de l'église Saint-Roch et je me mis à pleurer. Le comte de Montrond disait : « Ce qu'il y a de plus criminel au monde, c'est la bêtise ! »

La France était comme ces hommes frappés de la foudre qui gardent l'apparence de la vie et tombent en poussière dès qu'on les touche. Elle venait de s'effondrer au premier choc. « Une armée

française qui capitule, un empereur qui se laisse prendre; tout tombe à la fois, » écrivait Mérimée à Panizzi. Ce qu'on allait faire, ce qu'on allait tenter ne pouvait que rendre plus profond l'abîme où nous nous engloutissions. A-t-on manqué à ce point de clairvoyance qu'on ne l'ait pas compris? La libre pensée a-t-elle compté sur un miracle, comme la naïveté a cru à sainte Geneviève? La faute, le crime furent rejetés sur l'empereur, c'est naturel. Après Novare, les Italiens ont fusillé le général Ramorino et ont dit : « Lui seul était coupable et non pas nous. » Il ne faut pas demander à un peuple blessé jusque dans ses moelles d'être impartial. Dans le conseil des ministres où la guerre fut résolue, deux hommes s'y sont opposés, M. Segris et Napoléon III. Qu'importe? Victorieux, il eût récolté la gloire; vaincu il a ramassé la honte, c'est justice; ainsi l'exige la responsabilité du pouvoir : on n'est souverain, — souverain élu, — qu'à la condition tacite de disparaître en cas de défaite. Après Sedan, après la capitulation que l'on sait, l'empereur ne pouvait plus s'asseoir sur le trône de France; pour le faire rentrer au palais des Tuileries, il eût fallu une nouvelle révolution.

J'ai entendu dire souvent que la politique de Napoléon III avait été une politique d'aventure, incohérente, sans but déterminé, s'inspirant de la mauvaise devise *Carpe diem*. Pour la politique intérieure, cela est possible et je n'ai rien à en dire, car je n'y ai jamais regardé de bien près; je l'ai trouvée souvent oppressive et lourde, mais je l'ai trop ignorée pour en parler. Quant à la politique extérieure, il me paraît que l'on s'abuse; les démonstrations ont été trop éclatantes pour ne pas frapper les yeux, et cette politique me semble n'avoir jamais poursuivi qu'un seul résulat, la grandeur et la sécurité de la race latine. La question d'Orient se réveille à Bethléem par un fait qui intéresse exclusivement la religion latine, toujours menacée, toujours dominée dans ces pays-là par la religion grecque; il en advint la guerre de Crimée, une des plus glorieuses par ses difficultés mêmes pour les armées françaises. Napoléon III profite immédiatement de la prépondérance que lui mérite le traité de Paris signé après la prise de Sébastopol, pour faire défoncer le lac latin, la Méditerranée, percer l'isthme de Suez et ouvrir aux marines latines la route directe de l'Océan indien. En Italie, il repousse l'élément germain qui opprime une famille de la race latine, et prépare la libération définitive qui rejettera l'étranger dans ses limites. En Cochinchine, il essaie de fonder une colonie où le latinisme pourra se développer à côté des possessions anglaises. Au Mexique, il cherche à rétablir l'empire latin que l'Espagne a perdu et qui pourrait servir de contrepoids à l'agglomération anglo-saxonne de l'Amérique du Nord. Enfin, où tombe-t-il? où vient-il briser sa couronne et détrôner sa dynastie? Au Rhin, au fossé même de la race latine. Pen-

dant qu'il succombe pour assurer la pérennité de la grande tribu, l'Espagne le raille, l'Italie profite de l'occurrence pour se compléter, elle arme en hâte et va dépouiller le vieillard des sept collines. Il me semble évident que Napoléon III s'est regardé comme le chef, comme le porte-glaive de la race latine, et que toute sa politique extérieure a été mue par cette pensée. Ceux d'au-delà des Alpes ne l'ont pas compris; plaise à Dieu qu'ils n'aient point à s'en repentir!

A travers le désastre général, un désastre particulier fondit sur moi, — « domestique et terrible, » aurait dit Montesquieu; — la tempête m'emporta. Passons, je n'ai pas à raconter mes angoisses. Un jour peut-être, si j'en trouve l'énergie, j'écrirai le récit du cauchemar dans lequel je me suis débattu pendant dix-neuf mois et dont j'ai triomphé; s'il me fallait subir encore une des heures que j'ai vécues à cette époque ou mourir, j'embrasserais la mort avec reconnaissance. Je n'étais plus à Paris. Flaubert m'écrivait : « Où es-tu? que fais-tu? Ah! quel malheur sur toi! que vas-tu devenir? » Je répondais : « J'ai bon courage, et jusqu'au-delà des forces humaines, je lutterai. » Et tous deux nous nous écrivions : « Ah! comme ils sont heureux ceux des nôtres qui sont morts! » Flauber, tout assommé qu'il fût par la défaite de la France, avait non-seulement gardé de l'espoir, mais il se nourrissait, il se gorgeait d'illusions, prêtait l'oreille et croyait toujours entendre les salves annonçant une victoire. Dans son besoin de croire au salut, dans son désir passionné d'échapper au désastre, il vécut de rêves. Rien ne l'éclaira : son amour pour le pays l'avait aveuglé. Il crut aux francs-tireurs, aux vengeurs de la mort; il crut que les hommes sont des soldats et que les foules sont des armées; il crut à Glais-Bizoin, à Crémieux; il crut aux proclamations, il crut au ballon libérateur, il crut au « pacte avec la victoire ou avec la mort, » il crut que le recul de nos armées n'était qu'une manœuvre stratégique, il crut que Rouen se ferait sauter plutôt que de recevoir l'ennemi, il crut que Paris ne capitulerait jamais, il crut aux sorties torrentielles, il crut à l'intervention européenne, à l'arrivée des Américains, il crut à la lassitude allemande, — il crut à tout, excepté à la défaite. En cela il fut inébranlable; l'armistice était conclu, Paris était ouvert, la paix était signée qu'il ne l'admettait pas encore.

J'enviais sa foi profonde, car nulle espérance ne survivait en moi. J'avais suivi des armées en campagne et je savais que la démoralisation causée par une déroute équivaut à la perte de la moitié de l'effectif. Les hasards de mon existence m'avaient fait vivre près d'une ville forte d'Allemagne, et sans être un bien grand capitaine,

il ne m'avait pas fallu longtemps pour reconnaître de quelle implacable discipline les soldats sont forgés. Je connaissais la contrée où les premières batailles avaient été livrées, je savais qu'entre la Lorraine et l'Alsace un mur de fer s'était élevé; je n'ignorais pas que Mac-Mahon était désormais séparé de Bazaine et que pour le rejoindre il lui faudrait exécuter une marche des plus aventureuses, sans point de refuge en arrière, sans porte de salut en avant. Après Wœrth je fus désespéré, et quand je vis l'armée, — l'admirable armée, — de Bazaine se pelotonner sous Metz au lieu d'arriver à Paris, dont elle eût été la troupe volante, il fut facile de comprendre qu'il n'y avait plus qu'à traiter ou à se faire tuer. Un de mes très proches parens, général de division, occupait alors une haute situation à Paris. Entre Wœrth et le 4 septembre, j'allais le voir souvent. Il était harassé de fatigue, car son labeur ne cessait ni jour ni nuit; de toutes mains, il ramassait des hommes et les expédiait à Châlons, où l'on essayait de se refaire. Je lui dis : « Où Mac-Mahon pourra-t-il livrer bataille? » En signant des paperasses et avec ce flegme du soldat qui a traversé les événemens où le fer et le feu sont les acteurs principaux, il me répondit : « Je ne vois guère que Sedan, et comme c'est une cuvette, nous y serons écrasés. » Ce mot prononcé par un général éminent, organisateur et stratège, m'avait singulièrement ému. J'ajoutai : « Et après? — Après? avait-il répliqué, il faudra faire la paix aux moins mauvaises conditions possibles ou se résigner à se battre, avec la certitude de voir ravager le pays, à moins d'un miracle; mais je ne crois pas aux miracles, ni toi non plus, j'imagine. »

Ce que je savais de l'Allemagne et cette conversation avaient déterminé mon opinion, qui malheureusement ne fut pas vaine; aussi il m'était impossible de partager les illusions de Flaubert et de ne pas tenter de l'éclairer pour lui éviter la cruauté du déboire. Je retrouve deux lettres que nous avons échangées au moment où les Allemands se massaient sous Paris; elles sont curieuses, car elles peignent au vif le double sentiment, les sentimens opposés qui alors partagèrent la France. Flaubert m'avait écrit : « Dis-moi franchement ce que tu penses, » et je lui répondis la lettre suivante (1) :

« 19 septembre 1870.

« Tu veux savoir ce que je pense de tout ceci? C'est bien simple, je ne pense plus rien, car jamais pareil effondrement ne s'est vu.

(1) En 1875, Flaubert me parla de cette lettre que j'avais oubliée, en termes qui me firent désirer de la lire; il me l'envoya, je l'ai gardée et c'est ainsi que je puis la reproduire.

Dès le principe, cette guerre m'a fait horreur et m'a causé plus que de l'inquiétude, car je savais à quelle puissance formidable nous allions avoir affaire; je croyais à des combats douteux qui pourraient se terminer par notre défaite, mais je n'imaginais pas que nous allions entrer en dissolution. Jamais du reste on n'a fait la partie plus belle à un adversaire. La journée du 4 septembre est plus qu'un crime, c'est une bêtise sans nom; la république endossera la honte de la paix, — qui sera onéreuse, — qu'il fallait laisser à l'empire, que l'on eût balayé tout de suite après sans difficulté, car il était devenu impossible. La situation qui devait sortir de ce coup de violence n'était cependant point malaisée à prévoir; au point de vue de l'intérieur, en brisant la légalité, on affaiblissait l'organisation morale; en bouleversant les administrations, on détraquait l'organisation civile; quant à l'organisation militaire, tu vois ce qu'elle est devenue. C'est dans cette situation, qui serait grotesque si elle n'était terrible, que l'on s'est placé pour lutter contre un ennemi très fort, très nombreux, très discipliné, très instruit, ambitieux et vainqueur. Au point de vue de l'extérieur, de l'assistance que l'on pouvait demander aux neutres, des propositions de paix que l'on pouvait faire agréer à Bismarck, nous avons à Paris un gouvernement de fait dont la délégation est à Tours; la déchéance n'ayant pas été régulièrement proclamée, la régence est le gouvernement de droit, l'empereur prisonnier est le seul gouvernement reconnu; le drapeau rouge est à Lyon et à Toulouse. Avec qui donc les puissances étrangères peuvent-elles traiter? Bismarck peut ne vouloir s'aboucher qu'avec l'empire, que la France ne reconnaît plus et refuser de traiter avec la république, qu'il n'a pas reconnue. C'est la nuit et c'est le chaos. Cette guerre, entreprise par un fantôme, est continuée par des ombres. Crémieux succède à Napoléon III, un vieillard tombé en enfance se substitue à un somnambule. La nation crie, pleure, se désespère, déclare qu'elle est innocente et que l'empire seul est coupable. La nation a tort; elle a eu ses destinées entre les mains, qu'en a-t-elle fait? Nous mourrons par hypertrophie d'ignorance et de présomption. La France a cherché les réformes politiques : néant; elle a cherché les réformes sociales : néant; mais les réformes morales qui seules peuvent la sauver, elle n'y pense même pas. Si j'étais le maître, je traiterais tout de suite, quitte à subir des conditions léonines, car l'issue de la guerre ne peut actuellement être douteuse, et plus nous prolongerons la lutte, plus les conditions seront dures; puis je ferais des lois draconiennes pour organiser le service militaire et l'enseignement, l'enseignement surtout, non-seulement scientifique, mais moral. C'est la morale qui forge les caractères et ce sont les caractères qui font les nations. On ne fera pas cela, sois-en certain; on va expliquer au peuple français qu'il est

le premier peuple du monde, qu'il a été trahi, qu'il a été livré, en un mot, qu'il est indemne, et le peuple français continuera à croupir dans l'ignorance, à avoir le moins d'enfans possible, à boire de l'absinthe et à courir les donzelles : *finis Galliæ*. Nous mourrons parce que nous sommes agités sans but et que la danse de Saint-Guy n'est pas le mouvement; nous n'avons pas d'hommes parce que nous n'avons pas d'idées; nous n'avons pas de principes parce que nous n'avons pas de mœurs. Nous sommes saturés de rhétorique; nous avons des façades de croyance, d'opinion, de dévoûment; derrière il n'y a rien. Tout est faux, tout est théâtral; nous sommes des Latins; chez nous, comme pour le baron de Fœneste, tout est « pour paraître. » C'est la fin d'un monde; la papauté, en décrétant sa propre infaillibilité, a coupé la gorge au catholicisme à l'heure même où la puissance continentale protestante par excellence entrait en guerre contre la nation qui si longtemps s'est appelée la fille aînée de l'église : *Gesta Dei per Francos*. La France et sa vieille idole meurent en même temps, du même mal : le non-savoir et le non-réfléchir. Il y a une phrase des *Mémoires d'outre-tombe* qui m'obsède et sonne en moi comme un glas funèbre : « Il ne serait pas étonnant qu'un peuple âgé de quatorze siècles, qui a terminé cette longue carrière par une explosion de miracles, fût arrivé à son terme. »

« Je ne crois pas au siège de Paris. Les Prussiens n'ont pas encore commis une faute militaire; ils ne feront pas celle d'attaquer de vive force une ville immense qui patriotiquement a laissé proclamer par tous les journaux qu'elle avait trois mois de vivres. Avec des corps d'armée, ils occuperont les routes de ravitaillement; avec des partis de cavalerie et des batteries habilement placées, ils se relieront si bien que les maillons de la chaîne tendue autour de Paris seront soudés les uns aux autres. Combien de temps cela durera-t-il? Question d'approvisionnement. Lorsque la ville aura mangé son dernier morceau de pain, lorsque le dernier ouvrier aura tué le dernier bourgeois ou que le dernier bourgeois aura tué le dernier ouvrier, on battra la chamade et l'on capitulera. Perdrons-nous l'Alsace et la Lorraine? Oui, si nous n'avons pas un homme d'état sérieux; non, si un homme connaissant bien l'Allemagne prend la négociation en mains. Démanteler Metz, Strasbourg et le chapelet de forteresses que nous avons sur la frontière et sauver les provinces, c'est là le résultat que l'on doit poursuivre. Au lieu de ces territoires, offrir nos colonies en vertu de ce principe qu'il vaut mieux se faire couper les cheveux que de se laisser couper la tête. Malgré sa richesse, l'Allemagne étouffe parce qu'elle n'a pas la vraie mer, qui est l'Océan; elle est insuffisante à consommer ses produits, qu'elle n'écoule que difficilement; elle est trop restreinte pour sa population, qui est

forcée d'émigrer en Amérique. On peut donc la tenter sérieusement en lui proposant nos colonies des Antilles et nos stations dans l'Hindoustan. Si elle consent à cet échange (et je crois qu'on peut l'y amener), elle voudra devenir une puissance maritime de premier ordre et elle aura alors à s'entendre avec l'Angleterre.

« En voilà bien long, et je ne sais trop si j'ai répondu à ta question. Le général X.., qui se souvient de toi, t'envoie une cordiale poignée de main; avant que nos communications soient interrompues, écris-moi et dis-moi comment tu vas. Je ne te dis rien de l'enfer où je suis; dans un tel moment, on ne peut guère parler de soi. »

Flaubert me répondit :

« 27 septembre 1870.

« En réponse à ta lettre du 19, reçue ce matin ; procédons par ordre. D'abord je t'embrasse et te plains de tout mon cœur; après quoi, causons. Depuis dimanche dernier, il y a un revirement général, nous savons que c'est *un duel à mort*. Tout espoir de paix est perdu; les gens les plus capons sont devenus braves; en voici une preuve : le premier bataillon de la garde nationale de Rouen est parti hier, le second part demain. Le conseil municipal a voté un million pour acheter des chassepots et des canons. Les paysans sont furieux. Je te réponds que, d'ici à quinze jours, la France *entière* se soulèvera. Un paysan des environs de Mantes a étranglé un Prussien et l'a déchiré avec ses dents. Bref, l'enthousiasme est maintenant réel. Quant à Paris, il peut tenir et il tiendra. « La plus franche cordialité » règne, quoi qu'en disent les feuilles anglaises. Il n'y aura pas de guerre civile; les bourgeois sont devenus sincèrement républicains : 1° par venette; 2° par nécessité. On n'a pas le temps de se disputer; je crois *la sociale* ajournée pour bien longtemps. Nos renseignemens nous arrivent par ballons et par pigeons. Les quelques lettres de particuliers parvenues à Rouen s'accordent à affirmer que, depuis dix jours, nous avons eu l'avantage dans tous les engagemens livrés aux environs de Paris; celui du 23 a été sérieux. Le *Times* actuellement ment impudemment. L'armée de la Loire et celle de Lyon ne sont pas des mythes. Depuis douze jours, il a passé à Rouen cinquante-cinq mille hommes. Quant à des canons, on en fait énormément à Bourges et dans le centre de la France. Si l'on peut dégager Bazaine et couper les communications avec l'Allemagne, nous sommes sauvés. Nos ressources militaires sont bien peu de chose en rase campagne, mais nos tirailleurs embêtent singulièrement MM. les Prussiens, qui trouvent que nous leur faisons une guerre infâme; du moins, ils l'ont dit à Mantes. Ce qui

nous manque surtout, ce sont des généraux et des officiers. N'importe, on a bonne espérance. Quant à moi, après avoir « côtoyé » ou « frisé » la folie et le suicide, je suis complètement remonté. J'ai acheté un sac de soldat et je suis prêt à tout.

« Je t'assure que cela commence à devenir beau. Ce soir, il nous est arrivé à Croisset 400 mobiles venant des Pyrénées. J'en ai deux chez moi, sans compter deux à Paris; ma mère en a deux à Rouen; C... cinq à Paris et deux à Dieppe. Je passe mon temps à faire faire l'exercice et à patrouiller la nuit. Depuis dimanche dernier, je retravaille et ne suis plus triste. Au milieu de tout cela il y a, ou plutôt il y a eu des scènes d'un grotesque exquis, l'humanité se voit à cru dans ces momens-là. Ce qui me désole, c'est l'immense bêtise dont nous serons accablés ensuite. Toute gentillesse, comme eût dit Montaigne, est perdue pour longtemps, un monde nouveau va commencer; on élèvera les enfans dans la haine des Prussiens! Le militarisme et le positivisme le plus abject, voilà notre lot désormais; à moins que la poudre ne purifiant l'air, nous ne sortions de là, au contraire, plus forts et plus sains. Je crois que nous serons vengés prochainement par un bouleversement général. Quand la Prusse aura les ports de la Hollande, la Courlande et Trieste, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie pourront se repentir. Guillaume a eu tort de ne pas faire la paix après Sedan; notre honte eût été ineffaçable; nous allons commencer à devenir intéressans. Quant à notre succès immédiat, qui sait? L'armée prussienne est une merveilleuse machine de précision, mais toutes les machines se détraquent par l'imprévu; un fétu peut casser un ressort. Notre ennemi a pour lui la science; mais le sentiment, l'inspiration, le désespoir sont des élémens dont il faut tenir compte. La victoire doit rester au droit, et maintenant nous sommes dans le droit. Oui, tu as raison; nous payons maintenant le long mensonge où nous avons vécu, car tout était faux : fausse armée, fausse politique, fausse littérature, faux crédit et même fausses courtisanes. Dire la vérité, c'était être immoral. Persigny m'a reproché tout l'hiver dernier « de manquer d'idéal! » et il était peut-être de bonne foi. Nous allons en découvrir de belles; ce sera une jolie histoire à écrire. Ah! comme je suis humilié d'être devenu un sauvage, car j'ai le cœur sec comme un caillou! Sur ce, je vais me réaffubler de mon costume et aller faire une petite promenade militaire dans les bois de Canteleu. Penses-tu à la quantité de pauvres que nous devons avoir? Toutes les fabriques sont fermées et les ouvriers sans ouvrage ni pain, ce sera joli cet hiver. Malgré tout cela, je suis peut-être fou, *quelque chose me dit* que nous en sortirons. Mes respects au général, et à toi toutes mes tendresses. »

Cette lettre m'affligea, car elle accusait des illusions persistantes

dont le réveil serait dur. Je pus répondre encore; ce que j'écrivis, je l'ai oublié, je sais seulement que je citais à Flaubert une parole de Bossuet : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient. » Rien de ce que Flaubert avait rêvé ne se réalisa, le *quelque chose* qui lui avait promis la victoire s'était trompé; de défaite en défaite on descendit jusqu'à l'endroit où la terre manque sous les pieds. Après s'être emparés d'Amiens, les Allemands marchèrent vers la Normandie pour s'assurer du cours inférieur de la Seine. A Buchy, il y eut un combat; la retraite put s'appeler une déroute; je la vis passer par quatorze degrés de froid, par une nuit claire et mortelle pour de pauvres enfans mal vêtus, mal chaussés, affamés et harassés d'une étape qui semblait ne devoir jamais finir. A Pont-Audemer où nous étions, où les Allemands arrivèrent deux jours après, nous pûmes recevoir, héberger et nourrir ces débris de bataillons mêlés les uns aux autres, s'appelant, se cherchant, ne se reconnaissant pas. La ligne de la Risle ne fut point défendue. La route d'Honfleur qui mène à Caen était ouverte; les Allemands la tâtèrent et ne s'y engagèrent pas; à quoi bon? C'était à Paris que le dénoûment se préparait, à Paris, ville forte de deux millions d'habitans, où la seule difficulté de l'alimentation est une cause de défaite presque certaine : simple question de temps; bien abrités, bien vêtus, bien nourris, les Allemands n'étaient point pressés. A Pont-Audemer, j'étais bien près de Gustave Flaubert; il avait ses devoirs, j'avais les miens plus impérieux de jour en jour, nous ne pûmes même pas nous rencontrer pour nous embrasser.

Après le combat de Buchy, la ville de Rouen se désarma d'elle-même et reçut le vainqueur. Qu'aurait-elle pu faire? Ouverte, tassée au bord de la Seine, entourée de collines qui la surplombent, où nulle fortification ne permet la résistance, abandonnée par nos soldats, elle ne voulut pas s'exposer à une exécution militaire en essayant une défense impossible; elle céda et sauva sa vie; on ne peut l'en blâmer, car, eût-elle arrêté les Allemands, elle ne modifiait en rien les conditions d'incohérence où nous nous débattions. Quand Flaubert apprit que Rouen était occupé et qu'il vit les vedettes prussiennes s'avancer jusqu'à Croisset, il fut saisi de stupeur. Il y a des hypothèses qui semblent inadmissibles, et celle de voir un jour le soldat étranger camper sous ses fenêtres, dans son jardin, dans sa maison, n'avait jamais effleuré sa pensée. Il crut que tout ce qui était chez lui allait être pris, saccagé, détruit; il eut, m'a-t-il dit, un vertige auquel il ne sut pas résister et prenant ses papiers, ses lettres, ses notes, ses livres par brassée, il les jeta au feu. Il ne savait guère lui-même ce qu'il avait anéanti dans cette heure d'effarement; nous avons recherché ensemble un document que je lui avais prêté et dont j'avais besoin; il nous

fut impossible de le retrouver, il me disait : « Je l'ai sans doute brûlé, j'ai brûlé tant de choses! » Les manuscrits de *Novembre*, de la première *Éducation sentimentale*, des deux premiers *Saint Antoine*, de son *Voyage en Corse* ont-ils été réduits en cendres? Je n'en sais rien; je le regretterais, car ces œuvres incomplètes, juvéniles, méritaient d'être conservées. Il est toujours curieux de pouvoir constater comment les esprits d'élite se sont développés et quelle route ils ont prise pour parvenir au sommet où chacun les a applaudis. Nous avions projeté, depuis longtemps, de faire ensemble l'examen de tous nos papiers, afin de voir quels étaient ceux qu'il fallait mettre à néant et ceux qu'il convenait de réserver. C'était une besogne longue et triste; nous l'avons ajournée. La mort n'a pas donné caution à l'ajournement et elle est intervenue avant que notre dessein fût exécuté. Je sais qu'un jour Flaubert voulut faire un choix parmi les lettres qu'il gardait; il se mit à les parcourir, les larmes le gagnèrent; il rejeta tous ces souvenirs, toutes ces émotions au fond du coffre qui leur servait de tombeau et n'y toucha plus.

Le séjour des soldats allemands dans sa maison lui fut très douloureux. A la souffrance, à l'humiliation de la défaite s'ajoutait une irritation dont il n'était pas le maître et qu'il dissimulait de son mieux sans pouvoir y parvenir. Pour sa nature primesautière et exubérante la contrainte fut excessive et elle eut un résultat lamentable. La maladie nerveuse qui était en rémittence depuis sept années le reprit et lui rapporta les angoisses dont il était désaccoutumé. Il en avait contracté quelque chose d'inquiet et d'impatient qu'il garda jusqu'à son dernier jour. L'invasion qui avait été pour lui immédiate et tangible, le retour de son mal, semblaient se mêler dans sa pensée et formaient contre les Allemands un seul et même grief dont il souffrit parfois jusqu'à en crier. Il combattait ce sentiment, et quoique les idées ambiantes aient toujours eu beaucoup d'influence sur lui, il essayait de se calmer et de réagir contre une impression qu'il trouvait indigne d'un esprit élevé, familiarisé avec l'histoire, équitable et qui sait que, jusqu'à présent du moins, la guerre paraît être une nécessité de l'existence même des peuples. Un jour, chez moi, à Paris, trois ou quatre ans après la guerre, notre causerie nous avait ramenés à cette époque, et il me racontait, pour la vingtième fois peut-être, l'émotion poignante qu'il avait éprouvée en apercevant, sur le chemin de halage de Croisset, briller au soleil la pointe d'un casque prussien. Il avisa sur ma table le second volume des *Conversations de Goethe*, il le saisit avec empressement, l'ouvrit, le feuilleta comme s'il y eût cherché une phrase restée dans sa mémoire et me dit : « Ah! que je voudrais être dans l'état de cet olympien! c'était un homme,

celui-là, et ses nerfs obéissaient à son cerveau. Écoute ceci : « La haine nationale est une haine particulière. C'est toujours dans les régions inférieures qu'elle est la plus énergique, la plus ardente, mais il y a une hauteur à laquelle elle s'évanouit; on est là, pour ainsi dire, au-dessus des nationalités et on ressent le bonheur ou le malheur d'un peuple voisin comme le sien propre. Cette hauteur convenait à ma nature, et longtemps avant d'avoir atteint ma soixantième année, je m'y étais fortement attaché. » Il rejeta le livre et dit : « Il paraît que cette hauteur ne convenait pas à ma nature, car je n'y suis pas encore arrivé. Bah! j'y parviendrai peut-être. »

La littérature, au milieu même des tourmens qui l'assaillirent pendant la guerre, ne cessait de le préoccuper et les événemens se concrétaient en lui sous forme de romans ou de scènes de théâtre. Il regrettait d'avoir terminé trop tôt *l'Éducation sentimentale*; la guerre, l'invasion, la capitulation de Sedan lui eussent apporté un dénoûment, un dernier tableau comme il disait, qu'il se désolait de n'avoir pas eu à utiliser. Il me disait : « Te figures-tu le parti que l'on pourrait tirer de certains incidens? Tiens, en voilà un qui est d'un joli calibre, — c'était un de ses mots favoris. — La capitulation est signée, l'armée est prisonnière à Sedan : l'empereur, — il l'appelait par son surnom, — l'empereur, écroulé dans un coin de sa grande calèche, morne, les yeux ternes, fumant une cigarette par contenance, impassible avec une tempête qui se déchaîne en lui; à ses côtés, ses aides-de-camp et un général prussien. Tout le monde est silencieux, les regards sont baissés, chacun souffre. A la bifurcation d'une route, on est coupé par une colonne de prisonniers qui défile, sous la conduite des uhlans, le chapska sur le coin de l'oreille, la lance en arrêt. La voiture est obligée de s'arrêter devant le flot humain qui s'avance au milieu d'un nuage de poussière que le soleil rend tout rouge. Les hommes passent, traînant les pieds, les épaules ramenées en avant. De son regard atone l'empereur contemple cette foule; quelle revue! Il songe aux tambours qui battaient, aux étendards qui s'inclinaient, aux généraux chamarrés qui le saluaient de l'épée, à sa garde qui criait : « Vive l'empereur! » Un prisonnier le reconnaît et le salue, puis un autre, puis encore un autre. Tout à coup, un zouave sort des rangs, lève le poing et crie : « Ah! te voilà, misérable! c'est toi qui nous as perdus! » et dix mille hommes hurlant des insultes, agitant les bras, crachant sur la voiture, passent comme un ouragan de malédictions. Lui, cependant, toujours immobile, ne disant pas un mot, ne faisant pas un geste, pense : « Et voilà ceux que l'on appelait mes prétoriens! » Hein! que dis-tu de la scène, elle est corsée, n'est-ce pas? C'eût été un rude tableau final pour *l'Éducation*; je ne me console pas de l'avoir manquée; mais je la placerai quelque part, dans un roman que je ferai sur l'empire avec les soirées de

Compiègne, où les maréchaux, les sénateurs, les ambassadeurs faisaient cliqueter leurs décorations en se penchant jusqu'à terre pour baiser la main du prince impérial. Ah! il y a de fameux livres à faire sur cette époque, et peut-être, après tout, le coup d'état et ce qui s'en est suivi n'aura d'autre résultat, dans l'harmonie universelle, que de fournir des scénarios intéressans à quelques bons manieurs de plume. » Lorsqu'il entamait ce sujet, il était intarissable.

Bien souvent il m'a dit que c'étaient les combinaisons littéraires qui l'avaient sauvé du désespoir pendant que les soldats allemands rôdaient dans son jardin et dormaient sous son toit. J'avais espéré pouvoir rentrer à Paris en passant par Rouen, courir à Croisset, embrasser Flaubert et reprendre ma route. Cela fut impossible et il me fallut revenir sans l'avoir vu, sans m'assurer par moi-même de son état physique et surtout de son état moral. Les chemins de fer avaient interrompu leur service, les diligences n'existaient plus, je voyageais à petites journées, par la neige et le froid, traversant les pays occupés et écoutant avec ahurissement les gens des villages et des villes me dire : « Paris est sorti en masse, a écrasé les Prussiens et marche pour protéger Le Havre. » Paris avait capitulé à son dernier morceau de pain et j'étais parti dès que j'en avais appris la nouvelle. Des troupes allemandes se massaient autour de Saint-Germain, le ravitaillement était interrompu, car on venait d'avoir connaissance d'un télégramme de Léon Gambetta qui repoussait l'armistice et recommandait la continuation des hostilités. 150,000 kilogrammes de farine, près d'être expédiés à la ville affamée, étaient retenus à Saint-Germain; les camions envoyés par les administrations de chemins de fer allaient rentrer à vide. Je n'avais point de laisser-passer et nul ne pouvait pénétrer dans Paris sans cette paperasse. Je pus m'arranger avec un surveillant de camions; les miens et moi nous fûmes « ramassés » en route; nous passâmes la nuit au rond-point de Courbevoie, secoués par un cheval qui essayait de briser son entrave, cachés sous des bâches pour éviter le regard des patrouilles de cavaliers ennemis et, le lendemain, vers onze heures du matin, nous avions franchi le pont de Neuilly. Dès que j'eus pris pied chez moi, je sortis et j'allai sur le boulevard des Batignolles voir l'aspect de Paris. Dans un grand terrain vague qui est tout ce qui reste du cimetière des Errancis, j'entendis un bruit de voix, j'approchai. Une centaine de gardes nationaux étaient réunis; faisaient-ils l'exercice et se préparaient-ils aux jeux de la guerre? Non : ils se préparaient au jeu du bouchon. Un d'eux parcourait les rangs et disait : « Voyons, dépêchons-nous, la partie ne pourra commencer que lorsqu'il y aura 100 francs de paris; il manque 15 francs. » Trois de ces héros remirent chacun cent sous et la partie commença.

Je me sauvai. Je venais de comprendre pourquoi la défaite était si profonde. Cela ne rappelle-t-il pas le siège de Paris et la retraite de Marphise racontés par l'Arioste : « Pour la timide populace peu disposée à s'exposer au danger, elle se contentait de crier de loin : « Courage, amis ! courage ! »

XXX. — LES DERNIÈRES TOMBES.

Je n'ai point quitté Paris pendant la durée de la commune; j'ai raconté une partie de ce que j'en sais. Flaubert m'écrivait : « Es-tu arrêté? » Je lui répondais : « Pas encore. » Il s'en fallut de peu; mais le comité de salut public y mit de la négligence. L'ordre de m'écrouer à Mazas, signé de Gabriel Ranvier et de Gambon, fut expédié le 22 mai. A ce moment, « les Versaillais » étaient chez moi; les communards s'y sont pris trop tard. Contrairement à mes habitudes sédentaires, je sortais beaucoup pendant ces jours de folie furieuse et je rencontrais peu de personnes de connaissance, car tout le monde s'était évadé de la ville impie qui se préparait à se brûler sous les yeux des Allemands. Un jour, cependant, vers le commencement du mois de mai, passant au coin de la rue du 4 septembre et de la place de la Bourse, je me trouvai face à face avec Auber, que j'avais connu chez Pradier. Il avait alors quatre-vingt-six ans. La dernière fois que je l'avais aperçu, il était au milieu d'un froufrou de robes de soie parmi lesquelles il ne semblait pas se déplaire. C'était toujours cet homme correct, propret, élégant, malgré son grand âge; mais l'expression de son visage avait une sorte de résignation désespérée; il était comme tassé sur lui-même et nul sourire n'effleura ses lèvres lorsque nous nous serrâmes la main. Nous parlâmes de l'heure présente; il levait les épaules avec un geste où il y avait plus encore de dégoût que de découragement; il me disait : « J'avais neuf ans, je m'étais sauvé du magasin de mon père, qui était marchand d'estampes, et j'ai vu passer la voiture dans laquelle était enfermé Louis XVI, le 21 janvier 1793. Je me rappelle bien la révolution; nous ne mangions pas tous les jours à notre appétit; le pain manquait souvent à la maison, c'était sinistre, mais c'était moins criminel, c'était moins bête que ce que l'on fait aujourd'hui. » Longtemps nous causâmes; en le quittant, je lui dis : « Au revoir! » Il secoua la tête : « Non, adieu; je suis sur mes fins; le vieux cerf est forcé; je mourrai mercredi ou jeudi prochain. » Il se tint parole; le jeudi 11 mai, il était mort doucement, comme un homme qui s'endort de fatigue. « La tâche de la longue journée est finie, il est temps d'aller dormir, » a dit Shakspeare. Ce fut un maître charmant, d'une inépuisable fécondité, vers lequel les compositeurs d'aujourd'hui regar-

dent avec dédain; *la Muette* leur semble « démodée; » *le Domino noir* leur paraît un ramassis d'ariettes vieillotes. Pour eux, Auber n'est pas assez savant; à cette heure, la musique n'est plus un art, c'est une science. Euterpe ne tient plus la viole qui chante; elle remue la machine à calculer; écouter un opéra nouveau ou entendre la lecture des tables de logarithmes, c'est tout un. La mélodie a été conspuée; c'est une personne susceptible et pudique, elle s'est enfuie; quand on l'appelle, elle ne vient plus, elle laisse les gens plongés dans leurs équations et le bruit qu'ils font est couvert par la sonorité des bâillemens publics.

Lorsque l'armée française eut mis fin à la commune et que la ville à demi détruite se réveilla du cauchemar qui l'avait oppressée, on vint de l'étranger, on vint de la province pour regarder les blessures que Paris s'était faites à lui-même. Flaubert accourut moins pour voir des ruines que pour embrasser ceux qu'il aimait. Il croyait avoir souffert de la guerre plus que nul autre. Je n'essayai pas de lui retirer cette illusion. En contemplant les monumens incendiés, en écoutant le récit des crimes de la commune, il répétait : « Quelles brutes! quelles brutes! » Puis il retourna promptement à Croisset, car le dégoût le débordait à la vue de tant d'inepties. Un jour que j'étais dans la rue de Lille, debout devant les décombres noircis, je vis venir Théophile Gautier, appuyé sur le bras d'un de nos amis communs. Ah! le pauvre Théo! Comme il était changé; tirant la jambe, appesanti, la joue pendante, les paupières bouffies, la pâleur du visage plus profonde encore que de coutume, les lèvres entr'ouvertes comme pour un cri d'indignation, il leva les bras en me voyant et me cria : « Et c'est ce troupeau de malandrins, de cagous, d'incendiaires et de meurtriers qui s'appelle le peuple souverain! » Il marcha jusqu'au palais du conseil d'état; il gravit péniblement l'escalier rompu par les flammes, encombré par les débris tombés des voûtes et, regardant les restes des peintures de Chasseriau, il y chercha une image qui lui était chère; il la découvrit presque intacte, par miracle protégée contre le pétrole, et il eut un mouvement de joie. Longtemps il resta à la contempler, comme si toute sa jeunesse évoquée du milieu de ces pans de murs écroulés lui eût apparu et lui eût parlé des choses d'autrefois. Il me disait : « Je suis saturé d'horreur; je n'ai plus qu'un besoin, me coucher sur le dos et dormir; et il faut faire de « la copie » pour ne pas crever de faim. Si je connaissais un bon Turc qui aimât les vers français, j'irais m'établir chez lui à Constantinople; en échange de quelques sonnets à la gloire du Prophète, je lui demanderais un plat de pilaw pour manger, un tchibouck pour fumer, un tapis pour m'étendre et je tâcherais d'oublier que j'appartiens aux races d'Occident, à ces races qui tuent, qui brûlent, qui volent et qui disent :

Je suis la civilisation, tandis qu'elles ne sont que la bêtise et la férocité. » Il était ému : « Je ne voudrais pas mourir, reprenait-il, mais je voudrais être mort. Ah! que notre pauvre Louis a eu d'esprit de s'en aller et de ne pas assister à ces misères! Nous avions de l'imagination au temps des beaux jours de *Hernani* et du *Roi s'amuse*, mais moins que ces gorilles qui se croient des Sardanapales parce qu'ils ont brûlé la maison du voisin et se sont sauvés. » Nous restâmes longtemps à causer sur le quai d'Orsay; il s'ouvrait tout entier et me racontait sa vie, c'était lamentable. Encore une fois et à un âge où l'on ne remonte plus les pentes, il était redescendu au plus bas. La révolution de 1848 l'avait frappé au moment où une certaine aisance acquise par le travail lui permettait d'établir sa vie dans des conditions supportables; il s'était remis à l'œuvre patiemment, courageusement; pierre à pierre il avait reconstruit son édifice et lorsqu'il était parvenu à lui donner quelque ampleur et quelque solidité, la révolution du 4 septembre détruisait le refuge où il comptait abriter sa vieillesse. Il était triste, sans amertume; ses chagrins se doublaient d'irritation domestique, d'humiliations, de fréquentations forcées dont il me parla longuement et que je n'ai point à raconter. Puis revenant aux difficultés de son existence, à la malchance qui semblait le poursuivre, il ajoutait : « J'étais un poète, les gouvernemens ne l'ont pas su et, du reste, ils ne s'en souciaient guère; si je n'avais pas eu mon feuilleton de théâtre, comment aurais-je pu vivre? » Ceci est strictement vrai et n'est point à l'honneur des nombreux régimes dont Gautier a vu la naissance et la chute. Képler faisait des livres d'astrologie pour gagner de quoi manger et poursuivre ses travaux d'astronomie; il disait : « La fille bâtarde nourrit la fille légitime. » Théophile Gautier aurait pu en dire autant; pour lui, c'est la critique dramatique qui a nourri la poésie. Or cette critique dramatique, inutile, sans portée d'avenir, sans autre intérêt qu'un intérêt éphémère, a pris son temps et l'a détourné d'œuvres plus sérieuses. Si, au lieu des douze ou quinze cents feuilletons qu'il a brochés dans *la Presse*, dans *le Moniteur universel*, dans le *Journal officiel*, il eût composé cinq ou six mille vers de plus, la France y eût gagné et la besogne dramatique n'y eût rien perdu. Napoléon III s'était rendu compte de cette situation précaire des poètes, qui ne peuvent guère s'abandonner à la poésie qu'à la condition de demander des moyens d'existence à la prose et il avait résolu d'en choisir six auxquels une pension de 6,000 francs serait accordée sur sa cassette; Théophile Gautier était du nombre, il le savait et s'estimait heureux d'être débarrassé de quelques soucis dont la persistance interrompait souvent ses entretiens avec la muse. Malheureusement on dressa par ordre alphabétique la liste des

futurs pensionnés. Les deux premiers qui furent consultés étaient riches ou hautains; ils repoussèrent les présens d'Artaxercès. On craignit que l'exemple ne fût contagieux; le projet fut abandonné et Gautier eut un déboire de plus dans une existence qui n'en manqua jamais. Dans les dernières années de l'empire, grâce à certaines combinaisons bienveillantes, on était arrivé à lui créer une situation convenable qui lui permettait de vivre sans trop de peine et qui, — il me le disait lui-même, — lui donnait la faculté d'être malade pendant huit jours sans se voir affamé.

Sauf certaines exceptions, tellement rares que, de notre temps, deux noms les résumeraient, — Lamartine et Hugo, — les poètes ne peuvent gagner le pain quotidien : ou ils sont réduits à brocher des traductions, des articles *variétés*, ou l'on en fait des bibliothécaires au service du public et à 3,000 francs d'appointemens par an. Et qu'on ne dise pas que j'exagère! Dans la semaine qui précéda sa mort, c'est-à-dire à l'heure où sa célébrité était devenue universelle, Alfred de Musset reçut une offre de son éditeur; il faut écouter ce qu'en dit son frère : « Il regretta de n'avoir point accepté la proposition de son libraire, qui lui demandait la cession complète et à perpétuité de la propriété de tous ses ouvrages moyennant une pension viagère de 2,400 francs (1). » Il serait superflu d'insister; il s'agit d'Alfred de Musset. On peut deviner ce que Théophile Gautier aurait eu en partage si, comme son tempérament l'y portait, il eût abandonné la prose pour les vers. Ernest Renan a dit : « Les choses de l'âme n'ont pas de prix; au savant qui l'éclaire, au prêtre qui la moralise, au poète et à l'artiste qui la charme, l'humanité ne donnera jamais qu'une aumône totalement disproportionnée avec ce qu'elle reçoit. »

Comment se peut-il qu'un pays comme la France, qui a la prétention d'être assez riche pour payer sa gloire, n'ait pas encore compris qu'il y va de son honneur de ne pas laisser tomber dans l'obligation des œuvres infimes les hommes qui peuvent créer des œuvres supérieures? Je suis désintéressé de toute manière dans cette question, et c'est pourquoi je me permets d'y toucher. Si une dizaine de poètes recevaient, chaque année, une douzaine de mille francs, notre budget ne serait pas trop surchargé pour avoir 120,000 francs de plus à la dépense, et on ferait une action à la fois généreuse et utile. Seulement il faudrait obtenir, — et ce ne serait pas facile, — que l'on appréciât le mérite de l'écrivain en dehors de ses opinions politiques. Si Alfred de Musset, si Théophile Gautier, si Gustave Flaubert, lorsqu'il fut ruiné, avaient reçu chacun une pension suffi-

(1) Paul de Musset, *Biographie d'Alfred de Musset, sa vie et ses œuvres*; Paris, 1877, p. 333.

sante, c'eût été pour le plus grand bénéfice de la littérature française. Je ne les classe pas, je les nomme; il est indiscutable que chacun d'eux a fait preuve d'un talent dont une nation a le droit d'être fière. Que l'on n'imagine pas que, s'ils avaient eu des « rentes, » ils eussent cessé de travailler; ils n'étaient pas plus maîtres de ne pas produire que le prunier n'est maître de ne pas porter de prunes; la production, pour certains cerveaux, est une nécessité à laquelle il est impossible de se soustraire.

En causant avec moi, Gautier revenait sur les événemens de son existence; c'était comme un *miserere*. Il n'avait que deux souvenirs vraiment doux, souvenirs de liberté, d'expansion, d'affranchissement, disait-il; c'était celui qui se rapportait à son voyage d'Espagne, en 1842, et celui qui lui rappelait son séjour à Venise, en 1850, avec Louis de Cormenin; hors de là, il ne trouvait que de la tristesse; même dans ses heures de folie ou de passion pendant lesquelles il prétendait avoir forcé les portes du paradis de Mahomet, il constatait des minutes d'amertume qui troublaient sa quiétude. Gautier, malgré sa force extraordinaire et l'ampleur de ses désirs, était un rêveur égaré au milieu d'une civilisation agitée, implacable, qui passait à côté de lui, sur lui, le foulant aux pieds sans même s'en apercevoir et sans qu'il s'en plaignît. Il se sentait, non pas incompris, mais en dehors du monde où le hasard l'avait jeté; aussi, par une sorte de pudeur farouche, qui, souvent, dégénérait en timidité, il ne se lamentait pas. A quoi bon? On ne l'eût pas entendu, et il le savait. Parfois il s'écriait : « Pauvre Théo! » et nous, qui le connaissions, nous savions ce que cette exclamation contenait de douleurs comprimées. Ses rêves allaient loin, si loin que, sachant bien que la vie fantastique qu'il avait entrevue dans ses songes n'était point de ce monde, il se contentait de l'existence médiocre à laquelle il était condamné. Ses aspirations vers la richesse, vers la puissance étaient nulles ou à peu près. Un jour, je lui demandai : « Quel don aurais-tu voulu posséder? » Il me dit : « La beauté. » Cela est singulier, car il fut très beau, quoique un peu engorgé dès sa jeunesse. En vieillissant, il s'épaissit et se déforma, et puis trop de soucis pesaient sur lui et lui modelaient le visage d'une main rude. Sa crainte de la mort, qui fut réelle et dont il ne se cachait guère, était surtout faite de l'horreur que lui inspirait la dissolution de l'être humain. Jamais il n'était entré à la Morgue; la vue d'un malade amaigri lui était plastiquement désagréable, les cheveux blancs lui semblaient un commencement de décomposition; tout ce qui lui rappelait que « la poudre retourne à la poudre » lui causait une impression désagréable.

La guerre, la révolution du 4 septembre, la commune ont porté à Théophile Gautier un coup dont il a toujours souffert; il a traîné

ou plutôt il s'est traîné jusqu'à la tombe, languissant, enveloppé d'ombre, parlant peu et n'ayant plus guère que des regrets. Un billet, qu'il m'écrivit cinq ou six mois avant sa mort pour me charger d'une mission confidentielle, se terminait par ces mots : *Delenda spes* (Il faut détruire l'espérance). Les chagrins, l'incertitude du lendemain, l'absence de halte dans sa vie d'un labeur incessant le poignaient et lui causaient plus d'angoisses qu'il ne convenait à sa sérénité voulue d'en laisser paraître. L'anémie s'empara de lui ; il devint faible : physiologiquement tout indique qu'il eut pendant son sommeil un choc congestif dont il ne s'aperçut pas, mais dont les effets ne furent que trop réels. Il fut frappé de paralysie partielle ; certains mots lui échappaient ; il les cherchait et ne les trouvait plus. La poitrine commença à mal fonctionner, le cœur, trop gras, se soulevait avec peine ; une phtisie rénale, — la maladie des moribonds, — se déclara et, le 23 octobre 1872, le pauvre Théo s'endormit pour ne plus s'éveiller, sans affres, sans angoisses, sans agonie. Je voyageais loin de la France à ce moment ; c'est dans une gare de chemin de fer, en achetant un journal étranger, que j'appris la mort du poète que j'aimais et avec lequel j'avais jadis vécu dans une étroite intimité. Ma douleur fut d'autant plus vive que j'en fus inopinément saisi et que rien ne m'avait préparé à une fin que la force colossale de Gautier ne faisait point présager. Les souvenirs affluèrent en moi ; je revis le petit hôtel de la rue Lord-Byron, où je l'avais rencontré pour la première fois, et l'appartement de la rue Rougemont, où l'état-major de la garde nationale le fit arrêter, et l'appartement de la rue Grange-Batelière, où les violonistes hongrois venaient jouer des marches héroïques, et la maison de Neuilly, la dernière étape, que la commune ne respecta guère et où il devait mourir. Je me rappelai nos promenades à Genève en regardant les eaux bleues du lac et les longues causeries sur le boulevard en revenant du théâtre, et nos bavardages, et nos projets, et nos amitiés communes, et nos discussions esthétiques. Je trouvais qu'il est dur de ne plus se retourner sur sa route sans y voir la profusion des croix funèbres qui marquent la place où dorment ceux dont on a été le compagnon ; je pensai qu'il était lamentable de vieillir à travers des regrets et que ceux qui sont délivrés ne sont pas à plaindre.

Elle est permanente et active cette délivrance qui enlève l'homme à la terre, tout en le laissant dans le cœur de ses amis ; c'est là qu'est le véritable cimetière et nous finissons par n'être plus que des nécropoles où nous nous entretenons avec ceux que l'on n'aperçoit plus. Les morts s'y pressent, mais il y a toujours de la place ; le souvenir est hospitalier, il ne repousse personne. Il n'y a pas de fosse commune, chacun a sa tombe particulière, les chers morts en sortent souvent, ils secouent leur linceul et nous parlent.

Qui es-tu, toi qui m'appelles? — C'est toi, pauvre petit, as-tu peur que je ne t'oublie, toi le fils de mon vieux camarade, toi, Henri-Charles Read, qui es parti sur l'aile de ta dix-huitième année? Te souviens-tu quand tu vins passer trois semaines auprès de moi à la campagne, comme tu avais de beaux airs étonnés et de grands éclats de rire aux histoires que je te racontais! comme tu étais jeune, déjà réfléchi, regardant avec admiration les arbres verts qui ondulent sur la montagne, t'éprenant de tout et aspirant la vie avec une ardeur contenue? On eût dit que la pudeur de la mort t'avait déjà touché. Ta pâleur et la dilatation de tes pupilles m'inquiétaient, mais toute prévision sinistre s'envolait quand je te regardais vivre. Comme tu étais doux et comme ta naïveté était sincère! Tu avais des curiosités qui te tenaient en éveil, et tout ce que tu aurais bien voulu savoir se formulait en vers que tu n'osais montrer, parce que tu avais défiance de toi-même, et tu te défiais de toi parce que tu avais une valeur sérieuse. Te rappelles-tu que tu m'accompagnais à la chasse, que tu étais l'ami de Galba et de Falco? te rappelles-tu que je t'ai fait tirer ton premier coup de fusil et que je ne l'ai pas reçu, — ce qui t'a étonné, et moi aussi? Tu courais dans les hautes herbes avec la rapidité de ton adolescence; quand le soleil descendait à l'horizon et que la fumée des chaumières montait vers le ciel, tu me récitais les vers de Virgile. Dans ce souvenir des lettres immortelles qui s'élevait en toi, semblable au parfum des fleurs nouvellement cueillies, ne m'as-tu pas dit : *Et si fata aspera rumpas!* c'est de toi que tu parlais. Tu es venu et tu t'en es allé. Tu es resté juste le temps de faire quelques vers, comme ces oiseaux de passage que l'on entend dans une matinée du mois de mai, dont le chant nous émeut, qui partent et que jamais l'on ne revoit. Quand ton âme charmante s'est envolée vers les hauteurs, quand tu as quitté la maison où, depuis ton départ, chacun est resté orphelin, ceux qui t'adoraient ont rassemblé les objets que tes mains avaient touchés pour en faire des reliques; ils ont découvert les papiers que tu cachais avec tant de soin et ils ont vu que leur fils, que leur frère, était un poète. Le savais-tu, cher enfant? savais-tu que dans ce petit volume de poésies posthumes il y a des pièces exquises et que l'une d'elles doit être citée (1), car elle exprime avec force les sentimens confus dont les jeunes cœurs sont tourmentés :

Je crois que Dieu, quand je suis né,
Pour moi n'a pas fait de dépense
Et que le cœur qu'il m'a donné
Était bien vieux, dès mon enfance.

(1) Henri-Charles Read, *Poésies posthumes*, 1874-1876; Paris, A. Lemerre, 1879.

Par économie il logea
Dans ma juvénile poitrine,
Un cœur ayant servi déjà,
Un cœur flétri, tout en ruine.

Il a subi mille combats,
Il est couvert de meurtrissures,
Et cependant je ne sais pas
D'où lui viennent tant de blessures.

Il a les souvenirs lointains
De cent passions que j'ignore,
Flammes mortes, rêves éteints,
Soleils disparus dès l'aurore.

Il brûle de feux dévorans
Pour de superbes inconnues,
Et sent les parfums délirans
D'amours que je n'ai jamais eues!

O le plus terrible tourment !
Mal sans pareil, douleur suprême!
Sort sinistre! aimer follement,
Et ne pas savoir ce qu'on aime!

L'enfant qui a fait de tels vers, à l'âge de dix-sept ans, était un poète. Ernest Renan a écrit : « La nature est d'une insensibilité absolue, d'une immoralité transcendante. » Oui, et cette immoralité s'étale dans toute son horreur lorsque l'on voit disparaître des créatures à peine écloses à la vie et si particulièrement douées. On reste confondu et indigné de comprendre qu'une défaillance de la matière suffit à détruire les facultés les plus belles et anéantit des espérances qui déjà devenaient des réalités. Les lettrés peuvent pleurer la mort de Charles Read, il eût été un des leurs et non l'un des moins vaillans.

J'avais envoyé ce petit volume posthume à Flaubert, qui m'avait écrit : « Si les conscrits partent les premiers, la place va donc rester vide, car les capitaines vieillissent et ne vont pas tarder à plier bagage. » Il ne croyait pas si bien dire; son heure était marquée. Pour lui, comme pour tant d'autres, tout s'était rembruni depuis la guerre. L'ennui le dévorait; de plus en plus, le labeur devenait difficile; rien ne le contentait plus, il s'épuisait en ratures, il me l'avait dit, et rien n'était plus vrai. En septembre 1871, il m'écrivait : « Le travail auquel je me livre, outre qu'il est fort difficile en soi, me donne de telles *saouleurs* que j'ai perpétuellement comme un sanglot dans la gorge ; sans compter les maux de tête qui ne me quittent plus. J'ai peur de tourner à l'hypocondriaque. Quand je sors de mon cabinet, c'est pour manger avec

ma mère, qui n'entend plus du tout et qui ne s'intéresse absolument qu'à sa santé; voilà l'aimable existence que je mène. » Son existence était dure, en effet, et il la rendait plus pénible encore par son mode de vivre. Sa claustration était complète et le seul exercice qu'il faisait était de descendre à la salle à manger et d'en remonter. Dans son cabinet, où brûlait un feu énorme dès que la température se refroidissait, vêtu d'immenses pantalons, retenus par une mince cordelette en soie et d'un peignoir toujours ouvert, il restait incliné sur sa table, maugréant contre les substantifs rebelles, contre les répétitions de mots, contre les assonances, jetant sa plume de colère, s'étendant sur son divan, y dormant une demi-heure, se relevant, fumant pendant cinq minutes, reprenant sa phrase interrompue, tirant machinalement sa longue moustache et se désespérant de la difficulté d'un art qu'il eût voulu pousser au-delà de la perfection. La journée, la soirée, une partie de la nuit s'écoulaient ainsi dans une irritation perpétuelle; vers trois heures, quatre heures du matin, il ouvrait sa fenêtre pendant quelques instans, regardait couler la Seine, aspirait une bouffée d'air et s'en allait au lit, où son sommeil agité ne le reposait guère. Son travail l'y poursuivait. Dans ses rêves il dictait, il criait des phrases et se réveillait avec un battement de cœur. Le lendemain, il recommençait, et toujours ainsi; il s'épuisait; il a fallu sa vigueur extraordinaire pour résister à cette existence sans repos; c'est celle que nous menions quand nous étions jeunes et que nous étions réunis à Croisset ou à Rouen, c'est celle qu'il a menée jusqu'à la fin de sa vie et à laquelle j'ai renoncé depuis longtemps déjà. La nuit, le travail s'emporte de lui-même et devient fiévreux; le cerveau a besoin d'être clarifié par la lumière du jour.

Flaubert, qui se plaignait des infirmités de sa mère, n'allait pas tarder à regretter de n'avoir plus à les soulager. Le 6 avril 1872, il m'écrivit : « Ma mère vient de mourir. Depuis lundi dernier, je n'ai pas fermé l'œil; je suis brisé. Comme j'ai pensé à toi et à tout le passé cette semaine! Je t'embrasse, mon cher Maxime, mon vieux compagnon. » Gustave adorait sa mère et ne la quittait pas, vivait près d'elle et pour elle. Ce qu'il avait considéré comme un devoir après la mort de son père était devenu un besoin impérieux; il se sentait inquiet, presque malheureux loin d'elle; seul, je sais les sacrifices qu'il lui a faits et qu'il n'a jamais regrettés. Ce géant impétueux, impérieux, bondissant à la moindre contradiction, fut le fils le plus respectueux, le plus doux, le plus attentif qu'une mère ait pu rêver. Il se révoltait parfois, dans notre intimité, de ce qu'il appelait sa servitude; lorsque cette servitude lui manqua, il ne se consola pas de l'avoir perdue. Il écrivait à un de nos amis : « Ma vie est complètement bouleversée; il va falloir m'en refaire une autre,

et c'est dur à cinquante ans. » Du reste, le sentiment de la famille était très développé chez lui; il y trouva la ruine. A partir de ce moment, son existence flotta, le point central qui toujours l'avait retenu lui faisait défaut; sa solitude devint plus profonde, — il disait : « plus âpre; » il ne quittait guère Croisset que pour deux ou trois mois qu'il passait à Paris, se lamentant des visites qu'il était obligé de faire ou de recevoir, et venant souvent me voir le lundi, dans la journée, afin de « vider son sac, » comme il disait, c'est-à-dire se plaindre des sornettes qu'il avait été forcé d'entendre et qui l'exaspéraient d'autant plus qu'il les supportait sans y répondre. Il se hâtait de retourner à la campagne et d'y chercher le repos; il y trouvait l'ennui et les rêveries qui le reprenaient. Il m'écrivait : « Ah ! pauvre cher ami, si tu savais comme dans ma solitude, je pense au vieux temps et par conséquent à toi ! l'océan des souvenirs me submerge, je m'y noie. » A une femme de ses amies il disait dans une lettre : « Ma vie est d'une platitude continue. Je ne vois personne et je m'en trouve bien, étant devenu complètement insociable. Je converse avec mon chien et tous les jours je tire ma coupe dans la rivière; telles sont mes distractions. » Il avait publié *la Tentation de saint Antoine*, troisième manière : long dialogue à la fois lyrique et savant qui, disait-il, devait être si rapide qu'il produirait l'effet d'une vision. Depuis longtemps, depuis les jours de sa vingtième année le théâtre le tentait; il voulait parler directement à la foule par l'intermédiaire des acteurs et être témoin des émotions qu'il pouvait soulever. Il fit une pièce en trois actes : *le Candidat*, mœurs modernes, mœurs électorales, effet de comique cherché dans des situations analogues et contradictoires. J'étais au Vaudeville pendant la première représentation; le cœur me battait haut, car j'avais vu la répétition générale et je n'étais pas rassuré. Le premier acte fut bien accueilli; le nom de l'auteur, qui était connu, ce que l'on disait de son talent, de son caractère, de sa bonté disposaient favorablement le public. Le second acte eut des oscillations inquiétantes; au troisième acte, tout s'écroula. Flaubert avait transporté une étude psychologique faite de nuances et de détails sur le théâtre, où les situations les plus grosses doivent être grossies encore pour être comprises. L'échec fut complet. Je redoutais qu'il ne fût pénible à Flaubert et qu'il n'augmentât l'amertume où il plongeait souvent jusqu'au cœur; je m'étais trompé. Il supporta vaillamment sa déconvenue. Il dînait chez moi avec quelques amis, le jour de la seconde représentation; il fut d'une gaîté un peu forcée, mais de bon aloi et quand, pour pallier sa défaite, on lui disait : « La pièce se relèvera d'elle-même et aura du succès; » il répondait : « La pièce sera outrageusement sifflée ce soir, je la retirerai et elle ne paraîtra plus sur l'affiche. » Il le fit

simplement comme il l'avait dit, et le lendemain *le Candidat* n'était plus au répertoire (1). Cette comédie qu'il avait faite avec une rapidité extraordinaire pour lui, — en moins de six semaines, — avait été une sorte de distraction à un travail qui l'occupait depuis longtemps déjà et auquel il se reprit avec ardeur. Il mettait à exécution un ancien projet de sa jeunesse et il écrivait cette histoire de deux commis dont il m'avait déjà parlé en 1843. Je la rappelle en un mot. Deux expéditionnaires héritent d'une petite fortune, réalisent leur rêve qui était de vivre ensemble à la campagne, et finissent par s'ennuyer tellement de leur oisiveté qu'ils ne trouvent d'autres moyens de se distraire que de copier à tort et à travers tout ce qui leur tombe sous la main. C'était un sujet de nouvelle. Mais par sa longue gestation ce sujet s'était développé dans des proportions démesurées, ajoutant chaque jour quelque nouvel épisode au projet primitif. Flaubert se résolut à écrire un livre qui, dans sa pensée, eût été l'encyclopédie de la bêtise humaine. Lorsque je lui disais : « Je ne vois pas nettement ce que tu veux faire, » il me répondait : « Je veux produire une telle impression de lassitude et d'ennui qu'en lisant ce livre, on puisse croire qu'il a été fait par un crétin. » Singulière ambition, qui était sincère. Il se mit à l'œuvre et éprouva lui-même un ennui si tenace à raconter les actes des deux imbéciles dont il s'était constitué l'historien, qu'il ne put continuer et abandonna son travail. Comme un homme qui prend un bain parce qu'il s'est laissé choir dans la poussière, il se rejeta vers les expansions lyriques, où il trouvait à déployer toutes ses facultés, et il écrivit *Hérodias*, puis *Saint Julien l'Hospitalier* et enfin *un Cœur simple*, où il ressaisissait en partie la force analytique qui avait assuré le succès de *Madame Bovary*. Le volume des *Trois Contes* est une des œuvres excellentes de Flaubert. Là il se possède tout entier, se répand à sa guise et donne à ce qu'il appelait familièrement « ses gueulades » toute l'ampleur qu'elles pouvaient comporter. Il y avait longtemps que ces trois histoires hantaient sa cervelle. *Saint Julien l'Hospitalier* a été conçu à la vue d'un vitrail d'une église normande; *Hérodias* a été inspiré par les sculptures d'un des portails latéraux de la cathédrale de Rouen, et un *Cœur simple* est le développement d'un récit qu'il a entendu à Honfleur. A propos de ce livre, il se produisit chez Flaubert un phénomène qui m'inquiéta, car c'était l'indice d'un trouble singulier. Le volume fut publié au mois d'avril 1877; le succès s'accusait d'une façon sérieuse, lorsque survint l'incident politique du 16 mai, qui accapara l'attention publique. Les destinées de la France pesaient plus sur l'opinion qu'un trio de nouvelles.

(1) *Le Candidat*, comédie en 4 actes, par Gustave Flaubert, représentée sur le théâtre du Vaudeville les 11, 12, 13 et 14 mars 1874; Paris, Charpentier, 1874.

Flaubert en fut outré; il m'écrivit : « La guerre de 1870 a tué *l'Éducation sentimentale*, et voilà un coup d'état intérieur qui paralyse *les Trois Contes*; c'est vraiment pousser loin la haine de la littérature. » Cette pensée ne persista pas en lui, mais elle traversa son esprit et il crut, pendant un instant, que le monde politique voulait étouffer toute manifestation littéraire, eût-elle pour objet la légende de deux saints et l'histoire d'une servante. Quand un fait politique pouvait nuire à un roman ou à une œuvre dramatique, il disait avec une colère qui n'avait rien de joué : « Ils ne savent qu'imaginer pour nous tourmenter ; ils ne seront heureux que lorsqu'il n'y aura plus ni écrivains, ni dramaturges, ni livres, ni théâtre. » Ceci était dit de bonne foi et prouve à quel degré il était imprégné de littérature; hors d'elle, il ne regardait, il n'apercevait rien.

Délassé par ce travail incident, ayant versé son trop plein de lyrisme, il se remit à écrire l'histoire de ses deux bonshommes, ainsi qu'il disait. La besogne n'avançait guère; il voulait ridiculiser non-seulement ses personnages, mais les connaissances qu'ils cherchaient à acquérir; or, ces connaissances, Flaubert n'en avait que des notions imparfaites et il lui fallait les étudier, ne fût-ce que sommairement, afin d'en pouvoir parler. Il se mit donc à lire toute sorte de livres d'agriculture, de botanique, de géologie, d'économie politique, de magnétisme, d'éducation, qu'il feuilletait fiévreusement et dans lesquels il récoltait les opinions et même les phrases qui lui semblaient les plus bêtes. Il m'écrivait : « Envoie-moi tout ce que tu as dans ta bibliothèque sur l'enseignement primaire ; découvre-moi un bouquin de physiologie imbécile ; où pourrai-je trouver *le Naturaliste du premier âge?* as-tu l'ouvrage du baron Dupotet et quelque chose sur le spiritisme? J'ai vu chez toi autrefois un petit volume : *la Fin du monde par la science*, expédie-le-moi ; — enfin, mets en fiacre avec ton domestique tous les livres idiots que tu possèdes et fais-les apporter chez moi : n'oublie pas *la Luciniade* du docteur Sacombe, dont nous avons tant ri avec ce pauvre Bouilhet. » Je lui envoyais vingt ou trente volumes à la fois; huit jours après, il en avait extrait les notes dont il avait besoin pour mener son *Bouvard* et son *Pécuchet* à travers les tentatives les plus saugrenues. Ce roman l'occupait exclusivement; il disait : « Ça, ce sera le livre des vengeances ! » Vengeance de quoi? Je ne l'ai jamais deviné et ses explications à ce sujet ont toujours été confuses. Je connais la vie de Flaubert, comme je connais la mienne, et il m'est impossible d'y découvrir un fait, un incident dont il ait pu avoir à se venger. Il a été célèbre du jour au lendemain, et ce n'était que justice; il a été l'enfant gâté dans plus d'une intimité; il a eu des amis dévoués et des amitiés de femme qui étaient enviables. Vengeance de quoi? j'y reviens sans pouvoir me répondre. De la bêtise

humaine, sans doute, qui l'offusquait et qui le faisait rugir de fureur quand elle ne le faisait pâmer de rire. Ce livre, que la mort ne lui a pas laissé le temps d'achever et qui a été publié sous le titre de *Bouvard et Pécuchet*, n'a qu'un volume. Dans la pensée de Flaubert, il devait en avoir deux. Ce tome second, il l'avait commencé, car au mois de mars 1878, il m'écrivait : « J'entame mon huitième chapitre ; après celui-là, encore deux, et puis le second volume, qui *est fort avancé.* » Or ce second volume était sans doute ce qu'il appelait le livre des vengeances. Ses deux commis, lorsqu'ils ont pris le parti de se remettre à copier, veulent copier avec intelligence « pour eux-mêmes, » pour s'instruire, et non plus à l'état de machines qu'ils étaient autrefois. Ils font un recueil de « grandes pensées ; » ils lisent tous les ouvrages modernes, œuvres de science, de poésie, d'imagination ou d'histoire, en font des extraits, c'est-à-dire, entraînés par leur médiocrité naturelle, y recueillent le plus grand nombre de bêtises et d'erreurs possibles. Toutes les fois que, dans ses lectures ou dans ses souvenirs, Flaubert découvrait un vers baroque, une phrase mal faite, une idée sotte, une bourde en un mot, il la notait et disait : « Ça, c'est pour mes deux bonshommes. » Le second volume n'était fait que de citations empruntées aux lieux-communs, aux phrases toutes faites qu'il avait récoltées dans la littérature de nos jours. Il n'avait ménagé personne ; les plus grands noms eussent figuré dans ce panthéon du prudhommisme ; ses amis n'étaient point épargnés ; il m'avait dit : « J'ai une quinzaine de phrases de toi qui sont d'une belle niaiserie ; » — ce n'est pas beaucoup. Si l'on a retrouvé le manuscrit de ce second volume, réunion de pièces justificatives expliquant le premier, on ne l'a pas publié, et j'estime que l'on a sagement agi.

C'est pendant qu'il écrivait *les Aventures de Bouvard et de Pécuchet* que se produisit un épisode qui assombrit les dernières années de son existence et les lui rendit insupportables. On peut juger de son état moral par ce fragment d'une lettre datée du 15 août 1878 : « Il fallait que mon fourreau fût robuste, car le sort a cruellement ébréché la lame. Comment, depuis deux ans surtout, ne suis-je pas crevé de rage et de chagrin ? Voilà ce qui me surpasse moi-même. Eh bien, non ; je me porte comme un chêne et je travaille comme un bœuf. » Sa mère, en mourant, lui avait laissé, non pas de la fortune, comme on l'a dit, mais une aisance suffisante et qui lui enlevait toute inquiétude pour l'avenir ; en outre, il était stipulé qu'il aurait toujours le droit d'habiter la maison de Croisset, qui était léguée à un autre héritier. Sa situation matérielle était donc assurée dans des conditions convenables et dont il se montra satisfait. Il savait qu'avec son mode de travailler qui l'entraînait à dépenser quatre ou cinq ans à la confection d'un volume, ce n'est pas de

ses livres qu'il pourrait jamais retirer de quoi vivre. Cela ne l'empêcha pas de se ruiner avec une étourderie généreuse que nulle intervention, nul conseil, nulle supplication ne put arrêter. Cet homme, ce terrible ennemi des bourgeois, qui avait passé sa vie à se moquer des préjugés d'autrui, avait toutes les vertus bourgeoises, et, pour y rester fidèle, il aliéna la sécurité de sa vieillesse.

Sa vie devint difficile; il me disait : « J'hésite souvent à prendre une voiture. » Il connut la gêne, et, dans un lointain qui se rapprochait rapidement, il vit approcher la pauvreté. Il en eut peur. Sa préoccupation était visible, il ne réussissait pas à la dissimuler; ses amis s'en aperçurent, en cherchèrent la cause et ne tardèrent pas à la découvrir, car il n'y avait pas un habitant de Rouen qui ne la connût. C'est alors que l'on essaya de lui faire donner une place dans quelque musée ou dans quelque bibliothèque. Il comptait parmi les députés des camarades qui lui étaient dévoués. A ce moment, Sylvestre de Sacy, qui était conservateur de la bibliothèque Mazarine, mourut. C'était une vacance; on voulut en pourvoir Flaubert. Il fut averti des démarches que l'on faisait en sa faveur; il ne s'y opposa ni ne les appuya. Il resta neutre. Des droits acquis lui barraient la route; le poste de conservateur était réservé; on lui offrit celui de bibliothécaire; il refusa.

Le combat qu'il se livra à lui-même fut très dur; j'en suis la trace dans une correspondance échangée avec l'un des hommes que cette question intéressait le plus. Le 1er mars 1879, il écrit : « Je ne veux pas d'une aumône pareille, que je ne mérite pas d'ailleurs. Ceux qui m'ont ruiné (il les nomme) ont le devoir de me nourrir et non pas le gouvernement. Stupide, oui; intéressant, non. Je suis si énervé que je n'espère plus qu'une chose : la peste russe. Ah! si elle pouvait venir et m'emporter! » Trois mois après, il écrivait à la même personne : « C'est fait, j'ai cédé. Mon intraitable orgueil avait résisté jusqu'ici; mais, hélas! je suis à la veille de crever de faim ou à peu près. Donc j'accepte la place en question : 3,000 francs par an, la promesse de ne me faire servir à quoi que ce soit, car vous comprenez que le séjour forcé de Paris me rendrait plus pauvre encore qu'auparavant. » Il eut donc une fonction hors cadre à la bibliothèque Mazarine, où il ne parut jamais. Dans cette circonstance, en venant délicatement au secours d'un écrivain auquel on doit des chefs-d'œuvre, M. Jules Ferry, ministre de l'instruction publique, a pris une initiative qui lui fait le plus grand honneur et dont tous les lettrés lui ont été reconnaissans (1).

Flaubert ne devait pas jouir longtemps de la maigre sinécure qui lui avait été accordée. Trop de secousses morales, trop d'angoisses

(1) L'arrêté ministériel est du 27 mai 1879.

l'avaient agité. Il avait cinquante-huit ans passés ; l'âge l'avait alourdi ; il avait beau redoubler de travail, il ne s'échappait pas à lui-même et s'affaissait sous l'ennui. Sa solitude le fatiguait; loin de redouter les visites, comme autrefois, il les sollicitait, et ses amis de Rouen prenaient souvent le chemin de Croisset. Aux inquiétudes qui l'avaient assailli s'ajoutèrent des déceptions profondes. Un incident, bien futile en apparence, — il s'agissait d'un cigare, — éclaira des obscurités qu'il s'était toujours refusé à pénétrer. Il écrivit alors une longue lettre qui a les allures d'un réquisitoire et il y versa toute l'amertume dont il était abreuvé (1). Les tourmens dont il était harcelé avaient rendu une intensité redoutable à la maladie de sa jeunesse. Les crises étaient devenues fréquentes, et elles se produisaient à un âge où, trop souvent, elles sont suivies de congestion. Il travaillait néanmoins ; ce fort ouvrier devait jusqu'à la dernière heure manier l'outil qu'il adorait. Son livre n'était pas terminé, mais, comme il disait, « il y voyait clair, » c'est-à-dire que les dernières pages à écrire étaient préparées dans son esprit et ne l'inquiétaient plus. Il se disposait à venir passer deux mois à Paris et se promettait de faire de longues séances à la Bibliothèque nationale auprès de Chéron, actuellement mort, et qui était le plus savant et le plus complaisant bibliophile dont on pût réclamer les services. Ses malles étaient faites; le manuscrit de *Bouvard et Pécuchet*, les notes destinées au dernier chapitre, étaient réunis pour le voyage. Le samedi 8 mai 1880, dans la matinée, il eut une crise nerveuse qu'il essaya vainement de conjurer en aspirant de l'éther. Lorsqu'il revint à lui, la vision jaune, ce qu'il appelait la vision d'or, persista. La tête était troublée, un flot de sang envahit la face. Presque à tâtons il se dirigea vers son divan et se coucha sur le dos. Des rumeurs bruissaient dans sa poitrine. Il soufflait avec force et essayait de parler. Au milieu des ténèbres qui l'enveloppaient, il comprit sans doute que sa minute suprême allait sonner; il appela deux fois son médecin, son ami : « Hallot ! Hallot ! » La bouche eut une convulsion, il tourna la tête et mourut (2).

Lorsque l'on apprit, brutalement, par une dépêche insérée dans les journaux, que Gustave Flaubert, l'auteur des *Trois Contes*, de *Salammbô*, de *Madame Bovary*, avait été subitement terrassé, le monde des lettres s'émut et poussa un cri de douleur. Lui qui avait été tant critiqué, tant discuté, lui contre lequel les avocats impériaux avaient lancé de si belles périodes, lui dont la célébrité instan-

(1) Cette lettre, qui est une sorte de mémoire avec pièces à l'appui, ne doit être rendue publique que dans certaines circonstances que Gustave Flaubert a déterminées lui-même.

(2) Ce nom de Hallot a fait croire à quelques chroniqueurs que Flaubert avait parlé de l'avenue d'Eylau et pensé à Victor Hugo au moment de mourir.

tanée avait offusqué tant d'impuissans, devint un grand homme dès qu'il fut mort. Nulle protestation : le concert fut unanime. Enfin l'on reconnaissait qu'il était un écrivain de premier ordre, un styliste incomparable, un chef d'école, un maître : je le savais depuis trente ans. Dans l'interprétation des sentimens humains, il a donné une note nouvelle qui vibre avec une puissance extraordinaire. Tout son talent était fait de conscience professionnelle. Il était homme, donc il a pu se tromper, mais j'affirme que jamais il n'a abandonné une phrase sans avoir fait le dernier effort pour la rendre parfaite. Plus il a avancé en âge, plus il a été difficile pour lui-même, moins il en a été satisfait. Malgré son orgueil, — son très légitime orgueil, — il avait des heures d'humilité où il doutait même de son talent. Jamais artiste ne fut plus convaincu, plus fervent, plus respectueux de son œuvre. Il ne laissa rien à l'improvisation, rien au hasard; tout ce qu'il a produit est le fruit d'un labeur prodigieux. Son existence fut la plus honorable que je connaisse et son talent un des plus sérieux de la littérature moderne. Malgré ses invectives et ses boutades contre l'existence, il aimait la vie. L'agonie lui a été épargnée; Dieu en soit loué ! Il repose près de son père, de sa mère et de sa sœur, non loin de Louis Bouilhet, qu'il a tant aimé (1).

En lui l'artiste fut sans défaut; l'homme en eut; qui n'en a pas? mais ses défauts étaient de surface et en rien ne touchaient au fond même; ils étaient le résultat de sa nature à la fois exubérante et concentrée, de son tempérament exclusif, pour lequel tout effort d'action était une tâche presque douloureuse; ils étaient surtout le résultat de sa maladie nerveuse, sans la révélation de laquelle son talent, ses habitudes, son caractère restent inexplicables. Il le savait bien et me disait : « Je suis une victime de la physiologie. » S'il eût eu à parler de lui, il ne l'aurait point caché. Déifier les morts, ce n'est point les honorer, et le respect que l'on doit à leur mémoire serait de faible aloi s'il autorisait à dissimuler la vérité. La névrose dont Gustave a souffert pendant presque toute sa vie et dont il est mort n'a rien de honteux; c'est un accident pathologique comme le cancer ou la chorée; celui qui l'a subi n'en est point responsable. A l'existence de Flaubert cette maladie a ajouté des difficultés sans nombre contre lesquelles il a lutté, dont il a triomphé par son amour de l'art et sa volonté de bien faire. Ce combat qui fut incessant sera son éternel honneur; ses œuvres prouvent à quel point il en sortit victorieux, et c'est grandir son mérite, le mettre en pleine lumière

(1) Peu de temps après la mort de Flaubert, la maison de Croisset a été vendue 180.000 francs. A l'endroit où il a vécu, on a établi une fabrique qui extrait l'alcool des grains avariés. De tout ce qui fut là jadis il ne reste qu'un tulipier.

que de raconter contre quelles défaillances physiques, contre quelles révoltes de la matière il eut à se défendre. Sous le fardeau d'un tel mal, être l'écrivain qu'il a été dénote une force d'âme peu commune et une intelligence exceptionnelle. Sain de corps, il est diminué; malade comme il l'a été, il devient et reste extraordinaire. Faire à ses mânes l'injure de ne pas le montrer tel qu'il était eût été une niaiserie sentimentale dont mon affection pour lui ne pouvait se rendre coupable. Il faut plus que de l'énergie à un boiteux pour gagner le prix de la course.

J'étais malade lorsqu'il mourut et l'émotion que m'a causée sa mort n'a point hâté ma guérison. Je n'ai pu prendre place derrière son cercueil et l'accompagner jusqu'à « l'endroit où l'on dort. » Je ne le regrette pas; si j'avais marché auprès de sa dépouille, j'aurais porté toute notre jeunesse, notre vie en commun, nos illusions, nos espérances, notre inaltérable affection, et le poids eût été si lourd que j'aurais peut-être fléchi avant d'arriver au bout.

C'est fini; la dernière tombe est fermée : vieux fossoyeur, tu peux déposer ta bêche.

A tout livre il faut une conclusion : celle que j'ajouterai à ces tristes pages sera courte. On prétend que Villemain a dit : « Les lettres mènent à tout, à la condition que l'on en sorte. » Je dirai : Les lettres consolent de tout à la condition que l'on y reste, que l'on se donne à elles sans esprit de retour et qu'on les respecte absolument. Elles sont la compagne des bonnes heures et l'amie des heures douloureuses; autour de celui qui les aime, elles forment un rempart contre les choses éphémères; elles l'enferment dans un cercle dont nulle joie n'est exclue et où les satisfactions médiocres ne peuvent trouver place. Je ne connais pas de fonction plus belle que celle de l'écrivain indépendant et désintéressé. Si à l'amour du travail et de la vérité, il joint un peu de modestie; s'il a assez étudié l'histoire des nations pour savoir que nulle défaite n'efface la gloire passée, que nul triomphe n'assure la gloire à venir; si, dédaigneux des formes transitoires de la politique, il ne regarde que vers la justice et vers la liberté; s'il n'a d'autre ambition que de faire de son mieux; si, malgré les déceptions de la vie individuelle et les amertumes de la vie collective, il a reconnu, compris, admiré la grandeur de son temps; s'il a cette fortune d'avoir des amis comme ceux que j'ai perdus, comme ceux qui m'entourent encore, il devra rendre grâce à la destinée, car il aura été heureux.

MAXIME DU CAMP.

DANS LE MONDE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Une matinée de novembre, à Versailles. C'est dimanche ; il est près de dix heures, et la brume des matins d'hiver, à peine déchirée par de rares passans, flotte encore attardée dans les grandes voies désertes. Quelques soldats, avec les gants blancs du dimanche, allant à la gare ; quelques femmes, en général vêtues de noir, se rendant à l'église ou en sortant ; de temps à autre, tiré par un cheval blanc qui trotte tout endormi sur le pavé inégal et glorieux de la ville morte, passe un tramway silencieux dans les rues larges.

Sur le seuil du quartier de cavalerie de l'avenue de Sceaux, quatre officiers de dragons en tenue de cheval, sans épée ni sabre, causent, jouant avec leurs gants ou cinglant leurs bottes de leurs baguettes noueuses de bambou, pendant que, derrière eux, dans la grande cour où s'agitent, à travers le brouillard, des ombres militaires traînant après elles des chevaux en couverte, quatre bêtes sellées et fumantes s'en vont, l'encolure allongée, remorquées vers le bâtiment du fond par deux hommes en veste d'écurie. — Trois de ces officiers sont jeunes ; le quatrième est un de ces gradés tardifs sortant de la troupe, qui ont plus de passé que d'avenir : grand, gros, presque ventru, ayant sous le nez deux broussailles divergentes de poils rouges à la racine et vers le bout grisonnans. Deux des jeunes sont insignifians : un uniforme, des bottes, des moustaches, et c'est tout. Mais l'autre est charmant : de taille élevée sans excès, mince de cette gracieuse minceur de jeunesse qui n'exclut pas la solidité de la charpente, des traits corrects, un regard doux,

une jolie moustache brune ignorant la torture du fer et les souillures du cosmétique, vingt-trois ans à peine. — D'ailleurs, tous le même grade, tous sous-lieutenans, un seul galon sur toutes les manches, sans excepter celles du Porthos de la bande, lequel est bien d'âge à en porter quatre ou cinq.

— Comment! tu déjeunes encore en ville ce matin, Trémont?

— Oui, répondit le joli garçon sans regarder son interlocuteur.

— Viens-tu du moins au café?

— Non, je suis pressé, il faut que je m'habille.

— Toujours lâcheur!

Le jeune homme ainsi qualifié fit un geste qui signifiait tout ce qu'on voulait : indifférence, protestation polie ou hâte de s'en aller, et, après avoir serré la main à ses camarades, il traversa l'avenue d'un pas pressé, se dirigeant vers la rue Royale.

— Est-il mystérieux, ce Trémont! dit un des jeunes gens. Et, avec cela, on ne lui connaît pas de femme. Il va toujours à Paris tout seul. Personne ne sait ce qu'il fait. Ce n'est pas clair; ça doit cacher un pot aux roses: une petite femme qui est peut-être une grande dame.

— Bah! cela ne cache probablement rien du tout qu'un peu de pose, dit l'autre jeune homme. Il n'a pas l'air d'aimer les femmes, Trémont; il ne les regarde même pas.

— Dites donc qu'il ne mange pas de notre ordinaire, mon cher, fit le gros officier. Mais c'est un trop joli mâle pour ne pas aimer les femmes. Quand on est fait comme lui, sacredieu! on les aime toujours, parce qu'on peut choisir. Et, avec ça, de l'argent, un nom, tout ce qu'il faut enfin pour voir lever l'aurore du fond du lit d'une femme vertueuse. Vous êtes toujours à lui reprocher sa pose, vous autres, et ce n'est pas juste, vu qu'il est simple et vraiment bon enfant. J'ai été chez lui, le mois dernier, aux Ailettes, en Touraine; je suis du pays, j'ai fait une visite, me trouvant par là en permission de quinze jours: eh bien! on m'a invité à une grande chasse, puis retenu toute la semaine, et on m'a reçu à la bonne franquette, tout en me faisant une vie de coq en pâte. Notez qu'il y avait là la mère, une belle femme de quarante à quarante-cinq ans, qui a l'air d'une reine en retrait d'emploi, avec la sœur, Mlle Marie-Antoinette de Trémont, une jeune personne agrémentée d'une paire d'yeux noirs à faire brûler le quartier. Tout ça grand genre, grand ton, et sentant bon la vieille noblesse. Moi, je dis que c'est un joli officier, cet enfant-là. Et ça sait déjà son métier mieux que papa; non-seulement c'est en selle comme feu Centaure, mais ça vous dégoise des théories d'avant le déluge sur les manœuvres des troupes à cheval. Enfin, vous savez, moi, je ne suis pas suspect; je n'aime guère les officiers qui font du chic; mais, ma foi! des garçons comme ça... dommage que toute l'armée n'ait pas des cadres sur ce patron-là!

— Là! là! mon vieux Barbou, on ne l'attaque pas, votre chouchou. Trémont est un bon camarade. Nous disons seulement qu'il est trop cachottier. Allons! venez prendre votre sirop de dix heures.

— Pour sûr, — murmura le jeune homme qui venait de parler, en prenant le bras de son contemporain, — Trémont lui a prêté de l'argent hier au soir ou ce matin.

Pendant ce temps-là, Trémont filait le long des maisons de la rue Satory, marchant vite, de son pas d'homme botté qui descend de cheval, les jambes un peu écartées, avec un léger dandinement du haut du corps. — Très bien, ce sous-lieutenant de deux ans. Bonne structure : épaules suffisamment larges, poitrine développée, tournure svelte, allure légère, et, pour couronner tout cela, une tête de jeune dieu qui aurait laissé pousser ses moustaches. Enfin, un *joli mâle*, comme disait le lieutenant Barbou. L'uniforme assez laid des dragons, avec la tunique sombre, maigrement égayée en haut par un étroit collet blanc, prenait, porté par lui, un aspect cavalier qui charmait. L'étoffe triste faisait valoir la distinction d'une taille jeune, qui s'étranglait au-dessus des hanches, un peu saillantes; les manches larges laissaient voir, à chaque mouvement du bras, leur doublure de soie bleue; la culotte rouge bouffait, drapant avec ampleur des cuisses sans doute un peu maigres, et la botte de cheval à l'anglaise, un peu lâche, pointue, sans talon, chaussée d'un éperon courbe, montait droit sur le mollet pour s'arrêter au jarret, accusant un pied pas trop long et très étroit. Sur les cheveux bruns coupés court, le haut képi à visière arrondie et bombée s'enfonçait tout droit, en coiffure sérieuse. — Le jeune homme prit à gauche, puis tourna à droite, le long de l'église Saint-Louis. On sortait de la grand'messe. Les femmes, jeunes et vieilles, coulaient des regards discrets vers l'officier, qui, lui, regardait droit en avant, comme un homme qui suit une femme ou pourchasse une idée. La brume se dissipait, fondue à la longue par les rayons blêmes d'un soleil couleur de lune, qui commençait à se montrer dans le bleu voilé du ciel. Les vitres vertes des croisées à compartimens, s'éclairant d'un reflet soudain, semblaient mettre une grimace de gaîté sur les vieilles façades grises; on y passait presque, en ce jour de dimanche et à cette heure voisine de celle du déjeuner, dans ces rues du vieux quartier, herbues et vides, où règne à l'ordinaire la paix des cimetières abandonnés.

L'officier venait de s'engager dans une des voies assez étroites qui avoisinent la cathédrale. Des maisons propres, antiques, mais restaurées, bordent cette rue, l'une des plus aristocratiques de la noble nécropole : la plupart des enterrés qui dorment là ont des noms que Versailles a connus bien avant de les connaître eux-mêmes. Le jeune homme s'arrêta devant une maison toute petite et recrépie à

neuf, qui regardait dans la rue par six ouvertures, — ce qui était beaucoup de curiosité pour une façade de sept mètres, élevée d'un seul étage sur une rue où il ne passait personne et où il ne se passait rien. Sous la main de l'officier, une griffe de bronze, armée d'une boule, résonna deux fois sur son coussin de métal, et la porte s'ouvrit, laissant voir une bonne figure de soldat surmontant un corps moitié civil, moitié militaire, le corps d'un valet de chambre qui mettrait un pantalon rouge à fausses bottes et des éperons pour faire son ménage.

— Quoi de neuf, Caveçon? Pas de lettres?

— Pardon, mon lieutenant, une. Je vais la chercher.

L'officier entra, à droite de l'allée, dans une pièce assez grande, où le mélange de vieux meubles en acajou, recouverts en velours d'Utrecht jaune, et d'une foule de jolis bibelots faisait une disparate originale. Il ne fit que traverser cette pièce, sorte de cabinet de travail, pour aller dans sa chambre à coucher, située au fond. Là, pas un meuble du cru : tout avait été apporté par le locataire, et c'était vraiment un étrange mobilier. Un lit de camp, sur lequel était jetée une étoffe algérienne; une table à pieds de bambou et des plians à dossier; une toilette portative à plusieurs étages; par terre, une malle en cuir fauve, sur laquelle reposait avec majesté un superbe nécessaire en cuir de Russie, grand ouvert, montrant dans ses flancs profonds des blancheurs d'ivoire, des reflets de cristaux et des lueurs argentées. Au mur, les armes d'ordonnance. Rien de plus. Tout ce qui était là pouvait s'emporter en un tour de main, et il n'y en avait pas de quoi charger un cheval. On voyait que l'habitant du lieu préférait l'austère simplicité du campement à la banalité malpropre des gîtes meublés.

L'officier allait se mettre à sa toilette, lorsque parut Cavaisson, — par corruption *Caveçon*, — portant sur un plateau la lettre annoncée. Trémont le regarda avec un sourire étonné.

— Pourquoi ce plateau, monsieur Caveçon?

— Mon lieutenant, M. Auguste, le vieux domestique de notre voisine, m'a vu vous remettre une lettre, l'autre jour, et il m'a dit que ça ne se faisait pas comme ça, de la main à la main, et que les plateaux n'avaient pas été inventés pour les chiens, mais pour les domestiques.

— M. Auguste est un domestique et vous êtes un soldat, Caveçon, même lorsque vous me servez, — dit le jeune homme avec une certaine gravité, — voilà pourquoi je vous ai toujours permis de me remettre mes lettres sans le secours d'un plateau, et vous me ferez le plaisir de continuer comme par le passé.

Il prit la lettre et repoussa le plateau avec une brusquerie affectée, en murmurant entre ses dents : « Ils ne sont pas déjà si fiers de l'être, soldats, par le temps qui court! Cela ne fait pas de mal de leur rappeler que leur uniforme reste toujours au-dessus d'une livrée. »

Il jeta alors les yeux sur l'enveloppe qu'il tenait à la main :

— De Touraine, dit-il.

Et il ouvrit la lettre, qu'il parcourut rapidement.

— Tout le monde va bien ; je lirai cela plus tard.

C'était sa mère qui lui écrivait. Il l'aimait bien, mais c'était sa mère : sachant qu'elle se portait bien et sa sœur aussi, il n'était pas pressé d'en savoir davantage.

Il eut vite achevé sa toilette, et, vêtu d'un costume de chambre de cachemire bleu, relevé d'un liséré rouge, il passa dans la pièce attenante, prenant la lettre de Touraine, une enveloppe grise qui flânait sur la malle et un journal que Caveçon venait d'apporter.

— Mon déjeuner est-il prêt? Dépêchez-vous de le servir. Quand j'aurai fini, vous serez libre comme l'air jusqu'à demain... Ah! vous préparerez mon habit et vous vernirez mes souliers... Ah çà! soyez toujours discret; pour tout le régiment, quand je déjeune ici, je déjeune en ville. Cette pension m'écœure avec ses conversations idiotes et ses ratatouilles empoisonnées; j'aime encore mieux votre cuisine, Caveçon, et surtout votre silence. Mais si jamais quelqu'un du régiment était informé de la chose, je vous flanquerais dehors sans la moindre hésitation, et vous rentreriez dans le rang.

— Oh! mon lieutenant!..

Caveçon n'en dit pas davantage, mais c'était assez. — Le jeune homme lut enfin la lettre de sa mère, s'arrêtant à ce passage, qu'il reprit à mi-voix : « ... Madeleine est déjà rentrée à Paris; elle n'a fait que passer à Altenay et à Rochegarde, d'où elle est venue très gentiment nous embrasser. Tu l'as peut-être déjà vue. Elle a été très affectueuse, parlant de mes *bontés* pour elle, de son enfance, qui, sans notre voisinage, eût été si triste, et elle m'a beaucoup demandé de tes nouvelles... » Il acheva la lettre d'un coup d'œil, puis tira de l'enveloppe grise qu'il avait ramassée sur la malle une de ces cartes en forme de rectangle allongé qu'ont adoptées les élégantes pour leur correspondance, et la considéra, songeur. Ce n'était pas une épître, mais une invitation ayant dédaigné le banal carton blanc consacré. En haut, dans le coin gauche, un blason microscopique, fait de deux écus accolés, que timbrait une couronne à fleurs d'ache, mettait ses couleurs héraldiques sur le gris du papier. En tout, deux lignes, dont six mots et deux chiffres d'une écriture de femme, le reste lithographié : *La duchesse d'Altenay prie le marquis de Trémont de venir dîner chez elle, le dimanche 21 novembre, 7 h. 1/2.*

— La voilà à Paris! fit-il avec un soupir. J'ai vingt-trois ans, il y en a peut-être huit que je l'aime... En tous cas, il y en a quatre que je ne l'ai vue et deux qu'elle est veuve... Veuve! répéta-t-il, de plus en plus rêveur.

Et il s'abîma dans l'examen machinal du joli papier gris. Il y resta

plongé jusqu'au moment où Caveçon vint lui dire que le déjeuner était enfin sur la table. Il traversa alors la petite allée de la maison et entra dans une salle à manger de très modeste apparence, où un repas fort simple l'attendait sur une nappe toute blanche. Il mangea de tout l'appétit de ses trente-deux dents bien solides à leur poste. Puis, il alluma une cigarette, jeta les yeux sur le journal, qu'il ne tarda pas à repousser avec un dédaigneux haussement d'épaules, en homme médiocrement épris de ce genre de littérature (peut-être de tous les genres), et rentra dans son cabinet. Il rencontra au passage une vieille dame, à la figure triste et assez distinguée, mise avec cette simplicité trop nue qui trahit la grande gêne : c'était M[lle] de Salve, sa propriétaire, qui, confinée au premier étage de sa maison, tirait revenu du rez-de-chaussée en le louant à des officiers ou à des fonctionnaires qu'elle supposait de mœurs paisibles. Il salua très poliment.

— Le temps se décide à être superbe, dit la vieille demoiselle. J'en profite pour aller à Paris, quoique je n'aime pas à laisser la maison vide, le dimanche.

— Rassurez-vous, mademoiselle, j'y vais rester jusqu'à ce soir.

— Ah! tant mieux!.. Le fait est que vous ne sortez guère, monsieur de Trémont. Sans flatterie, de tous les locataires que j'ai eus, — et je les choisis, — vous êtes le plus tranquille.

— N'est-ce pas? fit le jeune homme en souriant.

Et il entra dans son cabinet, après avoir salué de nouveau.

— Oh! oui, tranquille! murmura-t-il en fermant sa porte. Trop tranquille!.. Mais bah! j'ai essayé de secouer ça. Pas moyen. Ça me tient par tous les bouts... Et, ce soir, je vais la revoir!..

Il dit cela lentement, tristement, comme recueilli, et une jolie rougeur printanière, une montée de sang tiède colora soudain son fier et doux visage au teint mat. La jeunesse qui avait amené sous la peau de ses joues cette fugitive lueur rose était une vraie jeunesse que rien n'avait hâtée : on sentait la fraîcheur de l'âme à travers cette beauté mâle en train de s'épanouir, qu'aucune ride précoce, aucune pâleur souffrante, ramassée dans les mauvais lieux, n'avait encore ternie. — Un bon feu flambait dans la cheminée. Le jeune mélancolique se laissa tomber au fond d'un vieux fauteuil, lequel, dans ses bras maigres, avait reçu bien des lassitudes et étreint bien des ennuis; puis, il se résigna à subir la torpeur qui l'envahissait, torpeur, au reste, qui lui était familière aux heures nombreuses de solitude qu'il se ménageait.

Il chercha alors, dans la flamme large et hospitalière des trois bûches de son foyer, les figures et les silhouettes qui avaient traversé sa vie encore si courte; c'était toujours la même ombre gracieuse qui passait en salamandre à travers les élans capricieux des gerbes d'étin-

celles que le bois crépitant lançait au milieu du grand jet de feu. Bientôt pourtant l'ombre ne fut plus seule à s'agiter dans les clartés de l'âtre. Tout un décor se montra pour l'encadrer, et d'autres figures, personnages secondaires de cette fantasmagorie qui dansait au fond d'une cheminée, firent leur apparition pour occuper la scène avec elle. C'était maintenant toute une féerie connue qui se jouait, ou plutôt se déroulait de nouveau sous les yeux du rêveur, avec la succession rapide de ses décors, jolie féerie, pleine de paysages ensoleillés, de frais visages, d'enfantines amours.

Au charmant pays de Touraine, un château à pignons blancs coiffés d'ardoise, sur un coteau boisé, semblant dormir en haut des arbres, comme un ramier qui se repose. *Les Ailettes!* — un nom délicieux. La Loire et le Cher arrosent les deux vallées que domine le gai manoir; de tous côtés on voit l'eau, l'eau qui donne à la terre les promesses de verdure que le soleil fait éclore. Un coin béni de campagne fertile et riante, où tout est joie, richesse, harmonie, parure, où toutes les séductions agrestes s'accordent et se fondent dans une muette symphonie, qui verse à l'âme la paix de la nature et la poésie des champs. Dans ce château, Roger de Trémont grandit entre deux figures graves : la marquise, sa mère, et un abbé, son précepteur. A ses jeux bientôt se mêle sa sœur, plus jeune de quelques années. Bientôt aussi prend pied dans sa vie une grande jeune fille, de quatre ans plus âgée que lui, Madeleine de Rochegarde, — une orpheline qui vit avec son frère et une tante dans un petit castel prêt à tomber de vétusté, pauvre maison, vieux nid de gentillâtres militaires sans sou ni maille. — Qu'elle est belle dans ce lointain vermeil de l'enfance! Elle est grande et sa taille ondule; ses cheveux et ses yeux d'un brun clair, tirant sur le noisette, puisent dans cette harmonie singulière de couleur un charme plus despotique que celui qui naît d'un contraste; sa voix sonne caressante comme une harpe bien accordée; ses mains ont des grâces de lis balancés. Elle vient souvent : elle est pauvre, la marquise l'attire au château; elle surveille les enfans, pendant que l'abbé lit son bréviaire ou travaille à son grand ouvrage sur *l'Avenir de la religion*, — réponse anticipée à *la Religion de l'avenir* du brumeux Hartmann. Roger souvent quitte ses jeux pour se faire conter une histoire par cette voix berceuse qui jette sa musique, comme une gaze d'argent brodée de perles sur la pauvreté des fictions dont s'amuse l'enfance. Mais voici qu'elle a dix-huit ans, Roger quatorze. Roger ne joue presque plus quand elle est là. Il lui prend la main et la force à se promener sur la terrasse, tantôt lui parlant avec une abondance extraordinaire de toutes ces choses insignifiantes qui peuplent la vie des enfans, tantôt silencieux, l'œil à terre, heureux, sans savoir pourquoi, de sentir la peau fraîche de la jeune fille sur

sa main brune de garçonnet de plein vent. Elle a vingt ans, lui seize. Elle le tutoie toujours ; il ne la tutoie plus. Elle ne conte plus d'histoires, il ne prend plus sa main, et surtout, ô chagrin! il ne lui offre plus sa joue à baiser quand elle arrive. Mais, en revanche, la poignée de main qu'elle lui donne le secoue tout entier, quoiqu'elle serre à peine les doigts. Il la voit moins qu'autrefois, le jour, car elle se fait plus rare ; mais il la voit davantage, la nuit, dans ses rêves d'adolescent.

La paix de son jeune sommeil se trouble. Il a d'étranges visions, où passent des désirs vagues, et que traversent de singuliers tourmens, dont un souffle de volupté ignorante et curieuse attise la décevante ardeur. De petits incidens de la vie de chaque jour, des souvenirs tout neufs, des impressions toutes fraîches servent d'aliment à ces rêves déjà brûlans ; tantôt c'est une jambe svelte et ronde qui apparaît toute blanche au passage d'un gué où l'on s'est déchaussé, tantôt c'est l'éclat satiné d'inoubliables épaules, le charme enlaçant de deux bras nus merveilleux et la sinuosité troublante d'une gorge à demi voilée qui se révèlent dans la lumière d'un bal au château. Deux ans passent ainsi ; pour lui, deux ans de petites souffrances et de petits plaisirs, de passion puérile, fière de vivre, attentive à se cacher ; pour elle, deux années de tristesse, sans doute, car ses yeux, ses beaux yeux marron clair s'assombrissent. Le frère, qui est allé à Paris, a mangé le peu d'argent qu'il avait emporté, et comme ce peu était le tout de la famille, la vie, jusque-là difficile, devient impossible. Mais la marquise s'agite ; elle reçoit, invitant tous les châtelains à vingt lieues à la ronde, surtout les célibataires, et toujours Madeleine est de la fête. Un beau jour, le duc d'Altenay, sexagénaire superbe, veuf sans le moindre enfant et possesseur d'un quarteron de millions, prend feu comme un fagot trop sec au grand soleil d'été, et voilà Madeleine duchesse. Une grande jalousie, une fièvre ignorée allume le sang de Roger dans ses veines : c'est que le petit garçon est en train de passer homme. Il ne le sera tout à fait que dans quelques années, mais on est souvent en avance ou en retard pour souffrir ; le premier âge vole à la maturité ses douleurs, et celle-ci oublie de les reprendre à la vieillesse, qui ne peut plus les porter. Deux hommes, en effet, avaient aimé Madeleine, l'un trop jeune, l'autre trop vieux : le premier en souffrait encore, le second en était mort. Car le duc, se brûlant à ce feu de jeunesse, qu'il avait imprudemment transporté dans son vieux foyer, le duc, surchauffé par cet amour tard venu et trop intense, inquiet, jaloux, pressé, avait eu une belle flambée, puis brusquement s'était éteint. Roger, lui, était alors à Saint-Cyr. Il ne revit pas une fois la duchesse, car elle resta deux ans encore en Italie, aux environs de Florence, dans la propriété où était mort son mari et que lui avait laissée

celui-ci, entre autres choses. — Après Saint-Cyr, Saumur; en tout trois ans d'une vraie vie de cheval, où l'on s'éreinte le corps de si belle façon que le plus clair de la sève s'y dépense à faire des plantes solides qui iront ensuite se dessécher dans l'atmosphère stupéfiante des garnisons. Après Saumur, Versailles. Il en était là. Et toujours la même image de femme sous les yeux.

Élevé à la campagne, ne venant à Paris que quelques semaines chaque année, avec sa mère et sa sœur, la curiosité du plaisir n'avait pu faire tort en lui à la curiosité de l'amour. Quand on commence par l'amour, on finit par le plaisir, et réciproquement, mais on ne passe guère de l'un à l'autre avant d'avoir usé le premier essayé. Or, il n'avait rien usé, ni même usé de rien. A peine deux ou trois aventures, nouées et dénouées entre deux soleils, et d'où il n'avait rapporté que des haut-le-cœur. Une existence physiquement très active l'avait préservé de ces impétueuses et brusques détentes du ressort vital qui vous jettent, bon gré, mal gré, dans la danse du vice, quand on ne se dépense pas ailleurs. Pourtant, depuis qu'il était à Versailles, depuis des mois que sa vie extérieure était devenue beaucoup plus calme, il avait eu des élans, des révoltes, des appétits qui l'eussent infailliblement lancé dans le cloaque tourbillonnant, s'il n'eût été élevé par une femme remarquable dont l'empreinte était encore visible sur sa personne. Sa distinction absolue, sa politesse caressante, quoique toujours digne, sa douceur tranquille étaient évidemment l'œuvre d'une femme, — mère ou maîtresse. Il était encore dans l'âge où les impressions d'enfance agissent comme des préservatifs à l'égard de tout ce qui y contredit brutalement, — ou, du moins, sa vie spéciale avait prolongé pour lui cet âge; toutes les vulgarités, surtout les vulgarités féminines, devaient lui répugner : c'était ce qui le gardait, — cela et le radieux souvenir d'une beauté parfaite dont il avait emporté la vision.

La flamme mourait dans la cheminée, la nuit était venue, les rêves allaient s'éteindre, quand sonnèrent cinq heures. Trémont se leva, passa dans sa chambre et s'habilla. Trois quarts d'heure après, il était en tenue de *gommeux* nocturne. — Il tortilla une dernière fois sa moustache entre ses doigts, se regarda dans la glace sans satisfaction bête, mais sans contrariété visible, enfila sa pelisse de drap bleu, garnie de loutre, prit une canne sérieuse et sortit, se dirigeant vers la gare.

II.

Roger fit à pied le trajet de la gare Montparnasse à la rue de Varenne. Les rues de l'arrière-faubourg Saint-Germain dormaient dans la paix mortuaire du dimanche soir, plus imposante et plus

lugubre que partout ailleurs à travers ce quartier triste et suranné. C'était toujours Versailles : personne dans les rues; le gaz tout jaune et tremblotant derrière un voile de brume qui s'abattait sur la ville; à chaque carrefour, deux ou trois ombres, un omnibus, une voiture, se mouvant dans le brouillard avec des apparences spectrales. Il y avait de quoi vous teinter de gris pour une soirée. Lui, pourtant, marchait sans ennui; il se regardait en dedans avec une certaine curiosité. Était-il content, craintif, pressé, timide? Un peu de tout cela et encore autre chose. Ce jeune dragon était poétique. Il ne trouvait pas sans charme d'aimer en secret, à la manière de Fortunio, et il goûtait par avance la joie de repaître ses yeux d'une Madeleine en chair et en os, d'une Madeleine qui ne serait plus un fantôme, un vain spectre railleur et cruel, d'une Madeleine qui lui sourirait. Comment l'appellerait-elle? Roger? M. de Trémont? — Peut-être Roger. Cela lui ferait plaisir d'entendre son nom dit par elle comme autrefois. En tout cas, lui l'appellerait *Madame*. Il serait, sans doute, le plus jeune des convives, et, le silence seyant merveilleusement à la jeunesse, il pourrait contempler à son aise la maîtresse de la maison entre deux corbeilles de fleurs, à moins qu'on ne le mît du même côté de la table, ce qui serait un lamentable contre-temps. Elle devait avoir changé. Quatre ans, dans l'histoire d'une femme, c'est tout un chapitre, surtout lorsqu'il y a eu mariage et veuvage en ces quatre années... Elle était peut-être moins belle... ou plus belle...

Il en était à cette alternative, quand il arriva devant la baie lumineuse que faisait une grande porte ouverte. C'était l'hôtel d'Altenay. La duchesse avait été instituée par le duc légataire universelle. — L'amoureux mari, n'ayant ni enfans ni frères, avait tout laissé à celle dont la beauté avait brûlé ses ailes de vieux papillon. Le vieil arbre n'ayant pas poussé de rejetons, le nom étant condamné à mort, qu'importaient les collatéraux parasites? Et voilà comment Madeleine, veuve, était installée dans ce majestueux hôtel, un des derniers au front desquels reste gravé le nom de la famille à laquelle ils appartiennent.

Une grande cour avec quatre grands arbres; près du seuil, un suisse en casquette, à large carrure, tout de noir vêtu, un suisse ayant survécu à sa flamboyante livrée. Au fond, l'hôtel en pierres grises, d'aspect maussade, mais altier; un grand bâtiment n'ayant pas de style bien accusé, mais imposant tout de même, sans qu'on sache pourquoi : — il en est des vieux bâtimens comme des hommes âgés; beaucoup inspirent le respect et une sorte de vénération superstitieuse qui n'ont que leurs ans pour mérite. Une galerie vitrée, sans doute ajoutée en vue des bals et des dîners de gala, forme un premier vestibule. Derrière les vitres, on voit des

silhouettes de laquais qui attendent. En entrant, on est tout de suite enveloppé par la molle tiédeur que répand partout un calorifère discret. Aucun meuble, des plantes. C'est là que se tiennent les valets, — valets incritiquables : visage glabre, habit noir à la française, culotte courte et bas de soie, pas de poudre. Le vrai vestibule vient ensuite, donnant sur la galerie par une large baie qu'encadrent des draperies modernes; les quelques meubles qui le garnissent sont absolument modernes aussi. Ni vieux sièges sculptés, ni tapisseries antiques, ni reliques féodales; des tentures rouges, des banquettes et des chaises bourgeoisement, mais confortablement rembourrées, des gaînes drapées supportant des lampes de bronze, et encore des plantes, partout des plantes : tiges élancées ou trapues, feuillages éplorés ou superbes, fusées de verdure s'épanouissant en ombelles ou rameaux touffus terminés en panaches, hauts palmiers de serre et arbustes nains de nom barbare, le tout émergeant, jaillissant de grands bacs d'ébène à ceinture et à poignées d'argent oxydé.

Une porte s'ouvre, et l'on voit un grand salon vide très éclairé, qu'il faut traverser pour arriver à un autre, où causent deux ou trois personnes, et à un troisième, plus petit, où l'on aperçoit la maîtresse de la maison présentant à deux messieurs qui ont l'air aimable un jeune homme qui s'incline très profondément. — Décidément, c'est un parti-pris de modernité dans l'ameublement; tout est recherché et de goût irréprochable, mais signé de la veille par le tapissier à la mode, sans aucune trace de pastiche, sans aucune velléité de copie. — Roger, en reconnaissant dans ce lointain lumineux le visage aimé de Madeleine, devint extraordinairement pâle, mais sa démarche fut aussi ferme que si son cœur de vingt-trois ans n'avait pas eu trois ou quatre battemens par seconde. Il traversa d'un pas tranquille les deux premiers salons, hâtant seulement son allure sur le seuil du troisième, où Madeleine, restée debout pour ses présentations, venait presque au-devant de lui avec un sourire de bienvenue. La voix dont il lui dit son bonheur de la revoir ne tremblait pas, non plus que sa main en effleurant les doigts charmans qu'on lui tendait. Ce petit garçon était déjà un homme du monde consommé. Il le prouva même deux fois de suite, car, à peine les premières paroles échangées, Madeleine le présenta aux deux messieurs aimables, lesquels étaient tout bonnement deux altesses étrangères douées de cette bienveillance princière, désespoir des débutans, qui oblige à des réponses détaillées; or, Roger donna sa réplique sans la moindre nuance d'embarras. Les deux princes ayant, d'ailleurs, un goût marqué pour les choses militaires et n'appréciant rien tant, après une jolie femme, qu'un beau régiment, la conversation suivit une marche tout indiquée. Quand Roger en fut

quitte, il tomba dans la poignée de main de son ami le vicomte de Rohannet, dit *le plus charmant des vicomtes,* — et non sans raison. De taille moyenne, sans aucune originalité physique, le nez et la bouche en place, des yeux comme le premier venu, Armand de Rohannet était un fort gentil garçon, grâce à son élégance de bon aloi et à ses manières affables, plaisant aux femmes de tous les mondes. Sa vraie originalité, c'était même de plaire partout : rue de Varenne, faubourg Saint-Honoré, et ailleurs encore.

— Eh bien! jeune Caton, comment va ta jument? On ne peut pas te demander des nouvelles de ta femme, puisque tu n'en avoues pas.

— Toi qui les avoues toutes, pourrais-tu me dire avec quelle amazone tu étais, l'autre matin, en reconnaissance vers le pont de Saint-Cloud? Quelqu'un de mon régiment t'a rencontré. Jolie personne, à ce qu'il paraît.

— Jane Spring, la maîtresse de Ravenot, le baron Ravenot, tu sais... A ton service, car je n'y touche pas; Ravenot est de mes amis.

— Merci.

— Dis donc, tu es l'ami d'enfance de Mme d'Altenay, ou quelque chose comme cela? C'est dommage que tu n'aies pas quelques années de plus; elle aurait peut-être permuté dans le marquisat pour tes beaux yeux.

Roger, qui regardait justement la duchesse, devint rouge comme on peut le devenir quand on est jeune et qu'on a du sang sous la peau. Il éprouva le besoin de détourner la conversation :

— Parle-moi un peu des gens qui sont ici. Je ne connais presque personne.

— Là, causant avec les princes, le duc de Saveuse...

— Connu, celui-là. Pas de chance avec les femmes dans sa famille. La séparation de corps y est héréditaire, et, quand on attend trop avant de s'y résoudre, on s'expose à manger, un beau soir, un mauvais bonbon comme celui auquel il dut jadis une si forte colique et un si bon grief... Mais, près de la porte, en conférence avec Mme Beuvrard, cet élégant personnage qui doit être un peu plus vieux qu'il ne lui plaît de le paraître?

— Le marquis du Gasc, l'homme de goût assermenté, surnommé *Bric-à-brac;* donne des consultations sur les ameublemens et les toilettes, fait tout ce qui concerne son état et va-t-en ville. Fort aimable homme, d'ailleurs, avec lequel je suis au mieux.

— Et, là-bas, dans le coin, cette personne un peu maigre, endiamantée comme une reine de féerie, qui est-ce?

— La princesse Riva. Comment! tu ne la connais pas?

— De nom, si, bien entendu; mais je ne l'avais jamais vue. On en conte de drôles sur elle. On doit légèrement amplifier.

— Laisse donc! on n'en dira jamais autant qu'il y en a, ni sur elle,

ni sur son mari. D'ailleurs, après l'histoire du secrétaire-général, épilogue compris, on ne peut plus rien inventer que de pâle et de doucereux.

— Qu'est-ce que l'épilogue de l'histoire du secrétaire-général ?

— Eh bien ! après avoir surpris sa femme entre les bras de ce fonctionnaire aimable, quoique républicain, le prince, qui avait d'abord montré des griffes terribles, fit subitement patte de velours, quand la princesse, dont il est séparé de biens, lui eut compté un million pour remettre à neuf son honneur endommagé. L'aventure a fait le tour des journaux, tantôt sous forme de récit sérieux où l'on ne changeait que les initiales et la qualité du fonctionnaire pigé au nid, tantôt sous forme d'anecdote fantaisiste. Tu comprends qu'il n'y a plus rien à inventer, et que même on oserait à peine risquer aujourd'hui le récit des aventures courantes de ce couple prodigieux, car on s'exposerait au reproche d'attribuer des berquinades à des héros de feuilletons pour le peuple.

— Comment ces gens-là ont-ils gardé leur place dans le monde ? comment se fait-il qu'on les reçoive ?

— Eh ! on les reçoit, d'abord parce qu'ils reçoivent, du moins la princesse, car le prince n'est jamais avec sa femme. Et puis, d'une certaine hauteur, on ne tombe pas sans rebondir : c'est une loi universelle qui se vérifie tous les jours dans le monde. Un grand nom et des millions vous empêcheront longtemps encore, sinon d'aller au ruisseau, du moins d'y rester. Enfin, on a des trésors d'indulgence, à Paris, pour les étrangers, même lorsque ces étrangers, comme le prince et la princesse Riva, doivent à un séjour prolongé d'avoir acquis, droit de cité parmi nous. Mais la vraie raison de l'accueil qu'on continue de faire partout à la princesse Riva ce sont ses fêtes, les plus belles de Paris. Et, tiens, dans huit jours, elle en donne une en l'honneur du roi de Crète. Je t'engage à te faire présenter avant, non que ce doive être amusant, mais parce qu'il sera bien de s'y montrer.

— Je le ferai ce soir même, dit Trémont.

— Une fois présenté, reprit Rohannet, tu sais, si le cœur t'en dit... Mais alors rappelle-toi cet aphorisme aimable émis par la princesse elle-même, un jour qu'elle causait intimement avec je ne sais qui : « Si tous les hommes savaient la valeur de certains gestes, il s'épargnerait de par le monde bien des discours inutiles. »

Vers huit heures, on se mit à table. La salle à manger était, comme tout le reste de l'hôtel, meublée dans un goût qui n'avait rien d'antique, mais qui n'en était pas moins extrêmement recherché. La duchesse s'était ingéniée à donner un cachet artistique à un mobilier tout moderne, ce qui lui avait paru infiniment plus méritoire que d'acheter de l'art tout fait avec de vieux meubles ou des meubles copiés. L'hôtel avait toujours été assez misérable-

ment meublé, le duc ne l'ayant presque pas habité et ayant réservé toute sa magnificence et toutes ses recherches pour son château d'Altenay, l'une des merveilles de la Touraine. La duchesse avait pieusement respecté tout ce qu'avait fait son mari à Altenay, mais elle ne s'était pas crue obligée d'en user de même à l'égard d'un hôtel dont le duc n'avait eu cure de son vivant. Elle avait donc fait disparaître toutes les pauvres vieilleries qui déshonoraient les grandes pièces, un peu délabrées, mais toujours imposantes, et avait donné carrière à ses fantaisies de luxe contemporain. Il lui plaisait d'encadrer sa jeune beauté dans de jeunes richesses, et aussi de rompre en visière à la tyrannie du vieux-neuf. Secondée par un goût très sûr et par une fortune énorme, elle avait réussi à s'entourer de splendeurs toutes fraîches écloses, qui ne cachaient pas leur âge, sans verser dans la somptuosité banale, qui est l'écueil habituel des riches mobiliers trop jeunes. Les soies, les satins, les peluches, les draps, les ors, les peintures décoratives, les revêtemens sculptés, les boiseries lisses, tout était à sa place, sans aucune affectation de richesse ni de simplicité.

La salle à manger était ornée de panneaux remarquables, où le pinceau d'un jeune maître contemporain avait peint en grisaille des allégories des Quatre Saisons. Le mobilier de la pièce était d'ébène et de drap bleu blasonné. L'argenterie seule était vieille; elle s'étalait avec une sorte de profusion, que son grand âge et sa valeur artistique faisaient excuser, sur la table et sur les dressoirs. La nappe damassée était, suivant une mode nouvelle, sillonnée de guirlandes de fleurs, dont les arabesques et les courbes enlaçaient les convives de leur gaîté toute suave et parfumée.

La duchesse portait une robe de satin noir, brodée de jais, à peine ouverte sur le devant, mais laissant voir, sous le chantilly des manches, les bras les plus purs de dessin et de ton que puisse rêver un peintre en quête d'idéal plastique et de carnation parfaite. Les mains étaient dignes des bras; la vénérable tradition des *mains de duchesse* triomphait là avec un éclat capable de la rajeunir pour longtemps : fines, mais suffisamment habillées de chair pour se montrer vivantes tout en restant divines, elles avaient la majesté, la grâce de deux mains régnantes, avec la poésie sensuelle de deux mains aimées. La tête, — Roger finissait par là dans son extase ascendante, — la tête se dressait étrange et vraiment souveraine au-dessus de la haute collerette de dentelle noire à la Médicis : un nez de statue grecque; une bouche empourprée s'ouvrant sur des dents de jeune épagneul, qui semblaient des gouttes de lait symétriquement rangées dans un écrin de chair vive; des yeux veloutés d'une nuance fauve adoucie, — la même nuance qu'avaient les

longs sourcils courbés et la chevelure épaisse, — quelque chose comme le blond jadis aimé des Vénitiennes, vu sous le nuage diaphane d'une poudre impalpable ; une petite conque de corail rose en guise d'oreille. Et, planant sur tout cela, l'attrait composite d'un charme tout-puissant allié à des grâces enfantines, la séduction troublante d'un mélange de rêve et de vie, d'un amalgame d'idéal et de chair, de poésie radieuse et de sensualité brûlante. Heureux duc d'avoir été consumé par cette flamme de beauté! d'avoir été la première victime de ce triomphant sourire de jeunesse posé sur la splendeur d'un beau marbre!

Roger, qui avait d'abord regardé Madeleine avec une adoration mystique, se sentait pris d'irrévérencieux désirs, — comme de baiser ces lèvres rouges, comme de plonger sa main dans les flots répandus de cette magnifique chevelure crêpelée, dont il sentait l'attrait magnétique, — cette puissance étrange des beaux cheveux, — s'exercer à distance sur le bout de ses doigts, comme de mordiller le petit lobe rosé de cette oreille délicate, comme enfin de faire en réalité tout ce que son imagination se plaisait à rêver, avec ce luxe de détails agréables et mignards que peut enfanter un cerveau de vingt-trois ans, stimulé par une passion pleine de vie, de jeunesse et de santé. Il n'était pas grand clerc en fait de poésie ; mais, à son âge, on en sait toujours assez long pour écrire en pensée de merveilleux poèmes que personne ne lit et que, plus tard, on voudrait bien relire. Placé à l'un des bouts de la longue table rectangulaire, il eût été à merveille pour se livrer sans danger à sa muette et ardente contemplation, s'il n'eût eu pour voisine la comtesse Beuvrard, une petite femme maigre et noiraude avec des yeux énormes qu'elle n'avait point coutume de porter dans sa poche. Mariée au petit-fils d'un ministre du premier empire, elle n'avait pas quitté sans regret son nom de vieille roche pour celui de Beuvrard, tout bourgeois encore, malgré le titre qui le précédait gauchement. Fort bien apparentée et son mari étant, après tout, le descendant d'un personnage historique, elle n'avait pas eu de peine à se faire reconnaître un rang avouable dans ce que les reporters appellent tantôt le *grand monde*, tantôt le *high life*, et qui est simplement le *monde*. Mais elle était toujours en défiance et sur ses gardes ; personnage de second plan, elle craignait sans cesse qu'on ne la reléguât au troisième. Quoiqu'elle ne fût pas laide, se sachant trop maigre et pas assez blanche pour être trouvée jolie, elle souffrait encore par là et prenait volontiers l'indifférence pour une insulte. Trémont, quelque homme du monde qu'il fût déjà, était trop jeune pour mettre constamment, sans distraction ni défaillance, le souci du savoir-vivre au-dessus des préoccupations d'un

amour absorbant. Quand il revint à lui et songea à ses voisines, la comtesse Beuvrard avait formulé *in petto* la sentence de l'imprudent : « Un petit bêta amoureux de la duchesse. »

Le dîner se passa au milieu d'apartés que faisaient les convives par groupes de trois ou quatre, ne s'interrompant que quand l'une des altesses élevait la voix, ce qui arrivait rarement, toutes deux paraissant trouver un grand charme à une causerie intime que présidait la duchesse. Le ton des conversations avait moins de vulgarité qu'on n'est habitué à en rencontrer dans le monde d'aujourd'hui. D'abord, les convives avaient été choisis par une femme de goût ; ensuite, la maison était pour eux nouvelle, les échos ne leur en étaient pas familiers, et rien n'invite à s'observer dans son langage comme des murs inconnus ; enfin, il y avait là deux princes, et, quoique le culte des princes soit bien mort, une sorte de superstition y a survécu. Dieu sait pourtant que ceux-là n'étaient pas gênans ! N'ayant d'autre préoccupation que de dépouiller leur grandeur, s'étudiant même, un peu lourdement, à remplacer leur flegme d'hommes du Nord par une désinvolture française.

En fait de majesté et de port de tête, le baron de Rochegarde, frère de la duchesse, leur eût rendu des points. Celui-là était, par excellence, l'homme de la surface, du poli, du brillant. Gueux comme Job, il avait, pendant des années, avant le mariage de sa sœur, mené l'existence misérable et terrible de l'homme du monde qui vit d'expédiens. Il ne s'était sauvé qu'à force de tenue, de dignité extérieure, de noblesse d'attitude. Porteur d'un vieux nom militaire, connu noblement depuis Louis XIII seulement, mais de mémoire d'homme inattaqué, on respectait en lui une des choses les plus respectables de la vieille France : la pauvreté héréditaire des familles de soldats, et, sachant que s'il y avait des taches sur ce blason guerrier, elles étaient toutes fraîches, on faisait semblant de ne pas se douter qu'il en eût fait. D'ailleurs, pour tout dire, il cultivait l'escrime et le tir au pistolet avec un zèle et un succès capables de rendre silencieuses les susceptibilités d'hermine des délicats et des dégoûtés, — car les gens du monde, malgré leurs prétentions contraires, sont encore moins chatouilleux sur l'honneur que sur la peau. Assis en face de sa sœur, le baron, restauré de fond en comble, semblait avoir toujours nagé dans cette opulence de bon ton. Il était là chez lui, et, si le luxe flattait ses goûts, il ne déparait pas le luxe, avec sa figure fine et flétrie, où les veilles du jeu s'étaient écrites en rides sur un front de trente ans, sa bouche hautaine qui avait si souvent défié la chance et ses mains de patricien, restées toutes blanches, après s'être si longtemps salies à remuer les cartes sur des tapis de cercles ou de tripots.

Au bout d'une heure et demie de séance, le menu, peu chargé du

reste, quoique savamment conçu et plus savamment exécuté, fut épuisé. On retourna dans le petit salon, où la duchesse elle-même versa dans des tasses de vermeil l'indispensable café (il y avait bien des tasses de Sèvres à l'hôtel, mais le marquis Bric-à-Brac, qui avait été chargé de les appareiller, eût trouvé scandaleux qu'on s'en servît).

Mme d'Altenay, allant et venant parmi ses hôtes, dans ses libres allures, leur parlant sur un ton simple, avec de beaux gestes tranquilles qui seyaient à sa grâce à la fois ondoyante et fière, semblait une reine occupée à bannir de sa cour un cérémonial importun. Tous les hommes avaient les yeux sur elle; leurs regards restaient attachés à sa personne, comme si elle eût été frottée d'aimant. Mais Trémont et le marquis du Gasc se distinguaient par le recueillement de leur attitude contemplative. — Le marquis, homme élégant, de taille médiocre, mais non de tournure vulgaire, avait un assez beau visage qui avait valu à sa jeunesse et valait peut-être encore à ses quarante ans de brillans succès, dans la carrière de galanterie mondaine où il avait illustré sa personne et son nom. — Si donc Roger eût pour un instant détourné sa vue de la commune idole, il se fût aperçu d'une rivalité dans l'extase qui était de nature à l'inquiéter. Mais il songeait d'autant moins à regarder autour de lui que la duchesse se rapprochait du coin où il se trouvait. Elle y fut bientôt et lui parla fort amicalement de lui et de sa famille. Comme elle venait d'être interpellée par la princesse Riva, Roger se rappela qu'il voulait se faire présenter, et il exprima son désir à Mme d'Altenay, qui ne pouvait qu'y accéder avec empressement.

Une fois assis auprès de la princesse, le jeune homme recouvra tous ses moyens de séduction et séduisit, en effet, cette femme célèbre, qui avait une manière à elle de dévisager les hommes et de prendre leur mesure. Se sentant tout permis et ayant déjà tout osé, elle ne se gênait pas, s'affranchissant gaillardement de toutes les mièvreries pudiques dont son sexe a coutume de s'envelopper. Elle avait le parler haut, le geste franc des grandes dames mal élevées du second empire, — parmi lesquelles elle avait pris rang jadis, grâce à une auguste parenté, — sachant néanmoins rester ou plutôt redevenir femme pour plaire et se faire courtiser, quand on lui agréait. Roger fut aimable, et comme il était beau, très beau, il n'était pas surprenant que le regard dont la princesse l'accompagna, lorsqu'il céda la place à un autre, fût des plus encourageans. — Décidément, il n'était pas indispensable d'être fonctionnaire républicain pour pénétrer dans l'intimité de cette grande dame étrangère. Mais le jeune officier ne parut pas soupçonner toute l'étendue de son bonheur, et il s'en tint à la satisfaction d'avoir obtenu une invitation à laquelle il avait attaché un prix énorme, dès que la pensée lui était venue que Mme d'Altenay irait à cette fête de la princesse Riva.

Rendu à lui-même, car il connaissait peu de monde parmi les invités de la duchesse, il reprit son occupation favorite et ramena son regard vers l'objectif préféré. Il fut assez surpris en constatant que la duchesse, qui causait, à ce moment-là, avec la comtesse Beuvrard, avait l'air de parler de lui. Les deux femmes le regardaient, la petite noiraude avec des yeux malins, Madeleine avec un étonnement qui voulait être comique et n'était qu'embarrassé. — Il n'y a pas que les sourds qui comprennent, d'après le mouvement des lèvres, ce qu'ils ne peuvent entendre : tout homme vraiment curieux en fait très aisément autant, et l'on ne sera pas surpris que Roger fût curieux. Bien que le manège eût cessé, dès que ses regards avaient croisé ceux des deux moqueuses, il avait eu le temps de saisir au passage, sur les lèvres de la duchesse, une phrase qui était assurément fort proche parente de celle-ci : Quelle idée! Que vous êtes méchante! — Cela lui donna à réfléchir, et le résultat de ses réflexions fut qu'on avait surpris certains coups d'œil trop éloquens à l'adresse de la duchesse, qu'on avait méchamment informé celle-ci de sa passion juvénile et transparente, et qu'il était tout bonnement en train de devenir ridicule aux yeux de sa déité, comme l'est un adolescent visiblement amouraché d'une femme qui le traite en gamin. Cette pensée désobligeante ne tarda pas à lui devenir insupportable. Il n'était pas du bois dont on fait les hommes ridicules, et, tandis que sa bile s'échauffait contre la délatrice, qu'il traitait, à part lui, dans un langage un peu libre, de *vilain pruneau*, il se jurait de sortir à son honneur de ce mauvais pas et même, à la manière des grands tacticiens, de faire tourner à son profit un contretemps inattendu.

Il y avait du monde dans les trois salons. Aux convives masculins que le baron de Rochegarde, sur un mot de sa sœur, avait emmenés fumer, et qui venaient de rentrer, s'étaient ajoutés quelques visiteurs du soir, entre autres le général de Torné, commandant la brigade de Roger.

— Tiens, Trémont! — fit-il en apercevant le sous-lieutenant. — Vous connaissez donc la duchesse?

— Mais oui, mon général, et depuis fort longtemps : nous étions voisins en Touraine; c'est une amitié d'enfance.

— Et vous avez dîné ici, mon gaillard? Plus heureux que votre général. Quelle femme! hein?

Et le général fit claquer sa langue en gourmet, pendant que ses yeux injectés cherchaient celle qu'il paraissait apprécier à sa valeur. Son regard n'eut pas à se promener bien loin : la duchesse venait de s'asseoir à deux pas de lui, sur un de ces poufs gracieux faits de deux ou trois coussins superposés, causant avec une grande femme sèche et désagréable, tout esseulée sur un canapé, — et digne de

l'être, — qu'elle était venue repêcher au fond de sa mélancolie, en maîtresse de maison attentive et scrupuleuse.

— Elle est positivement unique, — continua le général, dont le teint sanglant était en train de passer au bleu violet sous l'influence de la chaleur et de l'admiration. — Quel port de tête, quelle tournure! sans parler de la figure. J'ai vu, de plus ou moins près, bien des jolies femmes, mais avant de connaître celle-là, je ne savais pas ce qu'est une femme qui a toutes les beautés réunies. Vous pourrez dire, mon petit Trémont, que, tout enfant, vous en saviez plus long que moi, à une époque où mes épaulettes étaient déjà montées en graine, puisque vous connaissiez la duchesse...

Mme d'Altenay, à qui un homme courageux ou bien épris venait d'enlever sa vieille dame ennuyée, se retourna, comme se sentant regardée. Son mouvement coupa la parole au général, qui, alors, s'avança vers elle. Roger suivit.

— Je n'ai pas encore pu, général, vous recommander M. de Trémont, que je pourrais bien appeler Roger, car je lui ai narré des contes de fées et construit des cerfs-volans. Mais il n'y a pas de temps perdu. Je compte vous voir souvent ici; l'affection que le duc d'Altenay vous portait vous y assure un accueil tout amical. Je n'ai pas de jour, vu qu'il est honteux d'être officiellement à Paris avant le mois de janvier; mais, après cinq heures, on a chance de me trouver au gîte... Je dis cela pour vous aussi, Roger; j'espère que vous viendrez de temps en temps. D'ailleurs, le mois prochain, votre mère et votre sœur seront rue de Lille, et l'on m'y verra souvent.

Elle causa avec le général sur ce ton charmant de souveraine en vacances, qui jetait à ses pieds tous les hommes qu'avait épargnés sa beauté, lui disant son désir de peupler de vieux amis ce vieil hôtel rajeuni, et excusant à mots couverts sa prompte rentrée dans le monde, en invoquant sa solitude et son besoin presque religieux de rappeler au sein des demeures dont la mort l'avait faite la maîtresse ceux que la mort en avait écartés. Ses sortilèges de langage, qui eussent mis à merci les plus forts et les mieux armés, étaient très inutiles avec le général, lequel n'était pas aussi occupé des paroles, ni même de la voix, que des lèvres qui les laissaient passer. Il ne fallut rien de moins qu'une auguste apostrophe pour lui faire tourner la tête, et il n'eut que le temps de se courber pour répondre, laissant voir, dans une attitude de respect, sa nuque militaire dépouillée par le rude faux col. L'altesse qui l'avait interpellé, le voyant de dos à côté de Trémont, s'excusa fort gracieusement, lorsqu'elle s'aperçut que le principal interlocuteur du général n'était pas le sous-lieutenant, ni un autre homme, mais la duchesse elle-même. Cependant la conversation, une fois engagée, se continua, et Roger resta seul en face de Madeleine. Alors, les réflexions

qu'avait interrompues le général de Torné reprirent leur cours, que précipitait le besoin de trouver incontinent la solution cherchée.

— J'ai été fort maussade pour ma voisine, Mme Beuvrard, —dit-il, après quelques secondes de silence, — et j'en serais confus, si je n'avais lieu de croire qu'elle s'est déjà vengée par quelque méchanceté.

Il avait prononcé *Madame Beuvrard*, d'un ton qui eût donné la jaunisse à la vilaine peau de la comtesse. Sa façon d'accentuer les deux syllabes de ce nom plébéien, empanaché par l'empire, équivalait à une dégradation. Un grand seigneur loustic, raillant les oripeaux de carnaval d'une princesse de bal masqué, n'eût rien trouvé de plus sarcastique ni de plus méprisant.

— Bah ! fit en riant la duchesse, vous croyez que *Madame Beuvrard*, comme vous dites, s'est vengée de votre silence en vous décochant par derrière tous les traits malins de son carquois ?

— J'en suis sûr. Mais, par exemple, je voudrais bien savoir ce qu'elle a pu vous dire.

En disant cela, il regarda si fixement la duchesse que celle-ci fut positivement gênée.

— Dame ! cherchez, fit-elle.

Un tabouret en X se trouvait tout près du pouf sur lequel était assise la duchesse. Un petit cercle attentif s'était formé autour des princes, qui s'essayaient à causer *avec entrain*, selon la formule invariablement appliquée, chez nous, aux altesses en belle humeur. Tous ceux que cette petite débauche princière de politique et d'esprit n'attirait pas étaient dans les deux autres salons, échoués sur des meubles confortables ou gagnant insensiblement la porte. C'était presque la solitude. — Roger s'empara du tabouret et s'y campa d'un air résolu ; puis, se faisant une mine très douce :

— Si cette bonne personne, ayant à vous dire une méchanceté sur mon compte, n'est pas une sotte, elle n'a pas manqué de vous raconter que j'étais, à table, fort distrait et comme absorbé dans une contemplation dévote.

— Une contemplation dévote ! — fit la duchesse en rougissant passablement. — Et quel en était l'objet, grand Dieu ?

— C'est une chose étrange, — poursuivit Roger sans répondre directement, — que l'intensité des souvenirs d'enfance. On vit des années loin d'une figure aimée. On l'évoque sans cesse, elle ne quitte pour ainsi dire pas votre cerveau ; un beau jour, vous la retrouvez vivante sur votre route, et la réalité est à peine plus parlante que le rêve. Voilà ce que je me disais à table, voilà pourquoi j'étais distrait.

— Il y a donc une personne que vous avez connue jadis et continué d'aimer pendant son absence, que vous aviez perdue de vue et que vous retrouvez ici telle que vos souvenirs vous l'avaient gardée ?

— Oui, dit simplement Roger, en se levant et en saluant pour prendre congé.

Le temps était toujours embrumé; on ne voyait pas clair, et le brouillard épaissi vous prenait à la gorge. N'importe! Roger peuplait le ciel d'étoiles, substituait à la buée dense et âcre de cette désagréable soirée d'arrière-automne l'air subtil et parfumé des belles nuits italiennes, mettait tout le long de son chemin les paysages nocturnes les plus enchanteurs qu'il pût trouver dans les magasins de sa mémoire, et, dans ce décor évoqué, marchait fier, joyeux, léger, triomphant, parce qu'il se sentait presque aimé. En effet, lorsqu'il avait relevé la tête, après être resté courbé devant la duchesse un peu plus de temps qu'il n'était strictement nécessaire, il n'avait vu sur le visage de celle-ci qu'une rougeur émue, sans la moindre trace de mécontentement ni de rigueur, sans aucune moue dédaigneuse ou choquée.

Les passans, plus nombreux depuis que Roger avait atteint la rue de Rennes, fuyaient vers leurs demeures en toussant dans le brouillard, la main devant la bouche ou le nez enfoui dans un collet relevé. Au bout de la rue, la gare dressait lourdement sa façade à grands vitrages en plein cintre et semblait quelque énorme monument funèbre surgissant dans la nuit brumeuse. — Dans le grand hall du bas, envahi par le brouillard du dehors, des groupes de soldats causaient avec la voix éraillée des jours de cabaret, traînant sur l'asphalte bossué leurs gros souliers à clous ou leurs lourdes bottes éperonnées. Les salles d'attente étaient vides. Tout était lugubre. N'importe! l'avant-dernier train de Versailles emporta ce soir-là vers la ville morte un vivant heureux.

III.

Sur le quai d'Orsay, un des plus beaux hôtels de Paris est en fête. Leurs Majestés le roi et la reine de Crète, qui voyagent incognito, à la manière des souverains d'aujourd'hui, c'est-à-dire sans le moindre mystère, mais avec faculté d'aller partout et de s'amuser à l'occasion, honorent de leur gracieuse présence les salons fameux de la princesse Riva, à laquelle s'est joint, pour la circonstance, le prince lui-même, qui sait, du reste, reprendre de temps à autre une attitude conjugale. Leurs majestés ont dîné là, occupant les places du milieu, celles du maître et de la maîtresse de la maison, d'après la règle qui veut qu'un souverain soit partout chez lui et que son amphitryon ne se considère jamais que comme son premier invité. Pour faire honneur aux royaux convives, la princesse a réuni à sa table dix duchesses, — à peu près tout ce qu'il y en a d'authentiques en France, — venues de tous les coins

de la province, car novembre est, par excellence, le mois que l'on consacre à ses terres. En dehors des dix duchesses et des ducs qu'elles comportent, quelques illustrations étrangères, rien de plus. Après le dîner, concert de gala.

Vers dix heures, on arrive. Pas de foule ; les invités ont été triés sur le volet, — triés quant au nom, quant à la réputation, quant à la fortune, car, pour le reste, pour la distinction véritable, pour le charme ou le mérite personnel, pour les séductions non officielles... — On voit là des princes de sang royal, qui, faute d'une couronne à se mettre sur la tête ou d'une marche de trône où se jucher, semblent plus petits que la foule, parce qu'ils ne paraissent pas plus grands. On voit aussi bon nombre de descendans de preux se faisant, selon la coutume actuelle, porter par leurs noms, au lieu de les porter. On voit encore des financiers heureux, comme on en voit partout. On voit enfin un ménage d'aristocrates, moralement digne de figurer dans une galerie de types faubouriens, la femme achetant le silence du mari sur ses frasques, et tous deux recevant des rois en voyage, distribuant des invitations que l'on mendie et qu'au besoin l'on paierait. — Du reste, salons splendides, toilettes merveilleuses, bijoux aveuglans, et surtout grand étalage de chair poudrée. Plus on est en gala, plus on montre de peau, c'est la règle ; règle parfois aimable pour les spectateurs, mais bien souvent sévère pour tout le monde, — pour ceux qui regardent et pour celles qui montrent. Dans ce remous d'épaules et de poitrines trop épaisses ou insuffisamment étoffées, parmi ces ondulations de blancheurs molles et d'épidermes bistrés, les rares nudités agréables se noient et disparaissent presque sous le flot submergeant des laideurs déshabillées. La théorie des contrastes et des repoussoirs se trouve en défaut pour être trop largement appliquée : les majorités et les gros bataillons finissent toujours par avoir raison. — Et ils avaient tellement raison, ce soir-là, les gros bataillons de l'armée des laides, combattant, hélas ! la poitrine découverte, que ce pauvre marquis du Gasc, qui essayait de se frayer tout doucement un passage à travers les rangs serrés de ces audacieuses dévêtues, promenait avec un évident désespoir, depuis une grande demi-heure, son monocle impertinent et connaisseur sur les « trésors » répandus que frôlait sa manche d'habit, laquelle se teintait de blanc à ce contact inévitable. Il n'y avait de presse qu'à l'endroit où se trouvait le marquis, chacun voulant gagner les premiers rangs de fauteuils du grand salon vert, disposé en salle de concert. L'infortuné n'avançait guère, et, chaque fois qu'un pied de terrain gagné lui valait une nouvelle voisine, son regard, sans mouvement de tête trop avide, sans curiosité brutale, plongeant de son mieux dans l'entre-bâillement du corsage, explorait anxieux les accidens de ce

nouveau paysage humain, mais se relevait toujours sans s'être allumé d'aucun éclair d'enthousiasme, d'aucun reflet de satisfaction gourmande. Il arriva ainsi au niveau du vicomte de Rohannet.

— Pas réjouissans les décolletages de ce soir, dit le marquis dans l'oreille de Rohannet.

— Peuh ! c'est toujours comme ça, répondit le gentil vicomte, en passant sa main dégantée sur sa jolie moustache d'un châtain ardent.

Une des caractéristiques de la jeunesse contemporaine, c'est de ne pas tenir énormément à la *femme du monde*, rêve de toutes les jeunes imaginations masculines d'autrefois. Armand de Rohannet était absolument de son temps à cet égard. Fort apprécié partout, il avait peut-être donné quelques crocs-en-jambe à ses principes, tenté par l'occasion, ou tourmenté par la vanité ; mais ç'avaient été là des accidens, des trous dans l'unité de sa vie, comme les amours de rencontre et les bonnes fortunes impromptu. Il en tenait pour la vraie grande cocotte, ou mieux pour la femme entretenue sérieuse, qui a de la dignité ou du laisser-aller à volonté, une orthographe approximative, quelquefois même une instruction complète, — quand elle sort de Saint-Denis, — variété rare, éminemment intéressante, peu connue du public et, d'après lui, véritablement exquise.

— On a beau dire, mon cher, — murmurait-il derrière son claque, reprenant en sourdine sa thèse favorite, au milieu du lent va-et-vient et des conversations bourdonnantes des gens qui cherchaient à se caser ou à se rapprocher d'une personne amie, — il n'y a plus rien d'intéressant dans le monde. Non-seulement les jolies femmes y sont en minorité, aujourd'hui comme dans tous les temps, puisqu'on ne recrute pas plus que jadis les femmes du monde sur la mine, mais tous les caractères sont tranchés ; il y a les femmes qui sont honnêtes et les femmes qui ne le sont pas : aucune transition, aucun moyen terme, aucune demi-teinte. Or, c'était le grand charme de la société d'autrefois d'être riche en femmes douteuses, en vertus incertaines, qu'on poussait au petit bonheur, sans être sûr de les faire tomber. Maintenant, d'un côté, vous avez les matrones, les femmes de foyer, comme dit M. Dumas, et, de l'autre, non pas les femmes de rue, mais les femmes d'alcôve, qui ne sont d'ailleurs séparées de la rue que par l'épaisseur de leur fortune. Eh bien! c'est désolant. Les matrones, on les salue ; les autres, on les dédaigne, parce que, dans ce genre-là, on trouve mieux ailleurs. Oui, pardieu ! l'on trouve mieux. Je ne parle pas de Clémence Holler ; je suis payé, ou plutôt je paie pour la trouver bien. Mais Jane Spring, par exemple, la maîtresse de Ravenot, voyons, y a-t-il ici quelque chose qui puisse lui être comparé ?.. Ah ! oui, là-bas, Mme d'Altenay.

Le marquis tourna vivement la tête.

— Mais, bah ! poursuivit Rohannet, trop jeune, trop riche, trop née,

trop veuve. Rien à faire. Elle se remariera avant qu'il soit longtemps.

— Vous en parlez à votre aise, mon bon! On ne se remarie pas si facilement que cela sans déchoir, quand on est duchesse, avec un vieux nom et deux fois plus de millions dans son aumônière que de fleurons à sa couronne. Et puis, entre nous, elle est trop vivante, et depuis trop peu de temps libérée, pour se presser beaucoup de retomber dans l'ornière du mariage. Belle et riche comme elle l'est, portant le nom qu'elle porte, qui n'est pas le plus vilain cadeau que lui ait fait son mari, c'est bien d'elle qu'on peut dire : Elle est plus que reine, elle est libre. N'est-ce pas M. de Trémont qui la salue?

— Oui.

— Un ami à vous?

— Charmant garçon, quoique un peu vertueux.

— Tempérament rêveur?

— Je ne crois pas.

— Alors, amoureux?

— Possible, mais de qui?

— Regardez.

Et, en effet, il n'y avait qu'à regarder. Roger, à la suite de manœuvres infiniment savantes, quoique étrangères à la tactique de la cavalerie, était parvenu jusqu'au dossier du fauteuil de la duchesse, où il s'accoudait de côté, présentant à la curiosité du marquis et du vicomte son profil de jeune amoureux. La pose était un peu familière, mais acceptable, grâce à la distinction de celui qui la risquait. — On peut fort bien, au reste, mettre son coude, non-seulement sur le dossier d'un fauteuil, mais sur une table (n'en déplaise à *a Civilité puérile et honnête*) : le tout est de savoir l'y poser. — Ce qui était vraiment trop parlant, c'étaient les yeux, ces diables d'yeux de vingt ans, dont il est si malaisé de modérer la flamme.

Donc, Roger causait avec la duchesse, accoudé au coin du dossier du fauteuil, de manière à voir de face sa belle interlocutrice, qui, vêtue de satin mauve et de point d'Angleterre, sans autres bijoux que ses deux bracelets habituels, l'un d'or, l'autre de platine, enserrant ses longs gants blancs sans boutons, éteignait de sa beauté les diamans de ses voisines. Bien entendu, pas un mot d'amour; mais l'amour circulait dans le dialogue, tombant des yeux dans le langage, où il s'affirmait par des intonations familières, vibrantes de joie contenue ou caressantes de passion voilée. C'était un joli duo de jeunesse, un de ces rares morceaux où l'on chante tout le temps ensemble de deux voix qui s'unissent et se mêlent dans une constante harmonie.

— Que vous êtes vraiment jeune! dit Roger, à un moment où Madeleine lui montrait toutes ses dents en un rire qui valait un concert.

— Oh! que vous êtes parfait, petit garçon, lorsque vous me trouvez jeune!

Et elle lui rappela toutes sortes de vieux souvenirs, s'amusant à le rajeunir jusqu'à l'enfance et prenant plaisir à lui redire qu'elle l'avait connu tout petit, qu'elle l'avait amusé, promené, sermonné, choyé. — Chacun sait que les femmes, qui ont un si réel besoin de s'appuyer sur les hommes, n'aiment rien tant que de les protéger ou de rappeler qu'elles ont été leurs protectrices; cette démangeaison leur prend surtout au moment de se montrer faibles, — excuse et consolation anticipées.

— Eh bien! vous avez raison, je suis jeune, très jeune. Quoi d'étonnant, d'ailleurs? Ne suis-je pas née d'hier à la vie? Jusqu'à vingt-deux ans, j'ai été pauvre et j'ai habité la campagne; puis, j'ai été mariée... à un ami qui avait trois fois mon âge...

Le concert commençait. Roger se retira. Ne pouvant rester entre deux rangs de fauteuils, il alla s'appuyer au chambranle d'une fenêtre, sans pouvoir détacher ses yeux de Madeleine. Elle causait maintenant à voix basse avec une amie qui était au rang suivant, ce qui l'obligeait à se pencher un peu en arrière. Son cou, légèrement gonflé par le mouvement de retraite de sa tête, émergeait des rondeurs de la poitrine et des épaules, sans collier, éblouissant et plein de grâce. La belle chevelure, massée sans excès d'art sur le haut de la tête, avec un piquet de roses thé pour tout ornement, semblait trop lourde; on eût dit que c'était elle qui tirât en arrière cette tête renversée. Les épaules avaient une courbe exquise; un poète les eût trouvées dignes de la pourpre. Roger, qui n'était poète que parce qu'il était amoureux, les trouvait simplement dignes de la nudité où il les voyait, et c'était là une poésie raisonnable, pratique et sensée, — car il est aussi bête de souhaiter la pourpre à de belles épaules qu'un riche éteignoir au soleil. La petite oreille, vierge de toute perforation sacrilège et de toute souillure de bijouterie, était traversée par les rayons d'un lustre, ce qui lui donnait l'aspect d'un coquillage transparent vu dans le jeu de la lumière. La main, qui restait fine dans le grand gant lâche qui la couvrait, maniait doucement l'éventail, et le coude, aussi lisse que l'épaule, se montrait à la limite du gant, poli et rond comme s'il eût été de marbre. Certes, Roger était excusable de regarder tout cela avec persistance, mais ses yeux disaient vraiment trop son admiration. — La diplomatie du regard est la plus difficile à apprendre, celle qu'on possède en dernier lieu.

— Peste! il n'y va pas d'œil mort, votre ami, disait le marquis, toujours auprès du vicomte; si Mme d'Altenay avait été de cire, il y a beau temps qu'elle serait fondue.

— Le bêta! fit Rohannet avec une moue charmante, où le dédain se mêlait à la compassion, c'est que c'est vrai qu'il la regarde à la

faire fondre! Allons, je vais chez Jane, où je dois retrouver Clémence ; ça me fait mal de voir ces choses-là. Au revoir!

— Il ne peut pourtant pas l'épouser, dit le marquis en serrant la main du vicomte, il est plus jeune qu'elle.

Rohannet s'en alla, après avoir haussé les épaules d'un air de pitié supérieur, sans qu'il fût possible de démêler ce qu'il méprisait le plus, du mariage ou des liaisons mondaines.

Le marquis évolua alors de manière à se rapprocher de la duchesse; mais il dut, avant d'arriver dans ses parages, avaler, toujours debout, deux grands airs et un de ces stupides monologues que débitent des acteurs spécialistes et qui constituent l'une des distractions les plus horripilantes que l'on puisse offrir à des hôtes victimés. Après le premier grand air, il y eut des « bravo! » complaisans; après le second, des « brava! » galans; après le monologue, des trépignemens de joie, auxquels se mêlèrent, il est vrai, bon nombre d'appréciations résumées d'un mot par des *gommeux* pleins de bon sens : « Idiot! » « Infect! » « Crevant! » Tout le monde s'ennuyait à fond et presque franchement. — La franchise et le besoin de vérité, qui sont l'honneur et font l'ennui de notre époque, condamnent à une mort prochaine les débris à peine vivans de la société. Le mensonge et le convenu la soutenaient; le triomphe du vrai la tue. Il y a une image parfaitement exacte de ce qu'est devenu le monde : c'est ce qu'est devenu le bal de l'Opéra. Plus de dominos, presque plus de masques; on apporte là son ennui pour le promener, sans même le déguiser; autant aller dans une gare, un jour de courses ou de grandes eaux : il y a plus de foule, et c'est plus gai. — Ainsi réfléchissait, non sans mélancolie, le marquis du Gasc, quadragénaire aimable, quoique désenchanté, qui avait connu le monde et l'Opéra, non dans leur âge d'or, hélas! lointain, mais à la fin de leur renaissance, regain trop tôt fauché. Et il se disait que, pour peu que les choses continuassent ainsi, on en viendrait vite à ne plus cacher dans le monde ses plaies et maux domestiques, non plus que ses menus défauts d'intérieur, ce qui ferait de chaque salon une petite cour des Miracles. Ils arrivèrent, lui, ses souvenirs et ses regrets, jusqu'au rang où était assise M[me] d'Altenay. Mais, au premier fauteuil de ce rang, si longuement visé, se trouvait la comtesse Beuvrard, sur les charmes austères de laquelle le vert-galant marquis dut s'incliner pieusement, car cette beauté de carême lui barrait le chemin. Il fallut même échanger quelques mots sur le caractère ennuyeux des soirées de gala accidentées de monologues.

— Il paraît que le roi et la reine ont manifesté le désir de s'initier à ce nouveau genre de réjouissances, qui a fait du bruit jusque vers l'Archipel.

— Initiation mortelle, dit la comtesse en étouffant un bâillement.

Pendant ce temps, profitant d'un entr'acte, un groupe s'était formé autour de Mme d'Altenay; elle avait auprès d'elle la comtesse de Rhèges et sa fille, Roger et le général de Torné. Du Gasc, qui s'était donné un mal énorme pour joindre la duchesse, dans l'espoir de causer quelques instans avec elle, ne poussa pas plus loin, lorsqu'il la vit entourée de la sorte. Il se reprit à observer, et voici ce qu'il vit. Dans ce groupe de cinq personnes, trois seulement parlaient : la duchesse, Mme de Rhèges et le général; quant aux deux autres, elles regardaient, c'est-à-dire que Roger regardait la duchesse et que Mlle de Rhèges regardait Roger, lequel ne paraissait pas se douter qu'elle fût là, ni qu'il y eût au monde une autre femme que Madeleine. Décidément, tout bien élevé qu'il était, l'amour le gâtait. Geneviève de Rhèges méritait pourtant aussi qu'on la regardât. Assez grande et un peu maigre, comme il sied à une jolie personne de dix-huit ans, qui a devant elle l'avenir et le mariage pour engraisser, avec de grands yeux pers, — des yeux de déesse classique, — de beaux cheveux châtain foncé semés de mèches d'or, elle était vraiment séduisante. Moins belle, à coup sûr, que la duchesse et d'un charme moins troublant, moins capiteux, mais, par cela même, d'un attrait plus doux, on pouvait ne pas la désirer, tout en l'appréciant, mais on devait l'aimer vite, quand on l'avait remarquée. — Toutes deux d'ailleurs, à ce moment-là côte à côte, se faisaient mutuellement valoir par le contraste de deux types très accentués en sens inverse : la maîtresse et l'épouse idéales.

— Ah çà! se disait le marquis, ce béjaune de Trémont ne sent-il pas que cette charmante enfant le caresse de son regard virginal? Que diable! il pourrait bien me laisser l'autre, qui n'est pas de son âge, et se consoler avec celle-ci, qui est tout à fait gentille... quoique un peu maigre; c'est un assez joli os à ronger...

Ici, le marquis sourit sous sa moustache soigneusement frisée, sans doute égayé par cette méchanceté, d'autant plus anodine qu'elle devait rester à jamais ignorée. — Cependant, Trémont ne paraissait pas entrer dans les vues du marquis. Le concert venait de reprendre. Mme de Rhèges, sa fille et le général s'étaient éloignés. La duchesse venait de changer de place et occupait maintenant le dernier fauteuil du rang, vacant, comme quelques autres, depuis un instant, car bon nombre de gens, qui s'étaient suffisamment montrés pour qu'on n'ignorât pas leur présence à l'hôtel Riva et qu'on pût les citer dans les journaux, avaient déjà battu en retraite, ayant absorbé d'ennui tout ce qu'ils en pouvaient contenir sans le laisser filtrer. Et, si ce n'étaient pas les plus courageux, ce n'étaient assurément pas les moins bien élevés, car il y avait des hommes qui restaient là les yeux au plafond, dans ces attitudes déjetées

que l'on contracte au club. Roger se tint debout, dans le passage, à côté de Madeleine.

— Voulez-vous que je vous marie? dit-elle en levant vers le jeune homme ses yeux câlins, vrais yeux de velours, s'il y a du velours couleur noisette.

— Vous voulez vous débarrasser de moi?

— Vous ai-je donc sur les bras?

— Hélas! non.

— Hein?.. Enfin, c'est dit avec tant de sentiment que je passe condamnation sur le fond, en faveur de la forme, c'est-à-dire de l'intonation... Mais je tiens à mon idée, et j'y reviens. Vous connaissez Mlle de Rhèges? C'est une amie de votre sœur.

— Oui, elle était là tout à l'heure.

— Je le sais bien; c'est vous qui n'aviez pas l'air de le savoir. Eh bien! qu'est-ce que vous en dites?

— Que vous a-t-elle fait?

— Vous êtes insupportable; vous causez comme une femme, interrogeant toujours quand on vous interroge, ce qui est, en effet, très commode pour ne pas répondre.

— Je vous demande ce qu'elle vous a fait, parce qu'il n'est pas naturel de vouloir marier une jeune fille, charmante, d'ailleurs, et digne de tous les bonheurs, à un jeune homme que l'on sait amoureux bête autre part.

— Je ne vous savais ni si amoureux ni si bête, mon pauvre Roger, dit-elle avec un sourire qui rendait sa phrase aimable. Mais j'ai une peur bleue des confidences; à moins d'être investie du pouvoir du prêtre et d'avoir qualité pour remettre les péchés, il m'a toujours semblé que le fait d'accueillir des aveux vous rendait à moitié complice des crimes épanchés. Aussi, je vais me sauver. J'aperçois là-bas M. du Gasc, mon ami Bric-à-Brac, je vais lui demander son bras pour gagner ma voiture. Je ne veux pas de vous; d'abord, vous êtes trop jeune, et puis vous avez quelque chose dans le cœur, vous trouveriez moyen de répandre sur moi une partie de votre secret d'ici au vestibule. Bonsoir!

Elle lui donna une poignée de main qu'elle sut accompagner d'un regard compensateur, et il laissa la place au marquis du Gasc, lequel, répondant à un signe d'éventail, se précipitait vers la duchesse. — Trémont ne fut pas mécontent de la façon dont la jeune femme avait fui les dangers d'un entretien qui s'en allait grand train vers les confidences catégoriques. Quoique sans expérience en amour, il avait assez de science militaire pour comprendre que, quand celle qu'on attaque commence à fuir, la victoire est prochaine.

Le roi et la reine venaient de se retirer le moins bruyamment qu'ils avaient pu. On pouvait désormais s'en aller sans se gêner.

Trémont se sauva. Bientôt le marquis et la duchesse traversèrent l'enfilade des salons qui se vidaient. Le départ ressemblait à une déroute. Cela fit beaucoup rire la duchesse.

— On voit bien qu'on n'est pas venu pour s'amuser, dit-elle.

L'immense vestibule était encombré de valets de pied, et le premier salon, d'hommes et de femmes enfouis sous les pelisses, qui attendaient avec impatience, tandis qu'on hélait les gens dans la cour et que les roues des voitures, avançant et tournant, criaient sur le gravier. Après dix minutes d'attente, pendant lesquelles le marquis et la duchesse échangèrent quelques-unes de ces phrases qui occupent la langue qui les articule beaucoup plus que l'oreille qui les recueille, Mme d'Altenay eut enfin la satisfaction de voir son valet de pied, — un homme superbe à grands favoris blonds, digne de faire l'ornement de n'importe quelle chancellerie d'Europe, — ouvrir la portière de son landau. Elle s'y engouffra avec ses jupes, pendant que le marquis, tête nue sous la bise, à la vieille mode, qui était positivement la bonne, sentait sur son crâne un peu dégarni les picotemens glacés d'une espèce de grésil qui commençait à tomber. L'homme distingué qui avait l'honneur de servir de valet de pied à la jeune duchesse releva les pans de sa longue redingote noire de livrée et sauta sur le siège. Il n'y était pas encore assis que le cocher, homme corpulent, de teint violet, touchant à peine le cheval qui était sous le fouet et baissant un peu les mains en les écartant, prenait un *tournant* géométrique sur le sable caillouteux de la cour, tout sillonné de traits de roues. — Le marquis, lui, alla bourgeoisement prendre un fiacre sur le quai, et, éprouvant le besoin de rêver, il se fit conduire chez lui sans passer par le club. Le résumé de ses réflexions peut se formuler ainsi : à quarante ans sonnés, il ne serait pas très sage, à supposer qu'on pût se faire agréer, de prendre pour femme une personne aussi *allante* que la duchesse; cependant, s'il était bien démontré... Enfin, l'on verrait, et, soit dans le sens du mariage, soit dans le sens opposé, il y avait peut-être quelque chose à faire.

IV.

— Au revoir! ma belle Madeleine, nous vous laissons. Venez nous voir. Paris est un désert, à cette époque, et l'on éprouve le besoin de se rapprocher. Sans cette maudite chambre, où M. de Rhèges s'obstine à rentrer jusqu'à ce qu'on le mette carrément à la porte, nous serions en Champagne.

— Bah! plaignez-vous! Je suis sûre que Geneviève aime autant être à Paris?

— Oui; comme vous, j'ai le courage de mon opinion : j'aime

Paris en toute saison, mais surtout aux époques où il n'est pas de mode d'y être...

La charmante Geneviève s'arrêta, la parole coupée par l'entrée d'un arrivant.

— Tiens, Roger! C'est très gentil de venir me voir.

— Avez-vous des nouvelles de votre mère et de votre sœur, monsieur de Trémont? dit Mme de Rhèges.

— Oui, madame, toutes fraîches et très bonnes. Elles seront à Paris avant un mois.

— Ah! tant mieux!.. Allons, viens, Geneviève.

Lorsque Roger, qui s'était incliné devant Mme de Rhèges et sa fille, releva la tête, la taille élancée de Geneviève, prise dans une de ces jolies jaquettes anglaises qui vont si bien aux jeunes filles et aux femmes minces, s'encadrait dans les draperies de la porte, pendant que la comtesse descendait les premières marches du grand escalier de pierre à rampe de fer forgé, que modernisait un tapis rouge éclatant.

— Hé bien? fit la duchesse en désignant du regard la porte par où venait de sortir Geneviève et que Roger venait de fermer, vous ne vous convertissez pas à mes vues? Espérez-vous trouver mieux?

Le jeune homme ne répondit rien et vint s'asseoir sur une chauffeuse, voisine assez proche du vaste fauteuil bas, en satin capitonné garni de peluche, où s'était replongée Madeleine. Il regarda autour de lui, comme pour faire connaissance avec la pièce, où il se trouvait pour la première fois. C'était un petit salon, sorte de boudoir précédant les appartemens de la duchesse, où elle recevait ses intimes, le soir, entre cinq et sept. Un joli nid, doublé de satin et de peluche, avec des meubles de toutes les formes connues, hormis les formes disgracieuses ou ennemies du confortable. Un effet cherché de pêle-mêle, de capharnaüm élégant. Rien de symétrique, mais pas une disparate. Les tentures, les rideaux et les portières étaient gris de lin, le reste un peu de toutes les nuances, — à l'exclusion des couleurs criardes et détonnantes. Une profusion de coussins, tous sortant des mains de la duchesse, qui brodait à ravir et avait toujours à sa portée, quand il n'était pas entre ses doigts, quelque ouvrage en train. Il était six heures. Deux belles bûches à demi consumées et une lampe posée dans un coin éclairaient la pièce, assez pour ne pas provoquer les idées de mystère et d'amour, pas assez pour les faire fuir. Un parfum compliqué flottait dans cette tiède atmosphère; l'iris et la violette en formaient les bases essentielles, mais il s'y mêlait ce quelque chose de personnel que les femmes vraiment femmes savent toujours ajouter aux odeurs dont elles s'environnent, de telle sorte qu'avec les ressources, après tout peu variées de la parfumerie de bon goût, chacune trouve

moyen de se composer un parfum bien à elle, qui semble une émanation d'elle-même. — Roger n'entra pas très avant dans l'analyse des senteurs caressantes qui lui montaient aux narines et au cerveau. Des pensées plus sérieuses l'occupaient.

Quant à Madeleine, respectant le silence de son visiteur, se faisant peut-être un malin plaisir de le prolonger pour le rendre embarrassant, elle semblait attendre sans impatience un commencement de conversation qui n'était pas plus pressé qu'elle. Enfoncée dans son fauteuil, les deux coudes appuyés et les mains se joignant par le bout des doigts, elle contemplait son muet adorateur, sans qu'il fût possible de démêler, dans le vague de son doux et mystérieux regard, un reflet de ses impressions intimes. — On dit souvent que la beauté ne sert de rien aux hommes. C'est une double bêtise. D'abord, il est très agréable d'être beau; par conséquent, cela sert à quelque chose. Indépendamment du plaisir assez niais que l'on peut éprouver à se mirer de face ou de profil, — lequel plaisir n'est pas, du reste, le partage exclusif des Antinoüs patentés, — n'y a-t-il pas une légitime satisfaction à se sentir constamment enveloppé d'une atmosphère d'amour, qu'échauffent ou qu'illuminent de furtifs regards de femme, interprètes plus ou moins consciens d'un désir passager ou d'une involontaire sympathie? Ensuite, la beauté sauve souvent un homme du ridicule. Ainsi, un jeune amoureux moins séduisant que ne l'était Roger de Trémont n'eût jamais victorieusement résisté à cette rude épreuve d'une paralysie de la langue venant vous atteindre au seuil même d'un entretien décisif. Lui, sortit intact de cette effroyable conjoncture. Il faut dire qu'il comprit encore à temps, quoique un peu tard, que, si le silence est précieux, il est lourd pareillement et ne saurait indéfiniment peser sur deux personnes réunies en tête-à-tête. Dès que cette vérité fut devenue pour lui bien limpide, il retrouva l'usage de sa langue et songea à s'en servir de son mieux. D'abord, il rapprocha sa chaise du fauteuil de sa future interlocutrice, ce qui, de toutes les manœuvres oratoires, est assurément la plus insinuante; puis, il s'empara d'une main qui, depuis un instant, jouait avec la passementerie du fauteuil, — et il faut convenir que le fait constituait un début *ex abrupto* des plus hardis et des plus significatifs. Avant d'avoir ouvert la bouche, cet orateur peu bruyant se trouvait, de la sorte, en plein cœur de son sujet, et le temps perdu était rattrapé. Alors, il prit une voix douce et grave, au timbre légèrement altéré par une émotion qui ne tenait pas à se cacher, — la voix des confidences où la mélancolie doit s'allier à la tendresse, et il dit :

— Madeleine, laissez-moi vous conter une histoire, une histoire presque aussi belle et beaucoup plus touchante que celles que vous me contiez jadis de votre voix aimée. Il y avait une fois, dans un

château de Touraine, un petit garçon qui voyait souvent une belle jeune fille, une jeune fille si belle que, pour peindre sa beauté, il faudrait voler à Dieu ses pinceaux, et, pour la décrire, forger des mots magiques. Le petit garçon voua à la jeune fille une sorte de culte naïf, qui devint bientôt un amour caractérisé. La jeune fille, hélas! se maria; le petit garçon se fit militaire. Ils furent longtemps séparés. La jeune fille, devenue femme, vécut au loin, sans penser beaucoup au petit garçon, qui, lui, devenu homme, aimait cette fée de ses rêves d'enfant comme on n'aime que les fées, quand on a l'âge d'y croire, et les madones, quand on est pieux. Pour l'amour d'elle il restait enfant et se faisait dévot. Il ne souriait point aux femmes, qui, parfois, lui souriaient; il fuyait le bruit, vers lequel ses vingt ans essayaient souvent de l'entraîner; ses jours étaient silencieux et ses nuits solitaires : la fée, la madone était toujours là, dans sa mémoire et dans son cœur; c'était avec son image qu'il vivait sa vie mélancolique d'ermite en prière. Un beau jour, elle revint; elle était veuve. En songeant qu'il allait la revoir, il fut heureux et triste : heureux d'une apparition désirée, triste d'un bonheur sans avenir. La première fois qu'il lui parla, d'un mot il lui fit comprendre qu'il l'aimait; la seconde fois, ce fut toute une phrase amoureuse qu'il laissa tomber; la troisième, il déroula tout au long le poème de son cœur, et, mettant un genou en terre, il finit par lui dire d'une voix très humble et très troublée : Aimez-moi ou chassez-moi.

La main, la belle main blanche et satinée était restée captive, sans défense pudibonde, sans révolte méchante, sans apparente horreur. La tête s'était légèrement inclinée, comme attirée par les mots aimantés qu'on murmurait près d'elle; les yeux étaient baissés, et un souffle fréquent agitait la poitrine. — Si Roger avait vu transparaître derrière le front de Madeleine les pensées qui naissaient et se développaient à l'ombre de ce *mur d'ivoire*, il eût pu composer sur le mode satirique, puis réciter intérieurement, en l'honneur de la Vieillesse, cet hymne reconnaissant et sarcastique, tout à fait de circonstance :

« O vieillards, vieillards imprudens et grotesques qui ne craignez pas, tout trébuchans déjà sous le vent froid de vos tombeaux ouverts, d'offrir aux baisers prostitués de la Jeunesse et de la Beauté vos affreux museaux parcheminés dont la Mort seule peut décemment s'éprendre, vieillards enamourés, soyez bénis! Sans vous, que de chutes aimables n'auraient pas lieu! que de jeunes poitrines fuiraient de jeunes étreintes! que de gracieuses amours seraient empêchées d'éclore! Mais vous avez passé par là. On vous a vus, ridicules et impuissans, tenter vainement d'assouplir les articulations rouillées de votre vieux squelette, pour le plier aux galantes

postures; on a vu vos bouches édentées ou suspectes grimacer des tendresses où les dernières flammes de votre être en voie de s'éteindre s'exhalaient en un vœu de luxure; on a senti le contact horrible de vos mains décharnées et tremblantes, remuées par un désir stérile et fou... Et maintenant, voici la Jeunesse!.. Comment ne pas goûter à ce beau fruit qui vient s'offrir après vos répugnantes agapes? Comment ne pas chercher à se convaincre que l'amour n'est pas si laid que le reflétaient vos faces de momies? Et l'on se penche vers un jeune amant qui poétise tout ce que vous avez défiguré, qui purifie tout ce que vous avez souillé, qui divinise tout ce que vous avez avili. »

Ainsi faisait Madeleine, entendant pour la première fois sans dégoût et sans crainte les mots brûlans qui portent l'écho de nos désirs à celles qui ont pouvoir de les satisfaire. — Madeleine n'était pas une femme vertueuse par vocation; elle n'était vertueuse que par situation, c'est-à-dire que, comme beaucoup d'autres, elle n'éprouvait pas le besoin, belle, riche et bien née, de se jeter dans les bras du premier venu, ce qui n'excluait évidemment pas la possibilité de se laisser choir dans des bras agréables, si, d'aventure, il s'en ouvrait sur son passage. Or, il y en avait là de jeunes, de vigoureux, tout prêts à la recevoir et appartenant à un Adonis martial : elle n'y tomba pas du premier coup, à la première invite, ce qui eût été déplorable et vraiment choquant; mais elle s'occupa fort, dès le moment où elle les vit s'ouvrir, de la façon dont elle y pourrait tomber avec grâce. — C'était une femme de beaucoup d'esprit, de tact, de goût et de mesure. Elle dédaigna donc de jouer cette stupide comédie de l'indignation et des scrupules, la plus vieille et la plus ennuyeuse du répertoire féminin. Quand on ne veut pas d'un homme, il est bien simple de le lui dire et de le prier, poliment d'abord, puis, s'il le faut, sans mitaines, de déguerpir au plus vite : point n'est besoin d'avoir l'air irrité d'une distinction toujours flatteuse. Et quand, par hasard, on se trouve tout à fait aise qu'un homme aimable ait songé à vous aimer, il est superlativement ridicule de faire intervenir sa conscience dans un débat galant où elle ne peut jouer, en tout état de cause, qu'un assez piteux personnage.

La duchesse se borna à fermer avec sa main la bouche de Roger, en l'appelant : Fou! Elle ne l'appela pas : Enfant! trouvant, sans doute, qu'il était décidément hors de pages. Puis, elle le mit à la porte, après qu'il lui eut embrassé les mains et tout ce qu'il pouvait attraper des bras avec une ferveur et un entrain auprès desquels la dévotion malpropre des pèlerins baiseurs de reliques n'est positivement qu'un rut sans conviction. Comme il mit tout juste un quart d'heure à faire le trajet du fauteuil à la porte, il eut le temps d'expliquer

à la duchesse, qui s'était levée, d'ailleurs, pour repousser son agresseur et le reconduire jusqu'au seuil de la place, que Versailles était une ville éminemment propice à la perpétration de tous les crimes et, en particulier, de celui pour lequel il lui offrait une complicité dévouée; que lui personnellement était logé de telle sorte qu'il pouvait conspirer en paix contre tous les gouvernemens, faculté dont il n'avait jamais usé jusqu'à ce jour, mais dont il se sentait prêt à tirer parti, pour peu que sa duchesse fût tentée de jouer les Chevreuse ou les Longueville. Il arriva enfin à la porte, de l'autre côté de laquelle Madeleine le poussa, en mettant, pour l'inviter au silence, sur sa bouche toute rouge, un doigt fin et pâle, que terminait un amour d'ongle, fait comme une petite feuille de rose.

Retée seule, la jeune femme se regarda dans la glace. Son teint était un peu plus animé que de coutume; ses yeux, moins doux, étaient plus brillans: un abbé du siècle aimable n'eût pas manqué de les trouver *d'un lumineux particulier*. Sa beauté, toujours souveraine, avait quelque chose de plus humain, de plus vibrant qu'à l'ordinaire. Il lui sembla qu'elle venait de se compléter, ou plutôt d'ajouter quelque chose à sa perfection (car elle n'ignorait pas ce qu'elle valait), et elle se redressa avec un mouvement de joie orgueilleuse et hardie, en murmurant :

— Franchement, ce serait dommage !

Qu'est-ce qui serait dommage? De se donner ou de se garder? — Plus probablement ceci que cela, car une charmante figure mâle, ornée de fines moustaches et de grands yeux noirs à cils ombreux, couronnée de cheveux bruns coupés ras et poussant dru, passait dans la glace à chaque instant, montrant, dans un sourire très doux, des dents juvéniles, toutes blanches et au grand complet. — Les dents! chose fort importante en amour et par où Roger brillait tout particulièrement : l'amour a trente-deux dents, — ou au moins vingt-huit (on ne peut pas exiger de lui les dents de sagesse).

V.

Mlle de Salve, la propriétaire de Roger, fut priée par son locataire de transporter ailleurs ses dieux pénates, ses meubles et ses bibelots, moyennant quoi un respectable excédent de loyer lui serait octroyé. Trémont fit bien les choses, et la brave demoiselle reçut, à l'occasion de cette expropriation pour cause d'utilité privée, une indemnité qui lui assurait, pour quelque temps, une somme de bien-être très supérieure à celle que comportait son train de vie normal, étroitement limité. Aussi fut-elle enchantée de la combinaison nouvelle qui la mettait hors de chez elle, — quoique cette combinaison lui donnât fort à penser sur les mœurs de son locataire et lui fît

craindre que ses chastes murs ne fussent appelés à voir et à entendre une foule de choses auxquelles on ne les avait point accoutumés.

Roger ne voulait rien risquer, mais ne voulait pas davantage se trouver pris au dépourvu. Aussi fit-il meubler le premier étage de sa maisonnette, sans être encore absolument certain que la duchesse persévérerait dans la voie où il l'avait vue, tout heureux, s'engager très vite, et qui semblait bien devoir la conduire à sa porte. D'ailleurs, il était riche, ayant recueilli, pour sa part, dans l'héritage paternel, cinq à six cent mille francs, — une grosse fortune pour un sous-lieutenant chaste; il n'avait donc pas à se préoccuper d'une dépense qui eût pu effrayer beaucoup de jeunes gens de son âge. — Il faut lui rendre cette justice qu'il ne lui vint même pas à l'idée que, si ses frais d'ameublement devaient être perdus quant à la duchesse, ils serviraient pour une autre; — quelques années plus tard, cette réflexion pratique se fût fait jour dans son esprit le plus naturellement du monde. — Il disposa toutes choses avec le soin amoureux que l'on apporte à ces sortes d'installations, quand on est bien épris et qu'on a du goût. Les quatre pièces du premier étage, qui avaient renfermé l'existence morose et solitaire d'une vieille fille pauvre, c'est-à-dire d'une créature appartenant à l'espèce la plus déshéritée d'ici-bas, se parèrent à l'envi de meubles et de tentures dans le meilleur goût du jour, sans déploiement intempestif de luxe trop riche ni de recherche ruineuse. L'escalier lui-même qui menait à ce réduit, naguère encore vraie geôle de tristesse où pleurait une vie manquée, déguisait maintenant sa nudité et sa mesquinerie sous des tapisseries qui avaient le double mérite d'être vieilles et d'être fraîches, et que Roger avait été dénicher dans un grenier de l'hôtel de la rue de Lille, où sa mère et sa sœur n'avaient pas encore pris leurs quartiers d'hiver. Il ne manquait plus que des plantes et des fleurs pour que le temple fût au goût de la divinité qu'on y attendait. Roger fit apporter ces accessoires verdoyans ou parfumés le lendemain du jour où il put mettre à la poste une petite lettre fort laconique, qui disait juste ce qu'il fallait dire, à savoir que le signataire de l'épître, prenant son rêve pour la réalité, avait tout préparé en vue d'une visite que rien ne l'autorisait à attendre, mais que la pente habituelle de ses désirs et de ses songeries l'amenait quand même à espérer. Noël allait venir, était-il dit, en *post-scriptum*, Noël, la fête des enfans et des amoureux; on la passerait au coin du feu, seul, rêvassant, comme à l'ordinaire, et regrettant bien de ne plus croire au petit dieu remplisseur de souliers et exauceur de vœux. — Cet apprenti, qui était en train de passer maître, n'avait eu garde de revoir la duchesse. Il avait été une seule fois rue de Varenne, un jour qu'il savait Madeleine absente. C'est qu'il comprenait l'éloquence de la solitude et du

silence pour une femme qui s'est avancée au point de ne pouvoir guère reculer sans qu'on lui fournisse un prétexte; c'est qu'il devinait le danger des entrevues et des colloques où les actes ne sont pas encore de mise et où les paroles n'ont plus rien à dire. Il était, d'ailleurs, presque tranquille quant au résultat final, ayant conservé toute vive et toute chaude sur son visage l'impression d'un de ces regards chargés de langueur, de faiblesse et d'amour par lesquels les femmes éprises de tendresse ou lasses de vertu se promettent tout entières à qui sait leur plaire et saura les prendre. Il attendit donc.

Il n'attendit pas au-delà du terme qu'il avait prévu, et, pour ainsi dire, fixé. — Le 24 décembre 1880, vers dix heures du soir, il était seul dans sa maison, dormant à moitié, avec une cigarette éteinte entre les doigts, auprès d'un feu en train de mourir, dans l'ex-chambre de Mlle de Salve, transformée en une sorte de fumoir où le cuir gaufré se mêlait au velours frappé, lorsque le bruit d'une voiture, suivi d'un coup de sonnette, le fit sauter de dessus son fauteuil jusqu'à moitié chemin du plafond. Il saisit la lampe, qui, sous son abat-jour d'albâtre garni d'une dentelle de papier rose, brûlait doucement sur le coin d'un bahut, et il se rua dans l'escalier. Ce ne fut que sur la dernière marche qu'il songea à se composer un maintien à peu près digne. Il modéra alors sa fougue et alla ouvrir sa porte de l'air tranquille d'un homme qui n'attend ni femme ni créanciers. Il trouva sur ce seuil, jusque-là chaste ou à peu près, une silhouette féminine, que drapait une longue pelisse de velours noir bordée de martre zibeline. La tête se dissimulait frileusement sous un voile épais de dentelle espagnole, roulé par-dessus le chapeau. La visiteuse tenait à la main un petit sac de voyage fort élégant. Roger referma vite la porte.

— Qui vive? dit-il en se penchant vers le voile noir.

— Amie! lui fut-il répondu d'une voix dont la gaîté tremblait un peu.

— Alors, suivez-moi, repartit le jeune homme en escaladant l'échelle de son perchoir.

Lorsque tous deux furent arrivés dans la pièce où, un instant auparavant, l'officier sommeillait parmi les nuages de sa cigarette et de ses rêves, la visiteuse, sans ôter son voile, regarda autour d'elle avec un vif mouvement de curiosité. Le parfum qu'elle apportait se mêlait en vainqueur à ces senteurs fades et écœurantes du tabac consumé dont la fumée se refroidit. Roger la contemplait, les narines un peu dilatées pour aspirer cette douce odeur de femme aimée, — promesse de volupté avant d'être souvenir amer, — qui monte si vite à la tête, en attendant qu'elle s'attache si fort aux doigts.

— Eh quoi! c'est vous, Madeleine?

— Vous savez mon nom?

En disant cela sur un ton plaisant, elle défit son voile et, raffermie, montra, fière et mutine, ses traits radieux et son œil charmeur. Roger se jeta sur les mains deux fois ducales qui, gantées de saxe, émergeaient des fourrures blondes; il les baisa avec une ferveur touchante en se laissant tomber à genoux. Puis, il entraîna Madeleine dans la pièce voisine, dont il avait fait un véritable jardin d'hiver en miniature.

— Vous voyez, vous étiez attendue. Vos amies les plantes et vos sœurs les fleurs se sont réunies en aussi grand nombre que le permettait l'exiguïté du local pour vous recevoir et vous fêter.

— C'est charmant!.. Mais, dites-moi, est-ce vraiment un réduit orné pour moi? Ne serait-ce pas plutôt un temple banal où les divinités et les cultes se succèdent, au hasard des croyances changeantes de vos vingt-trois ans?

Elle le regardait d'un air où l'enjoûment ne déguisait pas tout à fait une sorte d'inquiétude attristée.

— Ingrate! murmura Roger, en faisant asseoir Madeleine dans un fauteuil au bras duquel il s'accouda, un genou en terre, ne vous ai-je pas dit que je vous ai gardé ma jeunesse?

Et, ce disant, le jeune homme retira doucement un des gants de Madeleine, et mit à nu la belle main qu'il aimait; puis, il baisa longuement et doucement cette main que la bise du soir avait rendue froide, après avoir non moins longuement et doucement regardé dans les yeux celle qui venait lui apporter ainsi, après des années d'attente, le trésor et le rayonnement de sa lumineuse beauté. Il y avait tant de passion contenue, tant d'amour jeune et pourtant discret dans cette caresse, à peu de chose près respectueuse, qui suivait ce regard ému et cet aveu de chasteté voulue, que Madeleine, déjà fort troublée, se sentit frémir; il lui sembla que l'amour la pénétrait tout à coup de sa chaleur voluptueuse et secouait pour la première fois sa chair, jusque-là presque inerte.

Certes, elle était venue, aimant déjà Roger; mais il y a une foule de manières d'aimer, qui toutes sont vraies, puisqu'elles sont, et pourtant ne se ressemblent guère. — Elle avait aimé Roger très vite, parce qu'il était beau, parce qu'il était jeune, et qu'elle avait encore aux lèvres le dégoût des baisers de vieillard. Elle l'avait aimé, parce qu'il faut bien aimer quelqu'un, sous peine de s'ennuyer mortellement et de passer à ses propres yeux pour insensible, — ce qui est humiliant. Elle l'avait aimé, parce qu'il était là tout près d'elle, ayant déjà une place dans ses souvenirs et dans ses affections, de sorte que son cœur et son imagination n'avaient que très peu de chemin à faire pour arriver à l'amour, — ce qui est toujours un grand avantage pour les femmes peu romanesques qui ne tiennent pas à tomber de haut et veulent savoir sur qui elles

tombent. Elle l'avait aimé encore, parce que, plus âgée que lui, et l'ayant connu enfant, elle éprouvait une jouissance singulière à accommoder les reliefs de sa bienveillance passée à une sauce de tendresse véritable. Elle l'avait aimé enfin, parce que, peu désireuse de se remarier, toute à la joie de se sentir libre, elle éprouvait pourtant comme une espèce de remords à la pensée que sa beauté ne servirait à rien ni à personne, si ce n'est à elle, et encore à peine, que ce serait de la beauté perdue, inutilisée, gâchée par un égoïsme de thésauriseur, par une de ces avarices meurtrières à l'avare même. Mais, dans toutes ces impressions, dans tous ces sentimens dont était fait l'amour complexe qu'elle avait voué à Roger, il n'était entré que fort peu de désir, d'appétit sensuel. Les sens de Madeleine, bien loin d'avoir reçu cette initiation nécessaire à la plupart des organisations féminines pour comprendre, surtout pour apprécier le caractère vraiment brutal de l'amour, avaient été éteints sous d'atroces répulsions. Brusquement ils venaient de s'éveiller, avides et curieux. — Voilà pourquoi tout son être tressaillait à cette heure d'un frisson de volupté, voilà pourquoi elle prit dans ses mains la tête charmante de Roger et appuya sur le front pur du jeune amoureux ses lèvres, naguère toutes fraîches et maintenant brûlantes. Roger ferma les yeux et sentit sa tête se prendre. Il lui parut que, vingt ans plus tard, il se souviendrait de cette brûlure faite à son front par une bouche ardente, comme de la fraîcheur de cette main dégantée qui s'appuyait sur sa joue et son oreille, qu'une montée de sang avait surchauffées. Il lui parut aussi qu'il retiendrait indéfiniment prisonnière dans sa mémoire cette vapeur légère faite de parfums mêlés, au sein de laquelle la peau de Saxe des gants, l'iris et la violette de la fourrure et du linge longtemps couchés parmi les sachets, et peut-être le corps aimé de Madeleine, tiédi par la molle température du lieu et par des vêtemens trop chauds, luttaient d'enivrantes provocations. Il eût été difficile de dire lequel avait eu le plus de grâce, de la caresse attendrie et soumise de ce jeune homme qui, pouvant tout oser, ne prenait d'abord qu'un baiser sur la main, ou du geste hardi de cette femme qui, la tête ceinte de toutes les couronnes enviables que le sort bienveillant peut rassembler au front d'une privilégiée, se penchait d'elle-même sur l'amant de son choix pour lui donner les arrhes de son amour. N'est-ce pas à peu près ce que font les femmes de sang royal, — lorsqu'elles veulent admettre un simple mortel à l'honneur de leur servir de cavalier, et ne doivent-elles pas alors prendre l'initiative et se charger de l'invitation ?

— Avez-vous froid, que vous restez ainsi vêtue comme une Allégorie de l'hiver ?

— C'est vrai! j'oublie que je suis dans une serre.

Et elle rejeta la lourde pelisse sur le dossier du fauteuil, montrant une toilette très simple, une sorte de costume de voyage en cheviot sombre, dont la casaque collante moulait une gorge ronde et haut plantée, qui trouvait moyen d'être éloquente, voire même troublante, sous l'étoffe épaisse et rêche qui l'enveloppait.

— Vous voyez, je suis en costume de voyage, dit-elle. C'est que je suis en route pour la Bretagne, où une grande terre fort négligée me réclame. Je passe par Versailles... et par chez vous, et, à minuit, je prends, à la gare des Chantiers, un train de Bretagne, qui me mène aux environs de mes bruyères abandonnées. On m'attend là-bas, j'y reste trois jours, quatre au plus, et, à la fin de la semaine, je suis de retour à Paris. Voilà!

— Bien conçu, mais difficile à exécuter, dit Roger, qui, cette fois, n'hésita pas et, mettant de côté toute discrétion, haussa sa bouche jusqu'à celle de Madeleine, sans quitter sa posture agenouillée, pour lui donner le premier baiser, — une jolie préface, un peu longue, mais qui ne parut pas déplaisante.

— Voyons,.. laissez-moi! Mon fiacre m'attend à la porte.

— Si je le renvoyais tout de suite? Ce serait une économie.

— Hé bien?.. qui me conduirait à la gare?

— Vous partirez demain, ou plutôt... vous partirez samedi... pour Paris. Envoyez une dépêche en Bretagne; une terre négligée, qui a besoin de votre présence depuis quelques mois, est infiniment moins digne d'intérêt que votre serviteur, qui a besoin de vous depuis des années, et qui a su vous attendre.

Sans prendre souci de la réponse, laquelle d'ailleurs n'était pas fort intéressante à connaître, Roger descendit en hâte. Sur le siège de la guimbarde versaillaise, arrêtée dans la rue déserte, silencieuse et sombre, un vieux cocher dormait. Trémont le réveilla, le paya et le congédia. Il se sentit heureux du coup de fouet qui tirait de sa torpeur la rosse engourdie et du bruit de ferraille remuée que fit, en s'éloignant, le triste carrosse, cahoté sur le pavé montueux : il lui semblait qu'il demeurait seul pour l'éternité, dans une ville abandonnée, avec le diamant de beauté auquel sa maisonnette servait maintenant d'écrin.

Quand il remonta, Madeleine était debout devant une grande glace inclinée, où elle pouvait se mirer du haut en bas. Ayant ôté son chapeau, les bras en l'air, une main toujours gantée, elle rajustait sa coiffure, et sa taille charmante se développait dans sa grâce élancée, ayant toute la rondeur d'une taille de femme épanouie, avec quelque chose de juvénile qui ne se rencontre pas d'ordinaire aux approches de la trentaine. Au vrai, Madeleine avait vingt-sept ans, — un bien bel âge de maturité; mais on lui eût donné vingt-quatre ans à

peine, — un plus bel âge encore, car il semble que tous les charmes de celle qui en est parée soient toujours des promesses et non encore des floraisons définitives, déjà voisines du déclin, — puisque tout ce qui a fleuri est près de se flétrir, et que le dernier pétale qui s'ouvre fait songer au premier qui va tomber. La chevelure, trop abondante pour rester en ordre parfait, avait pris, sous le froissement du voile, des allures d'indépendance et des ébouriffemens choquans; c'était à remettre en place toutes ces mèches batailleuses, toutes ces ondulations discordantes, que travaillait Madeleine, à grand renfort d'épingles déplacées, que sa main droite restée nue repiquait vivement au bon endroit. Roger vint par derrière, passa son bras autour de la taille de la jeune femme, assez haut pour enfermer le bas de la gorge dans une étreinte passablement savante, et, de la main qu'il avait libre, défit rapidement l'échafaudage à peine consolidé de la coiffure, noyant les épaules de Madeleine sous un flot de cheveux dénoués et recevant en plein visage les éclaboussures chatouillantes de cette cascade embaumée.

— Que vous êtes belle ainsi! dit-il vivement en se penchant pardessus l'épaule de Madeleine pour la regarder dans la glace.

Elle n'eut pas le temps de se fâcher, et probablement elle en fut bien aise, car elle céda, sans trop de résistance, à la pression qui la poussait doucement vers la pièce voisine, éclairée seulement par un feu que la prévoyance de Roger avait allumé et convenablement entretenu. — C'était la nouvelle chambre à coucher du jeune homme. Il avait eu le tact de n'en pas faire un boudoir et d'y placer un lit suffisamment étroit pour ne pas provoquer des idées nécessairement grivoises : un lit trop large, chez un célibataire, paraît toujours avoir une signification brutale.

Arrivée près de ce lit, qui semblait l'attendre comme un autel attend la victime, — bien qu'il fût pudiquement couvert de son dessus de cretonne à ramages, — Madeleine rougit sans le moindre effort, et, lorsque Roger, qui, paraît-il, aimait la lumière, eut allumé les flambeaux, elle cacha son visage dans ses mains, très sérieusement embarrassée de sa contenance. Elle sentit alors que les doigts du jeune homme, depuis un instant fort nerveux et s'escrimant à la diable sur les boutons de son corsage, faisaient trêve tout à coup à leur impatience. Elle regarda et vit Roger, à deux pas d'elle, la contemplant avec un regard si rempli d'adoration, d'attendrissement et d'obéissance, que son trouble et sa pudeur s'envolèrent soudain. Elle alla à lui, jeta les bras autour de son cou, puis, sous le voile soyeux et parfumé de ses cheveux épandus, comme sous le rideau retombant d'un confessionnal discret, elle lui jeta ces mots dans l'oreille avec un souffle chaud :

— Roger, je vous aime! je suis à vous...

Elle permit alors à l'amoureux, tout près de passer amant, de finir la besogne indiscrète qu'il avait si maladroitement commencée. Elle l'aida même un peu, car, en pareille circonstance, un homme pressé est incroyablement lent. Puis, elle se livra tout entière, sans marchandage, sans discussion, sans affectation de scrupules, sans restrictions mentales ou autres, avec une générosité de grande dame, avec toute l'impudeur de l'ignorance et de la beauté.

Cinq jours durant, ce fut une orgie d'amour, car, pour les gens bien portans et, par suite, médiocrement enclins à la métaphysique, l'amour est un festin bien plutôt qu'une idylle. Madeleine oublia la Bretagne, ses terres en souffrance, ses fermiers qui l'attendaient; elle oublia encore une foule de choses, mais aussi en apprit tant d'autres qu'il y eut compensation. Elle vécut là, tout ce temps si court, sans voir d'autre visage que celui de son amant. C'était lui qui la servait. Le lendemain du soir fortuné où il avait enfin pris possession, il avait été lui-même à la gare des Chantiers chercher la haute malle à couvercle en forme de dôme qu'on y avait laissée, en partance pour la Bretagne. Il se fit femme de chambre, valet, maître d'hôtel, descendant prendre les plats des mains de Caveçon, cuisinier pitoyable, mais admirable laquais militaire, dressé à l'instar de l'illustre Grimaud, laquais d'Athos, de muette et charmante mémoire. Pour tout le monde, M. de Trémont, sous-lieutenant au 35e dragons, fut, pendant cinq jours, condamné par ordonnance de la Faculté de Paris à une absolue claustration, avec défense de communiquer avec qui que ce fût, par suite du danger que les conversations au tabac pouvaient faire courir à un larynx étonnamment endommagé. Comme il n'était pas de service, la chose alla toute seule, et il n'y eut pas d'autres explications à fournir. — Caveçon lui-même n'entrevit pas une fois la duchesse, qui, sincèrement heureuse, très simple, d'ailleurs, comme il est convenu que doivent l'être toutes les vraies grandes dames, comme le sont, en effet, toutes les femmes de goût, et, en outre, très amusée de ce campement un peu bohémien, compliqué de mystère, eût volontiers prolongé son séjour. Elle aidait Roger à mettre et à enlever le couvert, et, quand Caveçon faisait le ménage, elle se réfugiait d'une pièce dans l'autre, rangeant et époussetant après le brave dragon.

Le soir du cinquième jour pourtant, il fallut partir. Elle sortit de là tout à fait grisée, emportant dans son âme l'écho d'une inoubliable fête. L'initiation avait été complète, et comme l'initiateur était plein de jeunesse et rayonnant de beauté, encore exempt de vice, quoique très avisé et très ardent, il n'y avait eu ni déception, ni désenchantement, ni dégoût; les baisers du matin, que Roger apportait, l'haleine fraîche, à la bouche de sa maîtresse, n'avaient pas paru à celle-ci moins doux ni moins engageans que ceux du soir;

les caresses du départ ne furent pas plus hypocrites ni plus distraites, mais furent, au contraire, plus franches et plus convaincues encore que celles de l'arrivée.

Madeleine s'en alla donc amoureuse dans l'âme, le cœur joyeux comme il sait l'être en ses premiers élans, et gardant, par-dessus le marché, sa conscience libre, car elle ne trompait personne et, s'appartenant bien à elle-même, croyait pouvoir se donner sans remords. Heureuse Madeleine !

Oui ! heureuse Madeleine ! mais plus heureux Roger ! Il avait attendu, c'est vrai, dans une continence dont son sexe n'est pas coutumier; mais il pouvait s'appliquer le proverbe, si souvent menteur, d'après lequel : *Tout vient à point à qui sait attendre.* A part deux ou trois épreuves d'amour malpropre, qui lui avaient rendu le service de le préserver du reste, il arrivait à Madeleine, cette maîtresse rêvée, bien digne d'éclairer et de réjouir toute une existence d'homme, sans avoir égrené le chapelet honteux des voluptés salissantes. Il n'avait pas, le jeune privilégié, passé en revue tout le cortège de maritornes et de femmes de chambre, de courtisanes et de filles publiques, de matrones adultères et de demoiselles déflorées, où la plupart de ses congénères sont habituellement contraints de chercher les dispensatrices de leurs joies intimes. Dès que ses yeux s'étaient ouverts à la lumière, ses sens à la beauté et son cœur à l'amour, il avait vu, connu, aimé la créature la plus admirable qu'il eût chance de rencontrer jamais. Ces premières effusions d'une nature vierge qui s'éveille, ces premiers rêves d'une âme juvénile que l'illusion berce encore, au lieu de les jeter en tribut, ou mieux en holocauste, aux pieds de femmes vulgaires ou souillées, il avait pu les réunir en faisceau et les offrir, offrande printanière, gerbe gracieuse, à celle dont le regard les avait fait germer et fleurir. Heureux Roger ! — Au reste, il avait, à cette heure, une conscience entière de son bonheur.

Pendant trois jours, après le départ de Madeleine, il parcourut les bois qui avoisinent Versailles, fatiguant ses trois chevaux qu'il montait en casse-cou, lui, d'ordinaire si correct et si posé. — *Faquin*, *Miss Coqueluche* et *Cabochard* n'y devaient rien comprendre, *Faquin*, le cheval d'armes, surtout ; jamais on ne l'avait galopé de la sorte, l'étrier chaussé et les mains basses pour le plaisir d'aller vite. Quant à *Miss Coqueluche,* jolie jument de pur sang que Roger avait eue en prix à Saumur, comme elle avait subi un commencement d'entraînement, elle ne devait plus s'étonner de rien. Pour ce qui est enfin de *Cabochard*, grand carcan à nez busqué qui sautait comme un daim, étant toujours emballé, il ne songeait guère probablement à se plaindre, et, s'il pouvait s'étonner, c'était seulement d'être moins souvent mis sur les jarrets par

un certain coup de main, appuyé d'un renversement du corps en arrière, qui était particulier à son maître et qui avait le don de couper court à ses velléités de course folle, alors qu'il s'en allait le nez en l'air, la bouche de travers et l'œil furibond, en vrai *cabochard* qu'il était. — Dans le clappement des feuilles pourries que hachaient les sabots du cheval, dans le cri du bois mort cassé net au passage, dans les navrantes chansons du vent caressant les branches nues, et surtout dans le bruit lointain de Paris, deviné plutôt qu'entendu parmi le sobre concert de ces voix sylvestres attristées par l'hiver, Roger percevait le nom de Madeleine. Il lui semblait l'entendre, murmuré avec envie sur sa route, même par les choses endormies ou mortes que réveillait sa course rapide. Puis, quand il passait à pied dans ces rues mornes de Versailles, il peuplait, lui médiocre poète, cette solitude altière de plus de fantômes brillans que n'en trouvèrent jamais sous leur plume magique les évocateurs les plus fameux de spectres enrubannés et poudrés. La poésie de la mort même, la seule dont soit presque toujours ignorante la jeunesse en fleur, lui devenait accessible, tant il y avait en lui de sève débordante, avide de créer, de faire vivre ou, faute de mieux, de ressusciter.

Le surlendemain du jour de l'an, il rencontra Madeleine rue de Lille, où sa mère et sa sœur venaient d'arriver. Il lui sembla qu'elle était un peu contrainte, et lui-même, resté plus jeune que son âge, ne se sentit pas fort à l'aise en face de sa maîtresse, sous le regard de sa mère. — La marquise de Trémont était une femme de quarante-trois ans, fort belle encore, aux cheveux noirs, aux traits réguliers, au regard aimable, quoique souvent fixe et volontiers enquêteur. Elle aimait son fils passionnément, — cela va sans dire.

Madeleine était là quand arriva Roger, et il y avait quelque chose de gênant pour les deux amans aux questions maternelles dont Mme de Trémont assassina le jeune homme, s'informant de l'emploi de son temps, de ses distractions, de ses plaisirs, de tout enfin, car, pour la marquise, Madeleine ne comptait pas, ou plutôt comptait comme un enfant de plus. Elle insista surtout sur la mine un peu défaite de son fils. — Marie-Antoinette, la sœur de Roger, était dans sa chambre avec son amie Geneviève, que Mme de Rhèges lui avait envoyée au débarqué, car c'était une de ces amitiés de jeunes filles où l'on dépense en tendresse licite tout ce qui bouillonne confusément dans un cœur de vierge et resterait sans emploi, faute de cet exutoire légitime. Bientôt les deux amies entrèrent, riant de ce rire éclatant et sans cause de la première jeunesse, si agaçant chez les garçons, si musical chez les filles. Le rire de Geneviève s'arrêta net à la vue de Roger, comme si les cascades sonores de notes joyeuses que roulait son gosier se fussent cristallisées soudain. Roger, bien entendu, ne le remarqua pas : il avait affaire ailleurs.

Marie-Antoinette, elle, ne pouvait rien soupçonner d'un secret que son amie ne lui avait pas confié. Mais Mme de Trémont et Mme d'Altenay, toutes deux observatrices d'expérience et toutes deux payées, à des titres différens, pour bien observer, furent très frappées de cette dislocation subite d'une gaîté en forme de duo, qui s'était annoncée de loin bruyamment, dans un bel unisson, et devenait tout à coup boiteuse, ne sonnant plus que d'une seule voix. Marie-Antoinette, en effet, jolie brune turbulente, continuait de se montrer joyeuse et se pendait au cou de son frère, en jacassant comme une pie, après avoir embrassé Madeleine avec beaucoup de tendresse, tandis que Geneviève, qui avait présenté son front à la duchesse et donné une poignée de main timide à Roger, était allée s'asseoir auprès de la lampe, jouant avec la frange du tapis de table et ne soufflant mot.

On était dans le grand salon, encore en tenue d'été avec ses housses grises à lisérés bleus et son lustre enveloppé. Madeleine et la marquise étaient aux deux coins de la cheminée, Roger debout au milieu de la pièce avec sa sœur; Geneviève, derrière la table où elle s'était réfugiée, semblait isolée. La lumière de la lampe transformait en flèches d'or les mèches blondes dont était parsemée la chevelure châtain sombre de la jeune fille. Ses traits fins, un peu tristes, en dépit d'un récent accès de gaîté, et l'ovale un peu maigre de son visage au teint mat légèrement ambré, prenaient un relief étrange dans ce clair-obscur lointain; les beaux yeux pers semblaient plus foncés et plus brillans que de coutume, au-dessus du bistre délicatement estompé de la paupière inférieure. Madeleine regardait et admirait, se demandant si elle n'avait pas commis une imprudence en attirant l'attention de son amant sur cette gracieuse enfant, qui serait peut-être un jour belle entre les belles. Elle se mit alors à examiner Roger, lequel causait avec sa mère et sa sœur, tout en jetant, de temps à autre, un coup d'œil à Madeleine, sans que jamais sa vue s'égarât dans la direction de Geneviève. — Le résultat de l'enquête fut satisfaisant pour Madeleine, et Mme de Trémont, occupée de son côté à un petit travail analogue, put se faire, en même temps que la duchesse, cette réflexion, que, s'il y avait anguille sous roche, Roger n'y était pour rien. Les regards des deux femmes, ayant même objectif, finirent par se rencontrer.

Comme il y avait justement au-dessus du canapé où était assise Geneviève un portrait en pied du père de Roger, Madeleine, pour expliquer les allées et venues de son regard, fit remarquer la ressemblance, très frappante, au reste, qui existait entre le fils et le portrait du père. — Le feu marquis était représenté dans le charmant uniforme d'un régiment de hussards dont les officiers étaient bleu et or, régiment qu'il commandait en 1870 et à la tête duquel il avait été tué. A l'époque du portrait, on n'avait pas encore inventé les

vilains sacs à tous grains dont on se sert pour habiller la cavalerie légère d'aujourd'hui ; le régiment du marquis était un des plus brillans de l'armée impériale, et les somptuosités dorées de ce bel uniforme à brandebourgs fulgurans rehaussaient encore la fière mine de ce colonel de quarante-deux ans. — La beauté semblait, d'ailleurs, héréditaire dans la famille, car, non-seulement on retrouvait chez le fils tous les traits du père, mais une délicieuse miniature de Saint, accrochée non loin de là et qui reproduisait, avec la recherche de son dessin subtil et de son merveilleux coloris, le visage de l'aïeul, révélait un troisième quartier de cette noblesse physique.

Pendant que Madeleine faisait part à la marquise des remarques que lui suggérait la ressemblance qui venait, disait-elle, de la frapper pour la première fois, trouvant un plaisir singulier à parler librement de la beauté de son amant en vantant celle du père, Geneviève continuait de lisser, de ses doigts frêles et charmans, la longue frange du lourd tapis. Du coup, l'opinion de la marquise et celle de la duchesse furent faites : le soin que mettait la jeune fille à ne pas lever les yeux vers celui dont on parlait, à ne pas même se retourner pour voir le portrait auquel on le comparait, — ce qui eût été, chez toute autre, un mouvement machinal, — cette préoccupation de n'avoir pas l'air d'entendre, c'était une confession muette. Le visage de M[me] de Trémont s'éclaira, pendant que son regard se posait avec bienveillance sur Geneviève. Madeleine, au contraire, eut un petit froncement de sourcil, qui mit presque de la dureté dans ses yeux doux. Elle ne tarda pas à se lever. Roger, ayant pris son chapeau, l'accompagna jusqu'à sa voiture, qu'elle n'avait pas fait entrer, et, pendant que le valet de pied de la duchesse, qui s'était levé en la voyant paraître dans le vestibule, allait s'assurer que le cocher ne promenait pas ses chevaux pour les faire patienter, les deux amans traversèrent lentement, en causant, la cour assez petite du vieil hôtel. Ils arrivèrent ainsi dans la rue, où attendait, valet au marchepied, un grand coupé à caisse noire, attelé de deux chevaux sobrement harnachés, presque nus, mais d'un splendide modèle, l'un blanc, l'autre alezan brûlé. Quand la portière se referma, Madeleine se pencha et, avec un signe de main intraduisible pour tout autre que Roger, jeta ces simples mots :

— Convenu pour après-demain !

Ce rendez-vous fut suivi de beaucoup d'autres. — Malheureusement, la duchesse ne pouvait inventer sans cesse des prétextes à fugue et à disparition, les femmes comme elle n'ayant point coutume de courir les grandes routes sans caméristes ni valets. Ce qui avait été fait une fois ne pouvait se refaire. On dut donc se contenter de se voir dans la journée. Madeleine prenait le chemin de fer à la rive droite. — C'était un procédé d'autruche pour ne pas se compro-

mettre; elle s'imaginait qu'en allant s'embarquer très loin de chez elle, personne ne la verrait. — Elle descendait à Viroflay, où un coupé de louage, revu et corrigé par Trémont, par conséquent bien attelé, l'attendait à l'arrivée du train et la conduisait à Versailles. Ces amoureuses escapades, d'abord peu fréquentes, devinrent fort nombreuses, — un philosophe aurait dit : trop nombreuses. Cédant aux prières brûlantes et câlines de l'insatiable Roger, comme aussi à l'intime penchant de son propre cœur et aux injonctions de plus en plus exigeantes de ses sens mis en appétit, Madeleine finit par venir trois fois par semaine, puis quatre, puis cinq, de sorte que, si son amant avait eu la fantaisie de marquer ses jours heureux et ses jours malheureux selon le mode antique, il se fût, à la fin, livré à une consommation désordonnée de cailloux blancs.

Il y eut là, pour les deux amans, trois mois d'un bonheur inestimable, mais qu'ils parurent estimer pourtant à sa valeur, c'est une justice à leur rendre. Le coupé sombre, qui arrivait ponctuellement à deux heures dix minutes à la gare de Viroflay, filait à deux heures vingt sur la route de Versailles, au trot très allongé d'un grand cheval bai qui avait de beaux restes. Madeleine, chaudement enveloppée, les pieds sur la bouillotte recouverte de drap, jouissait de cette course rapide qui la portait vers celui que, bien décidément, elle aimait de tout son cœur et de tout son corps. Elle retrouvait, chaque jour, sur cette route connue, parmi les accidens pittoresques ou insignifians de ce paysage familier, les impressions, les pensées, les espérances et les désirs qu'elle avait semés la veille à son passage. Au roulement de la voiture sur le pavé de la rue, la porte de la petite maison blanche s'ouvrait toute grande. Madeleine descendait, hermétiquement voilée, ce que la rigueur de la saison pouvait suffire à expliquer, et, s'il y avait des curieux derrière les carreaux dormant aux façades muettes des maisons voisines, s'il se trouvait là, pour ouvrir un œil, quelques léthargiques, ensevelis vivans, qu'avait réveillés ce bruit de roues insolite venant ébranler leurs catafalques, ils en étaient pour leurs frais. — Une femme qui entre chez un sous-lieutenant, même dans une ville hypnotisée par l'ennui, ce n'est pas, à coup sûr, un événement à consigner aux *Faits divers* de la chronique locale.

A l'intérieur de la petite maison, les jours ressemblaient fort à des nuits où l'on néglige de dormir. Les rideaux, soigneusement croisés, faisaient l'ombre; puis, les candélabres de la cheminée substituaient au jour veule et gris des mornes après-midi d'hiver la lumière gaie de leurs faisceaux de bougies allumées. — Roger trouvait que l'obscurité était criminelle lorsque l'amour n'avait rien à cacher et pouvait, au contraire, montrer beaucoup de choses agréables ou resplendissantes. Madeleine, avec cette sécurité souvent

excessive des femmes exceptionnellement belles, se prêtait com plaisamment à la dévotion que le jeune homme affichait pour son corps. Elle le laissait se repaître et se soûler de sa beauté, insoucieuse ou plutôt ignorante du danger, toute à cette ivresse qu'une femme éprouve à donner un bonheur qu'elle sent fait vraiment de sa chair. Elle ne se doutait pas qu'elle réchauffât littéralement un serpent dans son sein et que, tôt ou tard, elle dût être piquée. — Si elle avait eu plus d'expérience, elle n'aurait peut-être pas été si vite en besogne, et elle aurait eu tort : elle eût ainsi sensiblement diminué le plaisir de Roger et le sien pour ne réussir qu'à prolonger un peu la fête, car, pour les hommes, l'amour finit toujours en indigestion. Mais, comme elle ne savait pas cela, n'ayant même pas lu *Pâté d'anguilles*, et que Roger n'était guère plus avancé, ils ne se mettaient ni l'un ni l'autre martel en tête et vivaient en joie.

Les deux ou trois heures de leur tête-à-tête s'évanouissaient en minutes : le glas de leur pendule et des horloges foisonnantes de Versailles, — la ville du monde où l'on entend le plus sonner les heures et où on les écoute le mieux passer, — mourait étouffé sous un bruit de baisers.

Vers cinq heures, la voiture venait reprendre Madeleine, qui y montait en compagnie de Roger. La nuit était tombée, apportant sous son manteau noir toutes les complaisances et toutes les libertés. On allait rejoindre le chemin de fer à une station quelconque, plus ou moins éloignée, selon les exigences de l'heure. Parfois, on poussait jusqu'à Saint-Cloud. Serrés l'un contre l'autre, les amans regardaient, à travers les glaces ternies par l'humidité du soir, les bois noyés dans la brume ou dressant leur crête argentée, lorsque, poudrés de neige, ils marquaient d'un contour blanc les ondulations des coteaux. De temps à autre, on allait jusqu'à Paris, mais rarement, parce qu'il fallait partir plus tôt.

Pendant trois mois, ce fut ainsi, et aucun incident notable ne signala cette période heureuse. Plusieurs fois pourtant Roger dîna chez sa mère en compagnie de Geneviève, mais c'est tout juste s'il s'en aperçut. Il vivait dans cet enivrement nuageux des amans satisfaits ou en voie de se satisfaire, qui, grâce à la combinaison d'une fatigue agréable et de souvenirs enchantés, obscurcit la vue et oblitère l'entendement, pour ne laisser vivaces que des parcelles d'imagination et de mémoire.

Pendant trois mois donc, rien ne survint, ou presque rien. Il arriva seulement que le marquis du Gasc, traversant un jour, vers une heure et demie, la gare Saint-Lazare, aperçut de loin la duchesse d'Altenay, au moment où elle entrait dans la salle d'attente de Versailles. Naturellement, il se demanda ce qu'elle allait faire : mais, comme Versailles et ses environs sont très convenablement habités,

il n'y avait pas lieu de méditer bien longuement sur ce sujet : la duchesse allait voir quelqu'un de ses proches ou de ses amis égaré par là, cela ne le regardait pas, et il ne s'en inquiétait guère. Mais il advint encore que, huit jours plus tard, à la même heure, le même marquis du Gasc, qui avait, à ce moment-là, des intérêts de cœur, étayés solidement par de fortes dépenses, dans le haut de la rue de Rome, traversant, comme la première fois, la grande salle des Pas-Perdus de la gare Saint-Lazare, eut la même vision de la duchesse pénétrant seule dans la salle d'attente de Versailles. Cette fois-là, le marquis se demanda tout de bon ce que la jeune femme allait faire si souvent sur cette ligne de banlieue, — d'autant que, la réflexion aidant, il se dit que, si la duchesse allait à Versailles, elle ne prenait pas le chemin le plus court, vu qu'il y a moins loin de la rue de Varenne à la gare Montparnasse qu'à la gare Saint-Lazare. Là-dessus, le souvenir de Trémont en garnison à Versailles (il le savait), de Trémont, dont la bonne mine, en homme de goût qu'il était, l'avait frappé, de Trémont enfin, dont il se rappelait les regards parlans, ce souvenir lui traversa l'esprit, traînant après soi tout un cortège de suppositions malveillantes pour la duchesse et pour lui contrariantes. L'intérêt qu'il portait à Madeleine fut plus fort que ses intérêts de la rue de Rome; il prit, à tout hasard, un billet pour Versailles, ayant soin de monter dans le dernier compartiment de premières, pour ne pas risquer d'être vu. A Viroflay, il vit descendre la duchesse, attendit qu'elle eût pris une avance raisonnable et la suivit. Il arriva en vue du coupé, juste au moment où Madeleine ouvrait la portière sans même regarder le cocher. — Cela, c'était un indice grave, le signe d'une habitude. Le marquis contempla avec une philosophie non exempte de tristesse la voiture qui fuyait, emportée par l'allure cadencée et longue du grand cheval bai, puis, haussant les épaules, il murmura :

— Rien à faire quant à présent, mais plus tard... Chacun son tour; il faut bien que quelqu'un commence. Ma foi, tant mieux! Les chemins sont ouverts.

Le « tant mieux! » n'était peut-être pas d'une sincérité absolue, mais le reste était assez sagement pensé.

HENRY RABUSSON.

(La deuxième partie au prochain n°.)

LES

MARINES DE GUERRE

II[1].

LES INSTRUMENS DE COMBAT.

Prévoir, comme une précédente étude l'a tenté, les opérations dont les mers peuvent devenir le théâtre, c'est proposer aux nations maritimes un but. Un but suppose des moyens et, quand il est la guerre, des armes. Quelles seront les armes des luttes navales?

Toute nouveauté, qu'elle soit vraiment nouvelle ou qu'elle renaisse d'un assez long oubli pour paraître telle, éveille notre passion avant notre jugement; et l'injustice tantôt des dédains, tantôt des enthousiasmes qu'elle soulève, impose d'abord silence à la vérité. On ne saurait expliquer autrement la confiance subite et contradictoire qui, dans les dernières années, a tour à tour attribué une prépondérance décisive à la torpille et à l'éperon. Sans doute le choc de l'un et de l'autre est destructeur; de même, dans la guerre terrestre, « la balle est folle, la baïonnette est sage, » et une mine éclatant sous un ouvrage y ouvre mieux une brèche que le canon. Mais le combat corps à corps, dernier acte dans les tragédies de la force, n'est pas possible dans toutes les actions, et dans aucune

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

n'est possible s'il n'a été préparé : il suffit, pour rendre tout le travail d'une mine inutile, que la vigilance de l'ennemi la découvre, qu'une erreur de calcul l'ait mal dirigée, qu'elle éclate à un mauvais moment ou sans une force suffisante. Aussi l'arme blanche n'est-elle pas plus l'arme principale des batailles que la mine n'est l'arme principale des sièges. L'éperon et la torpille ont, dans la guerre maritime, une importance et une sûreté moins grandes. Leur force, à la fois nulle contre le littoral et excessive contre les bâtimens de commerce, qu'il faut capturer et non détruire, est sans emploi dans les actes les plus importans de la guerre maritime; elle sert uniquement aux luttes entre navires : encore faut-il que les adversaires attaquent de près pour agir par les torpilles, et, pour s'atteindre par l'éperon, se touchent. Est-ce ce genre de lutte que d'ordinaire le plus fort imposera à l'autre?

Après l'invention des blindages et avant l'emploi des torpilles, l'éperon fut un instant la seule arme efficace contre des navires que n'entamait plus le canon. Brusquer l'action par le choc offrait une chance à ceux qui n'en espéraient aucune d'un duel prolongé d'artillerie. A Lissa, Tegethof eut raison de se précipiter sur les vaisseaux ennemis, parce que son armement ne lui permettait pas de soutenir la lutte à distance. La flotte italienne fut imprudente d'accepter une mêlée où disparaissaient ses avantages d'invulnérabilité et de tir; en maintenant à bonne portée ses cuirassés, elle aurait, sans courir aucun risque, mis hors de combat les navires en bois. Le combat par le choc a perdu ses derniers avantages le jour où les bâtimens ont su lancer la torpille. Avec cette arme, si incertaine dès qu'elle a à parcourir dans la mer une longue route, si redoutable quand le trajet est court, la difficulté n'est pas de détruire, c'est d'atteindre. Or la distance diminue jusqu'à disparaître entre des navires qui manœuvrent pour se heurter et, dans les derniers instans de leur course, les torpilles jetées de leurs bords éclateront à bout portant et, par suite, à coup sûr. Avant qu'ils se heurtent, l'explosion aura entr'ouvert l'un ou l'autre et, comme il n'y a aucune raison pour que leur promptitude et leur adresse soient inégales, selon toute apparence, ils se frapperont ensemble. Aborder l'ennemi n'est plus porter la mort, c'est la chercher. Des circonstances peuvent ne laisser ouverte que cette voie, comme elles ont parfois commandé à des capitaines de se faire sauter. Mais les désespoirs du courage ne sont pas des modes réguliers de combat.

La torpille fait obstacle non-seulement aux actions par le choc, mais encore aux luttes à petite portée. Sortie du flanc des navires à hauteur ou au-dessous de leur flottaison et capable de fournir entre deux eaux une course de près de 1,000 mètres, elle étend jusque-là, dans toutes les directions, la menace d'une foudre invisible. Si,

pour s'atteindre, ils pénétraient dans cette zone, les vaisseaux s'exposeraient, non-seulement au danger que le courage accepte, mais au hasard dont a peur le courage éclairé. Là, ni la solidité des assemblages, ni l'épaisseur des cuirasses, ni la puissance des pièces ne donneraient de sauvegarde, et, comme l'embarcation la plus mal construite et la plus mal armée n'est pas moins apte à lancer la torpille, les bonnes chances seraient aux bâtimens médiocres, les mauvaises aux bâtimens forts. Plus ils représenteront de puissance et de richesses, plus ils éviteront un genre de lutte où ils les joueraient sans les employer, et qui ramènerait le métier des armes à la barbarie. S'ils veulent se tenir hors de l'action des engins sous-marins, à plus de 1,000 mètres, il leur reste un seul moyen d'attaque, l'artillerie. Or dans les combats d'artillerie, toutes les supériorités reprennent leur importance ; aucun effort fait pour les accroître n'est perdu et les chances de succès se mesurent à la perfection de l'ensemble. Un navire l'emporte-t-il par la vitesse, il se maintient à la distance la plus favorable de l'ennemi. Par la portée des pièces, il atteint sans être touché. Par leur nombre, il fait plus de mal qu'il n'en reçoit. Par la solidité de sa structure, il résiste à plus de coups. Par l'épaisseur de sa cuirasse, il devient invulnérable. Plus une marine sera puissante, plus elle luttera par le canon. Si nul instrument de guerre n'est aussi parfait, nul n'est utile en tant de circonstances. De même qu'il décide des batailles navales, il peut seul agir contre les côtes, contre les troupes ou les ouvrages du littoral et même contre les navires de commerce, car sa violence a des degrés ; il sait menacer sans atteindre et atteindre sans détruire ceux qu'il suffit d'arrêter. En résumé, toute arme qui agit seulement de près, si puissante soit-elle, est secondaire : la principale est l'arme efficace à toute distance, dans toutes les sortes de guerre, dans tous les périodes de combat.

Il était naturel que chaque peuple, pour s'assurer la prépondérance, songeât à accroître la portée et la justesse de cette arme. Dès qu'ils le voulurent, ils se divisèrent : les uns se proposant de disjoindre par écrasement les surfaces attaquées plutôt que d'y faire trou, les autres de pénétrer les murailles en certaines places plutôt que d'ébranler l'ensemble. L'artillerie contondante maintint les pièces lisses, les boulets ronds, et chercha son progrès dans l'augmentation des volumes ; mais la plus gigantesque création des Américains qui s'obstinèrent dans cette erreur, le fameux canon de 20 pouces, ne portait pas à plus de 5,000 mètres, malgré ses $0^m,50$ de calibre. Pendant ce temps, l'artillerie perforante, inventée par le génie français avec la rayure et perfectionnée par des progrès successifs en Angleterre et en Allemagne, atteignait une justesse dix fois plus grande et une portée de 12,000 mètres. Dès ses

débuts adoptée par presque tous les peuples, elle recevait vers 1870, par l'adhésion des États-Unis eux-mêmes, sa consécration dernière, celle que donne à une vérité le témoignage de ses plus constans ennemis.

Pareille entente ne s'est pas faite sur les dimensions qui lui conviennent. L'artillerie agit tantôt par le nombre, tantôt par la puissance de ses coups. Quand le but présente un front étendu, n'offre pas d'obstacle à la pénétration des projectiles, comme une troupe sur un champ de bataille, et quand l'arme, pour rester transportable, ne doit pas dépasser un faible poids, comme le fusil ou la pièce de campagne, le calibre est limité, c'est le nombre qui crée la force. A mesure que l'arme a de moindres déplacemens à subir et le projectile plus de résistance à vaincre, le calibre augmente aux dépens du nombre. Voilà pourquoi, contre les fortifications, l'artillerie de campagne fait place aux pièces de siège : encore faut-il les multiplier pour battre le périmètre étendu d'une place et restreindre leur dimension si l'on veut les transporter jusqu'à la position assiégée et les mouvoir à mesure que se resserre l'investissement. Ces difficultés ne se présentent pas pour l'armement placé à demeure sur les navires ou sur les côtes. Ce n'est pourtant pas sans motif qu'à bord on a longtemps accumulé des pièces de médiocre puissance. D'une part, leur objectif principal, le navire, offrait dans toute sa masse prise à des coups partout utiles : briser sa mâture, c'était arrêter sa marche et, par le désordre qu'entraînait la chute, paralyser d'ordinaire le service des batteries; tirer à hauteur des ponts, c'était porter la mort dans les équipages qui les garnissaient en groupes compacts ; toucher la coque, c'était ouvrir passage à l'incendie ou à la mer. D'autre part, nul coup, où qu'il frappât, ne suffisait à perdre un bâtiment; les plus dangereux à la flottaison n'y perçaient que des trous presque refermés aussitôt par l'élasticité du bois, et que des voies d'eau faciles à aveugler. Il fallait, pour tuer, multiplier les blessures dont aucune n'était mortelle, et, pour blesser, lancer d'autant plus de projectiles que le tir alors était moins sûr. Les vaisseaux actuels n'ont plus à craindre les mêmes périls. Les mâtures sont devenues dans la navigation un accessoire et dans le combat une gêne qu'on fait à peu près disparaître; leur chute pas plus que le passage des obus ne causerait de grands ravages sur les ponts presque déserts; la plus grande partie des organes et de l'équipage agissent invisibles dans les profondeurs de la carène; celle-ci, grâce au fer et à l'acier dont elle est faite, n'offre pas d'alimens au feu. Par contre, si elle se troue au choc d'un projectile, la déchirure reste béante et l'avarie sérieuse. La machine est plus délicate encore : pour peu qu'un obus y éclate ou atteigne un de ses organes, le navire est

hors de combat. Ainsi apparaît une des conséquences des tranformations accomplies : il y a dans les navires des parties vitales qu'il suffit d'atteindre pour tout réduire. Il s'agit donc moins de tirer beaucoup que de frapper juste et fort. La précision croissante des pièces a permis de restreindre leur nombre, la volonté d'obtenir des résultats efficaces a conduit à l'accroissement des calibres, l'accroissement des calibres a rendu le tir si dangereux pour les navires qu'il a fallu les protéger.

II.

Dès lors commence entre le canon et la cuirasse cette lutte où, l'effort de chacun obligeant l'autre à un plus grand effort, en moins de vingt ans, le calibre des pièces est passé de 14 à 45 tonnes, leurs poids de 4 à 100, les épaisseurs de plaques de $0^{m},10$ à $0^{m},75$; et ce progrès parallèle où les peuples rivaux cherchait une suprématie définitive n'aboutit qu'à balancer entre eux une égalité toujours menacée.

Rien ne dispose à la critique comme l'insuccès. Certains inconvéniens du blindage avaient apparu dès l'abord : surchargés de son poids, les navires étaient moins rapides, moins manœuvriers, moins stables. Aussi la première opposition au blindage vint-elle des hommes de mer. Les hommes de calcul, qui excellent à peser les intérêts dans la balance d'équations savantes, avaient répondu qu'il n'était pas trop cher de sacrifier quelques avantages nautiques à de plus grands avantages militaires. Mais quand eux-mêmes virent croître les charges budgétaires et diminuer le nombre des navires sans que le but fût atteint, ils en arrivèrent à se demander si ces tentatives pour rendre les flottes invulnérables n'avaient pas pour résultat d'affaiblir la force maritime. Cette crainte, à l'heure présente, envahit les plus confians et, tour à tour, ils rendent publiques leurs incertitudes, comme des voyageurs jouets d'un long mirage s'arrêtent sur une route dont ils n'aperçoivent plus le terme, chacun au point précis où finit son illusion. Le dernier par la date, mais non par l'importance, est l'un des hommes qui ont contribué davantage à développer les instrumens d'attaque et de défense. Sir William Armstrong, il y a quelques mois à peine, résumait, en leur donnant l'autorité de son assentiment, les principales objections contre la marine cuirassée :

« Nous n'exagérons rien en affirmant qu'un seul cuirassé coûte aussi cher que trois vaisseaux non blindés, bien meilleurs marcheurs, et susceptibles de porter ensemble trois armemens égaux chacun à celui du cuirassé. Si donc on dispose des fonds nécessaires pour créer une flotte, quel en sera le meilleur emploi?

« Que l'on se figure par la pensée ces trois vaisseaux se battant contre le seul cuirassé; on verra qu'indépendamment de leur supériorité numérique, ils possèdent encore bien d'autres avantages. Leur surface apparente étant plus faible, ils sont plus difficiles à atteindre. Leur vitesse étant plus considérable, ils peuvent choisir leurs positions pour attaquer ou se retirer à leur gré. Comme ils virent de bord plus rapidement, il leur sera plus facile de fondre à l'éperon sur l'ennemi ou d'éviter celui de l'adversaire. Enfin, leur vitesse plus grande, leur légèreté même, les rendent éminemment propres à utiliser des torpilles et des projectiles sous-marins. Même si l'on admet que le cuirassé possède le plus considérable de tous les avantages, celui d'être impénétrable aux projectiles de son adversaire, il succombera dans une lutte de trois contre un, à moins que, grâce à son artillerie bien couverte et en sûreté, il ne puisse tenir ses assaillans en respect et ne réussisse à les détruire par son feu l'un après l'autre s'ils persistent à l'attaquer. Telle pourrait être l'issue du combat si les vaisseaux alliés n'avaient que des canons à opposer aux canons; mais, en pareille circonstance, ils attaqueraient avec l'éperon et les torpilles. »

Est-il vrai que la cuirasse soit inutile? Est-il vrai, comme on l'admet communément, que la suppression de la cuirasse ait pour conséquence la suppression de la grosse artillerie? Tous ceux qui poussent à la première solution n'admettent pas la seconde, et sir William Amstrong prévoit pour les navires non défendus un armement égal à celui des cuirassés. La moindre réflexion suffit, en effet, à indiquer que l'accroissement des calibres n'est pas lié à l'accroissement des blindages. Quand les nations s'accorderaient à ne pas protéger leurs bâtimens, elles ne s'interdiront pas de défendre à terre certaines positions. A moins que la marine ne renonce aux attaques contre le littoral, elle aura besoin de pièces d'autant plus fortes qu'elle agira contre des masses couvrantes d'une plus grande épaisseur. Même elle ne saurait entrer en lutte contre des ouvrages fortifiés si elle n'a, faute d'une égalité dans la protection, une écrasante supériorité dans la force offensive. Loin donc que la grosse artillerie et les cuirasses doivent finir ensemble, la suppression de la cuirasse rendrait plus nécessaire l'accroissement des calibres. Pour condamner le blindage comme inutile, l'école de sir W. Armstrong attribue dans les batailles navales une importance prépondérante à l'éperon et à la torpille. Contre l'un et l'autre, en effet, la cuirasse est impuissante; mais si l'arme principale des combats est l'artillerie, les détracteurs du blindage protestent par leur aveu même contre leurs conclusions.

S'abriter du feu est aujourd'hui une partie importante de l'art

militaire. Les troupes elles-mêmes que protègent sur un champ de bataille leur tactique de dispersion et le relief du terrain combattent en se retranchant, et le général le plus incapable de précautions vaines, et par nature le moins disposé même aux précautions nécessaires, Skobelef, en qui la Russie pleure de grandes espérances, cherchant après Plewna la leçon contenue dans la « bataille des sept jours, » la formulait en ces termes : « Se couvrir contre les feux de l'adversaire comme l'infanterie l'a fait constamment : 1° dans la guerre de sécession; 2° dans les quatre années meurtrières de la guerre carliste, et 3° dans la guerre actuelle, où c'est pour les Turcs un principe. » Les navires qui flottent sur la plane immensité des mers n'ont pas d'abri, et chaque coup les menace d'une triple blessure : qu'il brise leur artillerie, il les désarme; qu'il ouvre leur coque, il les livre à la mer; qu'il pénètre dans leurs machines ou à leurs poudres, il les paralyse ou les détruit. Si la protection est de droit commun dans la guerre, elle est de nécessité absolue dans la guerre maritime.

Ce qui est nécessaire se trouverait-il impossible? L'insoluble problème ne serait-il pas en partie résolu? Il semble qu'il y ait encore à choisir entre une marine protégée et une marine sans protection. Les mots ici n'expriment pas les choses, ils servent à les cacher. Sans doute, tous les navires ne portent pas de plaques métalliques, mais ce n'est pas qu'on ait désespéré de les défendre, c'est qu'on avait trouvé pour eux d'autres sauvegardes aussi efficaces, et l'inexactitude est double quand on nomme non protégés des navires dont presque toutes les parties sont abritées, et cuirassés, des navires dont l'armure couvre une minime partie. Les premiers blindages, appliqués sur toute la muraille du cuirassé, enveloppant à la fois son artillerie, sa machine et sa coque, protégeaient par une seule défense ses armes, ses mouvemens, sa vie. Mais l'épaisseur devint bientôt telle qu'il fallut renoncer à ceindre les navires de ce rempart trop lourd. On reconnut alors que rien n'obligeait à protéger par le même moyen les coques, les organes intérieurs, les pièces. Dès qu'on divisa la défense, celle des coques fut trouvée. Les navires sont séparés par leurs ponts en étages, et chaque étage est partagé par des cloisons verticales en divers compartimens. Cette disposition, créée pour le service du navire, fut utilisée pour sa sûreté. On isola les compartimens par des fermetures hermétiques. Dès lors, qu'une voie d'eau s'ouvrît dans la coque, la mer, au lieu de se répandre dans tout le navire, s'arrêtait contre les clôtures du « compartiment étanche » où elle avait pénétré. Cependant, comme sous peine de paralyser la vie à bord, on ne pouvait multiplier les compartimens, chacun d'eux était considérable; si plusieurs venaient à se remplir, le navire était menacé de couler à pic; si le bâtiment roulait, l'eau, portée du côté

où il penchait et déplaçant son centre de gravité, pouvait le faire chavirer. De là la construction « cellulaire » aujourd'hui en usage. Le navire a deux coques, l'une intérieure à l'autre, et, entre elles, un croisement de cloisons horizontales et verticales forme un réseau de cellules closes de toutes parts : tantôt elles sont vides, tantôt pleines de substances à la fois spongieuses et comprimées. Si le choc qui brise la coque extérieure laisse intacte la seconde, un alvéole seul est rempli, le navire n'a pas à souffrir. Quand on n'aurait pas obtenu d'autre résultat, il le faudrait estimer très haut. Nombre d'avaries qui ont ouvert la coque unique d'un navire et causé sa perte auraient respecté une coque intérieure. Quand s'échoua, à Lorient, le cuirassé de premier rang, la *Dévastation*, il talonna cinq jours sur un récif à pointes aiguës. Son bordage extérieur subit des déformations énormes : sa coque intérieure ne fut pas disjointe. L'utilité de ce système n'est pas moindre au cas où les deux coques seraient percées. Si la cellule ouverte contient une substance que gonfle l'humidité, le trou fait par un projectile se trouvera aussitôt bouché, et l'eau servira ainsi à obstruer le passage de l'eau. Si, les cellules étant vides, un choc en crève une ou plusieurs, la mer peut envahir par cette voie un compartiment étanche, mais, autour de la portion conquise par elle, les cellules intactes forment une cuirasse d'air qui maintient droit et à flot le navire. Dès lors le blindage a cessé d'entourer les coques insubmersibles; elles n'ont plus besoin d'être impénétrables.

Dans les machines et les soutes, au contraire, rien ne doit pénétrer; mais de même qu'on avait su défendre la muraille du navire, on chercha à en protéger les parties vitales sans les alourdir d'un poids superflu. Au temps où l'on cuirassait les coques, il n'avait pas échappé aux ingénieurs qu'une faible épaisseur d'eau suffit à amortir la force et à détourner la marche des projectiles, aussi le blindage ne descendait-il pas à $1^{m},50$ au-dessous de la flottaison. Les machines et les soutes furent placées dans les fonds du navire; c'était, partout où elles touchent la coque, les défendre par une cuirasse d'eau. Elles demeuraient en butte aux coups dirigés contre les œuvres mortes, mais là les parties vitales ne sont plus en contact avec les murailles extérieures et l'espace intermédiaire, ne fût-il rempli que des approvisionnemens nécessaires à la navigation, fait obstacle à la marche des projectiles : or les besoins de la navigation placent près des machines, en quantités considérables, une substance résistante et compacte, le charbon. Des expériences ont établi qu'avec une épaisseur quinze fois plus forte, il oppose à l'obus la résistance d'une plaque métallique. Il est vrai qu'avec une épaisseur huit fois plus grande, il atteint le même poids. Sa pesanteur augmente donc de deux quand sa protection augmente de un, et à

comparer leur valeur absolue de masses couvrantes, l'avantage n'appartiendrait pas au charbon. Sa supériorité est de former à la fois une défense et un approvisionnement. Il est vrai, à mesure que l'approvisionnement se consomme, la défense s'amoindrit, mais soit que les bâtimens aillent chercher la lutte sur la côte ennemie, soit qu'ils l'attendent immobiles en un point des mers, leurs soutes protectrices ne seront pas vides durant les premières et décisives opérations : c'est seulement dans la suite des campagnes et si les ports de ravitaillement sont interdits, que les navires consommeront leur réserve, et contre des adversaires supérieurs en force, cet approvisionnement leur fournira le meilleur secours en leur donnant la supériorité de vitesse. Or il n'est pas impossible de ménager 3 mètres entre les machines et les murailles extérieures des grands navires. Un matelas de charbon de cette épaisseur autour des appareils moteurs les protège comme une plaque de 20 à 25 centimètres; il les rend impénétrables au canon de 24 et à ses analogues. Contre une artillerie de ce calibre ou de calibres inférieurs, le blindage a donc pu disparaître, mais encore ce n'est pas qu'il fût inutile, c'est qu'il était remplacé par une cuirasse de charbon. Ce progrès mettait à découvert les batteries : mais les navires destinés à lutter contre une artillerie moyenne ne possèdent qu'une artillerie d'égales proportions. Or les pièces, jusqu'au calibre de 24, peuvent être servies par la main de l'homme. L'affût et le canon forment un ensemble assez solide pour que les éclats d'obus ne fassent pas grand mal à ces blocs métalliques; il faut, pour les mettre en péril, des coups directs, et ces coups sont rares; enfin, les pièces moyennes sont toujours en nombre suffisant pour que la perte de l'une d'elles n'affaiblisse pas à l'excès l'armement du navire. Ainsi s'est dégagée du blindage une flotte dans laquelle, sauf les pièces, tout est protégé : la coque contre la mer, les machines contre le canon.

Mais il y a en service des pièces de 70, de 80 et de 100 tonnes. Pour abriter contre elles les machines par du charbon, il faudrait le disposer sur une épaisseur d'au moins 10 mètres. Quand on parviendrait à restreindre ainsi les appareils évaporatoires pour faire place autour d'eux à des soutes de capacité suffisante, on laisserait les armes hors de protection. Les navires exposés à la grosse artillerie en portent une semblable : non-seulement le maniement de ces canons, mais le transport de la charge et des projectiles exigent des moyens mécaniques, et les mécanismes font de la pièce un organe aussi délicat que l'appareil à vapeur. Qu'un projectile, sans la toucher, éclate à sa portée, que le moindre fragment fausse une tige ou crève un tuyau, c'est assez pour éteindre le feu du plus gros canon, et comme un navire ne porte qu'un fort petit nombre de pareils engins, il suffira d'un hasard probable pour le

réduire au silence. Plus une pièce est puissante, plus elle a besoin d'une protection qui doit mettre à l'abri non-seulement la pièce, mais l'espace nécessaire aux communications avec les soutes et à la manœuvre : cet espace, pour ne pas restreindre le champ de tir, doit égaler au moins, en tous sens, la longueur de l'arme qui s'y meut, et cette longueur atteint 8 à 10 mètres. Si le charbon était employé comme masse couvrante, l'ensemble du moindre ouvrage, même destiné à un seul canon, aurait 30 mètres de diamètre et plusieurs mille tonnes de poids. D'ailleurs, comment le disposer? En tourelles mobiles? Mais où accumuler la force nécessaire au mouvement d'une pareille masse? En tourelles barbettes et fixes Mais l'ébranlement de la muraille et sa destruction facile à la crête joncheraient l'intérieur de débris qui pénétreraient dans les mécanismes et empêcheraient la pièce de tourner. En forts ou réduits? Mais une substance qui résiste seulement par masse profonde ne se prête pas à la formation d'embrasures. Celles-ci réduiraient autour de la pièce les épaisseurs nécessaires, et, dès les premiers coups, la muraille s'y effondrerait, obstruant le champ de tir. La cuirasse qui laisse libres les emplacemens les plus considérables et se prête le mieux à des augmentations de volume est celle qui, sous la moindre épaisseur, offre la plus grande résistance. Aucune ne réalise ces conditions à l'égal d'une cuirasse métallique.

Ceux qui semblent borner les guerres maritimes aux combats entre navires et auxquels suffisent des croiseurs, même en face des cuirassés, n'osent pas affirmer que les premiers soient de taille à tenir devant les seconds. Leur vue est différente. Ayant à opter entre le nombre et la force, ils choisissent le nombre. Quand chaque cuirassé protégerait autour de lui tout l'espace que franchit un boulet lancé de son bord avant de faire jaillir l'écume des flots où s'engloutit son dernier effort, que sont les enclaves dans l'immensité des mers? Le reste n'offre-t-il pas d'assez vastes conquêtes et serait-ce prendre la mauvaise part que d'abandonner sans lutte la suprématie dans les rares parages où dominent les cuirassés, pour être maître partout où ils ne seront pas? Précaire souveraineté faite par l'absence du plus fort, trop semblable au domaine fugitif de l'Indien dans les steppes, qui recule partout où s'avance l'homme armé. Est-ce assez d'avoir l'espace? Est-il indifférent de dominer sur telles ou telles mers? N'y a-t-il pas sur l'océan comme sur terre des routes stratégiques, des positions dominantes et, pour certaines opérations, des théâtres nécessaires? Et si le théâtre principal doit être dans l'avenir la mer territoriale, les navires n'auront-ils pas pour objectif des régions limitées d'avance et sur ces régions des points fixes? Au cas de blocus, de bombardement, d'attaque de vive force, que vaut la ressource de se retirer devant un ennemi plus fort? Aban-

donner la place, c'est abandonner la victoire; s'y résigner d'avance, c'est renoncer dans la guerre navale à l'exécution d'un plan, c'est-à-dire au plus grand avantage qu'ait apporté la vapeur. Il faut soutenir la lutte. Mais y a-t-il lutte si l'un des adversaires ne peut être mis hors de combat? Quelque inférieur qu'il soit par la puissance offensive, il l'emporte si le combat dure, et le combat dure si chacun veut garder la place. En cas pareil, même contre des navires non défendus, le cuirassement n'est pas superflu. Que les nations y renoncent ensemble qui sont sûres de se trouver partout égales en nombre et semblables en force, soit! Mais le jour où un navire sera seul pour résister à plusieurs, chacun aussi armé que lui, son infériorité le voue à la destruction. Comment rétablir l'équilibre, sinon rendre les coups moins dangereux à qui est exposé davantage? Qu'on suppose ce navire, avec l'armement le plus formidable, menacé par la faible artillerie d'une flottille. Chacune des embarcations a chance de mettre hors de combat un vaisseau de premier rang. Celui-ci, par chacun de ses coups, ne saurait détruire qu'une force médiocre. Sa puissance dépasse ce qui est nécessaire : il ne l'emploie pas, il la compromet, et l'enjeu des adversaires dans la bataille est si inégal que le plus fort se trouve le plus menacé. Quel moyen encore de rétablir l'équilibre, sinon de préserver des machines de guerre si précieuses contre des hasards d'une fin sans gloire et sans utilité? Enfin, que ce bâtiment ait en face de lui non des navires, mais un littoral : exposé sans protection sur la surface unie de la mer, luttera-t-il avec avantage contre des batteries de campagne qu'abritent les accidens du terrain? Que fera-t-il surtout contre des ouvrages régulièrement construits? Les marins fédéraux qui forcèrent les passes des fleuves du Sud étaient certes de vaillans hommes; jamais ils n'exposèrent leurs navires à une lutte contre les fortifications sans avoir protégé leurs bordages et leurs ponts par des madriers, des chaînes ou des balles de coton. Des gouvernemens ne doivent pas laisser à l'initiative des capitaines l'invention de ces défenses : elles ne suffiraient plus. Moins que jamais il est permis de se fier sur la supériorité même écrasante de son artillerie, car cette artillerie, mue par des moyens mécaniques, croît en fragilité plus encore qu'en puissance. Le bombardement d'Alexandrie vient de donner à ces vérités un singulier relief. Les pièces les plus efficaces que l'on connaisse, les canons de 80 tonnes de l'*Inflexible*, agissaient contre des fortifications médiocres et une artillerie de faible calibre; pourtant les navires anglais ont été touchés en maints endroits et à des endroits dangereux, et s'ils n'avaient pas été cuirassés, la plupart, réduits au silence, auraient dû regagner Malte pour s'y réparer, heureux si leurs machines, intactes, avaient pu les y conduire! Permettre à des

navires d'opérer sur un point fixe, de faire tête à tout adversaire, telle est la grande utilité du blindage, mais non la seule, et le navire qu'il protége y trouve un secours, quels que soient les adversaires, contre les forts pour compenser sa faiblesse, contre les faibles pour sauvegarder sa force.

Admettre le blindage, c'est se résigner à l'augmentation des cuirasses et à l'accroissement des calibres. L'un et l'autre subissent, depuis quelque temps, un arrêt, et les deux nations qui les avaient développés davantage prennent aujourd'hui pour tâche, l'Angleterre d'obtenir d'égales résistances avec des plaques moins épaisses, l'Allemagne d'obtenir d'égales perforations avec des pièces moins pesantes. Des résultats précieux ont été obtenus, mais ne serait-ce pas une erreur de conclure que la grandeur des dimensions a atteint son terme? Le mouvement du progrès semble l'oscillation d'un pendule : il va, sans jamais se fixer, de l'un à l'autre élément de la force. Quand les poids et les volumes paraissent à leur limite, la supériorité est cherchée dans des combinaisons plus parfaites de formes et de matières. Mais quand la perfection des produits touche à son tour le terme où la science s'arrête, la volonté de l'emporter anime encore les nations rivales; les poids et les volumes recommencent à croître. Avant ses tentatives actuelles, le génie anglais avait fait étudier des canons de 160 et de 200 tonnes. Il n'y a guère d'incertain que la date où il les exécutera, et la raison n'assigne à ce mouvement qu'une fin : une pesanteur d'artillerie et de cuirasse telles que fassent defaut des coques capables de naviguer en la supportant. Ce serait, dit-on, la victoire des canons sur la cuirasse, conséquence vraisemblable, et une conséquence plus importante encore suivrait : la victoire de la fortification terrestre. Comme elle n'a pas à craindre que le sol s'engloutisse sous elle, elle continuerait à se développer, et la marine, déjà incapable de participer aux guerres sur le continent, devrait s'interdire la guerre de siège sur le littoral. Mais cette déchéance n'est pas proche, et sur terre comme sur mer de grands résultats se préparent pour les flottes les mieux armées.

Pourtant il se trouve tantôt des circonstances où les navires ne peuvent se servir de leur force, tantôt des circonstances où leur force ne peut leur servir. On a vu combien elle leur est superflue dans les combats de torpilles, et que la prudence commande de ne pas les y exposer. « Comme les brûlots, disaient nos anciennes instructions, sont destinés à être sacrifiés, ce sont ou de vieux navires, ou des navires faits légèrement et de bois de rebut. » De même, pour se glisser par surprise à petite portée de l'ennemi, lancer la torpille, arrêter les embarcations que cet ennemi dirigerait contre les vaisseaux de combat, se hasarder dans les parages garnis de défenses

sous-marines et ouvrir une route aux forces navales, une grande puissance est superflue et de grandes dimensions seraient nuisibles. Des navires de faible valeur doivent jouer ici le principal rôle, et ils ne sont pas moins nécessaires dans la grande guerre. Durant ses principales opérations, les navires de combat demeurent immobiles. Cela est évident au cas de blocus : il n'en est pas autrement, malgré le terme, dans la guerre de course. Au temps où l'ignorance des hommes, appelant caprice de la nature des lois encore inconnues, accusait la mer et le ciel au lieu de les observer, il fallait chercher les navires de commerce sur toute l'étendue des mers où ils se laissaient pousser. Mais chaque jour une expérience plus attentive découvre dans les mouvemens de l'air et de l'océan des courans dont la direction est constatée pour un grand nombre, dont se sert la marine à voile, et dont s'aide la marine à vapeur. Les paquebots rapides qui vont au plus court ne suivent pas des routes moins régulières : ainsi se sont tracées sur les océans les grandes voies commerciales du monde. A certains points, ces routes se croisent et forment les « carrefours de la mer. » Ainsi, pour citer un exemple, les navires partant d'Europe à destination des Antilles ou des États-Unis, tous ceux qui partent des États-Unis ou du Canada à destination des mers de l'extrême Orient en doublant le cap de Bonne-Espérance ou qui se rendent dans l'ouest en doublant le cap Horn, comme ceux qui font les routes inverses, passent tous également dans l'Atlantique au nord de la ligne par un point que l'on peut approximativement fixer au 23ᵉ degré de latitude septentrionale et au 40ᵉ degré de longitude ouest. De même tout navire parti d'Europe ou de l'Amérique du Nord pour passer l'équateur, le coupe aux environs du 26ᵉ degré de longitude ouest. Il est encore sur l'Océan beaucoup de points qui s'imposent à la navigation du commerce (1). Par suite, pour atteindre les bâtimens, il y a quelque chose de plus sûr que de les poursuivre, c'est de les attendre. Les « carrefours » sont des postes d'observation dont les croiseurs ne s'éloignent guère. Cette immobilité est parfois pour eux plus qu'une tactique, une obligation. Les mieux approvisionnés de combustible n'en ont pas pour plus de quelques jours aux allures rapides. Cette pénurie est une des grandes difficultés de la guerre. Dès la première opération accomplie par la marine à vapeur, le blocus de Venise en 1859, le commandant de la division française annonçait dans les dépêches comme affaire de grande importance la capture de cinq charbonniers autrichiens, et il ajoutait après la campagne : « Sans cette manne du désert offerte à nos fourneaux, nous n'aurions jamais

(1) *Edinburgh Review*, article reproduit par la *Revue britannique*, juin 1882.

pu réussir à maintenir efficacement le blocus dont nous avions été chargés (1). » Aussi les navires réservent-ils leur combustible pour les momens où ils auront à déployer toute leur vitesse, et, pour ne pas le consommer sans profit, se contentent de tenir les feux assez allumés pour faire rapidement de la vapeur; parfois même ils sont forcés de les éteindre lorsqu'une avarie ou l'entretien des appareils exige qu'on les démonte ou qu'on les lubrifie. Or, sans parler de l'hypothèse où des pièces seraient démontées, un certain temps est indispensable aux navires pour passer du repos à leur maximum de vitesse. Pour produire de la vapeur à une pression suffisante, si les feux étaient allumés, il faudrait une heure; si les feux étaient éteints, trois. D'autre part, les bâtimens en mer ne s'aperçoivent pas, même par un temps clair, au-delà de 12 milles, distance qu'il ne faut pas une heure pour franchir. Si un navire au repos connaît seulement à cette distance l'approche de bâtimens plus faibles qui, à sa vue, disparaîtront aussitôt, ou la marche de bâtimens plus forts qui à sa vue lui donneront la chasse, il ne lui reste aucune chance, soit de retrouver sur l'étendue des mers les traces des navires qui se seront enfuis, soit d'échapper à des navires qui seront sur lui avant qu'il ait pris du champ. Que faut-il pour mettre les vaisseaux à l'abri de ces surprises? Établir autour d'eux, comme on établit autour de toute force militaire, des grand'gardes, des sentinelles. Pour que les bâtimens chargés de cette fonction la remplissent, il les faut assez près du navire qu'ils couvrent, pour correspondre avec lui, assez éloignés pour qu'à leur signal il ait le loisir de se préparer, assez près les uns des autres pour ne laisser rien passer entre eux qui se dérobe à leur surveillance. Couvert à 12 milles par des bâtimens qui eux-mêmes découvrent à 12 milles plus loin, un navire peut être prévenu à tout instant de ce qui se passe dans un rayon de dix lieues. Le délai qui lui reste avant l'action ne suffirait pas sans doute en cas d'avaries : il n'y a aucune disposition militaire qui puisse rendre les blessés aptes au combat, mais, dans les circonstances ordinaires, un navire a le temps de se préparer soit à la lutte, soit à la retraite.

Pour que cette surveillance soit efficace, il faut qu'elle s'exerce sur toutes les routes ouvertes à l'imprévu. Quand un navire est garanti sur ses derrières et sur ses flancs, soit par le voisinage des terres, soit par la présence d'autres navires, le péril ne le menace que d'un côté; il suffit pour le couvrir d'un seul bâtiment. Le nombre des bâtimens de garde doit croître à mesure que le navire est exposé dans plus de directions, et celui qui en a le plus besoin est le navire isolé en pleine mer. Pour le préserver des surprises, il ne faudrait pas

(1) *Le Blocus de Venise*, par M. le vice-amiral Jurien de la Gravière.

moins de quatre à six embarcations se partageant la surveillance de l'horizon. De là une marine annexe, et considérable. Mais qu'on se garde des économies faites sur la sécurité des navires. Les bâtimens de garde sont une assurance contre la perte des bâtimens de combat et il est à penser que les frais de cette assurance augmenteront. La configuration du globe ne permettra jamais à des navires de se voir à plus grande distance qu'aujourd'hui, la perfection de leurs organes leur permettra de franchir cette distance plus vite. Un avertissement donné au navire ne lui laissera plus alors le même temps pour se mettre en défense, et à moins que les moyens de chauffe et de mise en pression ne s'accélèrent dans la même proportion, un jour ce ne sera pas un, mais deux rangs peut-être de sentinelles, qu'il faudra étendre autour des bâtimens.

Ainsi se dégagent les élémens essentiels d'une marine de guerre. Pour porter l'agression là où l'ennemi a concentré sa résistance, affronter les grosses pièces, réduire les places fortes ou défendre contre toute attaque les positions essentielles à garder, il faut des navires égaux pour la puissance offensive et défensive aux plus puissans adversaires : les cuirassés sont à la fois une artillerie de siége et sa fortification. Pour parcourir en tous temps les mers, les rendre sûres durant la paix, être présent partout où il y a des nationaux à protéger durant la guerre, chasser le commerce ennemi, disputer, partout où on le rencontre, l'avantage à son pavillon, il suffit de bâtimens moins armés et moins défendus : les croiseurs sont la force destinée à tenir garnison et à faire campagne. Pour accomplir les petites opérations de la guerre, mais non les moins importantes, veiller sur les forces navales, s'exposer même à leur place, il faut enfin des navires capables de remplir le rôle de sentinelles et parfois d'enfans perdus.

III.

Employer ses forces, c'est les mouvoir. La marche des navires a une double mesure : la rapidité avec laquelle ils suivent une direction et la rapidité avec laquelle ils en changent. L'une et l'autre varient selon la puissance des moteurs, et, à moteur égal, suivant les formes des carènes. La vitesse rectiligne importe davantage aux navires de commerce faits pour unir les ports par les routes les plus courtes. En effet, dès l'avènement des paquebots, en même temps que le tonnage augmente, les flancs se creusent, les extrémités s'étendent sur l'eau, et le *Great Eastern*, dont la longueur atteint dix fois la largeur, semble le gigantesque modèle des proportions désormais nécessaires.

Destinés à naviguer en escadres, obligés à des manœuvres, soit pour offrir moins de prise, soit pour tirer parti de tous leurs canons, les navires de guerre ne pouvaient tout sacrifier à la rapidité de marche, ni adopter complètement ces formes. Cependant leur longueur double à peu près, leur largeur demeurant stationnaire. Dès 1865, le poids de l'artillerie et des blindages était tel que les navires déplaçaient 7,000 tonnes et, mesurant 98 mètres, dépassaient 9 mètres de tirant d'eau. Ce dernier chiffre était déjà excessif; d'autre part, la charge croissante de l'armement obligeait à donner au navire des déplacemens plus considérables. Or, même le jour où les plus grands cuirassés eurent atteint 121 mètres, leur longueur n'égalait pas six fois leur largeur et il semblait naturel de l'augmenter encore, quand d'autres idées prirent faveur.

La ressource la plus ingénieuse de la science est de trouver les avantages des maux qu'elle ne sait pas détruire. Témoin des destructions causées par les rencontres fortuites des navires, impuissante à les prévenir, elle proclama le navire le plus puissant des projectiles. Le choc était un accident, elle en fit une arme. Une arme nouvelle amène une tactique nouvelle. Soit que les adversaires s'avancent pointe contre pointe et dérobent leurs flancs, soit que, s'étant dépassés sans s'atteindre, chacun d'eux tente, plus rapide en vitesse, d'arriver droit sur son ennemi encore occupé à son évolution et présentant le travers, soit surtout que dans les mêlées d'escadre ils aient à se défendre de toutes parts et à suivre une voie imprévue à travers des périls mouvans, la qualité la plus nécessaire devient dès lors la promptitude à changer de route, c'est-à-dire la faculté de giration.

Or les bâtimens en usage se trouvaient impropres à ces manœuvres et par leur longueur et par leur tirant d'eau; un seul moyen s'offrait de réduire ces deux dimensions : augmenter la troisième, la largeur. Ce système a triomphé dans les constructions les plus récentes et donné naissance à des types courts, larges, plats de quille. Assis plutôt que plongés dans la mer, ils ont le même tonnage que leurs aînés avec 20 ou 30 mètres de longueur et 1 à 2 mètres de profondeur en moins. Avec un tirant d'eau moindre, ils atteignent un tonnage double, et tandis que l'évolution de ceux-là exigeait un cercle de 800 mètres de diamètre et de 7 à 10 minutes, elle s'accomplit dans un cercle et dans un temps d'autant plus réduits que la coque est moins profonde et moins longue. Ces avantages ont été poussés jusqu'à leurs limites dans les bâtimens construits en Russie et appelés du nom de leur inventeur *popofka*. Les uns, aussi larges que longs, comme l'*Amiral-Popof*, ont 36^{m},60 sur 36^{m},57; d'autres même comme le *Novogorod* comptent 29^{m},55 de l'avant à l'arrière et 30^{m},40 de bâbord à tribord; ils portent des cuirasses de

0m,30 et des canons de 30 tonnes sans caler plus de 4 mètres, et tournent sur eux-mêmes comme une toupie dont ils ont la forme. Mais tout avantage se paie. A meure qu'un avant moins effilé frayait dans la mer passage à une masse plus épaisse, la route faite par les navires a été plus lente. Le plus mince des navires cuirassés, l'*Azincourt*, est aussi le plus rapide. Une machine de 6,867 chevaux a pu imprimer à ses 10,627 tonneaux une vitesse de 15 nœuds 43. Le *Duilio*, qui a le même tonnage, ne reçoit d'une machine de 7,500 chevaux qu'une impulsion de 14 nœuds. Il est long de 103 mètres, a 18m,33 de large et moins de 8 de profondeur. Le dernier terme de cette décroissance est la *popofka*; comme elle n'est pas plus longue que large, elle marche par le flanc ou en avant avec une égale facilité; mais comme elle fend l'eau avec une largeur de 36 mètres, une machine de 3,600 chevaux ne peut imprimer à ses 4,800 tonneaux une vitesse de plus de 7 nœuds. La loi de ces constructions peut se formuler ainsi : ce qu'un navire gagne en faculté giratoire, il le perd en faculté de marche directe.

Laquelle est la plus nécessaire?

Il y a un art plus grand que de livrer des luttes heureuses, c'est de vaincre sans avoir besoin de combattre. Décider la nature des opérations et leurs théâtres, occuper le premier les positions dominantes, déconcerter par une attaque maîtresse de tous ses moyens une défense encore en formation, c'est devancer les batailles, et par la perfection des plans atteindre son but sans traverser le hasard la prépondérance des forces, les surprises? La rapidité de marche en avant. Sur mer comme sur terre, elle est maîtresse de toute stratégie. La subordonner à la facilité d'évolution n'est pas subordonner la stratégie à la tactique, mais compromettre l'une et l'autre. Si aptes que soient des navires aux manœuvres du champ de bataille, l'ennemi plus rapide est maître de commencer la lutte, maître de la finir, assuré de sa retraite. Moins les navires se porteront avec promptitude d'un des mêlées. Or qui permet l'offensive, le choix des champs d'action, point à un autre, plus il en faudra pour suffire au même service; encore courront-ils risque d'être battus en détail par des forces au total moins considérables, mais plus faciles à concentrer, et grâce à la rapidité de sa course, la marine la moins nombreuse peut l'emporter même par le nombre, chacune de ses unités se trouvât-elle inférieure. D'ailleurs, où apparaît cette infériorité? Dans les combats par le choc? On sait quelle importance leur reste. Préparer les navires pour ces passes d'armes, c'est sacrifier des qualités d'une importance constante et capitale à des qualités sans emploi. Dans les joutes d'éperon même, si elles ne disparaissaient pas, l'avantage appartiendrait-il aux manœuvriers ou aux marcheurs? Dans le premier élan qui les porte l'un sur l'autre, la supériorité est faite par

la vitesse. Sans doute, s'ils se manquent et que le navire long tente de revenir par un cercle restreint face à l'ennemi, ralenti dans son allure et paralysé dans ses mouvemens, il offrira une prise facile à des rivaux que leurs dimensions aident à virer court. Mais pourquoi cette manœuvre où disparaissent ses qualités? Qu'il continue sa route et décrive au loin un cercle assez étendu pour rendre insensible le changement de direction. Les facultés giratoires deviennent inutiles contre un navire que sa marche supérieure ne permet ni de cerner ni d'atteindre, et tous les avantages lui demeurent dans un combat qui se poursuit par des pointes rapides sur les adversaires et par de grandes courbes hors de leur portée. Cette situation change dans un seul cas, lorsque l'espace manque pour ces mouvemens à grands rayons; il faut supposer pour cela que le navire s'est laissé pousser près de terre ou enfermer entre des hauts-fonds. Mais de telles éventualités sont des fautes. C'est le devoir des officiers de ne pas être entraînés dans les parages où les qualités de leurs bâtimens deviennent inutiles. Ce n'est pas le devoir des ingénieurs de tracer leur plan en prévision de ces erreurs. Avec de mauvais capitaines, il n'y a pas de bons vaisseaux.

Puisque la vitesse de marche directe est la plus importante, les navires de guerre se rapprocheront des formes usitées pour les bâtimens de commerce. Ceux-ci tendent vers cette uniformité par une réforme inverse. L'expérience a prouvé qu'on avait dans les derniers temps exagéré leur affinement au point de les rendre inaptes à manœuvrer dans les ports et par les gros temps : on avait construit des navires ayant en longueur jusqu'à quinze fois leur largeur. Aujourd'hui il semble établi que l'une des dimensions ne doit pas dépasser douze fois l'autre. Encore de pareilles formes ne conviendraient-elles pas à la marine de guerre. Les cuirassés surtout, avec des flancs si étroits, auraient leur centre de gravité trop facilement déplacé par les mouvemens de la mer. Il sera nécessaire de leur maintenir une largeur plus grande, mais fort inférieure à celle qu'on leur donne aujourd'hui, et moins les bâtimens seront chargés de cuirasse et d'artillerie, plus ils devront se rapprocher des proportions en usage dans le commerce. L'obstacle que l'inertie du vaisseau oppose à sa marche étant réduit au minimum, tout progrès dans le moteur augmentera avec la vitesse, la valeur de l'arme : la vitesse, en effet, ne se confond-elle pas avec la force puisqu'elle la porte, la protège et la supplée?

Si inséparables qu'elles semblent pourtant, la difficulté est de les unir. La puissance de l'armement se traduit en poids, la puissance du moteur en poids. Ces deux pesanteurs se disputent en s'augmentant la capacité que le navire a de les supporter. Cette capacité est restreinte : moins est lourde la machine, plus il reste

de poids à consacrer à l'armement; plus l'armement est léger, plus il laisse de développement aux machines. Faute de pouvoir réunir sur les mêmes bâtimens des qualités également nécessaires, on a été contraint de créer dans la marine deux flottes distinctes : la flotte de course et la flotte de combat. Ce n'est pas que la première, la flotte cuirassée, doive négliger la vitesse comme un superflu. Pénétrer dans les rades avant que leur défense soit complète, bloquer les ports de guerre avant que l'ennemi en soit sorti, attaquer une fortification qui ne peut tenir sans secours extérieur avant que ce secours soit prêt sont des intérêts considérables, et il importe de donner aux cuirassés toute la vitesse compatible avec un fort armement.

Mais il faut se garder, en rendant les navires aptes à trop de services, de les faire médiocres en tout. La nature même des obstacles contre lesquels le cuirassé doit lutter laisse peu de place aux surprises; les ouvrages permanens, les centres de marine militaire ont leurs défenses organisées et prêtes durant la paix même; c'est pour les batailles inévitables que sont faits les « hommes de guerre, » comme les Anglais appellent ces bâtimens. Puisque la célérité de leur marche ne leur épargnerait pas une lutte, l'essentiel n'est pas qu'ils la livrent plus ou moins vite, mais qu'au moment où ils la commencent, ils soient armés pour la soutenir; s'il faut sacrifier quelque chose, ce ne peut être ni l'artillerie, ni la défense, c'est la marche. Au contraire, dans les opérations accomplies par les croiseurs, soit qu'en mer ils poursuivent le commerce, soit que sur les côtes ils interdisent les ports et rançonnent les villes ouvertes, soit que sur le littoral ils débarquent ou détruisent des voies de communication, la puissance des armes joue un rôle secondaire, la promptitude des mouvemens est l'intérêt principal. Enfin c'est l'intérêt unique pour les bâtimens de garde, qui ne sont pas destinés à soutenir une lutte; s'ils ne surprennent pas l'adversaire ou s'ils ne le devancent pas pour signaler son approche, ils perdent toute utilité.

Quelles que soient les difficultés d'exécution, les données du problème sont simples : tout ce qu'un navire perd en vitesse, il le doit gagner en force; tout ce qu'il perd en force il le doit gagner en vitesse. S'il est contraint par sa lenteur d'accepter le combat, il faut qu'il soit capable d'y garder l'avantage; s'il est menacé par sa faiblesse d'une défaite, il faut qu'il soit maître de la fuir. Cette vitesse a une mesure : la marche des meilleurs navires de commerce. Puisque les croiseurs ont pour mission principale d'arrêter le commerce maritime, il leur faut une allure égale à celle des navires les plus rapides qu'ils aient à poursuivre. C'est par suite la rapidité que doivent dépasser les bâtimens de garde et de laquelle doivent approcher les bâtimens de combat. Or si le rapport de vitesse entre les divers navires doit demeurer constant, la vitesse elle-même ne cesse

de croître. Ici apparaît bien l'ingratitude de la tâche qui incombe aux états maritimes : leur œuvre de chaque jour s'évanouit avec le jour qui en est témoin, et l'effort accompli sans relâche reste à recommencer sans fin. Mais plus leurs difficultés s'accumulent, moins il convient de se plaindre ; ils ne sont victimes que des victoires gagnées par le génie humain, et l'on mesure sa marche en comparant ce qu'est aujourd'hui la navigation à vapeur et ce qu'elle était naguère. Quand, il y a près d'un siècle, un Français, de Jouffroy, fit naviguer sur la Saône à Lyon le premier bateau à vapeur, il lui imprima une vitesse de 3 nœuds. En Angleterre, l'exemple fut suivi plus tard, avec une confiance moins grande et un succès inférieur encore. Un particulier, pour obtenir que le gouvernement appliquât le nouveau moteur au vaisseau le *Kent*, avait dû signer le 30 juin 1794, l'engagement de payer 9,000 liv. sterling d'indemnité au cas d'insuccès, et l'un des lords de l'amirauté exprimait en ces termes la pensée de tous : « Je ne vois point de raisons pour modifier l'opinion que j'ai déjà exprimée, à savoir que le moyen que vous avez imaginé pour faire mouvoir les vaisseaux indépendamment du vent et de la marée ne justifie pas les grandes espérances que Votre Seigneurie paraît en avoir conçues. » Il fallut l'audace du Nouveau-Monde pour adopter ce que refusait le monde ancien, et quand après cinquante années, l'Europe recevait des mains de l'Amérique cette invention qu'elle n'avait pas voulu reconnaître après l'avoir conçue, les navires filaient à peine 7 nœuds. Mais depuis cette époque, quel progrès ! La régularité et la promptitude des communications ont une telle importance pour les affaires, et sont devenues un besoin si impérieux pour la vie moderne, que de nation à nation, de compagnie à compagnie, se poursuit une lutte de vitesse, et les plus grandes voies commerciales du monde, d'Angleterre aux États-Unis et d'Angleterre dans l'extrême Orient, sont devenues comme une gigantesque mesure sur laquelle les divers navires éprouvent la rapidité croissante de leur navigation. Or sur ces deux routes les derniers progrès accomplis par la marine à vapeur viennent d'être constatés avec éclat.

Le paquebot le plus récemment construit par la compagnie Cunard pour la traversée de l'Atlantique a accompli en sept jours avec une vitesse moyenne de 18 nœuds la navigation entre New-York et Liverpool. En même temps, arrivait de Chine en Angleterre le premier navire apportant le thé nouveau. Chaque année, on le sait, les compagnies se disputent l'honneur de débarquer sur les quais de Londres la primeur de la récolte, et dans un pays qui a fait du thé son breuvage national et qui trouve dans tous ses goûts matière à paris et prétexte à courses, c'est une préoccupation publique de savoir quel sera le vainqueur de l'*Ocean tea race*. Or, cette année,

le *Sterling* de la *Castle line*, « parti, disent ses livres de bord, de l'embouchure du fleuve Yantsée, à 42 milles de Shanghaï, le 23 mai, à quatre heures quarante-cinq du matin, est entré dans les docks de Londres le 22 juin, à quatre heures du soir. » Il a donc accompli une traversée d'environ 12,000 milles en vingt-neuf jours vingt-deux heures quinze minutes, c'est-à-dire avec une vitesse moyenne de 17 nœuds en comptant les arrêts, avec une vitesse réelle de 18, et avec une économie de dix jours sur le temps exigé jusque-là.

Dix-huit nœuds, telle est donc à l'heure présente la vitesse que les croiseurs mis aujourd'hui en chantier doivent atteindre et les bâtimens de garde dépasser. Ce chiffre est d'autant moins exagéré que des bâtimens cuirassés en service filent plus de 15 et qu'on attend des cuirassés en construction une vitesse de 17.

IV.

Pas de forte artillerie, pas de cuirasses solides, pas de machines puissantes sans poids et sans espace : à mesure que croissaient les exigences de l'attaque et de la défense, le tonnage des navires devait donc augmenter. Mais il y a deux manières d'être hors de la vérité : ne pas l'atteindre ou la dépasser. En portant jusqu'à 6,000 et 7,000 tonnes la dimension des croiseurs et jusqu'à 12 et 14,000 celle des cuirassés, n'est-on pas sorti des justes limites ? Engloutir dans une seule construction des sommes qui atteignent 25 millions, n'est-ce pas se condamner à réduire de plus en plus l'effectif de ses vaisseaux, et exposer par la perte d'un seul à une diminution trop forte de puissance et de richesse la marine ainsi formée ? Restreindre leurs dimensions, n'est-ce pas multiplier leur nombre sans surcroît de dépense et constituer la force navale de telle sorte qu'elle agisse aussi efficacement si elle se concentre, sur plus de points si elle se disperse, et qu'un événement malheureux de navigation ou de guerre enlève au pays frappé une partie moins grande de sa flotte ? Parmi les plus intéressés à bien juger les navires, ceux qui les montent, beaucoup pensent ainsi : ce qui leur rend suspects les grands navires est le sentiment de la responsabilité. Devant leurs yeux apparaissent tous les devoirs dont est faite l'unité terrible du combat. Gouverner sur l'ennemi, deviner ses projets, éviter son choc, le frapper, saisir dans ces évolutions l'instant propice à l'artillerie, soutenir en même temps que la grande lutte les combats de torpilleurs, mettre à la mer et recueillir les uns, couler les autres à coups de mitraille, être tout entier à toutes ces tâches, diriger le personnel appliqué à chacune d'elles, à travers le déchaînement de tous les périls garder la vision nette du

champ de bataille et conduire une action furieuse avec une âme immobile : quelle tâche ! Quand ils calculent ce qu'il faut faire pour tirer de ces machines de guerre tout l'effet utile, ce qu'elles coûtent d'argent, ce qu'elles représentent de force, ce que peuvent perdre non-seulement une défaillance, mais un retard de la volonté, même sans aucune faute un hasard, leur courage se trouble et ils connaissent la seule crainte à laquelle reste ouvert leur cœur. C'est alors que leurs regrets évoquent ces navires d'autrefois où un regard suffisait à tout enchaîner, comme une pensée à tout conduire, et ils rêvent, en ramenant à leurs dimensions les bâtimens modernes, de ramener les devoirs eux-mêmes à des proportions plus humaines. Mais ont-ils discerné le remède aussi bien que le mal ?

Ce qui faisait le commandement facile dans l'ancienne marine, ce n'était pas la petitesse des navires, c'était la simplicité des services. Réduits à la manœuvre des voiles et à la canonnade par bordées, groupant en deux grandes masses l'équipage, ils pouvaient être dirigés par un seul chef. Aussi faisait-on mouvoir sans désordre trois fois plus de combattans sur un vaisseau de ligne que n'en comptent les plus forts cuirassés. Au contraire, ce personnel restreint est aujourd'hui voué à des fonctions indépendantes, multiples. Si les actions navales, comme on semble le croire, deviennent des mêlées où les flottes se heurteront, sur le plus petit bâtiment, avec le plus faible équipage, ne voit-on pas surgir pour les hommes les obligations simultanées, pour le chef la nécessité d'être présent partout à la fois? Ce n'est pas le navire qui est démesuré, c'est la tâche. Sur quelque bâtiment qu'il faille manier en les combinant les différentes armes, l'unité d'action se brise. Au capitaine la direction générale du combat; il l'engage, le poursuit ou l'arrête; son regard interroge les dangers qui l'entourent de toutes parts, sa voix commande à la machine, sa main au gouvernail, mais il suffit à peine à cet effort qui l'absorbe. A d'autres officiers les pièces, les torpilles, les embarcations; leur rôle est de prévoir l'instant où leur arme peut produire l'effet le plus utile, et de se mouvoir librement sur le champ d'action où les place la volonté de leur chef. Mais si cette division du travail est inévitable, que produira-t-elle? Toute la puissance militaire que porte le navire ne fait-elle pas corps avec lui, et quelle efficacité resterait aux actions qui ne seraient pas liées à sa marche et conscientes de ses desseins? Ses torpilleurs surpris par ses changemens de route courront risque de l'aborder, ou, réduisant leur vitesse et leur champ de combat, deviendront inoffensifs pour l'adversaire par crainte d'être dangereux pour lui; son tir, dévié par l'imprévu de ses mouvemens, manquera de justesse, et tandis que la dispersion de l'autorité déshabituera de l'obéissance, la responsa-

bilité ne pesant sur personne, les fautes fourniront à tous des motifs non de s'instruire, mais de s'accuser. Il est également impossible, soit de confier à un chef unique des opérations simultanées et multiples, soit de partager entre plusieurs chefs des opérations dont toutes les parties doivent être coordonnées. Ainsi les difficultés du commandement ajoutent un obstacle moral aux obstacles déjà indiqués et décisifs contre le combat par le choc.

Dans les combats à distance tout se simplifie. Mouvoir le navire sur une mer libre n'est pas une tâche faite pour occuper toutes les facultés d'un capitaine : il lui reste toute la liberté d'esprit nécessaire à sa tâche principale, l'emploi de son artillerie; et ainsi le tir des pièces principales, combiné avec les mouvemens du navire qui les porte, acquiert toute sa justesse. S'il faut joindre à ce combat une attaque par les torpilles, un ordre fait mettre à la mer les embarcations qui les portent et dont l'action se poursuit dès lors indépendante sur un théâtre plus proche de l'adversaire. Si enfin cet adversaire force la ligne qu'elles lui opposent et menace le bâtiment d'une agression plus immédiate, le péril n'éclate pas si soudain que le capitaine attaqué n'ait le temps de le voir et de prendre ses mesures. Ainsi les fonctions du chef, malgré leur multiplicité, ne se présentent pas à accomplir toutes ensemble, leur succession donne à l'esprit le temps de réfléchir : voilà pourquoi reste intacte l'unité du commandement. Il s'exerce de même, quelle que soit la dimension du navire ; hors des côtes, les plus grands bâtimens ne sont pas plus malaisés à diriger que les autres, et comme le petit nombre des grosses pièces et la lenteur de leur chargement permettent à un seul chef d'ordonner leur feu, l'importance des navires n'est pas un obstacle à l'exercice de l'autorité; elle donne, au contraire, à cette autorité des moyens d'action plus décisifs.

Et il ne faut pas dire : un bâtiment moindre de moitié a une force militaire moitié moindre, mais il suffit de construire deux navires pour créer une force égale à celle d'un vaisseau double de dimensions. C'est un axiome d'architecture navale que le tonneau de coque d'une petite ou d'une grande construction coûte un prix fort différent. Le prix est d'autant plus élevé qu'il s'applique à des constructions de dimensions moindres. Par suite, avec le même budget, un pays produira un tonnage d'autant plus considérable qu'il l'appliquera à des bâtimens plus grands. Et quand une marine atteindrait, avec des navires moindres, le tonnage obtenu par une autre marine avec des navires plus grands, elle ne toucherait pas à l'égalité de puissance. Plus le bâtiment est petit, plus son poids est considérable relativement à son volume, moins il lui reste par suite de poids utile à porter. Un armement partagé entre deux navires sera

donc inférieur à l'armement réuni sur un vaisseau de grandeur double; c'est cette différence entre la capacité utilisable des uns et des autres qui constitue la supériorité intrinsèque des seconds. Ils l'emploieront à porter des canons plus forts, une cuirasse plus épaisse ou des machines plus puissantes, et cette supériorité sera d'autant plus grande que le même tonnage sera ici concentré en un moins grand nombre de coques et là divisé en un plus grand nombre de bâtimens. Et si d'autres avantages s'ajoutent à celui-là, s'il est évident que l'artillerie des grands navires domine de plusieurs mètres l'artillerie des bâtimens inférieurs, s'il est reconnu que ces navires ont une marche plus régulière, fatiguent moins, résistent mieux aux coups de mer, quel argument reste en faveur des types restreints? Il est vrai, les bâtimens considérables offrent à la tempête ou à l'ennemi une riche proie. Serait-il donc plus sage de livrer à l'une et à l'autre des instrumens moins capables de leur résister? Ce qu'il faut calculer, ce n'est pas la valeur de ce qu'on peut perdre, ce sont les chances qu'on se donne de le conserver. Quand des armateurs, pressentant les conditions nouvelles de la marine marchande, ont abandonné leurs navires de faible tonnage et créé des paquebots capables de porter chacun la cargaison de trois ou quatre navires d'autrefois, beaucoup d'hommes se sont rencontrés qui ne voulaient pas exposer tant de richesses au hasard de la mer et croyaient prudent, pour diviser leurs risques, de garder les faibles navires en usage jusque-là. Les faits ont prouvé lesquels étaient les plus sages : la mer a surtout détruit les navires qui lui offraient moins de résistance, c'est-à-dire les plus petits. Il n'en est pas autrement des chances de la guerre. Qu'importe à un bâtiment d'être attaqué par plusieurs? Si la protection qui le couvre est à l'épreuve, ce n'est pas la multiplication de coups inoffensifs qui le mettra en danger; s'il a une artillerie plus puissante, la quantité de ses adversaires ne fera pas taire son artillerie, elle augmentera l'étendue de ses objectifs; s'il possède plus de vitesse, il peut joindre ses ennemis ou leur échapper, comme il lui plaît; enfin, s'il réunit l'avantage du cuirassement, du canon et de la marche, comme il peut se maintenir à une distance où il frappe l'ennemi sans être atteint lui-même, un bâtiment seul est plus fort qu'une escadre. Aussi, dans un temps où la marine doit agir de loin et surtout par l'artillerie, ceux qui décident de la composition des flottes doivent-ils porter attention à la grandeur des navires plus encore qu'à leur quantité : la force, dans les luttes corps à corps, est le nombre des combattans; dans les luttes à distance, c'est la supériorité des armes.

Cette règle est absolue quand il s'agit de cuirassés. Sous peine

d'être impuissans ou vulnérables, ou de ne jeter dans la balance que des interventions tardives, ils ont besoin à la fois de tous leurs élémens de puissance. Puisqu'ils n'en peuvent sacrifier aucun, ils doivent trouver place pour les contenir tous, en porter le poids accumulé, et mesurer sur les plus grands périls la réserve suprême de la force navale. L'accroissement continu de tonnage qui se produit dans les navires de combat est donc la forme rationnelle de leur progrès; il ne s'arrêtera que le jour où une nouvelle augmentation les rendrait incapables de naviguer. Les profondeurs, dans la plupart des ports, et dans la zone maritime qui avoisine les terres, ne dépasse pas 10 et même 9 mètres. Les navires ne caleront pas plus de 9 mètres; ainsi se trouve fixée une des dimensions. Si les autres n'ont pas avec celle-là des rapports constans, elles continueront à croître, et les navires tendant à devenir des tours à hauteur constante et à diamètre de plus en plus considérable, il n'apparaît pas de limites à l'accroissement des canons, des machines et des blindages. Mais s'il y a pour les navires des formes nécessaires et entre leurs diverses mesures des proportions constantes, la profondeur, limitée à 9 mètres, limitera à son tour la longueur à peu près à 150, la largeur à 20. Ce n'est pas la moindre importance du retour aux formes rationnelles. Il donne à la marine à vapeur l'unité de type qui a existé dans la marine à voiles. Il assigne une limite à l'extension des navires. Dès que les navires cessent de croître, le matériel qu'ils contiennent ne peut plus grandir. Ce n'est pas à dire qu'à dater du jour où les formes du bâtiment de combat seront fixées, le génie humain retombe dans le sommeil, comme il fit à l'avènement de la marine à voiles. C'est alors que son activité sera le plus féconde; quand sera épuisée la ressource barbare d'augmenter la force de l'instrument de guerre en augmentant les calibres des pièces, l'épaisseur des blindages, le nombre des chaudières, alors se produira le seul effort qui mérite le nom de scientifique, celui qui cherchera dans un emploi meilleur des matières et des espaces où il sera circonscrit un agrandissement de puissance. Déjà ce mouvement a commencé : on sait que les perfectionnemens réalisés en Angleterre sur les plaques, en Allemagne sur les pièces, ont abouti à produire, avec des dimensions moindres, des canons et des cuirasses d'une égale efficacité. La France n'est pas restée en arrière. Grâce à M. de Bussy, la substitution de l'acier au fer dans les constructions, — l'initiative la plus hardie et la plus heureuse qui ait transformé de notre temps l'art des constructions, — a déjà réduit de plus du dixième le poids des navires. Or, tantôt en obtenant la même puissance sous une masse moindre, tantôt en obtenant plus de force sous une masse égale, on économisera des

poids qui, portés des parties plus parfaites sur les plus faibles, permettront de donner au navire, sans accroître son tonnage, une force toujours croissante.

A en juger par les flottes de certaines nations, il ne serait pas nécessaire de réunir sur tous les navires de combat ce maximum de puissance et il y aurait place pour deux sortes de cuirassés. On construit, en effet, sous le nom de « cuirassés de station, » des navires inférieurs par le tonnage comme par les qualités militaires et nautiques, et qu'on ne destine à naviguer que dans les mers lointaines. Les navires les plus puissans de cette catégorie, ceux qui sont maintenant en chantier, ont $0^m,20$ de cuirasse et des canons de 24; la plupart portent des plaques de $0^m,22$ et des pièces de $0^m,16$ à $0^m,21$.

Il est sage de ne pas disperser dans des missions lointaines et permanentes les cuirassés de combat. Une guerre peut éclater si vite que le temps manque pour les réunir; d'ailleurs, les rappeler serait priver de leur protection, quand elle serait le plus nécessaire, les postes qu'ils surveillaient durant la paix. Aussi toutes les nations les tiennent-elles rassemblés dans les eaux territoriales comme un instrument toujours à portée de la main. Il est certain aussi que les puissances navales ne doivent pas seulement se préparer aux jours terribles et passagers de la guerre. Toutes ont hors de leurs frontières des devoirs permanens : ici des colonies; là des intérêts égaux en importance à ceux de la souveraineté, comme est la liberté du canal de Suez pour l'Angleterre ou du Bosphore pour la Russie; ailleurs la présence et le commerce des nationaux chez des peuples de race et de civilisation différentes et souvent barbares sollicitent une protection. La meilleure et d'ordinaire la seule possible est l'envoi de vaisseaux. C'est dans cette prévision que les nations maritimes entretiennent une partie de leurs armemens; les unes promènent leurs navires à travers le monde et les font paraître tour à tour sur les points où il est besoin, les autres y entretiennent des stations permanentes. Mais quel rôle y jouent des cuirassés armés de pièces de 24 et protégés à $0^m,20$? Une force offensive et une invulnérabilité semblables se trouveraient dans tout croiseur protégé par un matelas de charbon, et il joint à ces qualités la vitesse. Ni leur artillerie ni leur blindage ne pourraient être employés contre les bâtimens de combat d'une grande puissance. Les créer, c'est donc constituer une flotte impropre aux opérations de la grande guerre et attachée par sa faiblesse à des opérations limitées sur quelques points du monde.

Si l'on tient à mettre en ligne des cuirassés inférieurs, il y a quelque chose de plus simple, de plus économique et de plus rapide que les créer : c'est de se servir de ceux qu'on a. Toute puissance

possède dans ses arsenaux des navires, encore récens de date, n'ayant rien perdu de leurs qualités nautiques, mais devenus sans emploi parce que leur valeur militaire est dépassée par des types plus nouveaux. Tant que le mouvement de progrès qui met si vite hors d'usage les instrumens de guerre ne sera pas arrêté, il y aura trop de cuirassés de second rang : ceux qui seront tombés du premier. Qu'on les envoie dans les stations lointaines; ainsi tout le matériel trouvera emploi, aucune partie du budget ne sera perdue à produire des types sans valeur militaire, et l'argent qui était consacré à ce stérile usage augmentera la rapidité et la puissance des constructions nouvelles. Mais encore pourquoi ne pas épargner la dépense de tels armemens? Ou la force navale sert à prévenir, ou elle sert à réprimer. D'ordinaire elle agit par sa seule présence, parce que, tout mauvais procédé devenant une insulte au pavillon, la gravité des conséquences suffit à arrêter le mal. Dans les conditions les plus habituelles, la grande valeur des bâtimens est une valeur d'opinion; ce qui inspire le respect, ce n'est pas la force qu'ils possèdent, c'est celle qu'ils annoncent et précèdent, et peu importe sur quelle épaisseur de fer flottent les couleurs; si ce symbole n'est pas respecté, un cuirassé de station est trop ou trop peu. S'agit-il d'une représaille à exercer contre une ville ouverte, il est superflu. S'agit-il d'hostilités sérieuses contre des points fortifiés? il ne suffit pas. Les puissances moindres d'Europe ou d'Amérique comptent des vaisseaux égaux en force et supérieurs en nombre aux cuirassés qui stationnent sur leurs côtes. Au temps où elles étaient moins armées, il a fallu pour réduire Saint-Jean-d'Ulloa et Vera-Cruz une escadre envoyée de France. Les conflits avec la Chine, l'Annam, l'Abyssinie, les sauvages du Zoulouland ont coûté de sérieux déploiement de forces aux plus grandes nations. Le monde était hier témoin des préparatifs faits par l'Angleterre contre l'Égypte; elle n'a pas bombardé Alexandrie avec des bâtimens hors d'âge ou sans force; elle a envoyé devant la ville les types les plus puissans de sa marine. En effet, les peuples qu'on appelle encore barbares sont déjà entrés dans la civilisation en lui empruntant ses armes, dont ils ont éprouvé la force, et l'Europe, à force de les avoir vaincus, est près de les avoir instruits. Le plus sage est donc de ne pas compromettre son prestige en des comparaisons fâcheuses ni surtout en des luttes inégales et de ne pas s'exposer à des insuccès partiels qui donnent le signal des grandes révoltes. Au cas de rupture, qu'on envoie sur le théâtre de la lutte des cuirassés à grande puissance, et en tel nombre qu'il faudra pour rendre visible à tous l'inanité de toute résistance et la certitude du châtiment. Dans les temps ordinaires, ce qui importe, c'est de disperser sur le monde

des bâtimens qui résolvent les petits conflits, soient partout une protection présente et la menace d'une plus redoutable si celle-ci ne suffit pas. Ce rôle appartient aux croiseurs.

Comme ils sont faits pour attaquer et protéger le commerce tous les points du globe, ils ne sont à leur place ni dans les ports ni en escadre dans les mers territoriales; les campagnes et les stations les appellent; les y destiner, c'est les placer d'avance à leur poste de combat. La puissance du type n'est pas ici, comme lorsqu'il s'agit de cuirassé, l'unique but à atteindre. En guerre, à cause du délai très court pendant lequel peut être capturé le commerce ennemi; en paix, à cause de la multiplicité des points où les nationaux ont des intérêts, le nombre des croiseurs est un élément nécessaire à l'efficacité de leur action. Le nombre n'est pas compatible avec la grandeur des vaisseaux : sous peine de ruiner les finances, la grandeur elle-même n'est pas partout indispensable et parfois peut devenir un embarras. Il y a des plages basses dont les grands navires ne peuvent approcher, des fleuves où il leur est imprudent de s'engager, des côtes où l'importance des intérêts ne justifierait pas la présence de forces imposantes, des occasions enfin où il est moins nécessaire d'être fort sur un point que présent sur tous. De moindres bâtimens ont un rôle et auront une valeur militaire à la condition que, renonçant à poursuivre à la fois plusieurs avantages et se gardant de telles armes, on place leur principale supériorité dans leurs machines. Toujours assez forts contre les bâtimens de commerce, ils peuvent, s'ils sont rapides, leur faire une chasse fructueuse, et quand cette mission s'achèvera, maîtres, grâce à leur vitesse, d'échapper aux croiseurs ennemis, ils rejoindront le théâtre principal de la guerre et là, unis aux forces nationales, servant d'intermédiaires entre les escadres et le littoral, chargés des reconnaissances à rayon étendu dans la haute mer ou le long des côtes, ils deviendront les plus utiles auxiliaires des grands navires et leur apporteront ce qu'ajoute à la puissance des armes la rapidité des informations. Cette puissance navale d'ailleurs n'est pas seulement faite par la valeur des navires, mais par la valeur des hommes qui les dirigent. Or dans une marine où manqueraient les navires de dimensions moyennes, une chose aussi pourrait manquer, les officiers. A quels indices discerner, parmi des hommes qui ont dirigé des embarcations ou qui ont obéi sur les vaisseaux, le don du commandement? Quels moyens seraient offerts aux plus brillamment doués de se connaître et de s'éprouver eux-mêmes? Quelle autorité apporteraient-ils passant d'un torpilleur ou d'une chaloupe au banc de quart d'un cuirassé ou d'un croiseur de premier rang? Quelle apparence que l'état ne paierait pas chèrement en paix et

en guerre les expériences tardives de ces capitaines improvisés? Voilà l'intérêt supérieur qui exige entre les embarcations et les vaisseaux de premier rang des navires intermédiaires, et ils ne seraient pas les moins utiles, n'eussent-ils pas d'autre rôle que de créer des chefs.

Enfin il y a des bâtimens d'autant meilleurs que leurs dimensions sont plus réduites.

Quand l'Italie affirma la prépondérance des grands navires en créant des types de dimensions jusque-là inconnues, le premier en date, le *Duilio*, ne parut pas à ses architectes un instrument de guerre complet par lui-même : ils ménagèrent à son arrière une cavité en communication avec la mer destinée à recevoir un bâtiment torpilleur et ménagée de telle sorte qu'il pût en sortir et y rentrer à son gré. L'exécution ne répondit pas au dessein parce que l'agitation de la mer rendait trop difficile au torpilleur de quitter ce refuge ou d'y reprendre sa place. Mais la nécessité avait apparu d'unir l'action des petits et des grands navires pour porter à son maximum la puissance navale, de fondre les uns et les autres dans une même unité. C'était l'expression imparfaite d'une idée juste.

Il n'est pas besoin de beaucoup de bras pour lancer une torpille, d'un grand appareil pour détruire des défenses sous-marines, et il ne faut pas beaucoup d'yeux pour voir : l'embarcation, destinée à surprendre ou à veiller, n'a guère à contenir que sa machine, et le plus lourd poids que cette machine ait à traîner est elle-même. Rien donc n'exige ici les grandes dimensions, tout commande les petites. Elles sont un gage du succès parce qu'elles favorisent le secret des opérations, une cause d'invulnérabilité parce qu'elles offrent peu de prise et, si le péril ne peut être conjuré, une garantie contre l'excès du mal, parce que la destruction frappe seulement de moindres victimes; enfin elles permettent sans dépenses onéreuses de donner à la flotte ce qui partout dans la nature fait la force des infiniment petits, le nombre.

Mais qu'on tente de créer ces navires avec des moyens d'action indépendans, il leur faut les approvisionnemens qu'exige la navigation en haute mer et proportionnés à la durée des campagnes et calculés sur la route des bâtimens à escorter; les machines destinées à un service constant doivent être solides et, par conséquent, lourdes; c'est une embarcation dont on avait besoin, c'est un navire qu'on est conduit à faire. Veut-on réaliser le problème? Qu'on lie l'existence de ces bâtimens de flottille à l'existence du bâtiment qu'ils complètent. Il les embarque, les porte et ne les met à la mer que lorsque leur action lui semble nécessaire. A ce moment, il leur fournit le personnel et les approvisionnemens mesurés sur la mission à remplir;

il leur sert de port et d'arsenal; l'embarcation n'est jamais inutilement à la mer, n'a pas de chargement superflu, et ses machines, pour résister à un travail intermittent et court, restent assez solides, malgré la délicatesse de leur construction et la légèreté de leur poids. Voilà comment on a pu armer de torpilles et douer d'une vitesse supérieure à 20 nœuds des canots que montent dix-sept et quelques hommes, qui pèsent de 12 à 30 tonnes et ne coûtent pas en moyenne plus de 100,000 francs. Les flottes de combat doivent porter leurs flottilles de garde. Mais loin que les faibles navires soient destinés à remplacer les navires puissans, c'est l'existence de ceux-ci qui rend ceux-là nécessaires, les ressources de ceux-ci qui rendent ceux-là possibles, et la petitesse des uns vit de la grandeur des autres.

V.

La constance des règles qui président à la composition des flottes, une égalité de science et une rapidité d'informations, grâce auxquelles les découvertes se répandent comme les nouvelles et forment dans le monde une atmosphère commune de progrès, enfin des moyens d'action partout analogues tendraient à créer entre les armes des divers peuples l'égalité. Ce qui fait entre eux la différence, c'est la différence de leurs vues politiques; selon ce qu'ils méditent varie l'état de leur marine et la proportion de ses divers élémens. Pour une lutte commerciale, les croiseurs l'emportent; pour une lutte militaire, les cuirassés. D'ailleurs aucune de ces guerres ne donne de résultats complets, si l'on ne tient sur un pied respectable l'une et l'autre flottes. Le nombre des bâtimens de combat fixe à son tour celui des bâtimens de garde, et comme la force n'est pas chose absolue, mais relative, chaque état, se comparant à ceux qu'il craint, s'efforce de les dépasser. A produire des vaisseaux dont le prix va croissant, les plus riches budgets s'épuisent vite; nulle part donc il n'importe davantage de bien ménager ses ressources. Toutes ne sont pas renfermées dans le trésor : un peuple maritime, par sa vie quotidienne et ses travaux naturels, prépare un autre trésor à la marine nationale. La prodigalité la plus stérile pour un état serait de produire les élémens de force déjà créés; la meilleure économie est de les emprunter partout où ils existent, et ainsi de réserver son effort pour les œuvres que la puissance publique est seule capable d'accomplir.

Voilà pourquoi le présent travail n'a pas énuméré dans les flottes de guerre toute une catégorie de navires pourtant indispensables à un état maritime : les bâtimens de transport.

L'administration, la garde, l'approvisionnement ordinaire des colonies ou des postes ne peuvent être assurés que par un va-et-vient de fonctionnaires, de troupes et de cargaisons; la guerre commande parfois de transporter des corps d'armée sur le sol où ils ont à agir. Une flotte apte à ce service est indispensable à l'état. Est-il nécessaire qu'elle soit à l'état? Les transports de matériel et d'hommes paraissaient à nos pères la fonction même de la marine marchande et c'est à elle que d'ordinaire ils affrétaient leurs « flottes de charge. » Ils avaient raison. Quand l'état, soit en construisant des navires spéciaux, soit en utilisant ses navires de guerre, serait certain d'accomplir ce service à moindre prix, il le devrait laisser au commerce par des raisons plus hautes encore que des questions d'économie. Le jour où il sera admis que, dans un navire de guerre, il y a place pour une cargaison et des passagers, on aura considéré que la plupart des navires construits pour la guerre achèvent leur carrière sans avoir rendu aucun service s'ils ne sont utilisés pendant la paix; ce jour-là on ne sera pas loin de conclure que le service le plus habituel est le plus important, et de sacrifier à la commodité des installations l'aménagement de combat. Introduire dans la vie de bord des élémens étrangers aux habitudes, aux devoirs, à l'esprit maritimes, n'est pas moins redoutable pour la discipline et l'homogénéité des équipages. La répugnance visible qu'ils manifestent pour ce genre de jonctions n'est pas, comme se plaisent à le dire des observateurs superficiels, un dernier reste de morgue aristocratique; elle témoigne d'un instinct juste et d'un respect élevé pour le caractère militaire. Sans doute rien de ce qui est utile au pays ne mérite le dédain, et peu d'entreprises jouent dans le monde un plus grand rôle que les entreprises de transports; elles sont dignes d'occuper et d'honorer quand elles sont une industrie, quand elles exigent la connaissance des intérêts économiques, la divination des courans commerciaux qui se préparent, quand le gain est la récompense et la preuve des calculs justes et des organisations bonnes. Mais usurper ce métier sur ceux qui s'y consacrent, enlever les hommes de guerre à leur art et, sans faire appel ni à leur intelligence ni à leur intérêt, transformer les officiers en convoyeurs et les matelots en portefaix, c'est oublier que les corps militaires s'amoindrissent s'ils ne conservent pas aux yeux de tous et à leurs propres yeux leur prestige et que ce prestige n'est pas compatible avec toute besogne; c'est les réduire à une de ces fonctions serviles qui, aujourd'hui comme autrefois, dérogent à la noblesse des armes.

L'erreur économique ne serait pas moindre. Pour le service de ses possessions l'administration n'a même plus à fréter de navires. Des lignes régulières de paquebots unissent tous les points importans du

globe. Quelle marine de guerre, consacrât-elle à ce service tous ses navires, assemblerait une flotte comparable? Comment, avec un moindre nombre, satisfaire à cette fréquence de communications qui, pour les intérêts publics et privés, devient chaque jour plus nécessaire? Quelle proportion entre les dépenses, suivant que l'état paie à des paquebots une somme fixée par le poids des marchandises et le nombre des passagers, ou, pour le moindre transport de matériel et d'hommes, supporte seul tous les frais d'un armement? Lors même que le commerce n'aurait pas établi de communications régulières entre la mère patrie et telle colonie trop pauvre, l'état, pour les créer, a mieux à faire que s'en charger lui-même. Sans être suffisant pour couvrir les frais d'un service de messageries maritimes, un mouvement commercial peut exister. Si le gouvernement exploite lui-même, il transportera uniquement ce qui lui est nécessaire : les autres besoins locaux ne recevront pas satisfaction, la prospérité n'aura pas chance de grandir ni la charge assumée par lui de cesser; tout le monde y perdra. S'il subventionne une compagnie, les élémens de trafic viendront en déduction de la somme qu'il aura à payer, et cette somme fût-elle égale à ce que coûterait à lui-même l'exécution, il y gagne. L'esprit mercantile découvre, si misérables soient-elles, des sources de fret, il multiplie ses escales, il allonge ses parcours, il étudie les contrées, en voit les avantages, les annonce pour y attirer les capitaux, les hommes, il augmente ainsi le trafic dont il vit, et de toutes les stérilités qu'il explore fait sortir la richesse. Or, à mesure qu'elle grandit, non-seulement elle fait en partie retour à l'état par les canaux ordinaires, mais il obtient une diminution dans les sommes qu'il payait, et un jour peut venir où elles décroissent jusqu'à disparaître. C'est ainsi que les gouvernemens ont agi pour assurer sur tant de lignes aujourd'hui prospères les communications postales. Le développement des relations a amené la concurrence des compagnies et chaque fois que les traités pour le transport des dépêches expirent, ils sont renouvelés à des prix moins élevés.

A plus forte raison, un pays sage ne prendra-t-il pas la charge d'une flotte destinée à transporter des troupes en cas d'expédition. Ruineuse à créer et à entretenir, la plupart du temps inutile, elle serait, s'il fallait agir, mal préparée par la fixité d'effectif et de dimensions aux nécessités si variables de chaque guerre. Il a par ses contrats avec les compagnies postales le droit de requérir pour un prix déterminé les navires qu'il veut. Si ce concours ne lui suffit pas, la multitude des navires marchands lui permet de choisir les meilleurs instrumens de transport dans une flotte toujours à sa disposition et qu'il paie seulement s'il s'en sert.

Ce n'est pas assez que la marine de commerce fournisse à l'état une flotte de charge, elle peut lui fournir une flotte de guerre.

L'avènement d'une marine où les navires coûtent plus cher et exigent un équipage moins nombreux a eu une conséquence manifeste aujourd'hui. Il y a disproportion entre le nombre de bâtimens que le trésor permet d'entretenir et le nombre de matelots que la population permettrait d'employer. L'effectif des vaisseaux de guerre se réduit sans cesse; l'effectif des matelots disponibles au moment des hostilités augmentera d'autant plus que la lutte désormais arrêtera la navigation de commerce. De là un écart d'autant plus considérable que les finances d'un pays sont plus pauvres, écart que ne comblent pas les plus énormes budgets. L'Angleterre n'a pas place sur ses vaisseaux pour la moitié de ses matelots, la France pour le quart, l'Allemagne pour le cinquième, l'Italie pour le dixième. Ce chiffre mesure la déperdition de puissance, et la marine n'atteindrait son développement normal que le jour où un peuple aurait assez de navires pour tous les hommes capables de les monter.

On ne peut les construire : est-il nécessaire de les construire pour les trouver? Il y a des bâtimens de guerre et des bâtimens de commerce semblables de formes, de dimensions et de vitesse, les paquebots et les croiseurs. Leurs différences se résument à trois : le croiseur a une double coque, des parties protégées, et un pont assez fort pour porter l'artillerie. La double coque réduirait la capacité intérieure des paquebots, mais aussi leurs chances de naufrage, et leur permettrait à la fois de payer des assurances moins lourdes et d'élever le prix de leur fret. Les soutes et les machines sont protégées si les cales peuvent en cas de guerre contenir une épaisseur suffisante de charbon; c'est affaire de plan. Enfin, une solidité particulière des assemblages, fût-elle superflue pour la navigation ordinaire, ne la compromet pas. Adaptées aux navires de commerce, ces installations seraient la première utile, la seconde indifférente, la troisième seule coûteuse; mais au total la dépense ne s'élèverait guère. Les bâtimens les plus parfaits sont ceux des lignes subventionnées. Par cela même qu'il les dote, le ministre dans une large mesure en est maître. C'est lui qui fixe leur mode de construction, leurs formes, leur vitesse; il suffit qu'il ajoute une clause relative aux dispositions militaires, la flotte des paquebots-postes deviendra une flotte de croiseurs rapides. Et c'est une faible partie des forces à trouver dans la marine marchande. Elle est dans maints pays protégée par des primes à la construction et à la navigation. Établies dans l'intérêt d'industries particulières, ces protections se justifient mal. On les a couvertes du prétexte que l'on formait ainsi des hommes de mer, raison mauvaise à une époque où le nombre des matelots excède les besoins. Elles seraient inattaquables, au contraire, si elles avaient pour résultat d'assurer à ces équipages les navires de guerre qui leur manquent. Quoi de plus naturel alors que de proposer des

avantages aux armateurs qui exécutent leurs navires selon des types fixés et s'engagent à les tenir prêts à toute réquisition? Si les charges et les avantages justement équilibrés offrent aux armateurs une prime en temps de paix et, en temps de guerre, la chance d'affréter des navires condamnés sans cela à l'immobilité, quoi de plus certain que le succès? Dans un peuple maritime, l'extension de la flotte de course n'a guère d'autres limites que la volonté de l'état.

Pour les bâtimens de garde, il n'en va pas de même. La navigation de plaisance seule associe les petites coques aux machines puissantes, et avec une irrégularité de formes qui ne les rendent pas utilisables. Mais dans toutes les mers territoriales, il y a deux intérêts : surveiller la pêche, empêcher la contrebande. Ce sont des intérêts publics. Pour les servir partout, il faut des bâtimens nombreux; pour poursuivre et atteindre les embarcations suspectes, il faut des bâtimens rapides; pour accomplir tout cela sans trop de dépenses, il faut des bâtimens de faible échantillon. Toutes les qualités nécessaires aux bâtimens dans ce double service sont celles qui conviennent en guerre au service de sûreté, et comme ils sont créés par l'administration, il dépend d'elle seule de les construire de sorte qu'ils servent en temps d'hostilités à la flotte de garde. Quelles ressources et quelles économies! Pour le service de sûreté, une flottille dont le trésor supporte en tous les cas la charge et qui, bien constituée, lui épargne de construire un nombre égal de bâtimens; pour le service de croisière, une flotte ne lui coûtant que le prix des installations militaires; pour le service de transports, une flotte plus grande encore dont il n'a rien à payer : toute cette force à sa disposition quand il veut, sans qu'il en supporte en temps ordinaire, ni l'entretien, ni les avaries, ni les pertes, tandis que le progrès continu du matériel, éliminant ce qui est vieux ou médiocre, renouvelle sans cesse ce don gratuit d'une marine toujours jeune et parfaite! Si chers que soient les instrumens de guerre, là est le secret de fournir des flottes assez vastes pour la population maritime, secret également précieux aux nations riches ou pauvres. Celles-ci n'auront qu'à entretenir en temps de paix le nombre de bâtimens nécessaires pour exercer les hommes et desservir les stations; celles-là pourront consacrer la majeure partie de leurs ressources à la construction de cette flotte la plus coûteuse, la moins durable, la seule que l'état doive créer sans secours : la flotte cuirassée.

Il n'y a là d'ailleurs que l'application d'une loi générale en notre siècle. Longtemps la force militaire s'est suffi à elle-même, et semblable aux citadelles qui s'élevaient isolées dans leurs remparts du

sein des cités, elle a veillé sur les peuples sans se confondre avec eux. Aujourd'hui les guerres ramènent les jours que l'invasion de nos pères fit connaître à Rome elle-même; elles sont un *tumultus gallicus*, où il ne suffit plus de donner à quelques-uns mandat de combattre, où pour défendre un peuple ce n'est pas trop du peuple tout entier. En de telles mêlées ne serait rien la force militaire qui ne forgerait pas en armes toutes les énergies vivantes dans la nature. Les troupes permanentes semblent se fondre dans les rangs improvisés de tous ceux qui vivent sur le sol et qui accourent autour des drapeaux; animaux de trait, voitures, chemins de fer, télégraphes, approvisionnemens sont partout requis et partout nécessaires : l'industrie, l'agriculture du pays entier fournissent ce matériel que nul budget ne saurait donner. La marine a la première usé de ces ressources. Quand sur terre les armées se suffisaient encore à elles-mêmes, elle sut former ses équipages et parfois ses convois avec des hommes et des navires qu'elle prenait et restituait au commerce national. Au moment où les armées adoptaient son système, on s'est demandé si elle-même n'allait pas l'abandonner. L'éblouissement des transformations récentes a troublé beaucoup d'yeux et le préjugé s'est répandu qu'entre le vaisseau de guerre et le navire de commerce plus rien ne restant de commun, leur antique alliance avait vécu. Elle est devenue plus nécessaire, les changemens accomplis et qui ont rapproché le principal instrument de guerre et le principal instrument de commerce, le paquebot et le croiseur, l'ont rendu plus intime. Grâce à eux, la marine marchande peut donner à la flotte plus que toutes les industries territoriales à l'armée; elle n'est pas seulement un auxiliaire pour les instrumens de combat, elle est l'instrument de combat lui-même. Les hommes responsables de la puissance navale veulent-ils connaître leur tâche? Qu'ils étudient la marine marchande. Veulent-ils diminuer leur tâche? Qu'ils développent la marine marchande. Ils auront trouvé à la fois le secret de faire de grandes choses avec peu de dépenses, l'avantage d'augmenter la richesse générale en épargnant le trésor, et la gloire, en préparant la guerre, de travailler à la paix.

ÉTIENNE LAMY.

UNE

CRISE LATENTE

On l'a dit souvent, la nature ne chôme jamais ; les forces qui l'animent accomplissent sans cesse le mystérieux travail qui transforme toutes choses, et nous n'en apercevons l'action qu'en en constatant les effets. Rarement il nous est donné de jeter un coup d'œil dans l'intérieur de ce merveilleux laboratoire et de surprendre l'un de ses secrets, mais chaque découverte devient aussitôt un agent de progrès. Or la société, elle aussi, est un laboratoire mystérieux ; il s'y opère incessamment des transformations sans qu'on puisse toujours suivre le travail des forces qui s'y agitent, ni faire la part de chacune d'elles. Pourtant on conçoit combien la constatation d'une loi sociale peut contribuer à assurer notre conservation. Les élémens sociaux sont toujours en mouvement; abandonné à lui même, le courant nous entraînerait vers l'inconnu, dont l'obscurité cache tant de périls. La prudence commande de chercher à en sonder les profondeurs, afin de pénétrer jusqu'aux causes des phénomènes qui se développent devant nous.

Dans les pages qui suivent, nous tâchons de saisir sur le fait l'une des causes les plus actives du mouvement social actuel, la densité croissante de la population. C'est une cause qu'on a trop négligée jusqu'à présent. On s'évertue en vain à expliquer les évolutions et les révolutions dont nous sommes témoins, en donnant une part trop grande au hasard, au caprice ou à l'arbitraire. D'aussi faibles impulsions n'ont pu faire naître le puissant élan qui emporte notre époque; pour produire des effets aussi grands, aussi variés et d'une

pareille durée, il faut une cause qui agisse d'une manière universelle et continue, qui, soumise elle-même aux lois de la nature, exerce son action en vertu de ces mêmes lois, et soit aussi irrésistible qu'elles. Cette cause, c'est l'accroissement de la population; les faits politiques, économiques et sociaux sont, pour chaque pays, dans un rapport étroit avec le nombre des habitans. L'existence de ce rapport est généralement admise, mais on n'a peut-être pas encore tiré de ce fait toutes les conséquences qu'il renferme.

I.

Il y a une trentaine d'années, à l'époque où la grande propriété était si fortement représentée dans les chambres, il se passait rarement une session sans qu'un orateur lançât de la tribune cet aphorisme : « La France est un pays essentiellement agricole. » C'était un argument qu'on croyait sans réplique, que personne, du moins, n'osait attaquer de front. On voulait honorer l'agriculture, en faveur de laquelle on avait si souvent cité la charrue d'or de l'empereur de Chine, et le mot célèbre de Sully sur le « labourage et le pâturage. » Nous ne sommes pas moins disposé que ces orateurs à honorer l'agriculture, « notre mère nourricière, » mais nous tenons aussi à présenter les faits avec une rigueur scientifique. Nous dirons donc : Non, la France n'est pas un pays « essentiellement agricole, » et c'est son bonheur et son honneur d'être à la fois un pays agriculteur et manufacturier. Sans le savoir et sans le vouloir, ces membres des anciennes chambres calomniaient la France; ils en faisaient une contrée pauvre et arriérée, tandis que, de tout temps, même lorsqu'elle était loin de la prospérité dont elle jouit aujourd'hui, elle comptait parmi les plus riches de l'Europe. Nous disons qu'un pays agricole est pauvre, et il serait facile de le prouver par des faits et des chiffres ; nous nous bornerons à quelques courtes réflexions qui suffiront à convaincre le lecteur.

Si nous étions hostile à l'agriculture, nous userions ici de perfidie : nous extrairions d'un certain nombre de publications agricoles des propositions défavorables à l'économie rurale. Nous citerions l'éminent agronome Moll, qui dans un rapport officiel expose que « le bétail est un mal nécessaire, » — c'était avant 1860 l'opinion générale; — nous citerions toute une série de tableaux plus ou moins rigoureusement exacts, tendant à démontrer que la culture des céréales est « désastreuse, » ou du moins qu'elle se fait généralement à perte, et si nous voulions recourir aux récentes discussions parlementaires sur le tarif des douanes, nous aurions l'embarras du

choix entre de nombreuses assertions sur le peu de productivité de l'industrie agricole. Nous pourrions aussi nous appuyer sur ce fait bien connu que la propriété rurale ne rapporte que 2 1/2 à 3 0/0 du capital. Nous ne nous servirons pas de ces armes rouillées; nous supposerons que l'agriculture est productive et que les cultivateurs sont trop intelligens pour travailler habituellement à perte. Mais ce qui est vrai, c'est que l'économie rurale n'est pas la plus avantageuse des industries : elle ne comporte pas l'emploi de la totalité du travail de l'homme, puisque souvent les bras chôment en hiver, et le cultivateur n'est pas sûr de sa récolte, puisqu'elle dépend de la bienveillance des saisons ; nous n'ajouterons pas qu'il ne peut étendre sa production à volonté, car chacun sait que les champs « manquent d'élasticité. » Mais il est bien permis de rappeler qu'il ne peut faire qu'un usage restreint des machines, ces instrumens si puissans et dont l'aide est relativement si peu coûteuse. Ce n'est pas tout. La production est rémunératrice, mais elle l'est à un faible degré; le produit net est peu élevé, et si l'on veut forcer la culture en lui prodiguant les capitaux, chaque dépense subséquente obtient un intérêt moindre que la précédente. Enfin, *last not least*, quelque écrasans que soient devenus les salaires agricoles pour ceux qui les paient, ils resteront toujours faibles pour ceux qui les reçoivent, et leur nombre est bien considérable, car le travail du sol est le plus souvent une œuvre sans art, dont la rémunération est naturellement réduite au minimum.

L'industrie manufacturière a toujours été considérée comme une abondante source de richesse. Les gouvernemens lui ont rarement ménagé les encouragemens qui, plus d'une fois prirent simultanément la triple forme de privilèges, de subventions, de « protection douanière. » Nous ne prétendons pas que ces faveurs aient toujours été réparties avec intelligence, nous ne voulons ici que signaler la tendance persistante des états à introduire de nouvelles industries, et si parfois les efforts qu'on faisait dans ce sens n'étaient pas très bien motivés, ils étaient néanmoins le résultat d'un instinct, d'un sentiment presque inconscient inspiré par la nature des choses. On n'avait souvent eu que l'intention d'attirer dans le pays une industrie de luxe, pour l'avoir sous la main, ou parce que ses produits se vendent cher et font affluer l'or et l'argent. C'était une petite raison, cela. L'industrie manufacturière, expression que nous prenons ici dans un sens assez large pour comprendre l'atelier de l'artisan, ne travaille cependant pas seulement pour le luxe, elle satisfait à de nombreux et universels besoins et jouit de l'avantage de pouvoir marcher toute l'année, sans être arrêtée par la défaveur des saisons. On ne voit ici aucune déperdition de forces. Loin d'être limitée par

des obstacles matériels, comme l'est l'agriculture, pratiquement l'industrie aura souvent l'infini devant elle. La demande aura beau se développer, se décupler, se centupler, l'usine ou la manufacture s'arrangera pour la satisfaire. Et plus la demande sera forte et plus les prix pourront baisser; l'agriculture, en pareil cas, verrait hausser les siens, car elle ne peut pas multiplier ses produits à volonté.

Au point de vue économique, l'industrie a encore un autre avantage; son produit est plus élevé, il lui est plus facile d'accumuler des épargnes, de former de nouveaux capitaux. Les fonds de l'industrie sont bien autrement élastiques que les champs de l'agriculture. L'ouvrier obtient un salaire plus élevé dans l'industrie pour deux raisons : d'une part, l'ouvrier a besoin d'une certaine habileté qu'on n'acquiert que par l'apprentissage, il lui faut souvent du goût, un tour artistique, qualités relativement rares, qu'on prise et qu'on paie; d'autre part, les bénéfices du manufacturier étant plus élevés, il est en état de mieux rétribuer ses collaborateurs. Qu'on veuille bien noter ceci, nous l'avons souvent constaté : le travail qui rapporte beaucoup au patron rapportera beaucoup à l'ouvrier; dans l'ensemble, le bénéfice et le salaire se tiennent plus étroitement qu'on ne le croit.

Nous devons mentionner encore un autre et très grand avantage de l'industrie manufacturière; la plupart de ses produits sont d'un facile transport, supportent de longs voyages et renferment souvent une valeur relativement forte dans un espace ou sous un poids restreint. La valeur est ici le résultat du travail accumulé, condensé : telle marchandise a passé par plusieurs mains; c'était d'abord du lin teillé, c'était ensuite du fil; d'autres mains en ont fait des tissus, d'autres encore ont blanchi, apprêté, peut-être teint les toiles ou les ont brodées et en ont confectionné du linge. Ces sortes de marchandises sont les meilleures pour alimenter le commerce, elles vont toute l'année presque sans intermittence, permettent les combinaisons les plus compliquées et fournissent le moyen de payer les produits d'un pays avec le travail de l'autre. Cette possibilité de se procurer les produits d'autres contrées, sans avoir à donner en échange les produits de son propre sol, est d'une importance de premier ordre, d'une importance telle que, si elle cessait tout à coup, plusieurs pays seraient en proie à toutes les calamités qu'une disette peut produire; l'Angleterre serait exposée à voir périr en une année le tiers de ses habitans.

On se tromperait fort si des comparaisons que nous venons de faire on concluait que nous mettons l'industrie au-dessus de l'agriculture : nous voulions seulement ramener à de plus justes proportions la part à faire à l'une et à l'autre. Nous n'avons pas oublié la

morale de cette antique et célèbre fable des *Membres et l'Estomac*, il ne s'agit ni de diminuer l'économie rurale ni d'exalter l'industrie manufacturière; nous avons déjà démontré ici même combien il importe qu'un certain équilibre règne entre ces deux grandes branches de l'industrie humaine. Cet équilibre, malheureusement, ne peut pas être décrété. Il est très difficile, sinon impossible, de tracer à chacune d'elles les limites qu'elle ne doit pas dépasser, et en supposant qu'on eût la présomption d'indiquer des dimensions, quel pouvoir pourrait forcer les hommes à se laisser parquer les uns dans l'agriculture, les autres dans l'industrie et le commerce, chacun peut-être contre son goût ou son intérêt? Le choix d'une carrière est influencé, pour chaque individu, par un ensemble de circonstances données, dont la plupart ne sont pas visibles et tangibles, car à côté des faits il y a les sentimens bons, mauvais, raisonnables, insensés, exerçant simultanément leur influence et formant ce qu'on appelle les forces naturelles. Plus ces forces sont actives, moins le gouvernement doit intervenir, sous peine d'être arbitraire d'abord, tyrannique bientôt. Il vaut mieux laisser agir la liberté. L'homme n'est pas toujours conduit par les circonstances; il lui est souvent possible, quelquefois aisé de résister, car les influences ou forces naturelles sont multiples; parfois elles se combattent et l'on peut neutraliser l'une par l'autre et conserver sa liberté. Eh bien! ce que nous voudrions, c'est que chacun fît de cette liberté l'emploi le plus intelligent pour le choix de sa profession, qu'il se préoccupât des indices, des signes des temps pour aider au maintien ou au rétablissement de l'équilibre entre les industries qui créent la matière première et celles qui l'élaborent, ou, si l'on aime mieux, entre les produits alimentaires et les autres.

Il semble qu'un rapport proportionnel devrait s'établir tout naturellement entre les diverses productions. Pour nous en rendre compte, voyons comment les choses se passent et ne craignons pas de remonter à la source. Quand une tribu devient sédentaire, elle s'adonne à l'agriculture; c'est sa seule industrie; les besoins sont simples : chacun produit avec l'aide de sa famille tout ce qu'il lui faut. Le premier effet de l'accroissement de la population, c'est la division du travail. Personne n'a noté comment les occupations se sont spécialisées; les contemporains n'ont pas jugé à propos d'inscrire dans leurs annales les obscurs commencemens d'un fait dont ils ne pouvaient prévoir la portée; mais, une fois née, la division du travail ne put que se développer. C'est la fondation des villes qui la consacra; l'industrie alla habiter les villes, l'agriculture resta naturellement à la campagne; la séparation des occupations était consommée. Cette importante étape dans l'histoire économique devait

être le point de départ d'un nouveau mouvement. Sans doute, les événemens de l'histoire générale l'influencèrent de différentes manières, tantôt en le retardant, tantôt en l'accélérant, mais toujours aux époques normales la population s'accrut; peu à peu elle remplit les campagnes, puis se mit à envahir les villes, où les professions se spécialisèrent de plus en plus. Plusieurs circonstances devaient d'ailleurs contribuer à rendre ce mouvement d'émigration plus rapide.

Parmi ces circonstances, laissons de côté celles qui auraient pu être évitées, comme la guerre, l'oppression et les innombrables abus que l'on sait; bornons-nous à rappeler celles qui sont dans la nature des choses. Il est tout d'abord évident que la population, en augmentant, disposait de moins en moins de terres à cultiver; on opérait des défrichemens, mais cette opération si coûteuse n'offre que des ressources limitées, et quant aux propriétés cultivées, on ne les divise pas à volonté. On pouvait encore songer à améliorer la culture, à la rendre plus intense; mais cette ressource aussi est bornée; elle est d'ailleurs amoindrie encore par la force d'inertie qu'oppose à tout progrès la routine, et par le manque de capitaux. D'un autre côté, les villes ont toujours exercé un grand attrait sur certains esprits; le travail y paraît plus doux que le rude labeur des champs, et on vante aux laboureurs les mille agrémens de la vie urbaine, les salaires élevés, les plaisirs, les chances de faire fortune. L'attraction devient plus forte à mesure que l'industrie se développe et va chercher ses ouvriers jusque dans les villages. Que dis-je? les usines et manufactures elles-mêmes débordent dans les campagnes, le capital va trouver le travail, il arrache l'homme de la charrue et de la pioche pour l'attacher à ses machines et à ses fourneaux. Pendant un temps, cette concurrence agit sur l'agriculture comme un stimulant en augmentant et en rapprochant ses débouchés. Ses produits se vendent plus cher; le cultivateur, aidé d'ailleurs par la science, devient plus entreprenant, il obtient des rendemens croissans, il défriche tant qu'il peut; mais un moment vient où le flot montant de la population industrielle le déborde, l'équilibre est rompu.

On demandera ce qu'il faut entendre par équilibre. Dans un état tout à fait isolé, la réponse serait facile : l'équilibre consisterait alors dans la production, par l'agriculture, des matières alimentaires nécessaires au pays, tandis que les populations non agricoles en produiraient la valeur sous une autre forme. Mais, comme aucun état n'est isolé maintenant, on peut encore considérer comme un équilibre satisfaisant celui qui permet à l'industrie d'acheter à l'étranger, avec le surplus de ses produits, de quoi suppléer au

déficit de la production agricole intérieure. C'est une situation moins solide, surtout en temps de guerre, mais jusqu'à présent on n'en a pas trop ressenti les inconvéniens. En France, le danger est relativement faible, car nous n'avons besoin que d'un supplément modéré de blé et de viande ; mais l'Angleterre est obligée d'importer bien au-delà de la moitié de sa nourriture; c'est une situation qui n'est pas sans péril.

II.

Nous prévoyons ici une double objection : est-il permis de parler du flot montant de la population dans un pays où elle s'accroît aussi lentement qu'en France, et puis, si réellement le nombre des habitans augmente et que les nouveau-venus s'adonnent de préférence aux arts industriels, est-ce à l'agriculture de s'en plaindre? Au lieu des concurrens, ce sont les cliens qui se multiplient ; sa prospérité ne peut donc que s'accroître. A double question double réponse. Et d'abord, lorsque nous nous demandons si l'accroissement de la population ne dépasse pas un peu la mesure, c'est moins à la France qu'à d'autres grands pays européens que nous pensons. Mais l'Europe est solidaire; les barrières internationales n'arrêtent ni les idées politiques, ni les influences économiques. On a vu plus d'une fois la révolution ou la réaction faire le tour de l'Europe, et en matière économique, chaque marché important exerce, on pourrait dire automatiquement, une action sur tous les autres. Tous les jours, quand la Bourse s'ouvre à Paris, la première chose dont on s'informe, c'est la cote de Londres, de Berlin, de Vienne. Puisque les relations entre les divers pays sont si intimes, jetons un rapide coup d'œil sur la situation de deux ou trois d'entre eux.

L'Angleterre est peut-être la contrée où le mouvement en question a été le plus prononcé : au fur et à mesure que la population a augmenté, l'insuffisance de la production agricole, « du blé qui a poussé dans le pays, » *home-grown,* disent les Anglais, s'est accrue. Jusqu'à la fin du siècle dernier l'exportation des céréales dépasse presque toujours, et très sensiblement, l'importation; en 1750, l'exportation atteint le chiffre de 947,606 quarters (2,755,625 hectolitres), l'importation 279 (811 hectolitres); à partir de 1790, les entrées tendent à l'emporter sur les sorties; bientôt la Grande-Bretagne ne peut plus se passer du froment qui a mûri dans les pays étrangers, et la quantité s'en accroît constamment, malgré les obstacles législatifs que pendant bien des années l'intérêt de la grande propriété (*the landed interest*) lui oppose. En

1849, dernière année du règne des *cornlaws*, l'importation du froment (grains et farines) avait déjà notablement dépassé 20 millions de quintaux anglais (50 kil. 8), la moyenne de la période décennale avait été de 10 millions ; pendant une vingtaine d'années, jusqu'en 1869, le droit d'entrée est de 1 shilling, droit relativement insignifiant, la moyenne est de 29 millions de quintaux; de 1870 à 1880, la taxe est complètement supprimée et la moyenne dépasse légèrement 51 millions, non sans maintenir sa tendance à l'accroissement : en 1879, le chiffre de 73 millions est atteint. Que le lecteur veuille bien avoir ces chiffres présens à l'esprit, en lisant ceux que nous allons donner sur la population. On estime, — car on ne possède pas de renseignemens authentiques sur cette importante matière, — que durant le siècle dernier le nombre des habitans de l'Angleterre proprement dite s'est à peine accru de 2 millions ; en 1801, nous le trouvons à 8,800,000 ; en 1821, il est presque de 12 millions; en 1841, de 16 millions; en 1861, de 20 millions, et le dernier recensement, celui de 1881, accuse un total de 26,968,000, soit bien près de 27 millions. La population a plus que triplé en quatre-vingts ans. Or on se rappelle que, dès 1801, le sol anglais ne fournissait plus tout le blé nécessaire à la consommation, il n'y avait pas donc à lui demander de nourrir les millions d'hommes qui sont venus en surcroît.

S'il s'agit d'expliquer cette rapide multiplication des habitans des Iles-Britanniques, nous sommes obligé de dire que le sol y est cependant pour beaucoup, non par le blé qu'il produit, mais par le charbon, le fer et les autres minéraux qu'il recèle. La véritable cause du progrès de la population anglaise a été la machine à vapeur, invention qui a valu aux nations civilisées un accroissement d'au moins cent millions d'âmes et qui n'a pas encore épuisé sa force d'impulsion. C'est bien évidemment son industrie florissante qui a permis à l'Angleterre d'attirer de partout le blé nécessaire à sa consommation, et tant qu'elle sera riche, elle n'aura pas à craindre de mourir de faim; mais des momens difficiles peuvent survenir : qu'on pense seulement à la guerre, et alors elle en sera réduite aux produits de son propre sol. Devra-t-elle désespérer d'en tirer l'indispensable? La Grande-Bretagne est pourtant un pays qui sait cultiver, qui possède de grandes ressources en capitaux et qui, le cas échéant, ne reculerait devant aucune dépense. On n'a qu'à comparer quelques passages de l'ouvrage de Tooke et Newmarch sur l'*Histoire des prix*, avec un petit tableau extrait d'un récent livre de M. James Caird sur *l'Agriculture et la Production des matières alimentaires*, pour que toute illusion se dissipe. On verra que les plus grandes autorités en ces matières, quelque prononcé

que soit leur optimisme, admettent une limite à la productivité du sol, et cette limite paraît atteinte. En 1780, le rendement par hectare était évalué à 18 hectol. 40; en 1850, à 23 hectol. 62; en 1878, à 25 hectol. 42. Ces chiffres témoignent en faveur des efforts de l'agriculture, mais jetez les yeux sur le tableau de M. Caird. Selon ce tableau, qui s'étend sur trente années, la période décennale 1859-1868 a moins produit que la précédente, et la suivante, celle de 1869-1878, a été encore moins productive. La défaveur des saisons n'a pas été étrangère à cette décroissance persistante, mais la cause est ici moins importante que le fait en lui-même, qui montre bien qu'on ne peut pas multiplier les produits à volonté. Cette faible élasticité explique aussi ce qu'on a appelé à tort la « désertion » des campagnes. C'est seulement l'excédent de l'accroissement utile à la culture qui la délaisse, c'est le superflu de la population rurale qui va grossir les villes, qui abandonne l'agriculture pour s'enrôler sous les drapeaux de l'industrie; mais, que ces transmigrations soient volontaires ou forcées, l'équilibre n'en est pas moins rompu.

Nous serons plus court sur l'Allemagne. Pendant la première moitié de ce siècle, ce pays a constamment un excédent de blé. Dans la période décennale 1835-1845, la moyenne annuelle de l'exportation dépasse encore l'importation de près de 2,400,000 quintaux métriques; à partir de 1860 jusqu'en 1870, les entrées et les sorties se balancent à peu près, mais depuis lors l'Allemagne se range définitivement parmi les pays importateurs. Il ne lui faut encore que 2 ou 3 millions de quintaux; mais ce n'est là qu'un commencement, car, malgré l'émigration qui lui enlève tant de forces vives, la population, qui était, en 1840, de 32,750,000 âmes, a atteint, en 1860, 37,745,000 âmes et, en 1880, 45,194,000 âmes. On fait de grands efforts pour améliorer la culture, les progrès agricoles sont manifestes, mais le sol se refuse à suivre le mouvement rapide de la population. En Allemagne aussi bien qu'en Angleterre, l'agriculture ne fournit plus assez d'occupation aux nouveau-venus, les campagnes essaiment vers les villes, qui grandissent si vite que, par moment, la disette des logemens y devient une véritable calamité. Sous l'aiguillon de la nécessité, et avec le concours de quelques circonstances favorables, l'industrie manufacturière avait pris un vigoureux élan, mais elle dépassa bientôt la mesure, les débouchés ne s'ouvrirent pas au gré de ses désirs et maintenant elle languit, écrasée par la masse disproportionnée de ses instrumens de production.

Si maintenant nous mentionnons l'Autriche, c'est que nous avons précisément sous les yeux le discours d'un publiciste autrichien distingué dont la péroraison nous frappe : « L'Autriche est et restera un

pays agricole, » s'écrie triomphalement l'orateur. Son principal argument est celui-ci : « Dans ces dernières vingt années, la valeur des produits du sol s'est accrue de 236 pour 100, tandis que l'industrie n'a gagné que 20 pour 100. » Si ces chiffres étaient exacts, ce dont nous ne sommes nullement convaincu, ils ne pourraient que confirmer une fois de plus ce fait bien connu que le prix des denrées alimentaires s'est fortement élevé et que le prix des objets manufacturés a baissé. En effet, les tableaux des douanes de l'Autriche-Hongrie ne témoignent pas en faveur d'une exportation régulièrement croissante; ici aussi nous constatons de fâcheuses alternatives, et nous pouvons nous demander si une industrie prétendue si faible serait en état de combler par ses excédens les déficits des mauvaises récoltes. Du reste, ni l'Autriche, ni la Hongrie ne se consolent de l'infériorité relative de leur industrie et font l'une et l'autre de grands efforts pour se mettre au niveau des pays plus avancés.

La Russie ne déploie pas moins d'activité dans ce sens, elle apprécie parfaitement les avantages d'une industrie florissante. En attendant, la culture du froment y supplée en partie; cette céréale est presque entièrement produite pour l'exportation; le peuple se contente de grains inférieurs; dans une partie étendue de la Russie, ni le sol, ni le climat ne sont propices au froment. Ces vastes et généralement peu fertiles territoires causent bien des préoccupations au gouvernement russe, qui s'évertue à trouver, pour les populations qui les habitent, des industries domestiques susceptibles de leur fournir des ressources, dans les années où les récoltes viennent à manquer. Ce pays-là non plus ne jouit pas encore d'un équilibre économique bien stable.

Revenons à la France. Nous avons à nous justifier d'avoir parlé du « flot montant de la population, » car pour les 766,000 âmes que nous avons gagnées en cinq ans, — d'un recensement à l'autre, — l'expression paraîtra trop ambitieuse. Tout dépend du point de vue auquel on se place. Au nôtre, nous voyons moins ce total de 766,000 que le chiffre de 562,000, qui indique le montant de l'accroissement des villes ou plutôt des quarante-sept villes les plus importantes seulement. Ce résultat nous montre que la population rurale, loin d'avoir proportionnellement augmenté dans la période quinquennale que nous venons de traverser, a plutôt diminué : un fait qui, à notre point de vue, ne trouve pas sa compensation complète dans l'accroissement des villes. Dans le corps social aussi, la beauté dépend de la justesse des proportions, de la symétrie des membres, et ce n'est pas un symptôme de santé quand l'un d'eux grossit au préjudice de l'autre. Sans doute, il n'y a pas de règle absolue pour les rapports numériques qui doivent régner entre les

diverses professions, mais, s'il est désirable qu'un grand pays se suffise pour la production de l'aliment principal, tout ce qui aggravera la rupture de l'équilibre entre la population et les subsistances sera fâcheux.

On pensera sans doute qu'aussi longtemps qu'il sera possible de combler le déficit par l'importation, il n'y aura pas lieu de s'inquiéter; nous sommes complètement de cet avis. Il n'y a pas péril en la demeure : la crise est latente, et notre génération ne la verra pas éclater. La seule chose nécessaire aujourd'hui est de voir clair et juste en cette matière, ou plutôt de ne pas fermer volontairement les yeux devant une vérité aussi évidente, et d'en tenir compte, le cas échéant. Le législateur n'a guère d'influence sur le mouvement de la population, et c'est très heureux, car s'il en avait, de même qu'on multiplie à l'envi les armées, il y aurait entre les pays émulation pour le nombre des enfans et chacun voudrait dépasser son voisin sans trop s'inquiéter des moyens de nourrir les nouveau-venus. Ceux qui avancent avec une sage lenteur vont quelquefois plus loin que ceux qui courent; en tout cas, il serait facile de démontrer que l'accroissement si rapide des populations anglaise et allemande n'ajoute rien à la prospérité, ni à la puissance de ces pays.

Tant que la limite où commence l'excès n'a pas été atteinte, l'accroissement de la population reste bienfaisant : le travail, devenu abondant, fertilise le sol, les produits augmentent, les prix s'élèvent devant la concurrence des consommateurs. Comme conséquence de cette prospérité, dont le cultivateur est le premier à profiter, la hausse des salaires s'accuse et la propriété a sa part du progrès. A un moment donné, le point culminant, ou à peu près, est atteint, et alors, quand les conjonctures deviennent défavorables, quand la récolte manque et que la concurrence étrangère s'ajoute à cette calamité, l'agriculture souffre. L'agriculture, cependant, n'est qu'une abstraction; en fait, le monde agricole comprend des situations très diverses qui peuvent ne pas être également affectées par les événemens. Il y a la grande et la petite propriété, il y a les fermiers et les ouvriers. Ces derniers sont, de nos jours, relativement les plus favorisés : les salaires se sont élevés, la nourriture s'est améliorée et la sécurité, c'est-à-dire la chance d'avoir du travail, n'a pas diminué, loin de là. Selon le cas, le fermier peut espérer obtenir des concessions du propriétaire, car il est sage d'en faire à propos, et tout homme intelligent s'y résigne; mais alors c'est la propriété qui souffre, surtout la grande, et elle souffre sans compensation, sans allégement. La petite, celle que cultive le propriétaire lui-même, st moins atteinte, car elle a peu ou point de salaires à payer et elle

consomme en nature une notable partie, parfois la totalité de ses produits. La baisse des prix lui est donc moins sensible. Elle n'en est affectée que si elle a des dettes.

C'est sous la forme de dettes que se présente la plus grande, la plus profonde, la plus durable des calamités agricoles. Les dettes enlèvent aux cultivateurs qui en sont chargés une partie notable de leur revenu, et cette partie est d'autant plus grande que les prix sont plus bas; c'est là une cause de souffrance morale et économique dont il est difficile d'exagérer la portée. On a soutenu que ce mal porte en lui-même son remède : le cultivateur accablé de dettes vendra sa propriété et sera remplacé par un autre; la terre ne restera pas en friche, et c'est là l'essentiel pour la société, pour l'état. Ce remède sera quelquefois efficace, mais le plus souvent il arrivera de deux choses l'une : ou la propriété sera achetée par un capitaliste, et alors l'exploitation passera des mains d'un propriétaire dans celles d'un fermier, ce qui serait une chute; ou elle sera achetée par un cultivateur hors d'état de payer comptant son acquisition, et l'on pourra s'attendre à une nouvelle expropriation et la propriété perdra ainsi ce caractère de fixité qui fait en grande partie sa force. D'autres ont cherché des remèdes radicaux, recommandant, par exemple, la suppression pure et simple du système hypothécaire; avec la faculté de constituer un gage immobilier disparaît, en effet, celle d'emprunter sur immeuble. On a aussi proposé de rendre les communes solidaires des dettes foncières, ce qui obligerait chaque habitant à demander au conseil municipal l'autorisation d'emprunter, naturellement en justifiant sa demande par l'exposé sincère et complet de sa situation. L'auteur de cette proposition s'appuie sur une analogie lointaine avec une coutume des anciens Germains!

Supposons qu'on soit décidé « en principe » à supprimer les dettes hypothécaires, comment résoudrait-on les difficultés que nous allons indiquer? Tout le monde sait que ces dettes ont trois sources : le partage des successions, les restes à payer sur le prix d'acquisition d'un immeuble, enfin les emprunts et consolidations de dettes diverses; passons-les rapidement en revue. Si l'on supprime l'hypothèque, il n'y aura plus de crédit foncier; cette perte serait regrettable, mais enfin on peut en concevoir l'idée. Il serait plus difficile de se passer de l'inscription du reliquat de prix de vente; après avoir essayé de toute sorte d'expédiens, on sera forcé de revenir à un mode d'inscription quelconque, il n'y aura de changé que le nom. Ce sont les partages de succession qui présenteraient la difficulté la plus grande, et c'est là précisément la source la plus abondante des dettes hypothécaires, source intarissable, puisqu'elle est alimentée par le mouvement de la population. Quand plusieurs héri-

tiers ont à se partager un immeuble, comme il est presque toujours pratiquement indivisible, on procède sous une forme ou une autre à l'évaluation ou à la vente, et si l'on ne trouve pas un acquéreur qui paie comptant, que faire? En fait, c'est généralement l'un des héritiers qui prend la ferme en se chargeant de payer provisoirement une rente aux cohéritiers, et cette rente il sera rarement en état de la racheter. C'est ainsi obérée que la propriété passera à un de ses fils, qui devra de la même façon se libérer envers ses frères et sœurs. C'est là un boulet que traînent beaucoup de propriétés en France, en Allemagne, en Angleterre et ailleurs, et le mal va naturellement en s'aggravant. Il semble pourtant qu'il s'offre ici un remède et un remède radical : supprimer les partages et instituer un héritier unique. Cette solution trouve de nombreux partisans en Allemagne, elle en a même en France, mais nous ne sommes pas du nombre, d'abord, parce qu'elle nous paraît inique, ensuite, parce qu'elle n'empêche rien, car la loi de primogéniture règne en Angleterre, et pourtant les propriétés y sont surchargées de dettes familiales comme nulle part ailleurs.

Le but qu'on voudrait atteindre par ces moyens radicaux ou excentriques, c'est de maintenir la terre entre les mains du cultivateur, libre de toute charge. Cette tendance ne peut être que hautement approuvée, c'est seulement le moyen d'arriver au but qu'il faudrait connaître. Dans quelques pays, et non uniquement en France, certains propriétaires s'abstiennent d'avoir plus d'un ou deux enfans; on évite bien ainsi le morcellement des successions, mais il est permis de se demander si ce moyen n'est pas pire que le privilège donné à la primogéniture. Et si vous vous décidez de préférence à favoriser un enfant, « à faire un aîné, » que deviendront les autres? Ils encombreront encore davantage les carrières ou émigreront. Ils iront en Amérique faire concurrence à leur ancienne patrie, et leurs fils compteront peut-être parmi les ennemis de leur pays d'origine.

La concurrence américaine est certainement un effet de l'excès de la population européenne. Ceux qui se sentent à l'étroit dans notre vieux continent vont peupler les vastes solitudes du nouveau. Nous avons longtemps accompagné de nos sympathies les émigrans, mais depuis qu'ils nous font concurrence sur notre propre marché, nous sommes disposés à changer de point de vue. C'est que la chose a une certaine gravité. Cette concurrence est utile à tous ceux qui ne vivent pas de l'agriculture, parce qu'elle maintient les prix à un niveau modéré; en revanche, elle lèse les intérêts des cultivateurs, qui ne peuvent plus élever leurs prix de manière à compenser le déficit de la récolte. Le blé américain, le bétail américain, sont donc venus augmenter le nombre de nos « questions. » Heureusement, on

reconnaît de toute part que cette question-là est passagère : l'Amérique se remplit et la terre cultivée sans prévoyance s'épuise, c'est une période difficile à passer, personne n'en saurait fixer exactement la durée, mais les hommes d'âge moyen en verront la fin. On ne trouve pas très consolante cette perspective, on nous reprochera peut-être de ne pas présenter un moyen de lutter victorieusement contre cette concurrence. Mais personne n'a su en offrir jusqu'à présent; y a-t-il donc des remèdes pour tous les maux?

Des remèdes, non; mais la plupart des maux peuvent être atténués. Commençons par ne pas les exagérer. A entendre les uns ou les autres, on croirait que la concurrence américaine nous cause des privations; elle ne nous retire cependant ni un grain de blé ni un gramme de viande; elle empêche seulement les prix de s'élever. Le consommateur est satisfait ; le producteur seul aurait à se plaindre. Mais le producteur ne pourra-t-il donc pas améliorer ses procédés? A cette question personne n'a encore répondu négativement. On est même quelque peu optimiste relativement aux progrès possibles. Seulement il semble difficile d'accorder ce sentiment avec le découragement qui se manifeste dans le monde agricole. On n'y parle que de restreindre la culture des céréales, ce qui est jeter le manche après la cognée. Nous préférerions voir redoubler d'efforts, car ce n'est qu'après avoir augmenté notre propre production de manière à fournir aux populations tout le blé nécessaire à leur consommation qu'on sera en droit de se plaindre des approvisionnemens qui nous viennent du dehors. Que pourrait répondre l'agriculture si on lui reprochait d'avoir dormi pendant que la population progressait, et si lentement encore? Qu'elle hâte donc le pas maintenant pour regagner le terrain perdu, qu'elle multiplie ses produits, et quand ils seront au niveau des besoins de la consommation, la concurrence étrangère tombera d'elle-même.

III.

Les pays qui ne produisent pas la totalité des subsistances nécessaires à leurs habitans ont généralement la ressource de tirer un complément de l'étranger et de le payer avec les produits de leur industrie. C'est précisément l'état florissant des mines, usines et manufactures, qui a permis à ces populations de dépasser le niveau, nous ne disons pas des subsistances, mais de la production agricole du pays. Les publicistes ne sont d'ailleurs pas d'accord sur la gravité de cette situation. Pendant que les uns voudraient que chaque état produisît sur son propre territoire le pain et la viande qu'il consomme, abandonnant le reste aux chances des rapports interna-

tionaux, les autres, abandonnant cette réserve, ne posent aucune limite à la division internationale du travail. Chaque contrée produira ce qu'elle pourra et, de préférence, les objets qu'elle établit aux conditions les plus avantageuses; de cette façon, les échanges seront aisés, car ils seront profitables aux uns comme aux autres. Plaçons-nous pour un moment à ce point de vue et disons : Peu importe où le blé a poussé, où les bestiaux ont été élevés, engraissés; l'essentiel pour un pays est de pouvoir les acheter par ses propres produits, qu'ils consistent en houille, en fer, en soie, laine, coton ou en objets d'art. Et c'est précisément parce qu'on a généralement eu le moyen de payer les subsistances importées qu'on s'est si peu inquiété de la nécessité de leur importation.

Voici cependant une clameur qui s'élève, et c'est de l'Angleterre qu'elle part : « Notre exportation diminue, bientôt nous ne pourrons plus payer les matières alimentaires dont nous avons besoin! » Ce cri d'alarme a ému les Anglais; les faits ont été étudiés de près et l'on s'est rassuré en voyant qu'il y avait eu de l'exagération; l'optimisme patriotique s'en est mêlé et certains publicistes ont déclaré que c'était une fausse alerte, de la fumée sans feu. Comme toujours, c'est entre les extrêmes qu'il faut chercher la vérité; elle est assez sérieuse, et le danger dont on a relevé les symptômes assez graves pour qu'il y ait intérêt à entrer plus avant dans la question.

On sait dans quel sens on parle aujourd'hui de la balance du commerce; cette expression, dont la signification était autrefois si vaste, n'est plus pour nous que l'équilibre entre les importations et les exportations. Il est évident que cet équilibre doit nécessairement exister, puisque personne ne donne ses marchandises pour rien; seulement, si l'on conçoit qu'un particulier paie avec du numéraire, dans les rapports de nation à nation, on veut que les produits s'échangent contre des produits. C'est sur cette base seulement, croit-on, que les relations internationales peuvent s'établir d'une manière durable et même fructueuse. Nous ne voyons pas trop comment on pourrait attaquer cette règle, que J.-B. Say a été le premier à formuler. Mais si nous avons tous l'intime conviction qu'elle est vraie, il est difficile, sinon impossible, d'en faire la preuve. Les chiffres relevés par les douanes des différens pays semblent à chaque instant contredire la théorie. Tantôt c'est l'importation, tantôt l'exportation qui présente un excédent. Quand la valeur des sorties l'emporte, on dit que la balance nous est favorable; c'est une réminiscence des temps passés, où l'or et l'argent étaient seuls considérés comme des « richesses; » on croyait alors que, nos produits ayant dans leur ensemble une valeur supérieure aux marchandises que nous avions reçues en échange, l'étranger avait dû parfaire la

différence en métaux précieux. Quand la valeur des entrées est la plus forte, on dit encore que la balance nous est défavorable, bien que les métaux précieux ne passent plus pour les seules richesses et qu'on comprenne que, normalement, la valeur des importations doit dépasser celle des exportations. Si vous envoyez à Rio Janeiro pour 1,000 francs de soieries, celles-ci vaudront 1,200 francs dans la capitale du Brésil, et le café que vous y achèterez pour cette somme sera peut-être coté 1,400 francs au Havre. Ainsi, contre 1,000 francs qui sortent, 1,400 francs devront entrer. Nous avons un peu enflé les différences pour les rendre plus visibles.

On a d'ailleurs rendu compte de plus d'une manière des différences que l'on constate entre les entrées et les sorties. On a contesté l'exactitude des déclarations faites par les exportateurs; on a critiqué l'évaluation des prix, et, en dehors des défauts de la statistique, on a montré que les frais de transport se sont ajoutés aux valeurs importées et qu'on devrait, pour rétablir l'équilibre, grossir le montant des exportations d'une somme fictive égale représentant le travail national employé aux transports, travail qui a droit à sa rémunération; on a rappelé surtout les affaires financières internationales, les intérêts et les rentes dus par l'étranger, et dont le montant n'est pas indiqué sur les tableaux des douanes, mais qui contribuent à établir ou rétablir l'équilibre. Voilà bien des raisons, la plupart très fortes, pour rendre les publicistes, les hommes d'état presque indifférens aux mouvemens de la balance du commerce; néanmoins les mouvemens ont paru pendant un certain nombre d'années si insolites, les différences ont été si considérables qu'ils ont donné à réfléchir.

C'est d'Angleterre, avons-nous dit, qu'est parti le cri d'alarme: *Are we consuming capital?* Vivons-nous sur notre capital? M. Stephen Bourne (1), qui a posé cette terrifiante question, s'est mis en devoir de la justifier. Nous ne pouvons reproduire ici ses nombreux tableaux, dont il a puisé les élémens aux meilleures sources, nous dirons seulement qu'il ne se borne pas à défalquer simplement le chiffre brut de l'exportation du montant des importations. Ce n'est là pour lui qu'un excédent apparent qui atteindrait pour les années 1877, 1878 et 1879 les chiffres de 3,527 millions, 3,082 millions, 2,872 millions de francs. Pour approcher plus près de la réalité, il ajoute à la valeur des marchandises importées le numéraire qui n'était pas compris dans les chiffres ci-dessus et en défalque le montant des frais de transport que ces chiffres, au contraire, renferment; aux exportations il ajoute la valeur des approvisionnemens

(1) *Trade, Population and Food;* Londres, 1880, George Bell.

et de la houille dont se sont garnis les navires en partance, valeur que les tableaux des douanes omettent. Par ces corrections, M. Bourne atténue sensiblement les excédens d'importation; ainsi réduits, ils ne sont plus, pour les années 1877-1879, que de 2,350 millions, de 2,100 millions, de 1,625 millions. Poussant plus loin ses investigations, M. Stephen Bourne, après avoir étendu ses corrections à une série d'années, décompose les importations en trois classes : matières alimentaires, matières premières pour les manufactures, autres articles. Dans les vingt-cinq années qui se sont écoulées de 1854 à 1879, la valeur des matières alimentaires s'est élevée de 59 à 167 millions de livres sterling, celle des matières premières de 61 à 100 millions, celle des articles divers de 14 à 41. On reconnaîtra à première vue que les subsistances importées ont presque triplé, tandis que les produits bruts n'ont pas même doublé, circonstance qui peut donner à réfléchir. Au reste, les chiffres du tableau des douanes ont été combinés et groupés de bien des manières depuis deux ou trois ans par les publicistes et se sont complaisamment prêtés à de sensibles atténuations, mais le fond de la question n'en a pas été touché : l'accroissement des exportations industrielles a été dépassé par l'augmentation des importations alimentaires, ce point semble acquis.

Des faits qu'il a constatés, M. Stephen Bourne tire des conséquences que nous allons reproduire, autant que possible, avec ses propres paroles : « La gravité de la situation consiste dans ce fait que, tandis que nous devenons d'année en année plus dépendans de l'étranger pour l'alimentation de nos populations, les produits de notre industrie deviennent de moins en moins nécessaires aux contrées dont nous tirons ce supplément de subsistances. » Si encore on pouvait enrayer ce mouvement! Mais non. « Pendant qu'une fausse sécurité, fondée sur la croyance en notre pouvoir de défier toute compétition, et la connaissance des larges bénéfices réalisés jusqu'à présent par les manufactures, ont rendu nos ouvriers plus exigeans relativement aux salaires, et que nos patrons sont devenus moins économes dans leurs dépenses, d'autres nations ont profité de notre expérience, et de toutes parts s'élèvent des manufactures pour rivaliser avec les nôtres. Pendant que nous consacrions une forte partie de nos revenus à développer nos forces productrices, d'autres nations se sont appliquées à faire valoir leurs avantages naturels; il en est résulté que, du moins pour un temps, l'offre a dépassé la demande, et la concurrence a tellement fait baisser les prix, qu'on a de la peine à croire qu'ils puissent jamais se rapprocher sensiblement de leur ancien niveau. » Et l'auteur continue ses plaintes et les termine par cette question : « Faut-il main-

tenant nous croiser les bras et désespérer? » Il répond que ce ne serait pas conforme au caractère anglo-saxon. M. Bourne a une haute opinion de ce caractère, car ses propositions peuvent se résumer ainsi : Nous ne pouvons reconquérir notre suprématie qu'en vendant à très bas prix, prix devenus impossibles en présence du luxe auxquel nous nous livrons; par conséquent, vous, ouvriers, contentez-vous de salaires moindres et abandonnez l'eau-de-vie et le tabac; vous, patrons, supprimez le tilbury et autres superfluités et réduisez vos bénéfices autant que votre luxe. Mais ces moyens héroïques, on ne les emploie que dans des situations désespérées, et heureusement l'Angleterre n'en est pas encore là.

Nous comprenons cependant qu'on se sente mal à l'aise quand près des deux tiers des matières alimentaires nécessaires à la nation doivent être importés. Que ferait-on si la récolte manquait en Amérique ou si la guerre menaçait les transports? Mais, en dehors des calamités accidentelles, il y a encore de quoi faire réfléchir. Tous les pays font des efforts pour développer leur industrie, et non sans un certain succès. Jusqu'à présent, l'ensemble du commerce international n'en a pas souffert, mais on peut déjà constater quelques symptômes menaçans : nous n'en citerons qu'un seul, mais il est des plus importans. Personne n'ignore que les États-Unis sont parvenus, par un ensemble de mesures, que nous sommes loin d'admirer d'ailleurs, à réduire leurs importations et à multiplier considérablement le nombre de leurs usines et manufactures. Si l'Amérique du Nord se mettait à produire tout ce dont ses habitans ont besoin, — et la contrée est assez grande pour que l'idée n'en paraisse pas absurde, — les rapports internationaux en souffriraient considérablement et l'on pourrait légitimement se demander comment payer à la longue le blé, le coton et les autres produits américains, si l'on n'accepte de nous en échange que de l'or. Beaucoup de lecteurs répondront que ces extrémités ne sont pas à craindre; nous avons le même sentiment; instinctivement, nous nous attendons à voir surgir une modification favorable de la situation, mais nous nous croyons tenu de prévoir qu'elle n'aura pas lieu. Dans le doute, il faut prévoir le pour et le contre, mais la plupart des publicistes se refusent à embrasser la question dans sa totalité. En matière de population, il y a, paraîtrait-il, un langage de convention qui permet d'examiner ce qu'on fera quand l'Angleterre aura cent millions d'habitans et l'Allemagne cent cinquante millions; on oublie de se demander s'il y aura jamais dans ces pays de quoi faire vivre ces millions d'habitans et, par conséquent, si nous avons réellement à craindre d'être écrasés par nos voisins. Si nos voisins se multiplient plus vite que nous, ils arriveront

plus tôt à la limite, au-delà de laquelle on est sûr de rencontrer la misère (1). Quand toutes les carrières sont encombrées, quand la vie est difficile et les denrées sont chères, alors les souffrances affaiblissent les populations, la vieillesse est précoce, il y a relativement plus d'enfans que d'adultes. Nous avons sous les yeux un tableau où les habitans de six pays sont classés par âges et ces pays sont rangés d'après le nombre des enfans âgés de un jour à cinq ans. Sur ce tableau, la France figure en tête avec le moindre nombre, la Prusse ferme la série avec le nombre maximum. Eh bien! voyez: sur 10,000 habitans, la France compte, il est vrai, 929 enfans de moins de cinq ans et la Prusse 1,510; en revanche, la France a 1,475 individus âgés de trente à quarante ans, 2,262 de quarante à cinquante, 1,015 de soixante et au-dessus, tandis que la Prusse n'en a que 1,345, 1,663 et 602. C'est 4,752 Français adultes contre 3,611 Prussiens adultes. Cette comparaison n'est-elle pas éloquente? La France a proportionnellement plus d'adultes que n'importe quel autre des six pays en question (2). Pour les hommes, il ne s'agit pas de naître, mais de vivre, et la place est limitée. Les forces productives le sont également. Demandez aux cultivateurs pourquoi ils s'obstinent à ne produire que 25 bushels par acre; une fois qu'ils consentent à labourer, fumer, semer, pourquoi ne récoltent-ils pas le triple de cette quantité? Tous les Anglais pourraient se nourrir de *home grown wheat*, de froment venu en terre anglaise. Les « théoriciens » disent que si les cultivateurs ne vont pas au-delà, c'est qu'ils ne le peuvent pas; est-ce que les « hommes pratiques » seraient d'un autre avis?

La même question peut se poser en France et dans tous les pays qui importent du blé. La réponse sera partout la même: la fertilité du sol a ses bornes. Il serait d'ailleurs imprudent de pousser la population jusqu'aux limites extrêmes de la production des alimens (en supposant que ce fût possible), car on ne sera jamais en état de régler les saisons et de distribuer à volonté la pluie et le beau temps. Jusqu'à nouvel ordre, cette impuissance n'a rien d'inquiétant, car l'Amérique n'est pas encore remplie, mais la population y pullule, et l'Europe y verse tous les ans des centaines de mille de travailleurs : on estime que dans l'année courante un million d'émigrans aborderont dans les États-Unis. Est-il donc inutile de se préoccuper des effets de cet exode? ou croit-on que cette cause n'aura pas d'effet? Sans doute, ce mou-

(1) Un journal officieux allemand, répondant à un article de M. Delbrück, qui établit que la population s'accroît chaque année de 500,000 âmes et qui montre les dangers de cette situation, conseille d'arrêter ce mouvement ascensionnel en autorisant les communes à mettre des entraves aux mariages.

(2) Maurice Block, *l'Europe politique et sociale;* Paris, 1869, page 44.

vement et les résultats qu'il peut avoir échappent à notre influence, mais nous devons en prendre acte. Nous n'avons aucune mesure à proposer, mais nous demandons à ceux qui croient pouvoir trouver pour chaque mal le remède qui en débarrassera l'humanité, de tenir compte des faits que nous signalons, de les faire entrer en ligne de compte dans leurs calculs. L'accroissement de la population, l'encombrement des carrières, la nécessité de tirer des subsistances de l'étranger, la concurrence industrielle de plus en plus vive des différens pays sont des élémens essentiels du problème social dont il n'est pas permis de faire abstraction.

IV.

Le problème social! c'est là, en effet, le grand problème de notre époque, c'est la crise latente qui sera évitée ou atténuée si nous parvenons à en reconnaître la nature intime, si nous pouvons prendre sur nous de l'envisager de sang-froid. Ceux qui l'étudient s'arrêtent le plus souvent à la surface, ils se contentent de noter quelques phénomènes extérieurs, la lutte des classes, la haine du pauvre contre le riche, les dissentimens du capital et du travail, mais ils ne pénètrent pas jusqu'aux causes des phénomènes. Ils en cherchent l'explication dans les circonstances extérieures, au lieu de la chercher dans les conditions d'existence même de la population, ou, pour dire les choses clairement, dans le rapport entre les forces productives et les subsistances.

Ce n'est pas à dire que le chiffre de la population n'ait été l'objet d'aucune préoccupation, mais l'on s'est placé de préférence au point de vue de la grandeur nationale, de l'influence qu'elle confère à un état, des conséquences politiques qui s'y rattachent. Personne ne contestera l'importance de ces considérations; mais n'oublions pas qu'il faut assurer l'existence des individus avant de songer à l'extension de l'état. C'est séduisant de parler des masses, mais il est plus utile de considérer d'abord les unités dont elles se composent, de se représenter les besoins et les passions qui leur sont communs et qui seuls font de la collectivité un tout homogène. Ces besoins et ces passions sont les forces qui donnent le mouvement à la société humaine. Or quel est le besoin le plus général, le besoin universel, si ce n'est, pour chaque individu, celui d'assurer son existence, de « gagner sa vie, » et de la gagner facilement et largement s'il se peut? Et si quelqu'un trouvait cette préoccupation trop mesquine, nous lui montrerions que cette cause prétendue petite produit les plus grands et les plus durables effets, c'est même la cause par excellence. Darwin l'a nommée le *struggle for life*.

C'est en suivant quelques-unes des manifestations de cette cause

que nous verrons passer sous nos yeux quelques-unes des faces du problème social. L'accroissement de la population devient sensible en premier lieu dans l'économie rurale. L'influence est longtemps bienfaisante : la culture s'améliore sous la pression des besoins croissans; elle s'étend, elle devient de plus en plus intensive. La propriété se divise, et maint cultivateur vend le champ devenu trop petit pour le nourrir et se consacre à une autre industrie. Si les mœurs ou les lois s'opposent à la division du sol, les enfans puînés émigrent. C'est ce que font aussi les ouvriers ruraux dont la concurrence réduit trop les salaires. Une partie de cet excédent de la population agricole ira peut-être peupler des colonies, mais le gros des émigrans cherchera fortune dans les villes. Les premiers qui perdirent de vue le clocher du village natal partirent avec regret, parce qu'il n'y avait plus de place pour eux dans la maison paternelle: la plupart des suivans allèrent s'établir dans les villes, entraînés par l'exemple et attirés par les agrémens de la vie qu'ils y attendaient. Nous ne nous arrêterons pas à faire la part des illusions qui provoquèrent ces migrations, il est pourtant vrai que le travail urbain est généralement moins dur que le travail rural et en même temps que les salaires y sont plus élevés. Ces départs peuvent être incommodes pour les cultivateurs exploitant des domaines étendus, mais ils les forcent à se familiariser avec les procédés qui économisent le travail, ce qui est un progrès; ils sont en tous cas utiles aux ouvriers qui restent à la campagne, car leurs salaires doivent augmenter. Dans les villes, les nouveau-venus seront longtemps reçus à bras ouverts; ils favoriseront le développement de l'industrie et contribueront tout d'abord à leur prospérité.

Les villes se rempliront à leur tour, la vie y deviendra moins facile et l'excès de population s'y fera sentir de différentes façons. Les salaires baisseront, ou du moins ne s'élèveront pas proportionnellement à l'augmentation du prix des subsistances. Le nombre des prolétaires s'accroîtra et avec eux la misère. Les institutions seront affectées plus qu'on ne pense par l'accroissement de la population. La suppression des corporations d'arts et métiers a eu certainement plusieurs causes, mais nous sommes convaincu que la multiplication du nombre des ouvriers en était une. De nos jours, les *trades unions*, les syndicats et d'autres groupes professionnels semblables imposent volontiers aux patrons des restrictions relativement au nombre des apprentis qu'ils peuvent prendre. Supposons que toutes les industries se syndiquent, que partout ces restrictions s'établissent, que deviendra le surcroît de la population? Il faut bien que chaque industrie élargisse ses cadres pour recevoir sa part de ce surcroît, il faut d'ailleurs que le producteur multi-

plie ses produits pour satisfaire les nouveaux consommateurs. Le nombre des apprentis devra donc nécessairement croître, mais il n'est pas probable que les ouvriers, s'ils peuvent l'éviter, cèdent sur ce point.

Ce sont les mille difficultés, les mille complications de la vie sociale qui favorisent la diffusion des doctrines communistes ou collectivistes lorsqu'elles ne les font pas naître. Quand on souffre, on aspire vers un remède, et ce sentiment se manifeste, que la souffrance soit réelle ou imaginaire, qu'elle soit le résultat de nos fautes ou le produit de forces majeures. Ce sont généralement les maux les plus sérieux que nous supportons le plus stoïquement, peut-être parce que nous sentons trop vivement qu'il n'y a rien à faire; mais nous sommes d'autant moins résignés que l'opinion, l'amour-propre, la passion y sont plus intéressés. Il s'ensuit qu'on peut créer des souffrances de toutes pièces en propageant certaines idées, en excitant des appétits, en exploitant les mécontentemens. Le socialisme n'a pas été engendré par la haine et l'envie, comme on pourrait le croire en voyant semer ces mauvais sentimens; c'était une pensée réformatrice qui inspirait les utopies, et si ces œuvres d'imagination n'avaient pas affiché plus tard la prétention d'être prises au sérieux, si ensuite tant d'hommes n'avaient pas fait du socialisme un instrument d'ambition, il n'y aurait pas lieu d'en parler ici. A nos yeux, il n'a d'autre effet que de faire sentir plus profondément les inconvéniens inséparables de cette excellente chose, la densité de la population, car il n'y a pas de médaille sans revers. Pour vivre dans une société où les professions sont encombrées, il faut travailler avec plus d'acharnement et dépenser avec plus de prudence. On le sait, en effet, le travail et l'économie sont les deux grands remèdes sociaux; réunis, ils forment presque une panacée, mais ils ont un défaut capital, ils exigent un effort de notre part. Eh bien! nombre de personnes ne peuvent pas se résoudre à faire cet effort; elles voudraient bien être débarrassées de leurs maux, mais elles demandent à en être guéries par un remède qu'elles n'aient pas besoin d'appliquer elles-mêmes.

Nous venons de faire allusion à une cause que la physique nomme force d'inertie et que le langage ordinaire désigne plutôt par le mot de paresse ou par un de ses synonymes, mais il en est une autre, dont on n'a pas suffisamment conscience, c'est, nous ne dirons pas l'ignorance, mais une sorte d'indolence d'esprit qui ne se donne pas la peine de rapprocher les causes et les effets. Toutes les superstitions, — et leur nombre est légion, — découlent de cette indolence. Beaucoup de maux politiques, économiques, sociaux et autres disparaîtront ou seront sensiblement atténués quand on aura pris l'habitude de se demander sérieusement pour chaque prétendu remède,

si ceci peut produire cela et de répondre sans passion à cette insidieuse question. Nous ne comptons pas trop sur cet heureux avenir: l'humanité ne change guère, on continuera à l'influencer par des mots vides de sens, formules magiques qui produisent les mirages de la fée Morgane, qui sont d'autant plus brillans que les déserts qui nous entourent sont plus arides, mais qui n'en disparaissent pas moins quand nous voulons les toucher. Les déclamations des socialistes ne peuvent pas changer la nature des choses, et les remèdes qu'ils présentent n'en sont pas. Quand on aura dépouillé le propriétaire et déclaré le sol commun, produira-t-il 30 hectolitres au lieu de 20? — Le citoyen rural travaillera-t-il avec plus d'assiduité quand l'état lui assurera un traitement annuel que lorsqu'il labourait, hersait, piochait, pour un salaire quotidien? Quand le fabricant exproprié aura cédé « les instrumens de travail » et que le collectivisme régnera sans conteste, les débouchés se seront-ils accrus, les salaires élevés, les chômages et les crises évanouis? Quel rapport *ceci* a-t-il avec *cela?* Comment des causes de cet ordre produiraient-elles de tels effets?

Nous n'avons pas beaucoup à nous préoccuper de ces faits pour nous-mêmes, mais nous comprenons que nos voisins s'en inquiètent. La population augmente rapidement chez eux, mais ni le sol et ses produits, ni les débouchés de l'industrie ne suivent le mouvement. Nos voisins ont encore la ressource de l'émigration, mais à un moment donné l'Amérique fermera ses portes (1), que fera-t-on après? Nous ne nous hasarderons pas à pressentir les maux sociaux qu'une disproportion entre la population et les subsistances pourra produire, ni à indiquer des remèdes : à chaque époque sa tâche. La nôtre n'a pas la mission de guérir un mal qui n'éclatera que plus tard, il lui incombe seulement de chercher à voir clair, à pénétrer au fond des choses. Alors, quand les difficultés surgiront, on avisera, et, bien renseigné, on saura où porter secours. C'est ailleurs qu'en France que la crise éclatera si « la force aveugle qui dirige en tel ou tel sens la destinée de tout un peuple » ne la prévient pas. Tâchons, en attendant, de répandre une instruction sérieuse, d'enlever les entraves qui pourraient ralentir les progrès de l'agriculture et de l'industrie, et n'oublions jamais que la question de la population est intimement liée à la question des subsistances.

MAURICE BLOCK.

(1) Ce n'est pas au mouvement contre les Chinois que nous faisons allusion ici; nous avons déjà plusieurs fois rencontré dans des publications américaines des phrases comme celle-ci : « Il n'y a *pas encore* lieu d'interdire l'immigration européenne. » Du reste, on sait que les *knownothing* étaient déjà hostiles aux immigrés, mais pour des raisons politiques.

REVUE LITTÉRAIRE

LE *PERSONNAGE SYMPATHIQUE* DANS LA LITTÉRATURE.

Il y a deux manières, en littérature comme en art, et comme partout, de s'y prendre avec les préjugés : l'une, qui est de n'y reconnaître qu'autant de monumens de l'humaine sottise, et l'autre, de sonder, pour voir si peut-être ils ne reposeraient pas quelquefois sur des fondemens encore assez solides. La première est plus expéditive, avec je ne sais quoi de libre, d'aisé, de hardi même ; la seconde est plus lente, beaucoup plus lente, mais aussi plus instructive. Je voudrais essayer aujourd'hui de le montrer ; — et rechercher ce que c'est que l'on exige du poète, ou de l'auteur dramatique, ou du romancier, quand on demande qu'ils nous offrent des *personnages sympathiques*. Le public a-t-il tort ou raison de persister dans cette exigence, qualifiée si souvent de puérile et de tyrannique ? Et l'artiste peut-il enfin, sans quelque danger pour l'art, ou l'éluder, ou s'y soustraire, ou la braver ? La question, dans ces derniers temps, a été plus de vingt fois posée. Le bruit qui s'est fait, — pendant une semaine ! — autour de la comédie de M. Henri Becque, *les Corbeaux*, prouve assez qu'elle n'est pas encore suffisamment éclaircie.

Tel est, en effet, le retentissement que le théâtre donne aux choses ! Ce que l'on reproche à la comédie de M. Becque, de n'avoir pas été faite pour plaire, on ne l'a pas reproché moins vivement aux romans de M. Zola. La cause elle-même d'une certaine poésie, de la prétendue poésie de la laideur et de la pourriture, est incontestablement enveloppée dans le procès du naturalisme. On ne saurait presque rien

dire de général, à l'occasion de *Pot-Bouille*, qui ne convienne aux *Fleurs du mal*, et ne tombe d'aplomb sur ce prétentieux Baudelaire. Et si l'on se plaint qu'il n'y ait pas dans le monde où l'auteur de *Nana* nous fait vivre un seul personnage à qui l'on puisse vraiment s'intéresser, on peut, il faut même se plaindre qu'il n'y ait pas dans les vers du poète de *la Charogne* un seul sentiment où l'on puisse sympathiser. Cependant il n'a pas moins fallu que le public reçût en quelque sorte le choc du naturalisme au théâtre, et sur la scène de la Comédie-Française, non pas peut-être pour qu'il comprît, mais pour qu'il sentît toute l'importance de la question.

Est-ce donc d'hier que l'artiste s'est avisé de mettre le *personnage sympathique* à la scène, ou de le faire figurer dans le roman? Mais, au contraire, c'est d'hier, et d'hier seulement, que l'on s'efforce à l'en éliminer. Pour se rendre la tâche plus aisée, les naturalistes ont assez habilement imaginé de confondre sa cause avec celle de la comédie de Scribe. J'estime qu'il faudrait un peu laisser Scribe dormir paisiblement dans sa tombe; ou bien on finira par nous faire croire que ce mort continue de vivre, puisqu'il faut tous les jours qu'on le tue. Le fait est qu'il y a des personnages sympathiques dans l'épopée d'Homère et dans la tragédie de Sophocle; il y en a aussi dans le *Ramayâna* de Valmiki et dans le *Pi-pa-ki* de Kao-Tong-Kia. Est-ce de l'*Othello* de Shakspeare, peut-être, qu'ils seraient absens, ou de l'*Andromaque* de notre Racine? Mais il ne me semble même pas, — ayant sans doute la vue courte et le préjugé tenace, — qu'ils manquent, ni dans le drame de Victor Hugo, ni dans le roman de Balzac. Si donc il y a convention, elle est constante; et quoi que l'on dise de la force de l'accoutumance, ou, si l'on aime mieux, de la paresse naturelle de l'esprit humain, une convention constante a quelques chances au moins de n'être pas tout à fait arbitraire. Puisque le personnage sympathique ne fait pas plus défaut dans le drame chinois que dans le poème hindou, il y a lieu de croire qu'on ne l'a pas subrepticement introduit dans l'art pour la plus grande satisfaction du censitaire français de 1840. Et en supposant que ce qui s'est fait jusqu'à nous doive un jour cesser de se faire, on n'a pas le droit d'en conclure que ceux qui l'ont fait jusqu'à nous n'ont pas eu de raisons pour le faire. Vive la nouveauté! mais certaines vieilleries ont du bon, quelquefois, et même de l'excellent.

Poussons un peu plus avant maintenant. Qu'est-ce que le personnage sympathique, dans le roman, dans le drame, ou ailleurs? Il semble que cela s'entende, et la définition va de soi. C'est un personnage du bonheur ou du malheur de qui nous fassions comme notre propre affaire. Le Rodrigue de Corneille et l'Alceste de Molière sont des personnages sympathiques; le Gil Blas de Le Sage et le Figaro de Beaumarchais sont des personnages sympathiques; les Indiana, les Valentine, les Lélia

de George Sand sont des personnages sympathiques; la Manon Lescaut de l'abbé Prévost, l'Arsène Guillot de Prosper Mérimée, la Marguerite Gautier de M. Dumas, sont des personnages sympathiques. Vous voyez tout aussitôt que, pour être sympathiques, il n'en sont pas plus vertueux. Mais il y a plus; et il faut ajouter que, si quelques-uns d'entre eux ont fait crier à l'immoralité, c'est justement parce que, tout vicieux ou pervertis qu'ils fussent, ils ne nous demeuraient pas pour cela moins sympathiques.

Au fond de toute question d'immoralité que la critique soulève, ce qui s'agite, en effet, c'est le droit de l'artiste à fixer nos sympathies sur des personnages dont la conduite serait sévèrement jugée par la morale usuelle. Quel est le grand argument du prêtre contre le théâtre, et des mères de famille contre les romans? Ni les uns ni les autres n'en redoutent une instruction que l'homme et la femme recevront tôt ou tard, et nécessairement, de l'usage de la vie, mais bien plutôt l'éveil des sympathies, dans un âge encore faible, pour des personnages dont le prestige de l'art a masqué, comme ils disent, la laideur et la perversité morales. Nos naturalistes eux-mêmes, à bien y regarder, n'en ont-ils pas le sentiment vague et confus, et, au besoin, ne spéculent-ils pas sur cette vérité d'expérience? M. Zola, du moins, ne veut pas dire autre chose quand il enseigne que George Sand serait l'empoisonneur, et que *Pot-Bouille* ou *l'Assommoir*, en comparaison de *Valentine* et d'*Indiana*, seraient des romans moraux. Je crois qu'il se trompe et je crois aussi qu'ordinairement on pose mal cette question de l'immoralité dans l'art. Mais il me suffit ici que ce que l'on craint, ce n'est évidemment pas que les œuvres tombent dans l'indifférence, mais, tout au contraire, qu'en égarant les sympathies elles ne nous fassent perdre, avec les vrais noms, les justes notions des choses.

Nous apprenons par là qu'il n'est pas tout à fait exact de dire, comme on le fait trop souvent, que le personnage sympathique doive être, — et non pas même à la scène, — le parangon de toutes les vertus et l'archétype de toutes les perfections. Quoique criminels, ou même vicieux, ce qui est bien plus remarquable, un héros de drame ou une héroïne de roman peuvent nous être, et nous sont, en effet, très souvent sympathiques : ainsi d'Othello, par exemple, et ainsi de Roxane. Inversement, et par contre-épreuve, je n'en connais pas un qui nous soit sympathique parce qu'honnête et vertueux : lisez plutôt ce que l'on a si spirituellement appelé les mauvais bons livres. *Sir Charles Grandison*, par exemple, ou les romans encore de Mme Augustus Craven : *Fleurange*, *le Mot de l'énigme*, *Éliane*.

Il n'est guère plus exact de dire que, pour déterminer les sympathies du lecteur ou du spectateur, il soit nécessaire ou même avantageux que le drame ou le roman, selon le mot consacré, finissent bien.

La tragédie classique d'abord et le drame romantique, s'ils se définissent quelquefois, comme *Cinna*, par exemple, ou comme *Cromwell*, par la qualité des personnes ou la grandeur des intérêts qu'on y débat, ne se définissent-ils pas aussi souvent, comme *Bajazet* ou comme *Ruy Blas*, par l'horreur de la catastrophe? Ou encore : si cette catastrophe a souvent pour objet d'éliminer de l'action le personnage antipathique, n'arrive-t il pas, au contraire, et tout aussi fréquemment, comme dans *Othello*, par exemple, ou comme dans *Roméo et Juliette*, qu'elle frappe directement les personnages sympathiques? Ou bien enfin : n'est-il pas universellement admis que, quand une aventure véritablement tragique, dans quelque monde, aristocratique ou bourgeois, qu'elle soit placée, se dénoue par une machine, aux dépens de la vérité des faits et de la logique des caractères, elle tombe de ce seul fait aux conditions du mélodrame? Au surplus, les œuvres parlent d'elles-mêmes. Si *le Cid* finit bien, *le Misanthrope* finit mal. *Gil Blas* finit bien, mais *Manon Lescaut* finit mal. *Indiana* finit bien, mais *Valentine* finit mal. *Le Demi-Monde* finit bien, mais *la Dame aux Camélias* finit mal. Opposera-t-on qu'en un certain sens on appelle finir bien ce que nous appelons ici finir mal? Ainsi, les dernières pages de *Manon Lescaut*, ou le dénoûment de *la Dame aux Camélias*, rétablissent dans leurs droits la loi sociale et la morale : voilà finir bien. Ce n'est pas là répondre, mais plutôt tourner la question, qui est celle-ci : Quand nous rencontrons dans le drame ou dans le roman des personnages sympathiques, la sympathie qu'ils nous inspirent dépend-elle de l'événement heureux ou malheureux qui dénoue leur histoire? En aucune façon; et c'est tout ce que veulent prouver les exemples que nous rappelons.

En quoi donc et par où nous sont-ils sympathiques? Le nom qu'on leur donne me paraît une réponse assez claire. Ils nous sont sympathiques dès qu'ils touchent notre sensibilité, comme ils cessent de l'être aussitôt qu'ils ne l'ébranlent pas. Sensibilité, sensiblerie, sentimentalisme, sentimentalité, rien n'est plus facile que de brouiller tous ces mots ensemble et d'en plaisanter agréablement. Il le serait beaucoup moins de démontrer que ce n'est pas notre sensibilité que doivent atteindre à fond les personnages sympathiques. Aucune situation, dans le drame ou dans le roman, n'est forte ou touchante par elle-même et par elle seule : elle ne le devient qu'en raison de l'intérêt sensible que nous prenons aux personnages dont le destin y est engagé. Pareillement, aucun personnage ne nous est sympathique par hypothèse ou par définition : il ne le devient qu'en raison des motifs que l'on nous a donnés de nous intéresser à lui. La plus grande valeur d'une rencontre ou d'une situation dépend des préparations qui nous l'ont rendue nécessaire et, par conséquent, désirée : tout de même, nos sympathies se déterminent à peine sur la nature des actes, et principalement

sur les circonstances qui les ont justifiés. Harpagon n'est pas sympathique, mais Shylock le devient incontestablement quand il prononce la tirade célèbre : « Est-ce que le juif n'est pas nourri des mêmes alimens, blessé par les mêmes armes, sujet aux mêmes maladies, refroidi par le même hiver, échauffé par le même été qu'un chrétien? Si vous nous piquez, ne saignons-nous pas? et si vous nous empoisonnez, ne mourons-nous pas? et si vous nous outragez, ne nous vengerons-nous pas? » C'est que l'art ou le génie du poète nous a montés en quelque sorte à l'unisson des sentimens et des passions du personnage. Toute la psychologie du personnage sympathique est là. Quel qu'il soit par ailleurs, criminel ou vertueux, heureux ou malheureux, homme ou femme, jeune ou vieux, laid ou beau, riche ou pauvre, il s'agit de pénétrer assez avant en lui pour y découvrir un sentiment si général à la fois et si particulier, si profondément humain et si caractéristique de son originalité morale, que sa cause devienne la nôtre et que nous nous sentions comme incarnés en lui. Rien autre chose ne le rend sympathique, mais il suffit de cela pour nous le rendre sympathique, et jusque dans le crime. La Phèdre de Racine et le Macbeth de Shakspeare en sont de mémorables exemples. Que maintenant le public s'en rende compte ou non, qu'il prenne souvent l'intention pour le fait et l'artifice pour l'art, voilà du moins ce qu'il demande quand il demande au poète des personnages sympathiques. En a-t-il cependant le droit? la dignité de l'art peut-elle s'accommoder de l'exigence? et, plus généralement, le public a-t-il quelque compétence aux choses d'art?

C'est se demander tout simplement qui des deux est fait pour l'autre, l'homme pour l'art, ou l'art pour l'homme? Le public, pour sa part, n'a pas là-dessus l'ombre seulement d'un doute. Il est convaincu qu'il a le droit entier de juger l'artiste. On voit des gens qui n'oseraient se prononcer sur un travail de charpente ou de serrurerie professer des opinions, comme on dit, très arrêtées, sur le *naturalisme* ou l'*idéalisme* dans l'art. Tel homme d'esprit qui ne s'aventurerait pas à donner un avis sur une fourniture de toile à voile ou de laine à matelas juge néanmoins, du fond de son fauteuil à la Comédie-Française, ou du coin de son feu, que le roman du jour est mauvais et la pièce détestable. Il n'est pas enfin jusqu'au moindre commis marchand, lequel sourirait de pitié si le client qu'il sert disputait de l'apprêt d'un satin ou du cati d'un drap, qui pourtant n'hésitera pas à formuler son arrêt, péremptoire et sans appel, sur les *Méditations* elles-mêmes ou *la Légende des siècles*, sur Lamartine et sur Victor Hugo. En vérité, comme si l'art était au monde la seule chose dont on pût parler sans en rien connaître, ni se donner seulement la peine d'en rien apprendre! Comme si tout homme qui a des yeux ou des oreilles y apportait, pour ainsi

dire, une compétence infuse! et que notre jugement, partout ailleurs chancelant et trompeur, fût, en matière de peinture ou de poésie, investi du privilège d'infaillibilité!

Comment, par quelle affectation de dédain transcendant, les artistes répondent à ces prétentions du public, on le sait. L'artiste seul, à les en croire, serait juge de l'art. Il n'y aurait d'opinion qui comptât pour lui que celle de ses pairs; et le moindre témoignage d'un rival de gloire et de popularité l'assurerait plus fermement de la valeur de son œuvre que les applaudissemens de toute une salle soulevée par le délire de l'admiration. C'est dommage toutefois qu'en général, pour parler de la sorte, il faut que l'artiste ait échoué. Car, au contraire, lorsqu'ils ont réussi se targuent-ils assez de l'approbation du public! Font-ils assez bon marché du sentiment de leurs pairs! Et se raillent-ils assez de ces règles de l'art sur lesquelles on prétend les juger! La foule n'est plus alors ce ramassis de courtauds de boutique et d'amateurs incompétens : c'est un tribunal, un tribunal incorruptible, le seul tribunal de qui l'on s'honore de relever. Ah! vraiment oui! les juges de l'art sont bien reçus s'ils jettent une note discordante au milieu du concert des éloges, et les hommes du métier proprement accommodés s'ils signalent une faute contre les lois du genre. Il faudrait pourtant s'entendre une bonne fois. Si le public a raison quand il applaudit, n'aura-t-il pas aussi raison quand il siffle? L'artiste, s'exposant de lui-même, et sans y être contraint par aucune obligation, au jugement du public, ne devra-t-il pas être tenu de s'y soumettre en toute circonstance, et de le subir sans en murmurer? Et la grande règle de toutes les règles étant enfin de plaire, comme dit Molière, n'aura-t-on pas véritablement violé toutes les règles en une, du moment que l'on aura déplu?

Voilà bien la grande règle, en effet; celle du moins que, pendant longtemps, on a considérée comme telle; et nous touchons le fond du débat. Ce que le public demande à l'art, ce n'est pas tout à fait de lui complaire, mais qu'il puisse du moins, lui public, s'y plaire. On n'ouvre pas le roman qui vient de paraître pour y chercher des raisons de trouver la vie plus triste; on ne va pas au théâtre avec l'espérance de joindre un nouveau motif aux motifs que l'on peut avoir déjà de se plaindre des hommes. Cependant c'est justement ce que voudrait le naturalisme. L'art n'est pas fait pour plaire, selon son esthétique; il l'est même si peu qu'une œuvre qui plaît a, pour cette seule raison, manqué son but. L'art est l'imitation de la nature, qui est mauvaise; la reproduction de la vie, qui est cruelle; et l'expression de l'homme, qui est féroce. Toute œuvre donc qui représentera l'homme sympathique, la vie facile, et la nature clémente, sera nécessairement mensongère et sortira de l'art.

Admettons avec eux que le monde soit mauvais. Beaucoup de personnes alors prétendront que c'est justement parce que ce monde est mauvais

Qu'il a fallu s'en faire un autre, et l'inventer;

et que cet autre monde est le monde de l'art. L'art nous apparaîtra comme une conquête de la sensibilité sur la nature, de même que la moralité, par exemple, est une victoire de la volonté sur les instincts et les appétits. Il aura son origine dans le besoin que nous éprouvons de faire quelquefois diversion et trêve aux soucis de la vie; il aura pour but la constitution d'un ordre idéal où chaque chose soit à sa place, à sa place et dans son rang. Et nul n'aura le droit de combattre cette conception de l'art, parce qu'autrement il n'y aurait plus d'art, et l'art ne serait qu'un avec la science. S'il ne s'agissait que de « constater l'homme, » la psychologie pourrait y suffire. S'il n'était question que de résoudre des problèmes sociaux, l'économie politique n'a pas été inventée pour autre chose. Et si le but de l'art était enfin de « manifester les causes permanentes et génératrices » des choses, la science remplit déjà l'office, et le remplit incomparablement mieux. Cette prétention toute moderne de faire concourir l'art au même but que la science est vaine, et elle est tout aussi dangereuse que la prétention de le faire concourir, comme on l'a voulu quelquefois, au même but que la morale ou la prédication. L'objet de l'art n'est pas d'enseigner, mais de plaire, au sens large où jadis on entendait le mot. Le public a donc raison de vouloir des œuvres qui lui plaisent. Il est d'ailleurs bon juge de son plaisir, et son incompétence ne se trahit que dans les jugemens qu'il prétend porter sur la qualité, la nature, et les causes de son plaisir.

C'est qu'il n'y a rien de si délicat que de classer les plaisirs entre eux, de si difficile que d'en déterminer exactement la nature, rien de plus aventureux que de les vouloir assigner chacun à sa juste cause. Le plaisir que nous éprouvons à satisfaire un appétit n'est évidemment pas le même plaisir que nous éprouvons à saisir, par exemple, une vérité nouvelle : ont-ils seulement une commune mesure? Le plaisir que nous ressentons à voir jouer *Tartufe* n'est pas le même que nous ressentons à voir jouer *Britannicus*. Il y a mieux, et si c'est un plaisir d'une nature et d'une qualité déterminée que nous éprouvons à voir jouer *Tartufe*, il est assurément d'une autre nature et d'une autre qualité à voir jouer *le Légataire universel*, comme il est autre encore à voir jouer *Britannicus* et certainement autre à voir jouer *Polyeucte*. Mais quelque définition que l'on donne du plaisir et quelque hiérarchie des plaisirs entre eux que l'on essaie de constituer, il n'est du moins pas

douteux que les plaisirs de la sympathie tiennent un rang très élevé dans cette hiérarchie, le premier peut-être à de certains égards, et pour bien des raisons, faciles à donner.

On peut prouver la dignité morale et l'importance esthétique de la sympathie en plusieurs manières. On peut établir d'abord qu'elle est, sous ses formes les plus élevées comme dans ses manifestations les plus humbles, le principe même, l'âme diffuse, en quelque sorte, et l'ouvrière cachée de la vie sociale. Par une rencontre singulière, qui mérite bien d'être signalée, ce sont les positivistes qui l'ont fait avec le plus de force; et c'est M. Taine qui, dans sa *Philosophie de l'art*, a le plus solidement démontré que les œuvres de l'art étaient d'autant plus hautes qu'elles exprimaient mieux ce « caractère bienfaisant » et cette « unique faculté d'aimer. » Une autre manière est de consulter l'histoire, et de constater qu'entre les grands artistes, ceux-là précisément ont le plus créé qui ont le plus aimé, c'est-à-dire dont la sympathie s'est le plus largement, le plus généreusement étendue à tout ce qui est humain. Racine a plus créé que Corneille. Shakspeare a mille âmes et Goethe n'en a qu'une : ce grand esprit, si curieux de tout ce qui se saisit par la seule prise de l'intelligence, a manqué de sympathie. Une troisième manière enfin serait de faire voir que les personnages le plus sympathiques nous sont ceux dans l'âme de qui le poète est descendu le plus profondément; et qu'ainsi la sympathie qu'ils nous inspirent est une suite immédiate, un effet direct, une conséquence nécessaire de leur nouveauté psychologique et de leur originalité morale. Une résolution quelconque n'est en réalité que le total visible d'un nombre presque infini de sentimens accumulés. Un monstre, au moral, est un homme aux sentimens successifs de qui nous ne pouvons nous substituer et dont les actes, pour ainsi dire coupés de leurs origines, éclatent à nos yeux sans justification et sans cause. Tels sont les personnages du drame romantique : tel est le François Ier du *Roi s'amuse*, tel est le don Salluste de *Ruy Blas*. Mais, au contraire, dès que nous avons saisi les mobiles d'un acte et que, sans excuser toutefois l'acte lui-même, s'il est moralement mauvais, nous avons reconnu cependant que les mobiles en étaient dans la nature et dans la vérité, le personnage nous devient déjà sympathique. Tels sont les héros de la tragédie de Racine; telle est l'Hermione d'*Andromaque*, telle est l'Agrippine de *Britannicus*, et telle est la Roxane de *Bajazet*. Et quand enfin au crime même, à quelque degré que ce soit, il se mêle un élément moral, c'est-à-dire un sentiment non-seulement naturel, mais généreux, mais délicat, mais louable dans son principe, alors nos sympathies accompagnent le personnage dans l'extrémité du malheur et le suivent jusque dans le châtiment. Tels sont les personnages du drame de Shakspeare : tel

est Othello, par exemple, ou tel est Macbeth. C'est la fatalité du théâtre ancien qui reparaît dans le théâtre moderne, et le criminel y est redevenu, comme autrefois, plus malheureux que coupable. On s'apercevra sans doute, si l'on y veut bien réfléchir, qu'il n'en va pas autrement dans l'histoire, et dans la vie, par conséquent, elle-même, que dans la littérature et dans l'art.

Il résulte de là qu'en demandant au poète, à l'auteur dramatique, au romancier des *personnages sympathiques*, bien loin de leur demander rien, comme le croient les esprits forts, qui soit contradictoire aux exigences de l'art, c'est précisément, et d'instinct, un désir, un souhait, un vœu que l'on forme intérieurement de les voir s'y soumettre. Mais on peut aller plus loin encore. Et si l'on considère que le public, au grand dépit des esthéticiens du pessimisme, n'a peut-être jamais été plus que dans notre temps curieux de *personnages sympathiques*, il est permis de croire que sa curiosité procède justement d'un sentiment très vague, mais très délicat, et d'une intelligence très confuse, mais très saine, des conditions nouvelles faites à l'art moderne par le progrès des siècles et la croissante complexité de la vie.

Jusque dans la poésie même, en effet, depuis tantôt cent ans passés, la sympathie n'est-elle pas devenue le principe intérieur de l'art? Je ne parle pas de cette sympathie dont le poète s'est ému de nos jours pour les souffrances et les joies de celui que nos Français du XVIIe siècle, à l'imitation des Grecs et des Romains, eussent appelé volontiers le barbare. Je pourrais en parler, car enfin ce que nous avons gagné sur le XVIIIe siècle, c'est d'avoir compris ou senti que notre littérature nationale, quoique universelle, n'avait pas cependant épuisé la source des émotions humaines. Si le mot de couleur locale, dont on a fait, dont on fait encore tant de bruit, signifie quelque autre chose que la capacité de reproduire ce qu'il y a de plus matériel dans la forme et dans la couleur, il exprime le pouvoir de comprendre, à force de sympathie, ce qu'il y a de diversité, selon les temps et selon les lieux, sous et dans l'apparente identité du même sentiment. Mais veux parler de cette sympathie particulière, et comme on dit, intime, que le poète éveille en nous par la seule manifestation de sa propre personnalité. Une grande révolution littéraire s'est accomplie le jour où l'auteur des *Confessions* a conquis pour le poète le droit de montrer l'homme à l'homme, sans interposition de personnes fictives et sans le secours d'une fable imaginaire. Si Corneille a souffert, si Racine a aimé, si Molière a pleuré, nous avons pu le deviner, ils ne nous en ont du moins rien dit; mais le poète des *Méditations* nous a confié jusqu'aux secrets dont il n'était pas le seul maître; le poète des *Feuilles d'automne* et des *Contemplations*, jour par jour, a inscrit l'histoire de sa vie dans ses vers; et le poète des *Nuits* a pris le monde à témoin

de ses amours trompées. Qui ne voit que c'est à notre sympathie qu'ils ont fait appel? à notre expérience commune des misères de la vie qu'ils se sont adressés? à ce qu'il y a de capable en nous de ressentir avec eux la tristesse des douleurs et le triomphe des joies qu'ils ont chantées? C'est ce que n'ont pas compris les Charles Baudelaire. Ils n'ont pas vu que ce que nous aimions dans ces grands poètes, c'était la répercussion en eux et la multiplication de nos propres sentimens. Ils ont cru que nous les suivrions à leur tour dans leurs *paradis artificiels* et que nous confondrions avec les rêves du poète les hallucinations du mangeur de haschich. Ils se sont trompés; et pourquoi se sont-ils trompés? Pour n'avoir pas reconnu l'importance esthétique de la sympathie.

Mêmes remarques à faire sur le roman de mœurs, et qui expliquent en même temps l'étendue de son domaine, avec la force de son empire. Enfermés chacun que nous sommes, et comme emprisonnés dans le cercle de notre condition, ce que nous avons goûté du roman de mœurs, qu'est-ce autre chose que ce qu'il nous apportait d'informations sur ce vaste monde, au milieu duquel nous vivons plus ignorans de ceux qui sont avec nous les enfans d'un même sol que des mœurs des Germains, peut-être, au temps de l'historien latin, ou que de la psychologie des nègres du Congo? Mais, comment on vit dans ce milieu social où la sécurité du lendemain est à la merci d'un chômage, et quelquefois de l'indisposition d'un jour; et comment encore, à l'extrémité de l'échelle, dans cet autre milieu où la facilité de satisfaire le désir en a comme émoussé l'aiguillon: voilà ce que nous cherchons dans le roman de mœurs. Et voici ce que nous aimons à y trouver: une sorte de supplément à la très petite et très imparfaite expérience que nous avons de la vie; l'analyse de ce que deviennent les sentimens moyens quand ils passent d'un milieu dans un autre, la réfraction qu'ils y subissent, la forme et la couleur imprévue qu'ils en prennent; ce qu'il arrive enfin de l'homme selon les circonstances où le hasard, la fortune, la nécessité, ses propres fautes, sa propre volonté le placent, et ce qui subsiste en lui de très semblable à ce que nous sommes tous, en même temps que ce qui s'y engendre de très personnel à lui-même et de très particulier à sa condition.

A plus forte raison au théâtre. Car, dans une salle de spectacle, la communication qui s'établit d'elle-même entre les hommes assemblés nous empêche de faire à l'auteur dramatique ce que nous consentirions de concessions au romancier, ce que nous en avons consenti, par exemple, à l'auteur de *Madame Bovary*. Si cependant, à la grande rigueur, on conçoit que l'élément sympathique puisse être absent de la comédie de caractères, et si l'on admet qu'il puisse être suppléé dans la comédie d'intrigue par l'intérêt de curiosité pure, il ne peut être remplacé par rien, encore moins faire absolument défaut dans la

comédie de mœurs. A mesure que vous approchez vos personnages de la condition du spectateur, et que vous prétendez faire du théâtre une plus fidèle, plus exacte, plus minutieuse observation de la vie, j'ai le droit d'exiger qu'en effet, il y ait plus en eux de ce que je sens en moi, et qu'il me soit plus aisé d'entrer dans leurs sentimens.

Il n'importe pas beaucoup après cela que le public y soit trompé quelquefois, et que, comme il est arrivé si souvent, sa faveur s'égare sur une apparence, une ombre, un fantôme de *personnage sympathique:* l'aimable mais insignifiante ingénue des comédies d'Eugène Scribe et le brave mais ridicule capitaine des mélodrames du boulevard. Tout s'imite. Il y a une contrefaçon de la force qui ne consiste guère que dans la grossièreté : tout de même il y a des artifices pour donner le change au public sur ses propres sympathies. La mère à qui l'on a pris son enfant, le père dont on a déshonoré la fille, l'ouvrière séduite, le mari trompé, l'épouse trahie, le fils naturel, que sais-je encore ! voilà ce qu'on appelle vulgairement des personnages sympathiques, et je ne veux pas nier qu'on en ait singulièrement abusé, qu'on en abuse étrangement tous les jours. Mais cela même, bien loin de contredire, ou de contrarier la définition, n'exige seulement pas qu'on l'élargisse, et la confirmerait au besoin. Car il est évident qu'on n'abuserait pas de ces *personnages sympathiques* si d'autres n'en avaient usé les premiers avec succès. Il est évident que les mêmes types ne reparaîtraient pas sur la scène, à intervalles fixes, non plus que dans le roman, s'ils ne reparaissaient pas aussi bien, avec la même constance et la même régularité, dans la réalité de la vie. Et il est évident qu'ils ne renaîtraient pas ainsi périodiquement parmi nous comme de leurs propres cendres s'ils n'exprimaient quelque chose d'éternellement humain.

Avant donc de louer les audacieux d'avoir brisé les conventions, il est bon d'examiner à quoi les conventions répondent. On s'aperçoit alors le plus souvent, pour peu qu'on se soit efforcé d'en approfondir le sens, qu'elles ressemblent beaucoup « à des rapports nécessaires qui dériveraient de la nature des choses, » ce qui est la meilleure définition que l'on ait jamais donnée des lois. Je ne sais si je l'aurai pu montrer, — à l'occasion du *personnage sympathique,* — aussi clairement que je crois le voir moi-même. On aura compris du moins que cette question, si simple en apparence et d'une solution si prompte, était à vrai dire extrêmement complexe. Elle dépend de vingt autres questions et vingt autres questions en dépendent. Si le lecteur a reconnu la liaison et que le principe même de l'art était engagé dans le procès des Agnès du théâtre de Madame et des Iago de l'Ambigu-Comique, c'est beaucoup, et pour le reste... il l'excusera sur la difficulté de la matière.

F. Brunetière.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre.

Que de discours et de paroles pour ne rien dire ou pour ne jeter que des amplifications inutiles à tous les vents d'automne! Que de polémiques aussi vaines que bruyantes dans ce vide des vacances! Depuis quelques jours, comme si le repos et le silence pesaient aux partis, comme si l'on avait hâte de se préparer aux luttes d'une session nouvelle, on parle et on pérore.

Tout est prétexte ou occasion, et l'inauguration d'un lycée qui n'est pas encore construit, qu'on inaugure tout de même comme on a fait pour l'Hôtel-de-Ville, et l'érection d'une statue en l'honneur de quelque vieux conventionnel à demi oublié, et les fêtes du Nord et du Midi où M. le président du conseil municipal de Paris va essayer de convertir les populations à la mairie centrale. On parle dans les comices agricoles et dans les banquets, dans les réunions privées et en plein air; il y a aussi les conversations et les lettres. Chacun a sa manière de comprendre les affaires du jour; chacun a son programme et ses idées, depuis M. Louis Blanc, qui fait trêve à la maladie pour remettre à neuf un socialisme usé, jusqu'à M. le président du conseil, qui demande aux républicains de la discipline sous peine de périr, depuis M. le ministre de l'instruction publique, qui prend à partie Mme de Maintenon à propos de l'éducation des filles, jusqu'aux députés, qui vont rendre compte de leur mandat. Jamais il n'y eut un tel besoin d'explications. On ne s'entend pas toujours, il est vrai; du moins il est convenu, — c'est le thème de tous les discours, de toutes les amplifications, du moment, — qu'il faudrait s'entendre. Il faut de la conciliation pour retrouver une majorité, il faut un gouvernement pour vivre : voilà qui est au mieux! Malheureusement ce n'est là qu'une banalité répétée un peu partout, et après avoir tant parlé de la conciliation, de la nécessité d'avoir un gouvernement, on n'est pas beaucoup plus avancé : on ne reste pas moins dans la confusion sans savoir comment on en sortira.

La seule chose certaine jusqu'ici, c'est un malaise à peu près universellement ressenti et l'impossibilité reconnue d'aller longtemps ainsi. Au-delà, toutes ces harangues dans lesquelles on se décerne parfois de ridicules flatteries comme pour s'étourdir, tous ces discours de circonstance, tous ces manifestes de vacances parlementaires ne sont le plus souvent que des mots. On a beau pérorer, on ne réussit ni à trouver ni à dire comment se réalisera cette conciliation dans laquelle on voit le remède infaillible, comment se relèvera ce gouvernement dont on sent le besoin, et on ne le trouve pas, parce qu'on ferme les yeux sur la vraie question, parce qu'on se garde bien d'aller jusqu'à la racine du mal. On ne veut pas s'avouer que si les affaires intérieures et extérieures de la France sont arrivées à ce point où tout semble en déclin, c'est la faute d'une domination de parti qui n'a su être que l'exploitation vulgaire et intéressée d'une situation; c'est la conséquence d'une politique qui n'a certes rien inventé, qui se contente de vivre, abusant du pouvoir comme d'une conquête éphémère, reprenant à son usage les moyens les plus décriés de tous les régimes, même des plus mauvais, ou se payant de déclamations, de prétendues idées réformatrices, sous lesquelles se déguise une véritable impuissance.

Le fait est que, depuis quelques années, une expérience aussi instructive que singulière se poursuit devant le pays, au détriment du pays et, on peut bien ajouter, au détriment de la république elle-même. Voilà un parti qui, depuis qu'il existe, a passé son temps à déclamer et souvent à s'insurger contre tous les régimes. Il n'a cessé de poursuivre de ses incriminations passionnées et de ses injures tous les régimes qui se sont succédé; il les a accusés tour à tour, — justement ou injustement, peu importe, — d'abaisser la France, de violer toutes les garanties du droit et de la liberté, de tout subordonner à des calculs de règne et de coterie, d'organiser la curée des emplois et des faveurs, de se faire une clientèle intéressée et servile aux dépens du budget, par les satisfactions prodiguées aux convoitises personnelles ou locales. Le jour est venu où ce parti, à son tour, est arrivé au gouvernement, où il a eu le pouvoir sans partage, — et, du premier coup, il a dépassé tout ce qu'il a reproché à d'autres. Il n'a eu rien de plus pressé que de s'approprier tout ce qu'il jugeait si sévèrement du haut de son incorruptibilité. Les républicains, qui sont fort contens d'eux-mêmes depuis qu'ils sont les maîtres et qui ont toutes les illusions comme toutes les tentations du règne, ne s'en aperçoivent peut-être pas : le régime qu'ils imitent le plus dans leurs procédés, auquel ils empruntent le plus pour l'usage de la république telle qu'ils la font, c'est le dernier régime napoléonien. Que n'ont-ils pas dit de ce second empire, de ses iniquités, de ses violations du droit, de ses procédés discrétionnaires, de ses coups d'état? C'est cependant ni plus ni moins ce qu'on a fait depuis dans toutes ces campagnes

administratives qui n'ont pu se justifier que par la raison d'état. Hier encore, ne recommençait-on pas ces tristes expéditions d'autorité discrétionnaire et de bon plaisir en prétendant trancher par la main de la police une question de propriété, d'inviolabilité de domicile, en allant forcer les portes d'une maison de Paris pour en chasser de modestes religieuses? Il s'est trouvé un juge de référé qui, par un arrêt savamment et impartialement motivé, a retenu la cause au nom du droit commun; on lui répondra peut-être encore en élevant un conflit au nom de l'arbitraire administratif, juge dans sa propre cause, — et ce sera toujours la raison d'état, la « souveraineté du but. » C'est bien la peine de se proclamer des libéraux pour singer les coups d'état dans leurs expédiens sommaires au profit des fanatismes de secte. M. le préfet de la Seine assure, il est vrai, qu'il n'aura aucune difficulté à s'expliquer au sujet de son dernier exploit et à s'entendre avec le conseil municipal de Paris. C'est aisé à croire, M. le préfet de la Seine aura l'absolution de son supérieur, le conseil municipal, — et c'est là sûrement, il faut en convenir, une belle garantie!

Que n'a-t-on pas dit aussi de ce qu'on appelait autrefois « l'abus des influences, » de l'avilissement des fonctions publiques dans un intérêt de domination ou dans un intérêt électoral, des inquisitions organisées sur les serviteurs de l'état, des faveurs promises aux opinions plutôt qu'aux services? Quelle indignation lorsqu'un fonctionnaire, un officier appartenant à une assemblée ou attaché au prince pouvait être soupçonné d'avoir de l'avancement par une raison politique, lorsque le gouvernement faisait trop attendre un grade, une promotion à un fonctionnaire suspect d'hostilité ou de tiédeur! C'était bon autrefois! Maintenant, il n'est rien de tel que d'être député ou sénateur, de faire preuve de zèle politique, d'être ce qu'on appelait sous l'empire un ami du premier degré pour être propre à tout, pour avoir droit à une magistrature ou à une trésorerie générale. Les scrupules sur l'indépendance et la dignité des fonctionnaires, sur la valeur des titres, sont désormais surannés. Les services réels passent au second rang, et M. le sous-secrétaire d'état des finances adressait récemment aux préfets une circulaire qui a le mérite de dire avec une certaine candeur, tout au moins sans détour, comment on comprend la position et le rôle des employés. M. le sous-secrétaire d'état des finances ne plaisante pas; il tient à organiser ce qu'il appelle lui-même « le contrôle au point de vue politique » sur tout son monde, sur les employés de l'enregistrement, des domaines et du timbre, sur les agens des contributions directes et indirectes, des douanes, des manufactures de l'état. Il demande une « notice » précise sur chacun de ces agens, sur sa position, sur son « attitude politique, ses relations de famille et ses fréquentations habituelles. » Il a besoin d'avoir ces renseignemens avant toute nomination ou promotion.

Voilà qui est parler! Et qu'on prenne bien garde : cette circulaire, si étrange qu'elle ait paru, n'est pas précisément une nouveauté. On aurait beau la désavouer officiellement, pour la forme, pour l'honneur des principes, ce qu'elle dit, ce qu'elle recommande n'est pas moins ce qui se pratique déjà depuis quelques années un peu partout. Il n'est pas un simple canton, un modeste village où un employé ne soit exposé aux effets du « contrôle politique » de M. le sous-secrétaire d'état des finances, c'est-à-dire aux délations et aux disgrâces pour ses opinions présumées, pour ses « fréquentations habituelles. » Pour avoir un débit de tabac dans une bourgade, il faut donner des gages, avoir son brevet de républicain! Sous l'empire, dont on imite les procédés en les aggravant, il y avait sans doute ces amis du premier degré dont nous parlions, les orthodoxes à qui étaient réservés les emplois ; mais l'administration était assez puissante et souvent, il faut le dire, assez éclairée, pour n'être point à la merci de tous les caprices, de toutes les délations ou même des influences de localité. Aujourd'hui l'administration supérieure est singulièrement affaiblie; les ministres passent, les préfets eux-mêmes changent aussi, et ce sont les députés de chaque arrondissement, les conseillers locaux de toute sorte, les comités, qui se chargent d'exercer ce « contrôle politique » remis à neuf par M. le sous-secrétaire d'état des finances, qui veulent avoir leurs sous-préfets, leurs percepteurs, leurs juges de paix, leurs cantonniers, leurs débitans de tabac, — tous républicains ou prétendus tels. Ce n'est plus de la politique, ce n'est plus de l'administration; c'est l'esprit de parti et de localité dans ce qu'il a de plus subalterne disposant de tout, prétendant tout régenter. C'est là ce qu'on appelle organiser et servir la république!

Les républicains sont aujourd'hui dans cette phase d'aveuglement et d'infatuation où ont été plus d'une fois les partis victorieux. Ils sont la proie de leurs passions, de leurs fanatismes et de leurs intérêts. Parce qu'ils ont le succès du moment, ils croient qu'ils peuvent tout faire, mettre la main sur tout, sur les traditions, sur l'histoire, sur l'organisation, sur le budget de la France. Ils se figurent qu'ils n'ont qu'à exclure leurs adversaires, à distribuer emplois et faveurs à leurs amis, à satisfaire les intérêts, pour s'assurer une clientèle dévouée, pour fonder et prolonger leur domination. Matériellement, ils peuvent sans doute l'essayer, puisqu'ils disposent de tout; moralement, ils sont les dupes d'une singulière illusion. Ils s'exposent à dévorer promptement leur règne par l'abus d'un pouvoir qu'ils ne savent exercer que dans l'intérêt de leurs propres passions, et assurément un des plus étranges abus que puisse se permettre l'esprit de parti, c'est cette sorte de liste des bénéfices ouverte au profit de ce qu'on appelle aujourd'hui les victimes du coup d'état de 1851.

Ce n'est pas ici que le 2 décembre a rencontré des flatteurs ou

des complices; il n'a trouvé que des hommes fidèles à leur pensée, défendant comme ils l'ont pu les traditions libérales, faisant simplement leur devoir, et de ce passé nous pouvons parler librement. Après tout, ce coup d'état de 1851, il a été la suite d'un autre coup d'état, le 24 février 1848, qui l'a préparé, qui seul l'a rendu possible en interrompant le développement régulier et libéral de la France. Il a été une révolution comme bien d'autres révolutions. Il a fait des victimes, cela n'est pas douteux, et si, après tant d'années, il y avait encore à réparer des malheurs privés, à venir en aide à des situations intéressantes, le gouvernement était le mieux placé pour remplir avec discrétion, avec une sollicitude éclairée, cette mission délicate. C'était son rôle, personne n'aurait rien dit. C'est ce qui s'est fait sans bruit, sans ostentation, en plus d'une circonstance; mais, lorsque plus de trente années sont écoulées, lorsqu'une génération presque entière a été dévorée par les événemens, lorsque la France, éprouvée par d'incomparables désastres, porte encore le poids d'effroyables rançons, il est un peu extraordinaire, on en conviendra, d'ouvrir une enquête universelle sans garantie, de vérifier d'innombrables titres difficiles à constater, pour arriver à inscrire au livre de la dette près de 10 millions au profit de plus de vingt mille pensionnés. Les malheurs, qui en politique, ne sont épargnés à aucun parti, sont faits sans doute pour exciter les sympathies. Le dévoûment à une cause est toujours respectable; mais ce dévoûment, que nous sachions, ne se paie pas avec de l'argent. Les hommes qui courent les hasards de la vie publique savent à quoi ils s'exposent; ils triomphent avec leurs opinions, ils sont vaincus avec elles; ils subissent les conséquences de la défaite sans se créer un droit à cette sorte d'indemnité en masse par voie de réparation nationale. Ce serait une nouveauté par trop bizarre, et d'un autre côté, il n'est point apparemment admissible qu'un pays où les révolutions se sont succédé et ne sont peut-être pas finies, reste sous le coup d'un arriéré toujours en suspens, d'une dette indéfinie exigible selon le hasard des événemens, payable à la révolution nouvelle qui surviendra.

A une époque déjà lointaine et exceptionnelle dans l'histoire, après une révolution unique au monde, unique par sa grandeur et par ses conséquences, la restauration avait eu l'idée de l'indemnité des émigrés; mais il y avait ici une grande question sociale et politique à résoudre, la question des propriétés nationales. La mesure proposée par la restauration avait pour objet et a eu pour résultat d'en finir avec un problème qui pouvait peser longtemps sur la société nouvelle, de garantir la sécurité des acquéreurs de biens nationaux en même temps que de désintéresser par un dédommagement les anciens propriétaires dépossédés par la révolution. C'était un acte de souveraine et prévoyante transaction, — et même dans ces conditions les républicains n'ont point certes

été les derniers à poursuivre le gouvernement de la restauration de leurs violentes attaques pour cette malheureuse indemnité! Que font-ils cependant aujourd'hui? Ce qu'ils ont tant reproché à la monarchie traditionnelle, ils le font eux-mêmes dans des circonstances très différentes, sans avoir d'aussi sérieuses raisons, et s'il y a quelque chose de plus étrange que tout le reste, c'est de voir figurer sur les nouvelles listes de pensionnés des noms de sénateurs, de députés, d'hommes qui ont reçu, qui occupent encore des fonctions. Ils ont été pourtant dédommagés, ils sont tout-puissans : que veulent-ils de plus? A la vérité, un certain nombre de ces bénéficiaires se seraient, dit-on, ravisés et auraient aujourd'hui l'intention de renoncer à la pension qui leur a été attribuée ; ils ne resteraient sur les listes que pour l'honneur. Soit! Mais enfin, à part les questions d'argent que chacun résout comme il l'entend ou comme il le peut, il y a une considération d'une autre nature. Est-ce qu'on ne s'aperçoit pas de tout ce qu'il y a de vain dans ces manifestations à trente ans de distance? Est-ce que ceux qui se plaisent à réchauffer ces souvenirs du 2 décembre et qui semblent réclamer comme un privilège le droit de figurer parmi les victimes croient être les seuls qui aient souffert de ces événemens déjà lointains? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres partis qui ont été aussi cruellement frappés dans leurs convictions et dans leurs vœux, dans leurs intérêts comme dans leurs espérances, qui ont subi l'exil ou ont supporté la défaite avec dignité sans se rendre? Comment se fait-il cependant qu'il n'y ait sur ces listes que des républicains? C'est donc un acte de parti qu'on a voulu accomplir, — et on a certainement réussi, au risque de paraître tout simplement se servir du budget de la France pour faire des générosités intéressées, pour satisfaire la clientèle républicaine. On a fait en cela de la politique de parti ou de coterie, comme on en fait dans la distribution des emplois, comme on en fait dans tout ce qu'on propose, dans tout ce qu'on imagine pour le gouvernement et l'administration du pays.

Il n'y aurait encore que demi-mal, en effet, si ces abus de domination, qui, à vrai dire, sont toujours possibles, si tous ces calculs assez médiocres et passablement intéressés de l'esprit de parti étaient quelquefois rachetés par un certain mouvement d'idées, par une certaine vigueur d'impulsion et d'action dans le maniement des grandes affaires de la France; mais ce qu'il y a justement de terrible, c'est que le même esprit se manifeste dans les œuvres les plus sérieuses, dès qu'on veut toucher à tout ce qui constitue la puissance morale et matérielle du pays, — et, en dépit de tout ce que peut se promettre M. le président du conseil, ce n'est malheureusement pas le ministère qui paraît destiné à redresser la marche des choses.

Des réformes! oui, sans doute, on parle souvent de réformes, le cabinet en parle comme tout le monde; on met des réformes dans tous

les programmes ministériels ou parlementaires, — et d'abord, pour mieux les réaliser, on commence par tout bouleverser : puis on s'arrête bientôt en chemin, ne sachant plus que faire entre des lois anciennes ébranlées, à demi détruites, et des lois nouvelles qu'on ne peut arriver à voter. M. le ministre de l'instruction publique a sa manière d'entendre les réformes, de relever le gouvernement et sans doute aussi de mettre la paix, l'ordre dans le pays; il vient de proposer tout simplement d'introduire la politique dans les écoles primaires, c'est-à-dire d'enseigner à des enfans de moins de dix ans l'histoire, la législation, la constitution à la façon républicaine, selon l'esprit du *Manuel* de M. Paul Bert. Et c'est là ce qu'on appelle régénérer l'enseignement! Il y a quelque temps déjà, M. Léon Say, dans son passage au ministère, s'était efforcé de rétablir un certain ordre financier, de soutenir le crédit public et de rassurer les industries. De concert avec le rapporteur de la commission des finances, M. Ribot, M. Léon Say avait vaillamment soutenu ses combinaisons, qui, en définitive, étaient acceptées et votées par la chambre; mais le nouveau ministre, M. Tirard, un habile financier, veut avoir, lui aussi, son budget, un budget tout neuf qu'il fera voter comme il pourra à cette fin d'année. Il laisse tomber la convention qui avait été négociée avec la compagnie d'Orléans et qui avait pour objet d'assurer au trésor une somme considérable. Cette somme, il faudra la remplacer. De son côté, M. le ministre des travaux publics vient de nommer une commission chargée d'étudier de nouveau, — ce ne sera que la dixième fois, — le régime des chemins de fer. Il en résulte que, pour le moment, tout est remis en question. M. le garde des sceaux qui, à son tour, ne veut pas paraître stérile, s'était mis en frais d'invention pour un nouveau système de réforme judiciaire. Il avait imaginé une combinaison fort ingénieuse par laquelle il se proposait de contenter tout le monde, qui consistait à supprimer l'inamovibilité sans la supprimer. Il assimilait les magistrats aux officiers de l'armée; il maintenait l'inamovibilité pour le grade en laissant l'emploi à la discrétion du gouvernement. Seulement la combinaison a paru trop subtile ou trop peu sérieuse, et pour le moment on en reviendrait, dit-on, à une proposition qui limitait la réforme judiciaire à la revision du personnel; la réforme des compétences, des juridictions reviendra quand elle pourra, comme elle pourra: il faut d'abord s'occuper des places, du personnel: c'est le point important dans le programme.

Ainsi, tout marche et tout finit par des pensions, par des questions de personnel ou par des expulsions de religieuses. C'est ce qu'il y a de plus clair! Et l'on s'étonne ensuite que ces gaspillages d'une situation, ces manèges, cette impuissance aux choses sérieuses, produisent le malaise qui frappe tous les esprits prévoyans, que les membres du gouvernement et du parlement sentent eux-mêmes sans vouloir s'en

avouer la cause, dont le pays, cette éternelle victime de tous les 2 décembre, subit les conséquences. Chercher à concilier les groupes épars d'une majorité, comme on le dit dans les discours d'aujourd'hui, ou demander la discipline au parti dominant, comme le fait M. le président du conseil, c'est fort bien, on peut l'essayer, si l'on veut; mais ce n'est là qu'un palliatif. — « Réformateurs, réformez-vous vous-mêmes, » disait l'autre jour dans un banquet M. le député républicain de Saint-Flour, et il avait raison. C'est le système qu'il faudrait changer, car le mal est au plus profond de la situation : il est dans l'essence d'une politique qui confond tout et abaisse tout, qui, en s'abandonnant aux plus vulgaires inspirations de parti, s'amoindrit elle-même, et laisse la France sans garanties dans ses affaires intérieures, sans direction et sans autorité dans son rôle extérieur.

Avoir une direction, une politique, savoir en un mot ce qu'on veut, c'est le secret de l'influence et de la force pour une nation qui a en elle-même tous les élémens de la puissance. C'est ce qui fait que l'Angleterre, une fois qu'elle a eu pris sa résolution, a pu s'engager sans hésiter, sans dévier dans ces affaires d'Égypte où sa fermeté a si promptement décidé du succès. Cette campagne égyptienne, habilement préparée et rapidement conduite, elle est désormais terminée, en effet, au moins dans sa partie militaire. Le combat de Tell-el-Kébir en a fini avec cette insurrection prétendue nationale qui a disparu subitement comme une décoration de théâtre, et dont les chefs principaux, Arabi en tête, sont aujourd'hui en jugement devant une cour martiale. Le khédive Tewfik-Pacha est sorti de son obscurité, de sa captivité d'Alexandrie, pourrait-on dire, pour rentrer au Caire sous l'égide britannique, et il s'est donné une ombre de ministère. La résistance, s'il y en a encore, n'apparaît plus que sous la forme de désordres partiels et incohérens qui sont la suite inévitable d'un temps de troubles, et sir Garnet Wolseley a pu donner à son armée le signal du départ. Bien entendu, ce n'est qu'une partie de l'armée expéditionnaire qui retourne en Angleterre et aux Indes. Dix mille Anglais restent dans la vallée du Nil, d'abord pour garantir à l'Angleterre les suites de sa victoire, pour assurer ensuite la paix intérieure à peine rétablie en Égypte et pour laisser le temps de reconstituer un certain ordre politique et administratif. Ce n'est plus la guerre, c'est l'occupation protectrice qui commence.

La question est maintenant de savoir ce qui sortira de tout cela, ce que sera cet ordre égyptien qu'on se propose de reconstituer, comment, en un mot, l'Angleterre se tirera de cette seconde partie de son entreprise. La question a deux faces. Une des premières préoccupations paraît avoir été de réorganiser quelques forces militaires, et c'est un Anglais, depuis quelques années au service du sultan, Baker-Pacha, qui a été mandé de Constantinople pour refaire moins une armée qu'une sorte de gendarmerie; mais quelle que puisse être, dans un

temps donné, l'utilité de ces forces que Baker-Pacha est chargé de réorganiser, ce n'est pas sans doute ce qu'il y a de plus important et, pour le moment, l'armée anglaise est la plus sûre gardienne de l'Égypte. Reste toujours le plus essentiel, la partie politique, et ici l'Angleterre en est encore visiblement à la période des délibérations, des négociations, peut-être des hésitations. Le problème est en effet assez compliqué, puisqu'il s'agit de créer, de refaire une situation tout entière où les intérêts de l'Angleterre soient sauvegardés et où l'Europe, la France elle-même trouvent des garanties. Quelques-uns des membres du cabinet de Londres qui ont eu récemment l'occasion de s'expliquer dans des réunions, et M. Gladstone lui-même dans quelques paroles qu'il a prononcées, se sont montrés assez réservés. Évidemment les Anglais ne veulent rien brusquer; ils tiennent à ne rien faire qui ne puisse être accepté par l'Europe, particulièrement par la France; mais comme ils sont seuls dans la vallée du Nil, il est clair qu'ils n'en sortiront que lorsqu'ils croiront laisser une situation assez raffermie, suffisamment conforme à leurs intérêts.

Ces événemens d'Égypte ont été certainement pour l'Angleterre une occasion favorable d'une démonstration de puissance, et, quoi qu'il arrive, le ministère recueille dès aujourd'hui pour lui-même, pour sa propre existence, les avantages d'une résolution hardie. Il est pour le moment protégé par un succès extérieur de nature à flatter l'orgueil britannique, et, dans ce succès même, il puise évidemment une force nouvelle pour aborder la session parlementaire qui va se rouvrir d'ici à peu de jours, avant la fin du mois.

Ce n'est, il est vrai, qu'une session pour ainsi dire spéciale, dans tous les cas assez inusitée, que le chef du cabinet avait annoncée au moment de la séparation du parlement, au mois d'août, et qui a un objet précis. Il s'agit d'une réforme du règlement intérieur de la chambre des communes dont le premier ministre lui-même a pris l'initiative, et dont la discussion n'a été interrompue pendant la session dernière que par les affaires plus sérieuses, plus pressantes d'Égypte et d'Irlande. La question va se reproduire maintenant, et elle s'engage dans de telles conditions qu'elle sera vraisemblablement résolue selon les vœux du cabinet. L'idée même de cette proposition est née, en définitive, d'une sorte de nécessité qui s'est révélée plus que jamais dans la session dernière au milieu des interminables débats dont la crise irlandaise a été l'occasion; elle a été conçue pour mettre fin à cette guerre de broussailles qui s'est appelée « l'obstruction, » pour faciliter l'expédition des affaires en simplifiant les débats parlementaires. M. Gladstone propose de laisser désormais au *speaker* le droit de provoquer la clôture d'un débat à la simple majorité. Ce n'est point là d'ailleurs la seule nouveauté ni même peut-être la nouveauté la plus considérable du projet. M. Gladstone propose encore la création

de grandes commissions permanentes qui seraient chargées de certaines affaires, de l'étude des projets de loi, en un mot, de tout le travail préparatoire du parlement sauf, bien entendu, le recours définitif à la chambre tout entière en séance publique. Au premier abord, tout cela semble assez simple, assez rationnel et se rapproche de ce qui se pratique dans les assemblées du continent. La nécessité d'avoir raison des « obstructionnistes, » qui peuvent à un moment donné paralyser la volonté de la chambre, est évidente. Le système de comités imaginé par M. Gladstone peut avoir son utilité pour l'expédition des affaires. Il ne faut pas cependant se dissimuler que c'est là une sorte de révolution qui n'est pas faite pour passer aisément dans un pays comme l'Angleterre, où règne le respect des vieilles traditions, des usages séculaires. Les nouveautés ministérielles rencontreront, selon toute apparence, une vive opposition, non-seulement parmi les Irlandais, dont l'humeur « obstructionniste » a provoqué la présentation du nouveau règlement, mais dans les rangs du parti conservateur, qui ne laissera pas passer l'occasion de défendre jusqu'au bout les vieilles traditions du parlement britannique. M. Gladstone, qui se repose aujourd'hui à la campagne, loin des agitations de Londres, peut faire provision de forces nouvelles. Il aura sans doute plus d'un combat à soutenir sur cette simple question de revision du règlement de la chambre; mais il a pour lui ses succès, les résultats éclatans de sa politique tout entière, qui est pour le moment dans sa phase la plus favorable.

Le ministère anglais n'a point évidemment à craindre dans cette session prochaine de bien sérieuses attaques au sujet des affaires d'Égypte. La question se produira dans le parlement, cela n'est pas douteux, et le langage de lord Salisbury, de sir Stafford Northcote n'indique pas précisément que les tories aient désarmé. Des débats animés, éloquens pourront s'engager dans les deux chambres; l'issue ne peut être incertaine. Toutes les discussions qui se produiront se ressentiront nécessairement de la récente victoire des armes anglaises, et elles ne pourront d'ailleurs être poussées à fond tant que la situation restera obscure et indécise en Égypte. L'instinct national est trop puissant en Angleterre pour que les partis se permettent d'entraver le gouvernement dans ce qui lui reste à faire à Alexandrie et au Caire. L'opposition se trouve liée tout à la fois par le succès qui vient de couronner cette rapide campagne et par la nécessité de laisser au gouvernement toute sa liberté d'action dans la vallée du Nil, dans les négociations diplomatiques qu'il a maintenant à poursuivre pour donner à son œuvre un caractère européen. Peut-être l'opposition retrouvera-t-elle des chances plus tard, le jour où elle aura à juger cette entreprise égyptienne dans sa partie politique ou diplomatique, qui n'est point à la vérité la moins difficile; aujourd'hui, le gouvernement a tous les avantages. D'un autre côté, le cabinet libéral a la bonne fortune de se pré-

senter au parlement avec des résultats également favorables dans les affaires d'Irlande.

Lorsque M. Gladstone en était encore à proposer ses hardies mesures agraires, son *Land-act*, son bill des arrérages, lorsqu'il se voyait obligé d'accompagner l'œuvre réformatrice de toutes les sévérités de la coercition, d'une nouvelle loi de sûreté générale, la politique ministérielle restait livrée à toutes les contestations; on pouvait lui dire et on n'a pas manqué de lui dire qu'elle était témérairement révolutionnaire, imprévoyante, qu'elle portait atteinte aux grands principes de la propriété, de l'ordre social britannique, sans pouvoir se promettre de pacifier l'Irlande. A l'heure qu'il est la pacification n'est point assurément complète et plus d'une fois encore, vraisemblablement, l'Irlande sera un embarras pour l'Angleterre, Tout indique du moins un apaisement qui est dû sans doute à cette combinaison d'une répression sans faiblesse et de lois réformatrices. Il est certain que le nombre des crimes a diminué, que les actes de rigueur qui ont atteint quelques coupables ont eu un effet salutaire, que les réformes ont eu aussi une favorable influence sur les masses rurales, assez disposées désormais à profiter des libérales mesures votées en leur faveur. Les lois de M. Gladstone ont eu cet heureux résultat de désintéresser une partie de la population irlandaise, d'enlever par cela même des soldats à la révolte organisée, à l'influence de la *land-league*. Ce qui tendrait à le prouver, c'est que les chefs les plus ardens de la ligue semblent se décourager et se retirer du combat. Les souscriptions ouvertes aux États-Unis pour soutenir le mouvement viennent d'être closes. Il n'y a que quelques jours, dans une réunion qui a eu lieu à Wexford, en Irlande, un des plus opiniâtres et des plus fougeux agitateurs, M. Michael Davitt, a avoué que la campagne était finie, qu'on ne pouvait plus pour le moment continuer la lutte, et il n'a point hésité à convenir que si la *land-league* était vaincue, elle devait en grande partie sa défaite aux meurtres, aux incendies, aux crimes de toute sorte qui ont compromis la cause irlandaise. Ce qui est clair dans tous les cas, c'est que la défaite existe, puisqu'elle est avouée par les vaincus, et que M. Gladstone, au lieu de se trouver sous le poids d'un problème qui semblait insoluble, arrive aujourd'hui devant le parlement avec ce commencement de succès qui justifie sa politique. Il y a quelque temps, le ministère anglais semblait presque ébranlé et il eût été sans doute tout à fait compromis s'il eût manqué de résolution soit dans les affaires d'Irlande, soit dans les affaires d'Égypte. Il se relève victorieusement aujourd'hui, comme pour prouver que les gouvernemens se perdent plus souvent par leurs faiblesses que par une décision opportune.

Ch. de Mazade.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

La première quinzaine du mois d'octobre n'a pas tenu ce que le monde financier se complaisait à en attendre, c'est-à-dire une recrudescence d'activité dans les transactions, le retour des capitaux à la Bourse, l'inauguration d'un grand mouvement d'affaires. Les circonstances semblaient favorables, le rapide succès des Anglais en Égypte ayant étouffé en germe toutes les complications orientales que pouvait faire surgir l'agitation du monde musulman. La haute banque et les grands établissemens de crédit de Paris ne profiteraient-ils pas de cette accalmie pour galvaniser notre marché, pour secouer cette torpeur qui l'a envahi et le tient engourdi depuis la crise de janvier? Ne faudrait-il pas préparer les bilans et inventaires de fin d'année, et n'essaierait-on pas de gagner dans le dernier trimestre le dividende que réclameraient au printemps prochain les actionnaires et à la formation duquel les trois premiers trimestres de 1882 n'auront contribué que pour une si faible part?

On a cru pendant quelques jours que le mouvement attendu allait se produire et que le signal en serait donné par une poussée générale des valeurs orientales vers de plus hauts cours, poussée que justifieraient l'éclosion prochaine de combinaisons importantes pour la régénération des finances turques et une grosse émission de la Banque ottomane. Mais tandis que la spéculation se jetait avec ardeur sur ce groupe de valeurs avec la pensée que les établissemens financiers avaient eux-mêmes décidé de trouver là les élémens d'importans bénéfices, elle délaissait à peu près complètement nos fonds publics et presque tous les titres dont les négociations s'effectuent spécialement au parquet, comme ceux de la plupart de nos institutions de crédit et des compagnies de chemins de fer françaises ou étrangères.

C'est à peine si les cours des rentes ont oscillé de quelques centimes depuis la fixation des cours de compensation, et ces oscillations pendant la plus grande partie de la quinzaine avaient fini par produire une certaine réaction en ramenant le 5 pour 100 aux environs de 116 francs. Ce n'est que dans les derniers jours qu'une reprise a eu lieu; la rente restait avant-hier à 116.45, et hier à 116.60. Ce dernier cours annonce-t-il une intention des acheteurs de tenter une pointe vers le cours de 117 francs? Il y a de grandes probabilités pour qu'il en soit ainsi, car la principale cause des hésitations qui ont enrayé toute progression de nos fonds publics a été la crainte d'une

élévation du taux de l'escompte à Londres et à Paris, et cette crainte paraît aujourd'hui à peu près dissipée.

Les récoltes ont été satisfaisantes presque partout en Europe, et si les États-Unis nous envoient du blé cet hiver, ce qui aura lieu certainement, ces envois n'auront pas l'importance de ceux que nous avions à solder l'année dernière; en Angleterre d'ailleurs, on pourra payer le blé américain avec le produit de ventes considérables de marchandises et de valeurs mobilières. En tout cas, jusqu'ici, l'Amérique n'a pas eu encore à prendre d'or à Londres, et le taux du change n'indique pas un drainage imminent. Or, il y a un an, c'est par millions de livres sterling qu'il a fallu compter les expéditions d'or pour les États-Unis. L'argent est en outre abondant à Londres et à Paris; les ressources ne font nulle part défaut, pas plus au commerce qu'à la spéculation. Mais la Banque d'Angleterre, dont l'action est strictement réglée par les provisions de l'*Act* de 1844, voit sa réserve tomber peu à peu à un niveau qui appelle et nécessite des mesures de précaution, c'est-à-dire des élévations successives du taux de l'escompte officiel. Cette réserve est descendue cette semaine au-dessous de 10 millions de livres sterling. Mais, dans le même temps que l'on se demande si, à cause de son organisation spéciale, la Banque d'Angleterre ne va pas être obligée de porter son taux à 6 pour 100, on continue sur le marché ouvert à escompter aisément à 4 pour 100, ce qui indique clairement le caractère artificiel ou purement local des difficultés monétaires dont il s'agit.

Quant à la Banque de France, nous la retrouvons dans une situation très forte et qui exclut toute possibilité d'une modification quelconque dans le taux du loyer de l'argent. Malgré l'écart de 1 1/2 pour 100 entre le taux officiel de Londres (5 pour 100) et le nôtre (3 1/2 pour 100), la Banque n'a vu depuis trois semaines fléchir le montant de son stock d'or que de 25 millions environ. Ce stock d'or s'élève à encore à 988 millions; il dépasse de 375 millions environ le montant de l'année dernière à pareille époque, et alors nous avions des sommes énormes à payer à l'Amérique pour ses envois de céréales. Le portefeuille se maintient à un chiffre normal, le montant des avances a décru. Il faudrait assurément des circonstances extraordinaires, actuellement imprévues, pour amener la Banque de France à élever le taux de l'escompte au-dessus de 3 1/2 pour 100.

Comme les craintes avaient été assez vives à ce sujet depuis le commencement du mois, il ne serait pas étonnant que la spéculation, maintenant rassurée, se tournât du côté de nos fonds publics pendant la seconde quinzaine.

Le 5 pour 100 turc a eu un marché très agité et la Banque ottomane a été portée de 805 à 835 pour revenir ensuite à 820. Depuis quinze jours, il était question d'une émission que la Banque ottomane allait lancer sur les marchés de Londres et de Paris pendant la dernière

semaine d'octobre. Il s'agissait de près de 400,000 obligations ottomanes privilégiées, remboursables à 500 francs en vingt-trois ans, rapportant annuellement 25 francs, et qu'on offrirait au public à 425 francs environ. Ces titres sont ceux que la Porte a remis au groupe de la Banque ottomane en représentation de sa créance privilégiée (avances au trésor turc) et dont le service est garanti par une annuité de 590,000 livres turques à prélever sur le produit de l'administration des revenus concédés aux porteurs de titres de la dette turque.

Les deux comités de Londres et de Paris de la Banque ottomane paraissent avoir renoncé à faire une émission publique. On affirme que l'une des raisons de l'abandon du projet serait l'énormité des frais qu'auraient entraînés les prétentions excessives des intermédiaires de publicité. Quoi qu'il en soit de ce motif et des autres que l'on peut alléguer, la Banque ottomane se serait décidée à garder une partie des titres et négocierait la cession du reste à plusieurs établissemens de crédit, sans aucun recours à une souscription publique.

L'obligation unifiée d'Égypte a été portée jusqu'à 370 et a fléchi ensuite à 363. Le coupon de novembre sera-t-il intégralement payé? Certains discours prononcés par de hauts fonctionnaires en Angleterre ont inspiré quelques inquiétudes aux porteurs. La spéculation persiste à croire que le coupon sera payé.

La fusion de la Banque hypothécaire et du Crédit foncier est un fait accompli. Le nombre des actions de celui-ci est porté à 310,000 et ces titres se négocient maintenant complètement libérés. On a coté les cours extrêmes de 1,450 et de 1,410 et on reste à 1,420.

Un groupe de spéculateurs de Vienne et de Paris continue à pousser les cours de la Banque des pays autrichiens et des pays hongrois. Le Mobilier espagnol, au contraire, a sensiblement baissé et finit à 20 francs au-dessous du pair. Les titres des autres établissemens de crédit ont peu varié de prix.

Les valeurs de la Compagnie de Suez se sont assez énergiquement relevées; l'action gagne près de 60 francs; la délégation, très recherchée, a presque atteint 1,400 francs. Il n'est plus question de la concurrence d'un second canal.

Pendant toute la quinzaine, les titres que la spéculation a momentanément délaissés ont fléchi, le comptant ne les soutenant pas. Les principales valeurs qui se sont trouvées dans ce cas sont le Lyon, le Nord, l'Orléans surtout, puis les Chemins autrichiens, et les Lombards, à cause des dépenses que les récentes inondations vont imposer à la compagnie.

Le directeur-gérant : C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-TROISIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — LII[e] ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1882

Livraison du 1[er] Septembre.

Livraison du 15 Septembre.

Livraison du 1er Octobre.

Livraison du 15 Octobre.

PARIS. — Impr. J. CLAYE. — A. QUANTIN et Cie, rue St-Benoît.

